



HADRIEN **BUCLIN**

VENTS CONTRAIRES

Le Parti socialiste suisse face
aux crises économiques
et à l'essor du néolibéralisme
(1973-1995)

VENTS CONTRAIRES

**LE PARTI SOCIALISTE SUISSE FACE AUX CRISES ÉCONOMIQUES
ET À L'ESSOR DU NÉOLIBÉRALISME (1973-1995)**

HADRIEN BUCLIN

VENTS CONTRAIRES

**LE PARTI SOCIALISTE SUISSE FACE AUX CRISES ÉCONOMIQUES
ET À L'ESSOR DU NÉOLIBÉRALISME (1973-1995)**

ÉDITIONS LIVREO-ALPHIL

© Éditions Livreo-Alphil, 2024
Rue du Tertre 10
2000 Neuchâtel

Alphil Distribution
commande@alphil.ch

ISBN papier : 978-2-88950-225-7
ISBN PDF : 978-2-88950-226-4
ISBN EPUB : 978-2-88950-227-1

DOI: 10.33055/ALPHIL.00577

Les Éditions Alphil bénéficient d'un soutien structurel de l'Office fédéral de la culture pour les années 2021-2025.

Illustration de couverture : Helmut Hubacher au congrès du Parti socialiste suisse, 12 février 1984. Keystone/Str.

Publié avec le soutien du Fonds national suisse de la recherche scientifique.

Ce livre est sous licence :



Ce texte est sous licence Creative Commons: elle vous oblige, si vous utilisez cet écrit, à en citer l'auteur, la source et l'éditeur original, sans modifications du texte ou de l'extrait et sans utilisation commerciale.

Responsable d'édition : Julie Rothenbühler

Remerciements

La rédaction de cet ouvrage a été rendue possible grâce à deux subsides de recherche, le premier accordé par la commission de la recherche de l'Université de Lausanne, le second par le jury du fonds Ellen Rifkin Hill des Archives sociales suisses de Zurich. Je remercie les membres de ces deux institutions pour leur confiance et leur soutien. Mes remerciements vont également aux archivistes et bibliothécaires qui m'ont aidé, en particulier au sein des Archives sociales suisses et de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne.

Pour leur aide, leurs conseils ou leur relecture, j'aimerais aussi chaleureusement remercier Pierre Eichenberger, Aniko Fehr, Frank Georgi, Thibaud Giddey, Sébastien Guex, Raza Hajraj, Zoé Kergomard, Pauline Mack, Janick Schaufelbuehl, Jakob Tanner et Numa Vittoz. J'adresse un remerciement tout particulier à ma collègue à l'Université de Lausanne, Margaux Lang, ainsi qu'à Julie Rothenbühler des éditions Alphil qui ont relu l'entier du texte et ont formulé des commentaires avisés. Le rapport d'expertise anonyme évaluant mon manuscrit en vue d'un soutien à la publication par le Fonds national suisse m'a également été fort utile: je remercie ses auteur·trice·s. J'ai enfin bénéficié pour ma recherche de quelques échanges avec Françoise Pitteloud, ancienne conseillère nationale du Parti socialiste, hélas décédée durant la rédaction de cet ouvrage.

Table des abréviations

AI	Assurance-invalidité
ASB	Association suisse des banquiers
AVS	Assurance-vieillesse et survivants
BNS	Banque nationale suisse
CDU	Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (Christlich Demokratische Union Deutschlands)
CE	Communauté européenne
CFE	Chemins de fer fédéraux suisses
EEE	Espace économique européen
FMI	Fonds monétaire international
FPÖ	Parti de la liberté d'Autriche ou Parti libéral autrichien (Freiheitliche Partei Österreichs)
FTMH	Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (General Agreement on Tariffs and Trade)
ICHA	Impôt sur le chiffre d'affaires
IDN	Impôt de défense nationale

IFD	Impôt fédéral direct
LMR	Ligue marxiste révolutionnaire
MPF	Mouvement populaire des familles
NZZ	<i>Neue Zürcher Zeitung</i>
PDC	Parti démocrate-chrétien
PIB	Produit intérieur brut
POCH	Organisations progressistes de Suisse (Progressive Organisationen der Schweiz)
PRD	Parti radical-démocratique
PSA	Parti socialiste autonome (Partito Socialista Autonomo)
PSS	Parti socialiste suisse
PST	Parti suisse du travail
PTT	Postes, téléphones et télégraphes
RFA	République fédérale d'Allemagne (Allemagne de l'Ouest)
SIB	Syndicat industrie et bâtiment
SICES	Syndicat d'investisseurs du Club économique socialiste
SPD	Parti social-démocrate d'Allemagne (Sozialdemokratische Partei Deutschlands)
SPÖ	Parti social-démocrate d'Autriche (Sozialdemokratische Partei Österreichs)
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UDC	Union démocratique du centre (Schweizerische Volkspartei, SVP)
USAM	Union suisse des arts et métiers
USCI	Union suisse du commerce et de l'industrie (dite aussi <i>Vorort</i>)
USS	Union syndicale suisse

Introduction

La crise économique qui éclate en 1974 marque une rupture dans l'histoire des gauches en Europe occidentale¹. Durant les trois décennies d'après-guerre, ces forces politiques ont profité de la croissance économique et du plein emploi pour obtenir des progrès sociaux conséquents, en particulier le renforcement des droits des salarié-e-s face aux employeurs et le développement de l'État social². Pour la social-démocratie, cette période est particulièrement favorable au vu de sa stratégie réformatrice qui consiste à conquérir pas à pas des progrès sociaux³. L'âge d'or de l'emploi industriel contribue aussi à expliquer ses succès dans les urnes, car les ouvriers (et les ouvrières lorsqu'elles disposent des droits politiques) forment la base électorale traditionnelle de ce courant politique⁴. À la veille de la crise des années 1970, la social-démocratie est ainsi l'une des principales forces

¹ NOTERMANS Ton, *Money, markets, and the state. Social democratic economic policies since 1918*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 160; WALTER FRANZ, *Vorwärts oder abwärts? Zur Transformation der Sozialdemokratie*, Berlin, Suhrkamp, 2010, p. 7.

² JUDT Tony, *Après-guerre. Une histoire de l'Europe depuis 1945*, Paris, Éditions Armand Colin, 2007, p. 432-434.

³ MOSCHONAS Gerassimos, *In the Name of Social Democracy. The Great Transformation: 1945 to the present*, Londres, Verso, 2002, p. 63; ESCALONA Fabien, *La reconversion partisane de la social-démocratie européenne. Du régime social-démocrate keynésien au régime social-démocrate de marché*, Paris, Éditions Dalloz, 2018, p. 26-29.

⁴ RENNWALD Line, *Partis socialistes et classe ouvrière. Ruptures et continuités du lien électoral en Suisse, en Autriche, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en France (1970-2008)*, Neuchâtel, Éditions Alphil, 2015, p. 11.

politiques d'Europe occidentale, au pouvoir en République fédérale d'Allemagne (RFA), en Autriche, en Finlande, en Grande-Bretagne, en Norvège, aux Pays-Bas, en Suède, et participant aux gouvernements en Irlande, en Italie et en Suisse⁵.

Mais la crise, qui se déclenche à la suite du choc pétrolier d'octobre 1973, fragilise la stratégie réformatrice de la social-démocratie : en mettant les marges des entreprises et les budgets publics sous pression, la profonde récession qui frappe les économies capitalistes au milieu de la décennie amène les organisations patronales et leurs relais politiques au sein de la droite à durcir leurs positions⁶. Les protections dont bénéficient les salarié·e·s tendent désormais à être remises en cause, car les entreprises ont besoin d'une plus grande flexibilité de leur main-d'œuvre. L'État social est contesté par les forces conservatrices, car les cotisations sur les salaires et les prélèvements fiscaux par lesquels les employeurs y contribuent pèsent désormais plus lourdement sur les marges des entreprises⁷. Dans le même temps, la perte d'emplois industriels et le retour du chômage déstabilisent la base sociale traditionnelle des syndicats et partis de gauche, réduisant leurs capacités de mobilisation⁸.

L'évolution initiée par la crise des années 1970 s'avère durable, car, contrairement aux brefs ralentissements conjoncturels de 1949 et de 1958, la récession des années 1970 est suivie de deux nouvelles périodes de crise qui affectent les économies occidentales, l'une au début des années 1980, l'autre, plus profonde, durant la première moitié des années 1990. Entre 1950 et 1973, le taux de croissance annuel moyen en Europe occidentale est de 4,7% ; entre 1973 et 1993, il tombe à 2,2%⁹. Le chômage s'installe durablement : en 1983 par exemple, la RFA dénombre 2 millions de chômeuses et chômeurs. En conduisant à un durcissement des rapports de force sociopolitiques, le retour des

⁵ FAULENBACH Bernd, *Das sozialdemokratische Jahrzehnt. Von der Reformeuphorie zur neuen Unübersichtlichkeit. Die SPD 1969-1982*, Bonn, Dietz Verlag, 2011, p. 166.

⁶ FAULENBACH Bernd, *Das sozialdemokratische Jahrzehnt...*, p. 472 ; STUDER Brigitte, « Ökonomien der sozialen Sicherheit », in : HALBEISEN Patrick et al. (éd.), *Wirtschaftsgeschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*, Bâle, Schwabe, 2012, p. 952.

⁷ KERSHAW Ian, *L'âge global. L'Europe, de 1950 à nos jours*, Paris, Seuil, 2020, p. 336.

⁸ RENNWALD Line, *Partis socialistes et classe ouvrière...*, p. 33 et 70.

⁹ KERSHAW Ian, *L'âge global...*, p. 337.

crises économiques est un des moteurs des politiques néolibérales qui prennent leur essor durant le dernier quart du xx^e siècle¹⁰. Ces politiques se caractérisent en particulier par la privatisation d'entreprises publiques, par la déréglementation des marchés économiques ainsi que par une mise en cause de l'État social et de la progressivité de l'impôt¹¹.

Certes, le bouleversement économique et politique qui s'amorce dès le milieu des années 1970, décrit ici à très grands traits, n'est pas aussi profond en Suisse que dans la plupart des autres États d'Europe occidentale. En effet, l'extension de l'État social et le renforcement des droits des salarié-e-s dans l'après-guerre y ont été plus limités que dans les pays voisins¹². Pour ne prendre qu'un seul exemple, alors qu'en 1973, les dépenses publiques exprimées en pour cent du produit intérieur brut (PIB) atteignent 38,8 % en France, 42 % en RFA, 41,5 % au Royaume-Uni ou 45,5 % aux Pays-Bas, il faut attendre 1980 pour que le seuil de 30 % soit franchi en Suisse¹³. Les éléments de continuité entre les décennies de l'après-guerre et celles marquées par l'essor des politiques néolibérales sont donc plus prononcés en Suisse que dans bien d'autres États industrialisés¹⁴. La réduction de l'État social ou la mise en œuvre de privatisations d'entreprises publiques y prennent par conséquent une tournure moins spectaculaire et moins brusque que dans un pays comme la Grande-Bretagne, après l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher qui engage une confrontation très dure avec les syndicats¹⁵.

¹⁰ Pour la Suisse, voir : GHELFI Jean-Pierre, « Moins d'État, plus de liberté. La Suisse et la naissance du néolibéralisme », in : FTMH (éd.), *Voies multiples, but unique. Regard sur le syndicat FTMH 1970-2000*, Lausanne, Payot, 2004, p. 25-34.

¹¹ HARVEY David, *Brève histoire du néolibéralisme*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2014, p. 17.

¹² STUDER Brigitte, « Ökonomien... », p. 943-949.

¹³ JUDT Tony, *Après-guerre...*, p. 432.

¹⁴ MACH André, « Présentation générale et contexte socio-économique des années 1990 », in : MACH André (éd.), *Globalisation, néolibéralisme et politiques publiques dans la Suisse des années 1990*, Zurich, Seismo, 1999, p. 31 ; voir aussi EICHENBERGER Pierre, « The Eternal Rebirth of the Liberal Creed: Alternative Temporalities of Swiss Neoliberalism », *Journal of Modern European History* 17, 2019, p. 390-395.

¹⁵ KERSHAW Ian, *L'âge global...*, p. 360.

Une des raisons du moindre développement des droits sociaux dans la Suisse d'après-guerre est à rechercher dans la faiblesse électorale de la gauche helvétique. Toutes tendances confondues, elle ne dépasse pas le tiers des suffrages exprimés lors des élections nationales – un constat du reste valable jusqu'à nos jours. Il s'agit d'un des plus faibles résultats cumulés de la gauche en Europe occidentale (en ne tenant pas compte bien sûr des dictatures qui subsistent en Europe occidentale jusque dans les années 1970)¹⁶. Pour mieux comprendre cette faiblesse électorale, rappelons que les forces de gauche en Suisse ne bénéficient pas de la légitimité acquise par la participation à la résistance contre le fascisme, alors que cet héritage se révèle comme un atout pour les gauches dans plusieurs pays d'Europe occidentale, par exemple la France, l'Italie, les Pays-Bas ou la Belgique. Au cours du xx^e siècle, les socialistes suisses ne réussissent pas non plus à forger une alliance politique durable avec d'autres forces sociales, en particulier la paysannerie – alliance qui constitue l'une des clés du succès de la social-démocratie dans certains pays, en particulier scandinaves¹⁷. Au contraire, la gauche helvétique, dès les premières décennies du xx^e siècle, doit faire face à une coalition solide composée des partis conservateurs et paysans¹⁸. Connue sous le nom de « bloc bourgeois », cette coalition dispose d'une large assise dans la population. Enfin, les résultats électoraux de la gauche helvétique sont limités par une abstention plus marquée dans les classes populaires que parmi les couches aisées de la population, ainsi que par l'absence des droits politiques pour une partie très significative de la classe ouvrière en raison de son origine immigrée, une réalité renforcée par un accès à la naturalisation restrictif en comparaison internationale¹⁹.

¹⁶ DEGEN Bernard, *Sozialdemokratie: Gegenmacht? Opposition? Bundesratspartei?*, Zurich, Orell Füssli, 1993, p. 85.

¹⁷ JUDT Tony, *Après-guerre...*, p. 436-437.

¹⁸ JOST Hans-Ulrich, « Menace et repliement 1914-1945 », in: ANDREY Georges et al. (éd.), *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, Lausanne, Payot, 2004, p. 692-693.

¹⁹ RENNWALD Line, *Partis socialistes et classe ouvrière...*, p. 72; RENNWALD Line, ZIMMERMANN Adrian, « Le vote ouvrier en Suisse, 1971-2011 », *Social Change in Switzerland* 4, 2016, p. 7; TAWFIK Amal, HORBER Eugène, « Les déterminants de la participation et quelques effets sur le vote de gauche », in: SCIARINI Pascal, NICOLET Sarah (éd.), *Le destin électoral de la gauche. Le vote socialiste et vert en Suisse*, Chêne-Bourg, Georg, 2010, p. 56.

Malgré des succès limités dans l'après-guerre, la crise des années 1970 n'en inaugure pas moins une période de difficultés nouvelles pour les gauches helvétiques. La principale organisation politique de gauche du pays, le Parti socialiste suisse (PSS), d'orientation sociale-démocrate, est concernée au premier chef par ces difficultés, que nous étudions dans le présent ouvrage. Dans la mesure où le PSS est l'un des quatre partis gouvernementaux du pays, cette étude entend également apporter une contribution à l'histoire politique de la Suisse durant une période encore peu investiguée par la recherche historique²⁰. En particulier, l'attention est portée sur les crises économiques des années 1970 à 1990 ainsi que l'essor des politiques néolibérales en Suisse, jusqu'à présent peu travaillées par les historien-ne-s²¹.

Quant au PSS lui-même, il fait l'objet d'un nombre très limité d'études approfondies pour les années 1970 à 1990, ce qui contraste avec l'abondance de travaux consacrés à la social-démocratie dans

²⁰ Pour un tour d'horizon récent, voir: TANNER Jakob, *Geschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*, Munich, C. H. Beck, 2015, p. 419-519.

²¹ Pour les travaux consacrés à cette problématique, voir en particulier DESHUSSES Frédéric, *Grèves et contestations ouvrières en Suisse, 1969-1979*, Lausanne, Éditions d'En bas, 2014; GHELFI Jean-Pierre, « Moins d'État... »; GUËX Sébastien, *L'argent de l'État. Parcours des finances publiques au xx^e siècle*, Lausanne, Réalités sociales, 1998; GUËX Sébastien, « L'État fédéral et les crises économiques du début du xx^e siècle à nos jours: la Suisse, un bastion anti-keynésien », in: DAVID Thomas et al. (éd.), *Krisen. Ursachen, Deutungen und Folgen*, Zurich, Chronos Verlag, 2012, p. 151-169; KERGOMARD Zoé, « "Mehr Freiheit, weniger Staat". Zum Neoliberalismus als Patentrezept gegen die Krise der Schweizer Parteien um 1980 », in: LUDI Regula et al. (éd.), *Zwang zur Freiheit. Krise und Neoliberalismus in der Schweiz*, Zurich, Chronos Verlag, 2018, p. 111-136; LUDI Regula et al., « Einleitung. Krise und Neoliberalismus », in: LUDI Regula et al. (éd.), *Zwang zur Freiheit. Krise und Neoliberalismus in der Schweiz*, Zurich, Chronos Verlag, 2018, p. 9-36; MACH André, « Présentation générale... »; RUOSS Matthias, « Selbstsorge statt gesellschaftliche Solidarität. Die Neuverhandlung der sozialen Verantwortung in der "Krise des Sozialstaats" », in: LUDI Regula et al. (éd.), *Zwang zur Freiheit. Krise und Neoliberalismus in der Schweiz*, Zurich, Chronos Verlag, 2018, p. 189-214; SPEICH CHASSÉ Daniel, « Gab es in der Schweiz eine neoliberale Wende? » in: CRIBLEZ Lucien et al. (éd.), *Staatlichkeit in der Schweiz*, Zurich, Chronos Verlag, 2016, p. 369-383; TABIN Jean-Pierre, TOGNI Carola, *L'assurance chômage en Suisse*, Lausanne, Antipodes, 2013.

les principaux États d'Europe occidentale²². Dans les études récentes consacrées aux transformations de la social-démocratie européenne à l'ère néolibérale, à l'instar de celles publiées par Mateo Alaluf, John Callaghan, Fabien Escalona ou encore Gerassimos Moschonas, le cas suisse est peu présent, voire, le plus souvent, complètement absent du tableau²³. Par ailleurs, les autres partis gouvernementaux helvétiques ne sont pas mieux étudiés pour cette période²⁴.

Concernant le PSS, les travaux publiés à ce jour consistent en deux ouvrages commémoratifs mobilisant peu de sources inédites, en un court ouvrage de synthèse consacrée à l'histoire du parti depuis sa création jusqu'aux années 1980, et en quelques articles de revue, chapitres d'ouvrages collectifs et mémoires non publiés abordant des aspects ponctuels ou régionaux de son activité²⁵. Les ouvrages commémoratifs

²² Pour un tour d'horizon européen, voir: CONORD Fabien, *Les gauches européennes au XX^e siècle*, Paris, Éditions Armand Colin, 2012; pour la RFA: FAULENBACH Bernd, *Das sozialdemokratische Jahrzehnt...*; pour la France: BERGOUNIOUX Alain, GRUNBERG Gérard, «L'Union de la gauche et l'ère Mitterrand», in: BECKER Jean-Jacques et al. (éd.), *Histoire des gauches en France*, Paris, La Découverte, 2005, p. 275-294; pour la Grande-Bretagne: THORPE Andrew, *A History of the British Labour Party*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2008.

²³ ALALUF Mateo, *Le socialisme malade de la social-démocratie*, Lausanne, Éditions Page 2, 2021; CALLAGHAN John, *The Retreat of Social Democracy*, Manchester, Manchester University Press, 2000; ESCALONA Fabien, *La reconversion partisane...*; MOSCHONAS Gerassimos, *In the Name of Social Democracy...*

²⁴ KERGOMARD Zoé, *Wahlen ohne Kampf? Schweizer Parteien auf Stimmenfang, 1947-1983*, Bâle, Schwabe, 2020, p. 21 et 46.

²⁵ Pour les deux ouvrages commémoratifs: LANG Karl et al. (éd.), *Solidarité, débats, mouvement. Cent ans de Parti socialiste suisse, 1888-1988*, Lausanne, Éditions d'En bas, 1988; BEHRENS Nicola et al. (éd.), *Einig – aber nicht einheitlich. 125 Jahre Sozialdemokratische Partei der Schweiz/ Une pensée unie – mais pas unique. 125 ans Parti socialiste suisse*, Zurich, Limmat Verlag, 2013; pour la synthèse: DEGEN Bernard, *Sozialdemokratie...*, ainsi que, pour une vue d'ensemble plus récente, les articles de DEGEN Bernard, «Die Sozialdemokratie im Wahlsystem der Schweiz», *Archiv für Sozialgeschichte* 53, 2013, p. 47-66 et ZIMMERMANN Adrian, «Von der Klassen zur Volkspartei? Anmerkungen zum ideologischen Selbstverständnis und zur gesellschaftlichen Basis der SPS im "kurzen 20. Jahrhundert"», *Traverse* 14, 2007, p. 95-113; pour les travaux abordant des éléments ponctuels ou une focalisation régionale: BUCLIN Hadrien, «Assurance-maladie et libéralisme économique: l'échec de l'initiative populaire du Parti socialiste suisse de 1974», *Gesnerus. Swiss journal of the History of Medicine and Sciences* 77, 2020, p. 102-122; FISCHER Felix, «Die

et de synthèse, au demeurant de bonne facture, présentent cependant les limites inhérentes à cet exercice : dans la mesure où ils ne mobilisent que faiblement les sources internes, ils accordent peu d'attention au débat, voire aux conflits politiques traversés par le PSS. De plus, comme ils ambitionnent un survol de l'histoire du parti sur plus d'un siècle, ils traitent rapidement, voire parfois superficiellement, des problématiques que nous ambitionnons d'approfondir dans le présent ouvrage.

Ce tableau historiographique peut être complété par les biographies d'un petit nombre de personnalités socialistes, la plupart écrites par des journalistes²⁶. Par ailleurs, quelques études récentes permettent de jeter un regard novateur bienvenu sur l'évolution de l'électorat du Parti socialiste suisse dans l'après-guerre ainsi que sur les changements du profil sociologique de ses élu·e·s²⁷. Ces contributions mettent en

Reichtumssteuer-Initiative von 1977 und ihre Differenzsemantiken: Umverteilung zwischen "armen Reichen", "Mittelstand" und "kleinen Einkommen", *Traverse* 22, 2015, p. 122-133; MÜLLER Stefan, *Wie die 68er die Berner SP übernahmen. Die Modernisierung der Sozialdemokratie in den 70er- und frühen 80er- Jahren*, Mémoire de licence, Université de Berne, 2009; PASQUIER Émilie, *Le Parti socialiste suisse et l'initiative populaire "contre l'abus du secret bancaire et de la puissance des banques", 1977-1984*, Mémoire de licence, Université de Lausanne, 2009; SCHMID Gerhard, «Demokratisch-soziale Partei (DSP) Basel-Stadt – Ablauf und Bedeutung einer Parteispaltung», *Annuaire suisse de science politique* 26, 1986, p. 89-105; ULRICH Dieter, *Von einer linken zu einer links-grünen Politik. Der Generationenwechsel in der SP des Kantons Solothurn von 1967 bis 1989*, Mémoire de licence, Université de Berne, 2004.

²⁶ BEGLINGER Martin, *Otto Stich. Der rote Eidgenosse*, Zurich, Werd Verlag, 1996; VON FELLEBERG-BITZI Trudi, *Emilie Lieberherr. Pionierin der Schweizer Frauenpolitik*, Zurich, NZZ Libro, 2019; SIDLER Roger, *Arnold Künzli. Kalter Krieg und geistige Landesverteidigung*, Zurich, Chronos Verlag, 2006; WEGELIN Jürg, *Jean Ziegler. La vie d'un rebelle*, Lausanne, Favre, 2012.

²⁷ MAZZOLENI Oscar et al., «Entre professionnalisation et proximité. L'évolution du profil des candidats et des élus socialistes depuis les années 1950», in: NICOLET Sarah et al. (éd.), *Le destin électoral de la gauche. Le vote socialiste et vert en Suisse*, Chêne-Bourg, Georg, 2010, p. 331-360; RENNWALD Line, *Partis socialistes et classe ouvrière ...*; KERGOMARD Zoé, «Ni "rouge" ni "pauvre type"? Le parti socialiste suisse à la recherche de son électorat (1947-1983)», *Histoire@politique. Revue du Centre d'histoire de Sciences Po* 47, 2022, p. 1-24; pour les années postérieures à celles couvertes par notre étude, on mentionnera aussi la récente étude de sociologie électorale de HÄUSERMANN Silja et al., *Wählerschaft und Perspektiven der Sozialdemokratie in der Schweiz*, Zurich, NZZ Libro, 2022.

particulier en lumière l'effritement de la base ouvrière du PSS dès les années 1970, en partie remplacée par des salarié·e·s diplômé·e·s du secteur tertiaire. De notre côté, nous chercherons à mieux comprendre comment cette évolution sociologique interagit avec le positionnement politique du PSS et avec les débats internes à celui-ci. Du point de vue de l'évolution sociologique du parti, signalons encore un ouvrage récent qui livre une analyse précieuse des rapports de genre et de l'activité des femmes dans les partis gouvernementaux helvétiques²⁸. À ce sujet, nous constaterons que le rôle de plus en plus actif joué par les femmes au sein du PSS influence la ligne du parti face aux mises en cause de l'État social. En effet, ces dernières sont particulièrement concernées par certaines des réformes majeures mises en œuvre durant la période que nous étudions, en particulier la 10^e révision de l'AVS acceptée lors d'une votation populaire en 1995.

Comme la présente étude vise à mieux comprendre la politique du PSS face aux retours des crises économiques et à l'essor du néolibéralisme, elle n'ambitionne pas de réaliser une histoire globale du parti, qui impliquerait de couvrir tous ses champs d'intervention ou encore une attention pour ses diverses réalités locales. Nous nous concentrons avant tout dans les pages qui suivent sur les instances nationales du PSS, dont les procès-verbaux de direction constituent la source principale. Ces documents permettent de restituer les débats qui ont traversé le parti en prise aux difficultés économiques et à l'essor des politiques néolibérales ainsi que la manière dont ces éléments ont marqué son orientation. Durant les années qui suivent la crise des années 1970, les débats internes sont en particulier structurés autour d'un clivage entre l'aile consensuelle et l'aile gauche du parti. Nous accordons aussi une certaine attention à la vie des grandes sections cantonales pour mieux comprendre les dynamiques de la direction nationale du parti, une démarche incontournable dans un État fédéral où la vie politique se joue en partie à l'échelon cantonal.

Une étude générale de l'histoire de la social-démocratie helvétique devrait aussi inclure l'Union syndicale suisse (USS) et ses différentes

²⁸ AMLINGER Fabienne, *Im Vorzimmer der Macht? Die Frauenorganisationen der SPS, FDP und CVP, 1971-1995*, Zurich, Chronos Verlag, 2017.

composantes, qui collaborent étroitement avec le PSS. Nous nous limitons dans la présente étude à évoquer l'USS à travers sa collaboration avec le PSS²⁹. Notre ouvrage n'a donc pas la prétention d'offrir une histoire générale de la social-démocratie helvétique à la fin du xx^e siècle, mais vise cependant à apporter un éclairage sur l'une des problématiques majeures à laquelle ce courant a été confronté durant ces années.

Nous avons choisi de découper la période étudiée en trois parties. La première thématise la réaction du PSS à la crise des années 1970 et à ses suites immédiates. La deuxième se focalise sur les années 1980, marquées par des difficultés électorales et des dissensions politiques internes concernant l'orientation du parti, sur fond de marasme économique. Enfin, la troisième a pour toile de fond la crise des années 1990, caractérisée par une intensification des politiques néolibérales, mais aussi par un certain regain de combativité du PSS en réaction aux coups portés par ses adversaires. Avant d'aborder la première partie de cette étude, nous retraçons brièvement l'histoire du PSS durant les années d'après-guerre, afin de pouvoir mieux comprendre la situation dans laquelle il se trouve lorsque la Suisse bascule, en 1974, dans la récession.

²⁹ BERGER Michel, *Die Reaktion der Gewerkschaften in der Schweiz auf die Wirtschaftskrise der 1970er Jahre*, Mémoire de maîtrise, Université de Fribourg, 2010; DEGEN Bernard, «Nouvelles crises, nouvelles orientations», in: BOILLAT Valérie et al. (éd.), *La valeur du travail. Histoire et histoires des syndicats*, Lausanne, Antipodes, 2006, p. 233-272; DESHUSSES Frédéric, *Grèves et contestations...*; FTMH (éd.), *Voies multiples, but unique. Regard sur le syndicat FTMH 1970-2000*, Lausanne, Payot, 2004; OESCH Daniel, *Les syndicats en Suisse de 1990 à 2006. Stratégies, fusions et évolution de leurs effectifs*, Berne, USS, 2008 (Dossier de l'Union syndicale suisse 51); WIDMER Frédéric, «Stratégies syndicales et renouvellement des élites. Le syndicat FTMH face à la crise des années 1990», *Revue suisse de science politique* 13, 2007, p. 395-431; WYLER Rebekka, *Schweizer Gewerkschaften und Europa 1960-2005*, Münster, Westfälisches Dampfboot, 2012; ZIMMERMANN Adrian, «Demokratie im Betrieb. Die Mitbestimmungsoffensive der schweizerischen Gewerkschaften in den 1970er Jahren», in: BERNET Brigitta et al. (éd.), *Ausser Betrieb. Metamorphosen der Arbeit in der Schweiz*, Zurich, Limmat Verlag, 2015, p. 265-284.

Le PSS avant la crise économique des années 1970

Quand se profile la victoire des Alliés à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les cercles dirigeants helvétiques sont inquiets. Ils essuient les critiques des futurs vainqueurs du conflit qui accusent de grandes entreprises suisses d'avoir collaboré à l'effort de guerre des puissances de l'Axe³⁰. Sur le plan intérieur, ils craignent une poussée du mouvement ouvrier et des grèves, comme cela a été le cas à la fin de la Première Guerre mondiale.

Une intégration renforcée aux institutions durant les années d'après-guerre

Le souci d'éviter un double front extérieur et intérieur contre la politique menée par les autorités fédérales durant la guerre amène les responsables du camp bourgeois à intégrer le Parti socialiste au gouvernement, en 1943, une première dans l'histoire du pays³¹. La volonté est alors de pacifier le front intérieur. De fait, les dirigeants

³⁰ JOST Hans-Ulrich, *Le salaire des neutres*, Paris, Denoël, 1999, p. 233.

³¹ GUEX Sébastien, « Les origines du secret bancaire et son rôle dans la politique de la Confédération au sortir de la Seconde Guerre mondiale », *Genèses* 34, 1999, p. 25.

du PSS ont offert des garanties en échange de cette intégration au gouvernement, en particulier le soutien à la défense nationale et le refus de collaborer avec les communistes partisans du régime soviétique³². Mais c'est aussi qu'avec 28,6% des suffrages sur le plan fédéral, les sociaux-démocrates ont amélioré leur assise électorale cette année-là, bénéficiant des aspirations au progrès social qui gagnent du terrain dans la population à mesure que grandit l'espoir d'une défaite de l'Allemagne nazie³³. Il est donc de plus en plus délicat, pour les forces bourgeoises, de tenir le premier parti du pays à l'écart du gouvernement.

Parallèlement à l'intégration gouvernementale du Parti socialiste, les responsables de l'Union syndicale suisse (USS), souvent membres du PSS, adoptent une stratégie de compromis dans leurs relations avec le patronat. Rappelons que l'USS, qui réunit alors diverses organisations représentant plus de 350 000 salarié.e-s, est la plus grande force syndicale du pays, loin devant la Confédération des syndicats chrétiens qui ne fédèrent alors qu'environ 50 000 travailleur.euse.s³⁴. La stratégie de compromis adoptée par le mouvement syndical repose en particulier sur la signature de conventions collectives qui prévoient des clauses dites de paix du travail : les syndicats de l'USS s'engagent à éviter le recours à la grève aussi longtemps que la convention est en vigueur, en échange de certains droits fixés par cette dernière (grilles et indexations salariales, nombre de jours de congé, etc.). De fait, après un cycle de contestations et de grèves durant les années de sortie de guerre, le nombre de conflits de travail est en chute libre dès la fin des années 1940³⁵.

³² BUCLIN Hadrien, « Entre contestation et intégration : la gauche helvétique face aux débats de la sortie de guerre (1944-1946) », in : CHARRIER Landry et al. (éd.), *La Suisse, entre consensus et conflits : enjeux et représentations*, Reims, Éditions et presses universitaires, 2016, p. 65-81.

³³ LEIMGRUBER Matthieu, *Solidarity without the State? Business and the Shaping of the Swiss Welfare State, 1890-2000*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008, p. 139.

³⁴ GÖLDI Wolfgang, « Confédération des syndicats chrétiens de Suisse (CSC) », *Dictionnaire historique de la Suisse*, 2012, en ligne : <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/016485> (consulté en septembre 2022).

³⁵ DEGEN Bernard, « Haute conjoncture et guerre froide », in : BOILLAT Valérie et al. (éd.), *La valeur du travail. Histoire et histoires des syndicats*, Lausanne, Antipodes, 2006, p. 201.

La stratégie des syndicats, initiée durant l'entre-deux-guerres, est renforcée par la forte croissance économique qui caractérise les années 1950 et 1960 et qui permet d'obtenir des augmentations de salaire sans confrontation dure avec les employeurs. Entre 1945 et 1973, les salaires réels font ainsi plus que doubler en Suisse³⁶. En outre, la protection légale des salarié-e-s s'étend par l'introduction de la Loi sur le travail en 1964. Malgré cette avancée sur le plan légal, les responsables syndicaux continuent à privilégier les conventions collectives plutôt que la régulation législative pour encadrer les relations de travail³⁷. Ils perçoivent en effet les conventions collectives comme un vecteur plus sûr de leur influence sur le monde du travail et de leurs bonnes relations avec les employeurs. En 1958, l'USS combat ainsi une initiative populaire pour la semaine de 44 heures, lancée par l'Alliance des indépendants, un groupement d'orientation centriste qui se pose en défenseur des consommateur-trice-s contre les grands intérêts économiques. Sans soutien des directions syndicales, cette initiative populaire est largement refusée par le peuple³⁸.

L'intégration du PSS au pouvoir s'accompagne de la marginalisation des courants politiques situés à sa gauche. C'est notamment le cas du Parti suisse du travail (PST), qui malgré quelques succès électoraux significatifs dans l'immédiat après-guerre, est très affaibli dès le début de la guerre froide. Son soutien à l'Union soviétique suscite la méfiance dans la population en raison du caractère dictatorial du régime de Moscou et lui vaut d'être la cible de campagnes anticomunistes orchestrées par les cercles conservateurs, parfois avec l'appui de responsables du PSS et de l'USS³⁹. De plus, la hausse régulière du niveau de vie des salarié-e-s combinée à l'anticommunisme ambiant rend très peu audibles les

³⁶ MEISTER Magnus, *Les Trente Glorieuses et la crise des années 1970 en Suisse. Une politique conjoncturelle et économique au service de l'internationalisation de l'économie suisse*, Mémoire de maîtrise, Université de Lausanne, 2013, p. 23.

³⁷ DEGEN Bernard, « Haute conjoncture... », p. 196.

³⁸ DEGEN Bernard, « Haute conjoncture... », p. 196.

³⁹ JEANNERET Pierre, *Popistes. Histoire du parti ouvrier et populaire vaudois, 1943-2001*, Lausanne, Éditions d'En bas, 2002, p. 38-121.

autres petits groupes de la gauche radicale, même quand ils se montrent critiques à l'égard du régime soviétique⁴⁰.

Malgré l'apparente pacification de la vie politique suisse, la participation gouvernementale du PSS en position très minoritaire est loin de constituer un chemin facile pour le parti. L'historien Adrian Zimmermann évoque à ce propos un « *compromis de classe asymétrique* »⁴¹. Quant à l'historienne Zoé Kergomard, elle souligne à raison qu'une telle participation conduit à des « *compromis ingrats* » et génère « *une tension [...] entre réalisme et opposition.* »⁴² En 1953, le socialiste Max Weber démissionne ainsi du gouvernement de manière inattendue. En effet, le projet de réforme fiscale qu'il porte en tant que chef du Département des finances est rejeté par le peuple, au terme d'une campagne où le patronat a dénoncé le caractère selon lui trop redistributeur du modèle soumis au vote⁴³. Après cet échec, Weber jette l'éponge, écoeuré par les blocages qui se manifestent dans les rangs conservateurs face aux réformes sociales et par la volte-face de certains parlementaires bourgeois qui ont soutenu la réforme fiscale au Parlement avant de la combattre en votation⁴⁴. Le PSS, placé devant le fait accompli, soutient la décision de Weber⁴⁵.

Toutefois, le retour du PSS dans l'opposition à la suite d'une démission qui prend les dirigeants du parti au dépourvu ne conduit pas les sociaux-démocrates à un changement durable d'orientation politique⁴⁶. Certes, ses dirigeants parlent alors publiquement du retour à l'opposition comme d'une opportunité de renforcer le parti⁴⁷.

⁴⁰ BUCLIN Hadrien, *Les intellectuels de gauche. Critique et consensus dans la Suisse d'après-guerre (1945-1968)*, Lausanne, Antipodes, 2019, p. 315; FEDERER Lucas, *Zwischen Internationalismus und Sachpolitik. Die trotzkistische Bewegung in der Schweiz, 1945-1968*, Bielefeld, Transcript Verlag, 2022.

⁴¹ ZIMMERMANN Adrian, « Von der Klassen-... », p. 108.

⁴² KERGOMARD Zoé, « Ni "rouge"... », p. 3.

⁴³ LONGCHAMP Olivier, *La politique financière fédérale, 1945-1958*, Lausanne, Antipodes, 2014, p. 603.

⁴⁴ BOSCHETTI Pietro, *Le Parti socialiste suisse hors du gouvernement (1953-1959): un parti d'opposition?*, Mémoire de licence, Université de Lausanne, 1981, p. 33.

⁴⁵ BOSCHETTI Pietro, *Le Parti socialiste suisse...*, p. 40.

⁴⁶ BOSCHETTI Pietro, *Le Parti socialiste suisse...*, p. 40.

⁴⁷ ZIMMERMANN Adrian, « Von der Klassen-... », p. 103.

Mais le Parti socialiste est alors présent dans dix-huit gouvernements cantonaux et ses dirigeants espèrent revenir rapidement au Conseil fédéral⁴⁸.

Outre la volonté de peser de l'intérieur sur la scène fédérale grâce à une participation gouvernementale, les dirigeants socialistes sont aussi conscients que l'intégration au Conseil fédéral facilite, plus largement, la conquête de postes d'influence dans les institutions. Certes, les hauts fonctionnaires d'obédience socialiste demeurent minoritaires par rapport à ceux liés aux trois partis gouvernementaux bourgeois, à commencer par le Parti radical-démocratique (PRD)⁴⁹. Mais les cadres du PSS parviennent néanmoins à obtenir quelques places aux plus hauts échelons de l'administration fédérale, ainsi que dans diverses commissions fédérales, au Tribunal fédéral ou au sein du corps diplomatique. D'autres socialistes font partie du Conseil de Banque de la Banque nationale (BNS) et de conseils d'administration des Chemins de fer fédéraux (CFF) et des Postes, téléphones et télégraphes (PTT). Ainsi, en 1951, John Favre est le premier socialiste à accéder à la fonction de directeur des CFF. Robert Bratschi, conseiller national socialiste (1922-1967) et président de l'Union syndicale suisse (1934-1953) illustre bien, lui aussi, cette intégration des responsables sociaux-démocrates aux institutions fédérales. Il est membre du conseil d'administration des CFF et du conseil de Banque de la BNS⁵⁰. Les conseillers fédéraux socialistes promeuvent aussi des proches dans leur état-major : ainsi Walter Buser, rédacteur pour la presse socialiste, est nommé en 1965 chef du service juridique et de l'information du Département fédéral de l'intérieur par Hans Peter Tschudi, puis il devient vice-chancelier en 1968⁵¹. Le mouvement d'intégration ici décrit pour l'échelon fédéral est également à l'œuvre aux niveaux cantonal et

⁴⁸ BOSCHETTI Pietro, *Le Parti socialiste suisse...*, p. 29 et 41.

⁴⁹ KLÖTI Ulrich, *Die Chefbeamten der schweizerischen Bundesverwaltung*, Berne, Francke Verlag, 1972.

⁵⁰ STETTLER Peter, « Robert Bratschi », *Dictionnaire historique de la Suisse*, 2002, en ligne : <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/006209/2002-12-16/> (consulté en décembre 2023).

⁵¹ TSCHUDI Hans Peter, *Im Dienste des Sozialstaates. Politische Erinnerungen*, Bâle, Reinhardt 1993, p. 129.

communal⁵². Au milieu des années 1960, les militant·e·s de l'aile gauche du Parti socialiste tessinois, qui en seront exclu·e·s en 1969, dénoncent la tendance des responsables sociaux-démocrates à reproduire les travers des partis bourgeois du point de vue du partage des postes à responsabilité au cœur des administrations publiques⁵³.

De fait, ces mandats offrent autant de perspectives professionnelles attractives pour des cadres socialistes ou syndicaux. Ces postes génèrent aussi des revenus pour le PSS, car il est attendu que les membres nommés dans ces instances reversent un pourcentage de leur salaire ou indemnités au parti. Le comité central du PSS a en effet, selon les statuts, la compétence de fixer des « *cotisations spéciales pour les membres du parti qui exercent de hautes fonctions dans la Confédération* »⁵⁴. En 1972 par exemple, face à des difficultés financières, le comité central du PSS exige une augmentation de la contribution versée au parti par les juges fédéraux socialistes⁵⁵. En 1976, une nouvelle demande similaire de la part de la direction du PSS, qui exige des juges une rétribution au parti à hauteur de 3% de leur salaire, génère des tensions avec ces derniers. Ces magistrats trouvent injuste qu'une telle augmentation ne soit pas également exigée des cadres de l'administration membres du PSS⁵⁶.

Après la démission de Max Weber en 1953, la volonté de retour aux responsabilités gouvernementales, qui reste vive parmi les responsables sociaux-démocrates, se concrétise en 1959. Cette année-là, les socialistes réussissent à faire élire par le Parlement deux des leurs au Conseil fédéral. Le deuxième siège est obtenu au motif que la composition du Conseil fédéral doit refléter au mieux celle du Parlement. En effet, aux élections

⁵² Pour l'exemple du canton de Vaud, voir: WICKI Julien, « *On ne monte pas sur les barricades pour réclamer le frigidaire pour tous* ». *Histoire sociale et politique du parti socialiste vaudois (1945-1971)*, Lausanne, Antipodes, 2007, p. 85-91.

⁵³ MACALUSO Pompeo, *Storia del Partito Socialista Autonomo*, Locarno, Armando Dadò Editore, 1997, p. 91.

⁵⁴ *Statuts du Parti socialiste suisse, adoptés par le Congrès de Lausanne les 22 et 23 octobre 1966* (art. 18), Berne, Secrétariat central du PSS.

⁵⁵ Procès-verbal (désormais PV) de la séance du comité central du PSS, 17 novembre 1972, Archives sociales suisses (désormais ASS), fonds du Parti socialiste suisse (désormais Ar. 1), Ar. 1.110.63.

⁵⁶ PV de la séance du comité directeur du PSS, 7 septembre 1976, ASS, Ar. 1.110.67.

fédérales de 1959, le PSS obtient 26,4 % des suffrages. Après le retour des socialistes au Conseil fédéral, la répartition des sièges en fonction des forces politiques ne sera plus modifiée jusqu'en 2003. Dès la fin des années 1950, des journalistes conservateurs, puis à leur suite des politologues ou des constitutionnalistes, voient dans cette composition du Conseil fédéral un gage de stabilité, la qualifiant de «*formule magique*»⁵⁷.

En 1959, en vue d'un retour au Conseil fédéral, le PSS révisé également son programme lors du congrès de Winterthour : le précédent, voté en 1935, accordait une place importante aux nationalisations des grandes entreprises et à la planification économique, en réaction à la grave récession qui frappait alors la Suisse⁵⁸. Le nouveau programme tempère nettement ces revendications dans une optique réformiste et anticommuniste. C'est que la planification économique réclamée en réaction à la grande crise des années 1930 ne paraît plus indispensable à l'heure où un capitalisme encadré par l'État paraît offrir une croissance économique rapide et régulière accompagnée d'une augmentation des salaires⁵⁹. Ainsi, en lieu et place des nationalisations, le parti revendique désormais «*le droit pour les travailleurs de se faire entendre et de participer à la gestion [des entreprises]*»⁶⁰. Le programme se veut mieux en phase avec le contexte de haute conjoncture et avec la politique de compromis gouvernemental à laquelle aspire la direction du parti. Il s'agit aussi d'élargir le soutien électoral dont bénéficient les socialistes, au-delà des

⁵⁷ INEICHEN Andreas, «Formule magique», *Dictionnaire historique de la Suisse*, 2015, en ligne : <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/010097/2015-01-25> (consulté en mai 2023) ; BURGOS Elie et al., *La formule magique : conflits et consensus dans l'élection du Conseil fédéral*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2011, p. 56.

⁵⁸ DEGEN Bernard, *Sozialdemokratie...*, p. 38-40.

⁵⁹ MÜLLER Felix, TANNER Jakob, «... à la lumière pleine d'espoir d'un avenir meilleur.» Contribution à l'histoire de l'idée de progrès dans le mouvement ouvrier suisse», in : LANG Karl et al. (éd.), *Solidarité, débats, mouvement. Cent ans de Parti socialiste suisse 1888-1988*, Lausanne, Éditions d'en bas, 1988, p. 300.

⁶⁰ Cité par DEGEN Bernard, *Sozialdemokratie...*, p. 93 ; voir aussi : ABT Viktor, «Les programmes du Parti socialiste suisse, 1870-1982», in : LANG Karl et al. (éd.), *Solidarité, débats, mouvement. Cent ans de Parti socialiste suisse, 1888-1988*, Lausanne, Éditions d'En bas, p. 59-74.

ouvriers, à de nouvelles couches d'employés en plein essor⁶¹. L'adoption d'un programme plus consensuel coïncide, à quelques mois près, avec les révisions des programmes sociaux-démocrates de deux pays non seulement voisins, mais aussi proches politiquement et culturellement de la Suisse alémanique, où se situe le centre de gravité du PSS. Il s'agit de l'Allemagne fédérale et de l'Autriche. Au tournant des années 1950-1960, les partis frères au Danemark, en Hollande et en Suède révisent eux aussi leur orientation politique dans la même optique réformiste⁶².

Même si le PSS cherche déjà à élargir son électorat – masculin jusqu'en 1971, rappelons-le – en direction des employés du secteur tertiaire, précisons que ces années d'après-guerre constituent l'âge d'or du secteur secondaire et de l'emploi industriel. Le secteur secondaire rassemble alors presque la moitié des salarié·e·s en Suisse⁶³. Ouvrier·ère·s comme employé·e·s connaissent par ailleurs une augmentation régulière de leur niveau de vie. Celle-ci constitue un terreau favorable pour le développement des idées réformistes et contribue ainsi à expliquer l'adaptation programmatique du PSS. Les dépenses de base (alimentation, habillement, logement), qui absorbaient encore deux tiers du budget d'un ménage au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, n'en nécessitent plus que la moitié dans les années 1960, libérant des moyens pour la formation ou les loisirs⁶⁴. Cette évolution est rendue possible non seulement par la forte croissance économique et le plein emploi, mais aussi par la présence de nombreux travailleur·euse·s immigré·e·s saisonnier·ère·s qui occupent les postes les moins bien rémunérés et les plus mal considérés. En 1964, le pays compte 720 000 travailleur·euse·s immigré·e·s pour un total de 5,8 millions d'habitant·e·s⁶⁵.

La défense des intérêts de ces travailleur·euse·s pauvres n'est pas la priorité des dirigeants sociaux-démocrates, dans la mesure où, dépourvus

⁶¹ RENNWALD Line, *Partis socialistes et classe ouvrière...*, p. 82; voir aussi: KERGOMARD Zoé, «Ni "rouge"...».

⁶² DEGEN Bernard, *Sozialdemokratie...*, p. 82.

⁶³ DEGEN Bernard, «Haute conjoncture...», p. 188.

⁶⁴ DEGEN Bernard, «Haute conjoncture...», p. 190.

⁶⁵ CERUTTI Mauro, «L'accord italo-suisse de 1964: une rupture dans la politique migratoire suisse», *Politorbis. Revue de politique étrangère* 44, 2008, p. 36.

de droits politiques en Suisse, ils ne sont pas de potentiels électeurs du parti. De plus, dans l'après-guerre, une partie des dirigeants syndicaux plaident pour une politique migratoire restrictive, craignant la sous-enchère sociale entraînée par un afflux trop soutenu de travailleur·euse·s immigré·e·s⁶⁶.

Cette orientation ne met pas les syndicats en très bonne position pour combattre les campagnes xénophobes menées par l'Action nationale, un groupement d'extrême droite dont la propagande connaît un fort écho public au tournant des années 1960 et 1970. Les responsables sociaux-démocrates se montrent d'autant plus frileux dans le domaine de la politique migratoire qu'une partie des travailleur·euse·s suisses syndiqué·e·s sont réceptif·ve·s aux allégations de ce parti nationaliste, suivant lesquelles les immigré·e·s seraient responsables de l'inflation, de la pénurie de logements ou de la surcharge des infrastructures. Selon un sondage, 55 % des membres de l'USS votent en 1970 pour l'initiative de l'Action nationale contre la « *surpopulation étrangère* » qui demande un plafonnement du pourcentage d'immigré·e·s à 10 % (excepté pour le canton de Genève)⁶⁷. La presse socialiste, qui atteint alors un tirage cumulé de 68 000 exemplaires, accepte de publier des publicités en faveur de l'initiative⁶⁸. Quant à la section du Parti socialiste du canton de Zoug, elle appelle même à voter en faveur de la proposition⁶⁹. Aidée par ces ambiguïtés du mouvement social-démocrate, cette initiative au contenu radical, qui aurait impliqué de renvoyer plus de 300 000 immigré·e·s, ne sera rejetée que de justesse par l'électorat. Elle parvient tout de même à réunir 46 % des suffrages (masculins, les femmes suisses n'obtenant les droits politiques que l'année suivante, en 1971).

Terminons ce rapide survol de la période d'après-guerre par quelques mots sur l'organisation interne du PSS. Au début des années 1970, le parti compte un peu moins de 60 000 adhérent·e·s. Parmi eux-elles,

⁶⁶ DEGEN Bernard, « Haute conjoncture... », p. 213.

⁶⁷ DEGEN Bernard, « Haute conjoncture... », p. 216; voir aussi: RENNWALD Line, *Partis socialistes et classe ouvrière...*, p. 174.

⁶⁸ VON WYL Benjamin, « 50 Jahre Schwarzenbach-Initiative. Als die SP-Zeitungen mit dem Feuer spielten », *Medienwoche*, 2 juin 2020.

⁶⁹ KOLLER Christian, « Vor 50 Jahren. Die Schwarzenbach-Initiative », *Schweizerisches Sozialarchiv Newsletter*, 9 mai 2020, en ligne : <https://www.sozialarchiv.ch/2020/05/09/vor-50-jahren-die-schwarzenbach-initiative> (consulté en février 2022).

on peut estimer à grands traits qu'environ 15 000 ont une activité militante régulière⁷⁰. Le congrès ordinaire est formé de délégué·e·s des partis socialistes cantonaux au prorata du nombre de leurs membres. Il se tient tous les deux ans et élit 15 membres au comité central, qui se réunit environ une fois tous les deux mois. La composition du comité central est complétée par des délégué·e·s cantonaux·ales au prorata du nombre de membres, à raison d'un·e délégué·e pour 2 000 membres, mais aussi par des représentant·e·s du groupe parlementaire à l'Assemblée fédérale ainsi que des Femmes socialistes, de la Jeunesse socialiste et des secrétaires cantonaux, soit en tout une cinquantaine de membres⁷¹. Le comité central est compétent pour fixer la ligne politique du parti entre les congrès, notamment pour décider du lancement de référendums contre des décisions du Parlement fédéral. La direction exécutive du parti est enfin assurée par le comité directeur, qui comprend le président et les secrétaires centraux du parti, le président du groupe socialiste à l'Assemblée fédérale, ainsi que 12 militant·e·s élu·e·s par le congrès. À côté des deux instances que sont le comité central et le comité directeur, le groupe socialiste à l'Assemblée fédérale joue un rôle important dans l'élaboration de la politique du parti au plan national, en concertation étroite avec les deux conseillers fédéraux. Ce rôle suscite parfois des tensions avec le comité central ou le comité directeur. En effet, il arrive, comme on le verra, que les membres du comité central déplorent une trop forte autonomisation politique des parlementaires par rapport au parti. Il leur est en particulier reproché de céder à une logique de compromis parlementaire et gouvernemental aux dépens d'une ligne plus combative.

⁷⁰ BOSCHETTI Pietro, *Le Parti socialiste suisse...*, p. 12; KERGMARD Zoé, *Wahlen ohne Kampf?...*, p. 77.

⁷¹ *Statuts du Parti socialiste suisse, adoptés par le Congrès de Lausanne les 22 et 23 octobre 1966* (art. 15 à 19), Berne, Secrétariat central du PSS.

Le PSS et les mouvements des années 1968

Dès le mois de mai 1968, un mouvement de jeunes prend son essor en Suisse, stimulé par la mobilisation des étudiant·e·s dans les pays voisins comme l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie et surtout la France⁷². Les participant·e·s revendiquent en particulier la démocratisation des études et critiquent les structures d'autorité traditionnelles⁷³. Les grandes grèves ouvrières qui ébranlent les pays voisins favorisent aussi, à échelle plus réduite, des conflits de travail en terre helvétique, souvent initiés par des travailleur·euse·s immigré·e·s se mobilisant en dehors de l'encadrement syndical traditionnel. En 1971, la statistique officielle recense 2 267 grévistes, soit davantage que durant toutes les années 1960⁷⁴. Des groupes militants de gauche radicale avant tout issus du mouvement de jeunes mènent des campagnes de solidarité avec les travailleur·euse·s en lutte⁷⁵.

Les responsables du PSS se montrent ambivalents face à ces nouveaux mouvements sociaux, car ils perçoivent la radicalité des revendications et du répertoire d'actions avec méfiance. Les ténors sociaux-démocrates sont en effet habitués à ce que les divergences politiques se manifestent dans l'arène parlementaire et dans les campagnes de votation plutôt que dans la rue ou à travers l'occupation de lieux de formation et de travail. Mais l'engagement politique de milliers de jeunes est en même temps l'opportunité d'intégrer des énergies nouvelles au parti⁷⁶.

Un nouveau souffle paraît d'autant plus nécessaire à une partie des responsables socialistes que le bilan des élections fédérales de 1967 est maussade: le PSS ne récolte que 23,5 % des suffrages. Avec une baisse de 3,1 % par rapport aux élections de 1963, il s'agit du plus mauvais score réalisé depuis 1922. Du reste, en 1967, seuls les partis

⁷² PEREIRA Nuno, «L'impact des événements français sur le mouvement de 68 en Suisse», *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 94, 2009, p. 60-65.

⁷³ SKENDEROVIC Damir, SPÄTI Christina, *Les années 68. Une rupture politique et culturelle*, Lausanne, Antipodes, 2012, p. 59-70.

⁷⁴ DESHUSSES Frédéric, *Grèves et contestations...*, p. 14.

⁷⁵ DESHUSSES Frédéric, *Grèves et contestations...*, p. 24.

⁷⁶ BUCLIN Hadrien, *Les intellectuels de gauche...*, p. 409-410.

non représentés au Conseil fédéral tirent leur épingle du jeu, signe d'une certaine désaffection vis-à-vis de l'*establishment* politique, qui fait écho aux mouvements sociaux de la fin de la décennie: l'Alliance des indépendants progresse de 4,1 % à 9,1 %, tandis que les communistes du Parti du travail (PST) gagnent 0,8 % des suffrages, avec un score de 3 %.

Mais la revitalisation du PSS au contact des mouvements sociaux du tournant des années 1960 et 1970 est loin d'être acquise. Le nombre de membres du parti décline d'ailleurs légèrement après 1968, passant d'environ 57 000 en 1965 à 54 000 en 1970, puis 53 500 en 1975⁷⁷. La lente augmentation de la proportion de femmes ne suffit pas à développer les effectifs du parti⁷⁸.

Une des raisons de la difficulté d'intégrer de nouveaux-elles militant-e-s issu-e-s des mouvements sociaux est que certains dirigeants du PSS appartenant à la tendance sociale-démocrate la plus consensuelle, à l'image du conseiller national Otto Stich ou du conseiller d'État Willi Ritschard – tous deux futurs conseillers fédéraux – se montrent plutôt hostiles aux revendications de la jeunesse militante. Ils dénoncent ainsi l'objection de conscience ou les manifestations contre la guerre du Vietnam, ce qui contribue à creuser un fossé avec la nouvelle génération⁷⁹. Ces élus estiment que le parti doit rester fidèle à une approche réformiste graduelle focalisée sur les questions sociales. Selon eux, une telle stratégie a la confiance de la base électorale formée d'ouvrier-ère-s et d'employé-e-s suisses, dont les préoccupations seraient fort éloignées de celles des jeunes contestataires, de leurs manifestations anti-impérialistes ou de leurs critiques de l'armée. Ces élus sociaux-démocrates sont confortés dans cette vision par l'attitude intransigeante face au mouvement étudiant

⁷⁷ LANG Karl, « Chronologie », in: LANG Karl et al. (éd.), *Solidarité, débats, mouvement. Cent ans de Parti socialiste suisse, 1888-1988*, Lausanne, Éditions d'En bas, p. 57.

⁷⁸ D'après les chiffres de Lang (« Chronologie... », p. 57), que je rapporte au nombre de membres total du parti, la proportion de femmes passerait d'environ 11 % en 1966 à environ 20 % en 1975. Amlinger (*Im Vorzimmer der Macht?...*, p. 97) estime cependant que les chiffres avancés par Lang pourraient être surestimés. En effet, l'auteur s'appuie sur le nombre de cotisations à prix réduit. Pourtant, une partie de ces rabais, certes avant tout accordés à des femmes, pourraient également l'avoir été à des membres masculins.

⁷⁹ ULRICH Dieter, *Von einer linken...*, p. 16.

adoptée par l'aile droite majoritaire du puissant Parti social-démocrate d'Allemagne fédérale (SPD)⁸⁰. La direction du PSS étant dominée par des Suisses alémaniques, l'influence de la vie politique allemande et autrichienne y pèse nettement plus que celle de France ou d'Italie.

Cependant, d'autres responsables socialistes, notamment le conseiller national bâlois Helmut Hubacher, souhaitent que le PSS prenne mieux en compte les préoccupations de la nouvelle génération, à travers une ligne plus combative et plus ouverte aux problématiques actuelles que sont le tiers-mondisme ou la critique de l'institution militaire. Ces membres sont également influencé-e-s par les questions débattues au sein de la social-démocratie allemande, soulevées en particulier par l'aile gauche du SPD, liée au mouvement étudiant. Celle-ci réunit un tiers des voix lors du congrès du Parti social-démocrate à Sarrebruck en 1970⁸¹. Selon Hubacher et d'autres responsables, une orientation plus favorable aux aspirations de 1968 permettrait une ouverture du parti vers les nouvelles couches sociales diplômées, qui se développent rapidement en raison de la démocratisation des études. Rappelons en effet que le nombre d'étudiant-e-s en Suisse double en seulement une décennie, passant de 16 800 en 1960 à 33 800 en 1970⁸². Or, les étudiant-e-s ou diplômé-e-s universitaires sont aussi surreprésenté-e-s dans les mouvements de jeunes de 1968⁸³.

En 1969, une scission au sein du Parti socialiste du canton du Tessin indique que le débat entre l'aile consensuelle et l'aile gauche favorable aux mouvements de 1968 prend de la vigueur. Dans ce canton italoophone, les militant-e-s de l'aile gauche, stimulé-e-s par le puissant mouvement social qui se développe alors en Italie voisine, éditent le journal *Politica Nuova*. Les rédacteurs de cette publication émettent notamment des critiques de la collaboration du Parti socialiste avec les forces radicales

⁸⁰ GOUGEON Jacques-Pierre, *La social-démocratie allemande 1830-1996. De la révolution au réformisme*, Paris, Aubier, 1996, p. 331.

⁸¹ ROVAN Joseph, *Histoire de la social-démocratie allemande*, Paris, Seuil, 1978, p. 432.

⁸² Statistique historique de la Suisse, HSSO, 2012. Tab. Z.22b; en ligne: hso.ch/2012/z/22b (consulté en février 2021).

⁸³ PEREIRA Nuno, SCHÄR Renate, « Soixante-huitards helvétiques. Étude prosopographique », *Le Mouvement social* 239, 2012, p. 13.

et conservatrices du gouvernement cantonal⁸⁴. Refusant en 1969 un ultimatum de la direction du Parti socialiste tessinois qui demande le départ d'un rédacteur de *Poltica Nuova*, les animateur·trice·s de l'aile gauche sont exclu·e·s du parti⁸⁵. Dans la foulée, la section tessinoise du PSS subit le départ d'environ 300 militant·e·s, sur les 1 900 membres que compte le parti dans cette région du sud des Alpes alors peuplée de 245 000 habitant·e·s⁸⁶. Les exclu·e·s créent dans la foulée une nouvelle organisation, le Parti socialiste autonome (PSA), qui compte environ 400 adhérent·e·s lors de sa création⁸⁷.

La volonté d'ouverture aux mouvements de 1968 qui anime une partie des membres du Parti socialiste suisse conduit ses délégué·e·s à admettre au congrès de Bienne de 1970 quelques concessions en leur faveur. On retrouve, à la tête de la tendance favorable aux mouvements sociaux, des représentant·e·s de la frange la plus à gauche du parti, dont le conseiller national de Genève Jean Ziegler, l'une des figures les plus en vue dans les médias. Ces sociaux·ales·démocrates partisan·e·s d'un tournant à gauche font également entendre à l'occasion du congrès une critique de la participation gouvernementale du PSS qui aurait selon eux·elles comme conséquence d'émousser la ligne du parti⁸⁸. Dans ce contexte, le congrès vote en particulier une motion en faveur d'une réduction de 20 % des dépenses militaires de la Confédération⁸⁹. Cette décision contraste avec la ligne du parti au cours des années 1950 et 1960, quand des budgets militaires de grande ampleur étaient soutenus par une large majorité d'élus socialistes, au nom de la défense d'un petit État neutre face aux périls de la guerre froide⁹⁰. Pourtant, signe des crispations que l'ouverture aux préoccupations des mouvements de 1968

⁸⁴ MACALUSO Pompeo, *Storia del Partito...*, p. 194.

⁸⁵ MACALUSO Pompeo, *Storia del Partito...*, p. 196.

⁸⁶ MACALUSO Pompeo, *Storia del Partito...*, p. 198.

⁸⁷ MACALUSO Pompeo, *Storia del Partito...*, p. 215.

⁸⁸ DEGEN Bernard, *Sozialdemokratie...*, p. 105-106.

⁸⁹ *Journal de Genève*, «Au Parti socialiste suisse. Divergence de vues», 14 juillet 1970; voir aussi: BATOU Jean, *Nos années 68 dans le cerveau du monstre*, Vevey, Éditions de L'Aire, 2018, p. 73.

⁹⁰ HÜRLIMANN Jacques, *SPS und militärische Landesverteidigung, 1946-1966*, Zurich, Juris Druck und Verlag, 1985, p. 62.

suscite dans le parti, le président du PSS, Arthur Schmid, prend dans la presse ses distances avec cette décision du congrès⁹¹. Il juge improbable que le groupe socialiste la reprenne à son compte lors du prochain débat parlementaire sur le budget de l'armée.

La majorité bourgeoise se raidit également face à ces critiques contre le budget militaire, d'autant que l'armée est une institution très liée à cette majorité, nombre de ses responsables politiques ayant le grade d'officier⁹². En 1971, l'accession du conseiller national socialiste Arthur Villard à la commission des affaires militaires du Parlement est refusée par la majorité de ce dernier, au motif que ce parlementaire adopte des positions trop critiques de l'armée. À la suite de cette décision, plusieurs socialistes participant au comité central du parti déplorent que les quatre autres représentants du PSS siégeant dans cette commission ne l'aient pas boycottée pour manifester leur solidarité envers Villard⁹³. En filigrane, il est reproché aux parlementaires d'être trop soucieux de la recherche de compromis avec leurs collègues de droite, aux dépens de l'affirmation de la ligne propre du parti.

Cependant, la prise de distance de la part de Schmid par rapport aux votes du congrès socialiste, de même que l'absence de réaction forte du PSS à l'éviction de Villard, indiquent que la plupart des responsables du PSS demeurent favorables à une politique sociale-démocrate traditionnelle, apparentée à celle du courant majoritaire du SPD. En 1972, les responsables socialistes suisses invitent d'ailleurs le chancelier fédéral Willy Brandt pour le congrès du PSS, afin de bénéficier de l'aura de l'homme d'État allemand⁹⁴. Le SPD de Brandt réalise en effet aux élections de novembre 1972 le meilleur score de son histoire, soit 45,8 % des suffrages exprimés, profitant du succès de son gouvernement en matière d'emploi et d'extension de l'État social⁹⁵.

⁹¹ *Journal de Genève*, «Au Parti socialiste suisse. Divergence de vues», 14 juillet 1970.

⁹² PILOTTI Andrea et al., «Les parlementaires suisses entre démocratisation et professionnalisation, 1910-2000», *Revue suisse de science politique* 16, 2010, p. 222.

⁹³ PV de la séance du comité central du PSS, 6 mai 1972, ASS, Ar. 1.110.63.

⁹⁴ PV de la séance du comité directeur du PSS, 31 janvier 1972, ASS, Ar. 1.110.63; *Journal de Genève*, «Congrès du Parti socialiste à Interlaken», 2 octobre 1972.

⁹⁵ FAULENBACH Bernd, *Das sozialdemokratische Jahrzehnt...*, p. 257.

Schmid et les représentant-e-s de l'aile consensuelle, majoritaire au PSS, envisagent au contraire avec méfiance le tournant à gauche pris par le Parti socialiste français, entré dans l'opposition. Ce dernier adopte une ligne plus radicale au début des années 1970 pour répondre aux aspirations des mouvements de 1968⁹⁶. Certes, ce tournant revêt en partie un caractère tactique, pour ne pas dire opportuniste⁹⁷. Reste que cette nouvelle orientation conduit le Parti socialiste français à une alliance avec le Parti communiste français, perçue négativement par les responsables du SPD en Allemagne de l'Ouest et par ceux du PSS en Suisse alémanique⁹⁸. Le programme commun de la gauche socialiste et communiste inclut la nationalisation de grands groupes industriels, une politique à laquelle le gouvernement social-démocrate en RFA est opposé⁹⁹. En lieu et place des nationalisations, les responsables sociaux-démocrates d'Allemagne de l'Ouest plaident pour la participation (*Mitbestimmung*) des travailleur-euse-s à la gestion de l'entreprise. Cette perspective est reprise par le mouvement syndical en Suisse qui lance en 1971 une initiative populaire fédérale pour la participation¹⁰⁰.

Le tournant à gauche de la social-démocratie française a en revanche une certaine influence sur le Parti socialiste en Suisse francophone. Il contribue à expliquer que, dès le début des années 1970, les sections socialistes de Vaud et Genève tournent le dos à la stricte ligne anticommuniste qui avait été adoptée durant les deux premières décennies de la guerre froide et concluent des accords électoraux avec le Parti du travail (PST). Toutefois, ces accords suscitent la désapprobation

⁹⁶ BERGOUNIOUX Alain, GRUNBERG Gérard, «L'Union de la gauche...», p. 279; pour la comparaison entre la ligne politique du SPD et du Parti socialiste français, voir: FLANDRE Christelle, *Socialisme ou social-démocratie? Regards croisés français allemands, 1971-1981*, Paris, L'Harmattan, 2006.

⁹⁷ FULLA Mathieu, *Les socialistes français et l'économie (1944-1981)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016, p. 229.

⁹⁸ MIARD-DELACROIX Hélène, «Les relations franco-allemandes», in: BERSTEIN Serge et al. (éd.), *François Mitterrand. Les années du changement, 1981-1984*, Paris, Perrin, 2001, p. 299.

⁹⁹ MARGAIRAZ Michel, «Les nationalisations. La fin d'une culture politique?», in: BERSTEIN Serge et al. (éd.), *François Mitterrand. Les années du changement, 1981-1984*, Paris, Perrin, 2001, p. 346.

¹⁰⁰ ZIMMERMANN Adrian, «Demokratie im Betrieb...», p. 293-312.

de la direction nationale du PSS, l'anticommunisme demeurant plus prégnant en Suisse alémanique¹⁰¹.

L'aile gauche du PSS se montre aussi particulièrement active dans un canton comme Genève, en raison de la forte influence de la vie politique française ainsi que du caractère urbain du canton qui offre des conditions sociales propices à un tel développement politique¹⁰². Dans ce canton, l'aile gauche, animée avant tout par de jeunes diplômé·e·s, prend ainsi l'ascendant sur l'aile centriste¹⁰³. Ces dernier·ère·s, avec en tête de file Jean Ziegler, préfèrent revendiquer des nationalisations plutôt que de demander une participation des travailleur·euse·s aux conseils d'administration des entreprises¹⁰⁴.

Reste qu'à court terme, les crispations des responsables du parti par rapport aux mouvements de 1968 contribuent certainement à expliquer la peine que le PSS rencontre à bénéficier de l'élan des mobilisations sociales post-1968. Aux élections fédérales de 1971, le parti cède encore du terrain sur le plan électoral, avec 22,9% des suffrages contre 23,5 en 1967. Mais la difficulté à se positionner face aux nouveaux mouvements sociaux n'est pas la seule explication du recul électoral de 1971. À nouveau, comme en 1967, les quatre partis gouvernementaux sont à la peine. La seule force à connaître une progression lors de ces élections est l'extrême droite, qui capitalise sur ses campagnes contre la surpopulation étrangère : l'Action nationale et le Parti républicain réunissent ainsi 7,2% des suffrages, contre moins de 1% aux élections de 1967. Il s'agit de la plus importante progression électorale d'un courant politique non représenté au gouvernement depuis 1935¹⁰⁵. L'extrême droite parvient à cette occasion à capter des suffrages dans l'électorat populaire de

¹⁰¹ MÜLLER Stefan, *Wie die 68er...*, p. 19; KERGOMARD Zoé, *Wahlen ohne Kampf?...*, p. 288.

¹⁰² *Journal de Genève*, «Pas de victoire sans union de la gauche», 26 mars 1973.

¹⁰³ *Journal de Genève*, «Trop d'«intellectuels», pas assez de «manuels»», 10 février 1973.

¹⁰⁴ *Gazette de Lausanne*, «Le Parti socialiste désavoue sa commission militaire et exige une vraie participation dans l'armée», 27 mai 1974.

¹⁰⁵ SKENDEROVIC Damir, *The Radical Right in Switzerland. Continuity and Change*, New York, Berghahn Books, 2009, p. 59.

la social-démocratie, ce qui concourt également à expliquer le score décevant du PSS à l'issue de ce scrutin¹⁰⁶.

À la suite de ces élections maussades pour le PSS, un débat sur la ligne politique a lieu dans les instances dirigeantes. Une minorité, issue du comité central et de la fraction parlementaire, représentant environ un tiers de ces deux instances, estime que le parti a payé une politique trop consensuelle, autrement dit trop orientée vers le partenariat gouvernemental avec la droite. En réaction au recul électoral, les responsables qui font entendre cette voix critique plaident pour une ligne plus combative par rapport à la majorité bourgeoise¹⁰⁷. Selon eux-elles, une telle orientation supposerait notamment de refuser de s'associer aux objectifs de législation proclamés par les trois autres partis gouvernementaux. Le président du PSS Arthur Schmid, fidèle à la ligne de compromis gouvernemental développée dans l'après-guerre, veut au contraire que le parti s'y associe. Il fait valoir que plusieurs importantes revendications sociales-démocrates y ont été intégrées, parmi lesquelles le renforcement de la construction de logements d'utilité publique, le rôle accru de la Confédération en matière de politique conjoncturelle ou encore l'harmonisation fiscale entre les cantons. Ses arguments sont finalement appuyés par 30 voix contre 15 au comité central et 20 contre 7 au sein du groupe parlementaire¹⁰⁸.

Le débat interne stimulé par les mouvements sociaux post-1968 ne fait pourtant que commencer. Quelques mois plus tard, à l'été 1972, le parti se trouve à nouveau divisé sur l'initiative populaire pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre, lancée par des groupements pacifistes et tiers-mondistes. Des responsables syndicaux liés au PSS rappellent en effet que l'industrie d'armement est une importante pourvoyeuse d'emplois¹⁰⁹. De plus, selon ces syndicalistes, cette industrie ferait partie intégrante d'une politique de neutralité dès lors que celle-ci suppose une

¹⁰⁶ RENNWALD Line, *Partis socialistes et classe ouvrière...*, p. 174; KERGOMARD Zoé, *Wahlen ohne Kampf?...*, p. 92.

¹⁰⁷ PV de la séance du comité central et de la fraction parlementaire aux Chambres fédérales du PSS, 29 janvier 1972, ASS, Ar. 1.110.63.

¹⁰⁸ Idem.

¹⁰⁹ PV de la séance du comité central du PSS, 8 juillet 1972, ASS, Ar. 1.110.63.

certaine autonomie de la production d'armements. Entre les dirigeant-e-s socialistes sensibles aux arguments portés par les responsables syndicaux et ceux-celles désireux-ses d'une ouverture à l'égard des cercles pacifistes, le comité central, très divisé, décide de justesse d'un mot d'ordre en faveur de l'initiative, par 24 voix contre 22¹¹⁰. Avec 49,7 % d'acceptation à l'issue de la votation, l'initiative populaire échoue finalement de peu¹¹¹.

En 1973, le débat entre la majorité et l'aile gauche du parti se cristallise autour de la succession du socialiste Hans Peter Tschudi au Conseil fédéral. L'aile gauche propose la candidature d'Andreas Gerwig, un conseiller national et avocat de Bâle-Ville, alors que la tendance consensuelle soutient celle de Willi Ritschard¹¹². Ce dernier est un ancien ouvrier devenu secrétaire syndical puis conseiller d'État du canton de Soleure. Dans les années précédentes, il a affiché sa désapprobation face aux manifestations contre la guerre du Vietnam et face à l'objection de conscience.

Gerwig sort en tête du vote du comité central du PSS. Mais le groupe socialiste aux Chambres fédérales se prononce ensuite et a le dernier mot concernant le choix de la candidature présentée au Parlement. Le groupe, orienté sur des positions plus favorables au compromis avec les partis bourgeois, penche majoritairement pour Ritschard. Les partisan-e-s de Gerwig se portent par conséquent sur une troisième candidature, celle d'Arthur Schmid, président du parti, pour faire barrage à Ritschard, jugé trop complaisant avec la majorité bourgeoise. Au terme de cette procédure en deux temps, Schmid est donc désigné comme le candidat du PSS à la succession de Tschudi¹¹³. Bien que Schmid ait une ligne moins à gauche que celle de Gerwig, le Parlement élit finalement Ritschard au Conseil fédéral, rejetant ainsi le candidat officiel du PSS. Ce choix, qui peut être interprété comme une sorte de rappel à l'ordre adressé par la majorité de droite du Parlement à un PSS mis sous pression par son aile

¹¹⁰ Idem. Un premier vote visant à départager le soutien à l'initiative du refus de celle-ci tranche pour la première option par 26 voix contre 16.

¹¹¹ Votation populaire du 29 septembre 1972, en ligne sur le site de la Chancellerie fédérale : <https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/va/19720924/index.html> (consulté en mars 2021).

¹¹² PV de la séance du comité central du PSS, 17 novembre 1973, ASS, Ar 1.110.64.

¹¹³ *Gazette de Lausanne*, « Élections au Conseil fédéral », 19 novembre 1973.

gauche, provoque des protestations de la part des représentant-e-s de cette dernière, aussi bien à l'interne du parti que dans les médias¹¹⁴. À l'interne, certain-e-s des socialistes de l'aile gauche déplorent que Ritschard n'ait pas sollicité l'autorisation du groupe parlementaire avant d'accepter son élection et plaident pour que le PSS revoie sa politique de collaboration avec les autres partis gouvernementaux¹¹⁵. Leur voix demeure cependant minoritaire au sein de la direction du parti.

Nous avons montré dans les lignes qui précèdent qu'à la fin des années 1960 et au début des années 1970, les mouvements de 1968 stimulent l'activité de l'aile gauche et, par conséquent, animent le débat d'orientation à l'intérieur du PSS. Il en résulte que le parti s'oriente un peu plus vers la gauche, sans que pour autant l'on puisse parler d'un tournant en profondeur par rapport à la ligne politique issue du congrès de Winterthour de 1959. En effet, l'aile gauche reste minoritaire, avec environ un tiers de représentant-e-s au sein des instances dirigeantes du parti. Elle n'est d'ailleurs pas reconnue en tant que courant par la direction du parti et ses contours demeurent relativement fluctuants. Le débat d'orientation avivé par les mobilisations de 1968 n'en est toutefois qu'à ses débuts. Il occupe encore longuement le parti dans les années suivantes, comme nous aurons l'occasion de l'examiner par la suite.

Les derniers feux de la haute conjoncture et les signes avant-coureurs de la crise

La déception électorale de 1971 et les débats internes qu'elle provoque n'empêchent pas les responsables du PSS de mettre à profit les dernières années de haute conjoncture avant la crise pour faire avancer des revendications sociales portées de longue date par leur parti. Le conseiller fédéral socialiste Hans Peter Tschudi, en charge du Département fédéral de l'intérieur, obtient notamment un renforcement assez significatif de l'État social. En 1973, la 8^e révision de l'assurance-vieillesse et survivants

¹¹⁴ *Gazette de Lausanne*, « Un bon départ », 6 décembre 1973.

¹¹⁵ PV de la séance du comité directeur du PSS, 20 décembre 1973, ASS, Ar. 1.110.64.

(AVS) conduit à une augmentation des rentes de retraites de près de 50 % (en valeur réelle, soit après déduction de l'inflation). Sous l'effet de cette réforme, les dépenses sociales exprimées en pour cent du produit intérieur brut progressent de 12,1 % à 14,2 % entre 1970 et 1973¹¹⁶. Ce développement reste cependant limité en comparaison des progrès sociaux obtenus au même moment par les forces sociales-démocrates d'Europe occidentale, quand elles se trouvent en position de force sur le plan gouvernemental : ainsi, en RFA, les dépenses sociales passent de 25 % du PIB en 1969 à 33 % en 1975 sous la houlette du chancelier social-démocrate Willy Brandt¹¹⁷.

Pour obtenir l'extension de la principale assurance sociale du pays, Tschudi profite non seulement de la croissance économique, mais il s'appuie aussi sur la pression exercée par le PSS et les autres forces politiques situées sur la gauche de celui-ci, stimulées par l'élan de 1968. En effet, en juin 1968, le congrès du PSS, sous l'impulsion de son aile gauche, opte pour une attitude plus offensive en faveur de l'extension de la sécurité sociale¹¹⁸. Pour convaincre, les militant·e·s de l'aile gauche font valoir que la majorité conservatrice a contenu l'État social de manière nettement plus stricte que dans les pays voisins. Par conséquent, une attitude plus offensive serait opportune de la part des socialistes.

De fait, le niveau insuffisant des rentes de l'AVS oblige les salarié·e·s à se tourner vers la prévoyance privée, fondée sur le principe de la capitalisation, pour bénéficier d'un revenu suffisant à la retraite¹¹⁹. De plus, si l'AVS a été complétée par une assurance-invalidité (AI) en 1960, il n'existe pas encore de couverture obligatoire publique pour la maladie, la maternité ou le chômage. Enfin, la majorité de droite a mis en œuvre durant les années d'après-guerre une succession d'allègements fiscaux en faveur des hauts revenus et des grandes fortunes, qui participe à la réduction des moyens budgétaires de la Confédération, en dépit de

¹¹⁶ STUDER Brigitte, « Ökonomien... », p. 950.

¹¹⁷ FAULENBACH Bernd, *Das sozialdemokratische Jahrzehnt...*, p. 213.

¹¹⁸ LEIMGRUBER Matthieu, *Solidarity without the State?...*, p. 246.

¹¹⁹ LEIMGRUBER Matthieu, « La doctrine des trois piliers entre endiguement de la sécurité sociale et financiarisation des retraites », *Association nationale et tessinoise des institutions d'action sociale*, mai 2010, p. 5.

la croissance économique¹²⁰. Ces allègements fiscaux provoquent des déficits dans les comptes de la Confédération dès 1971, soit avant même la récession de 1974 et les responsables des partis bourgeois en prennent prétexte pour limiter l'augmentation des dépenses sociales¹²¹.

La volonté des socialistes de mener campagne pour l'extension de la sécurité sociale se concrétise, en 1969, par le lancement de deux initiatives populaires, l'une en matière de retraites, l'autre dans le domaine de la protection en cas de maladie ou de maternité¹²². Toutefois, le caractère offensif des revendications du PSS en matière de sécurité sociale se heurte non seulement à l'opposition de la droite, mais aussi aux réticences de certains responsables syndicaux. Ces syndicalistes souhaitent en effet maintenir des caisses de pension d'entreprises, bien que ces dernières fonctionnent sur le modèle de la retraite par capitalisation¹²³. Si la retraite par capitalisation induit un degré beaucoup plus faible de solidarité entre bas et hauts revenus, tout en offrant un marché rentable aux assureurs privés, en comparaison de l'AVS, une partie des responsables syndicaux se montrent cependant attachés à ce modèle comme complément à l'assurance publique. En effet, la gestion des caisses de pension en commun avec les employeurs garantit une certaine influence sur les relations de travail voire dans certains cas des revenus pour les organisations de salarié·e·s¹²⁴.

Le souci de conciliation avec les directions syndicales et la volonté de défendre une orientation compatible avec la stratégie de compromis gouvernemental incarnée par Tschudi amènent le PSS à combattre une initiative populaire du Parti suisse du travail (PST), déposée à la fin de l'année 1969. Celle-ci demande une large extension de l'AVS qui permettrait d'instaurer un régime de retraite fortement solidaire, inspiré du modèle suédois. L'initiative populaire du PST obtient certes

¹²⁰ FEHR Aniko, *La politique fiscale de la Confédération suisse ou l'art de vider les caisses (1958-1977)*, Thèse de doctorat, Université de Lausanne, 2023, p. 305-306.

¹²¹ GUËX Sébastien, *L'argent de l'État...*, p. 79.

¹²² PV du congrès extraordinaire du PSS, 2 novembre 1969, édité par le Secrétariat central du PSS, Berne, p. 42.

¹²³ LEIMGRUBER Matthieu, *Solidarity without the State?...*, p. 245.

¹²⁴ LEIMGRUBER Matthieu, *Solidarity without the State?...*, p. 245.

le soutien de quelques sections cantonales du PSS, mais ces prises de position provoquent un rappel à l'ordre de la direction du parti¹²⁵. Face au front uni des partis gouvernementaux qui s'y oppose, l'initiative des communistes est largement rejetée en 1972, par 78,6% des voix¹²⁶.

Le PSS lance en parallèle sa propre initiative populaire. Cette dernière est moins radicale que celle du PST : elle vise à renforcer l'AVS, tout en ménageant une place pour les caisses de pension d'entreprises en tant que complément de l'assurance-vieillesse¹²⁷. Mais le parti retire finalement son initiative en 1974, au profit d'un contre-projet défendu par les autorités. Les responsables socialistes estiment en effet que celui-ci a plus de chances de passer la rampe en votation¹²⁸. Le contre-projet est cependant très en deçà des revendications socialistes, car il réserve une bien plus large place à la prévoyance privée et aux caisses de pension d'entreprises, dont l'affiliation deviendrait obligatoire¹²⁹. Certaines sections du PSS et de l'USS s'opposent pour cette raison au retrait de l'initiative¹³⁰. Celui-ci est par ailleurs dénoncé par les organisations de la gauche radicale alors très actives, à l'instar de la Ligue marxiste révolutionnaire (LMR) et de son journal *La Brèche*¹³¹.

Compte tenu du caractère décevant du contre-projet d'un point de vue social-démocrate et des tiraillements internes qui s'expriment dans ce dossier, il n'est pas étonnant que la décision de se rallier à la proposition des autorités soit prise sur le fil : au comité central du PSS, 20 voix plaident en faveur du maintien de l'initiative, 20 pour son retrait¹³². C'est finalement l'avis de l'USS qui décide le président du PSS à trancher

¹²⁵ PV de la séance du comité central du PSS, 20 janvier 1973, ASS, Ar. 1.110.64.

¹²⁶ Votation populaire du 3 décembre 1972, résultat en ligne sur le site de la Chancellerie fédérale : <https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/va/19721203/index.html> (consulté en mai 2023).

¹²⁷ *Journal de Genève*, «AVS-AI: le Parti socialiste suisse et l'USS posent leurs conditions au retrait de leur initiative», 1^{er} mars 1973.

¹²⁸ LEIMGRUBER Matthieu, *Solidarity without the State?...*, p. 258.

¹²⁹ LEIMGRUBER Matthieu, *Solidarity without the State?...*, p. 254-256.

¹³⁰ PV de la séance du comité directeur du PSS, 7 février 1974, ASS, Ar. 1.110.65.

¹³¹ *La Brèche*, «La sainte alliance des escrocs», 14 mars 1974.

¹³² PV de la séance du comité central du PSS, 16 février 1974, ASS, Ar. 1.110.65.

pour le retrait¹³³. Les réticences syndicales, déjà mentionnées, face à une trop forte extension de l'AVS font donc pencher la balance au PSS en faveur du contre-projet des autorités. Ce dernier emporte finalement une majorité du corps électoral et ouvre la voie, dans les années suivantes, à un essor prononcé de la prévoyance privée, en raison de son caractère obligatoire¹³⁴.

La seconde initiative lancée par le Parti socialiste à la suite du congrès de 1968, qui demande une assurance publique et solidaire couvrant la maladie et la maternité, sur le modèle de l'AVS et de l'AI, connaît de son côté un échec devant le corps électoral en 1974¹³⁵. Il en va de même d'un contre-projet plus limité, soumis en votation par les autorités en même temps que l'initiative populaire du PSS. Dans le cas présent, la direction du Parti socialiste a décidé le maintien de son initiative en dépit du contre-projet¹³⁶. L'USS se prononce elle aussi pour le maintien de l'initiative, ce qui conforte le parti dans sa volonté de défendre sa proposition devant le corps électoral¹³⁷.

La décision n'en reste pas moins difficile, car les dirigeant-e-s du PSS prennent un risque en maintenant leur propre initiative face au contre-projet. En effet, les citoyen-ne-s favorables au changement n'ont alors pas la possibilité d'approuver les deux objets en même temps¹³⁸. Le lancement d'un contre-projet par les autorités contribue donc à diviser le camp des partisan-e-s d'une réforme en éparpillant les suffrages. Mais en retirant l'initiative sur l'assurance-maladie, les dirigeant-e-s socialistes craignent de décevoir leur base, si peu de temps après le retrait de l'initiative sur les retraites, décision qui, on l'a vu, avait déjà fait l'objet

¹³³ *Journal de Genève*, « Initiative "pensions populaires" », 19 février 1974.

¹³⁴ LEIMGRUBER Matthieu, *Solidarity without the State?...*, p. 254-256.

¹³⁵ BUCLIN Hadrien, « Assurance-maladie... », p. 102-122.

¹³⁶ *Journal de Genève*, « Pour une assurance maladie sociale: le PSS maintient son initiative », 1^{er} avril 1974.

¹³⁷ *Journal de Genève*, « L'USS propose au PSS de ne pas retirer son initiative », 26 mars 1974.

¹³⁸ Il faudra attendre une réforme des droits politiques en 1987 pour qu'un tel choix devienne possible lors d'une votation fédérale, voir: HOTTELIER Michel, « Suisse: réforme des droits populaires de rang fédéral », *Revue française de droit constitutionnel* 55, 2003, p. 657-670.

de critiques à l'interne et suscité bien des reproches dans les rangs de la gauche radicale.

L'échec de l'initiative socialiste et du contre-projet gouvernemental sur l'assurance-maladie laisse un goût amer à leurs partisan-e-s. Alors même que le camp des citoyen-ne-s favorables à une réforme sociale dans le domaine de l'assurance-maladie est majoritaire, avec 384 000 voix pour l'initiative auxquelles il faut ajouter 458 000 pour le contre-projet, le statu quo soutenu par les franges les plus conservatrices de l'électorat l'emporte. Avec 550 000 voix, les opposant-e-s à une réforme prennent en effet le dessus, en raison de l'éparpillement des suffrages entre initiative et contre-projet. De plus, la faible participation au scrutin, à hauteur de 36 %, favorise le camp conservateur, car l'abstention est plus forte dans les classes populaires que dans les couches aisées de la population¹³⁹.

Soulignons que la votation de décembre 1974 est marquée par l'entrée en récession de l'économie suisse. Selon certains responsables socialistes au lendemain de la votation, ce contexte aurait renforcé les craintes de la population, entretenues par la droite, face à une extension des dépenses sociales. La droite, en effet, présente de telles dépenses comme trop lourdes pour les entreprises amenées à payer une nouvelle cotisation sur les salaires, qui s'ajouterait à celle prélevée pour l'AVS et l'AI¹⁴⁰. Les socialistes, pour contrer cet argument, ont pourtant rappelé durant la campagne que les cotisations sur salaires resteraient largement inférieures à celles ponctionnées dans plusieurs autres pays d'Europe occidentale.

En fait, au moment de la votation populaire sur l'assurance-maladie, cela fait déjà plusieurs mois que la situation économique montre des signes de déséquilibre, avant-coureurs de la crise. Les responsables socialistes s'inquiètent en particulier d'une inflation qui atteint des proportions de plus en plus importantes, menaçant d'éroder le pouvoir d'achat des salarié-e-s : le renchérissement s'élève à 6,7 % en 1972, 8,7 % en 1973 et 9,8 % en 1974¹⁴¹. L'inquiétude au sujet de l'inflation est du reste partagée par la plupart des responsables sociaux-démocrates

¹³⁹ TAWFIK Amal, HORBER Eugène, « Les déterminants de la participation... », p. 56.

¹⁴⁰ AGUET Pierre, « Des vents froids venus du nord », *Tribune socialiste vaudoise*, 30 janvier 1975.

¹⁴¹ BERGER Michel, *Die Reaktion der Gewerkschaften...*, p. 33.

d'Europe occidentale¹⁴². Il s'agit d'un phénomène international en partie importé des États-Unis, qui financent la guerre du Vietnam et des réformes sociales sur le plan intérieur en faisant marcher la planche à billets¹⁴³.

L'inquiétude des responsables sociaux-démocrates à propos de l'inflation est légitime, car la difficulté à maîtriser le renchérissement et la menace que celui-ci fait peser sur le pouvoir d'achat fragilisent les conquêtes sociales, avant même l'entrée en récession en 1974¹⁴⁴. En France par exemple, le patronat utilise l'inflation pour effacer une partie des substantielles hausses de salaire consenties à la suite de la grève générale de 1968¹⁴⁵. Le Parti socialiste français dénonce par ailleurs cette stratégie¹⁴⁶. En Allemagne de l'Ouest, les tentatives du gouvernement social-démocrate de contenir l'inflation en limitant les progressions salariales provoquent en 1973 des grèves et tensions avec les syndicats¹⁴⁷.

Dans ce contexte, en 1972, le PSS réclame des autorités une meilleure maîtrise de l'inflation, permettant de garantir le maintien du pouvoir d'achat¹⁴⁸. Le Conseil fédéral ne reste pas sourd à cet appel et soumet au Parlement un arrêté sur la surveillance des prix. Mais sous l'impulsion de la droite patronale, le Parlement étend en 1973 la portée de cet arrêté à la surveillance des salaires¹⁴⁹. Il est ainsi prévu qu'un préposé, avec l'appui d'une commission consultative, émette des directives à l'intention des employeurs et des syndicats, visant à ce que les salaires ne progressent pas trop rapidement par rapport aux prix¹⁵⁰. La gauche sociale-démocrate craint que ce dispositif, sous couvert de lutte contre l'inflation, ne se

¹⁴² CALLAGHAN John, *The Retreat of Social Democracy...*, p. 35.

¹⁴³ CALLAGHAN John, *The Retreat of Social Democracy...*, p. 33.

¹⁴⁴ NOTERMANS Ton, *Money, markets, and the state...*, p. 160.

¹⁴⁵ BANTIGNY Ludivine, 1968. *De grands soirs en petits matins*, Paris, Seuil, 2018, p. 358.

¹⁴⁶ FULLA Mathieu, *Les socialistes français...*, p. 307.

¹⁴⁷ FAULENBACH Bernd, *Das sozialdemokratische Jahrzehnt...*, p. 264.

¹⁴⁸ PV de la séance du comité central du PSS, 17 novembre 1972, ASS, Ar. 1.110.63.

¹⁴⁹ JUCKER Waldemar, «Au congrès extraordinaire de l'USS: la prorogation des arrêtés conjoncturels urgents», *Revue syndicale suisse*, novembre 1973.

¹⁵⁰ Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur les mesures complémentaires visant à combattre la surchauffe économique (du 24 octobre 1973), *Feuille fédérale*, 1973, vol. 2, p. 921.

retourne en fait contre les salarié-e-s. Les responsables socialistes dénoncent la volonté à peine dissimulée d'éviter que la progression salariale ne prenne pleinement en compte le renchérissement¹⁵¹. Accessoirement, les syndicats envisagent avec méfiance une incursion de l'État dans le domaine des salaires, qui devrait selon eux demeurer le résultat des négociations entre organisations de salarié-e-s et des patrons.

Parti socialiste et Union syndicale lancent donc un référendum contre l'arrêté sur la surveillance des prix, des salaires et des bénéfiques. La gauche perd toutefois la votation en décembre 1973 : le camp des opposant-e-s ne réunit que 40,2 % des suffrages¹⁵². Les ténors des partis bourgeois ont en effet argumenté avec succès que cet arrêté serait bénéfique pour les consommateur-trice-s à travers une stabilisation des prix. Reste qu'en 1973, le pouvoir d'achat réel des salarié-e-s recule de 2,5 %¹⁵³.

En résumé, les années qui précèdent immédiatement la crise économique se soldent par un bilan mitigé pour les socialistes. Certes, la croissance économique et la pression politique exercée par leur initiative sur les retraites permettent d'obtenir une amélioration non négligeable de l'AVS, principal pilier du système social suisse. Mais la droite économique, en parvenant à préserver une place importante pour les retraites par capitalisation et en empêchant toute extension de l'assurance publique obligatoire à la maladie et à la maternité, parvient à bloquer les tentatives des socialistes en faveur d'une sécurité sociale étendue, inspirée des pays voisins. De plus, l'inflation, combinée à une offensive de la droite patronale contre l'indexation pleine et entière des salaires, menace d'enrayer la progression du revenu réel des travailleur-euse-s obtenue durant les années précédentes. En fait, ce bilan contrasté n'est qu'un avant-goût des difficultés qui attendent la gauche dans le nouveau contexte de crise économique.

¹⁵¹ JUCKER Waldemar, «Au congrès extraordinaire de l'USS: la prorogation des arrêtés conjoncturels urgents», *Revue syndicale suisse*, novembre 1973.

¹⁵² Votation populaire du 2 décembre 1973, en ligne sur le site de la Chancellerie fédérale : <https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/va/19731202/index.html> (consulté en mars 2021).

¹⁵³ BERGER Michel, *Die Reaktion der Gewerkschaften...*, p. 27.

La crise économique des années 1970 et le durcissement des positions de la droite

La crise des années 1974-1976, déclenchée entre autres facteurs par un quadruplement des prix sur le marché du pétrole qui aggrave une inflation déjà galopante, n'égale pas en gravité, tant s'en faut, la Grande Dépression des années 1930. Elle n'en reste pas moins un choc brutal au regard des décennies précédentes caractérisées par une forte croissance économique. De plus, la Suisse compte parmi les pays industrialisés les plus sévèrement touchés par la récession des années 1970¹⁵⁴. Alors que le PIB helvétique progresse en moyenne de 4,4% entre 1960 et 1973, il est en quasi-stagnation sur la période de 1973 à 1980 et recule même en 1975¹⁵⁵. Sur cette période de 1973 à 1980, l'Europe de l'Ouest réalise une meilleure performance économique que la Suisse, avec un PIB en croissance annuelle moyenne de 2,4%¹⁵⁶. La crise conduit à une destruction d'emplois de grande ampleur en Suisse, soit la suppression d'au moins 240 000 postes de travail entre 1974 et 1977¹⁵⁷.

¹⁵⁴ GUËX Sébastien, « L'État fédéral et les crises économiques... », p. 160.

¹⁵⁵ MÜLLER Margrit, WOITEK Ulrich, « Prospérité, croissance et conjoncture », in: HALBEISEN Patrick et al. (éd.), *Histoire économique de la Suisse au xx^e siècle*, Neuchâtel, Alphil, 2021, p. 119.

¹⁵⁶ MÜLLER Margrit, WOITEK Ulrich, « Prospérité, croissance... », p. 119.

¹⁵⁷ TABIN Jean-Pierre, TOGNI Carola, *L'assurance chômage...*, p. 149.

Si le recul du PIB s'avère plus sévère en Suisse que dans la plupart des autres pays industrialisés, c'est notamment en raison des options prises par les autorités face à la récession. Fidèles à leur méfiance à l'égard des interventions de l'État visant à influencer la conjoncture, les cercles dirigeants helvétiques sont très réticents à mettre en œuvre une politique de relance par la dépense publique¹⁵⁸. Pourtant, la Confédération, compte tenu de son faible endettement, aurait eu les moyens de financer un vaste plan de relance en réaction à la crise¹⁵⁹. Par ailleurs, avec la libéralisation du système monétaire international issu des accords de Bretton Woods et la fin des taux de change fixes en 1973, le franc est fortement poussé à la hausse par rapport aux autres devises, notamment en raison de l'afflux de capitaux dans les banques suisses. Il s'agit d'un facteur aggravant pour l'économie suisse, car le franc fort pèse sur la compétitivité de l'industrie d'exportation et contribue donc à aggraver la récession¹⁶⁰.

En lieu et place d'une politique de relance par la dépense publique, les autorités fédérales choisissent de contenir la progression du chômage en poussant hors du marché du travail suisse les travailleur·euse·s immigré·e·s : plus de 200 000 d'entre eux·elles voient ainsi leur permis de séjour révoqué¹⁶¹. Cette politique ne suscite guère d'opposition dans les rangs sociaux-démocrates où, comme on l'a vu, une partie de la base est sensible aux revendications de la droite xénophobe. Cette dernière se positionne en faveur d'une réduction du nombre d'étranger·ère·s présent·e·s sur le sol suisse. En 1974, au moment où une nouvelle initiative populaire du parti d'extrême droite Action nationale est à l'ordre du jour des débats de l'Assemblée fédérale, le conseiller national socialiste et président de l'USS Ezio Canonica veut lui opposer un contre-projet visant à ce que « *la Confédération s'emploie à maintenir une relation numérique appropriée entre la population suisse et la population étrangère, en tenant compte des intérêts généraux du pays et de sa population* »¹⁶².

¹⁵⁸ GUËX Sébastien, « L'État fédéral et les crises économiques... », p. 166-167.

¹⁵⁹ GUËX Sébastien, « L'État fédéral et les crises économiques... », p. 161.

¹⁶⁰ TANNER Jakob, *Geschichte der Schweiz...*, p. 420.

¹⁶¹ *Revue syndicale suisse*, « L'éternel chantage de la "surpopulation étrangère" », février 1977.

¹⁶² Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale, séance du 13 mars 1974, p. 406 (ma traduction de l'allemand).

Cette tentative de compromis face à l'initiative de la droite xénophobe est dénoncée par l'aile gauche du PSS¹⁶³.

Outre les travailleur-euse-s immigré-e-s et la révocation de leurs permis de séjour, les femmes salariées sont elles aussi incitées à quitter le marché du travail par les cercles conservateurs, pour se consacrer exclusivement aux tâches domestiques¹⁶⁴. La pression exercée sur les femmes et sur les immigré-e-s permet de limiter le taux de chômage officiel à 0,6% au plus fort de la crise. Toutefois, cette statistique ne reflète que très partiellement les effets réels de la crise économique sur les salarié-e-s. Elle occulte non seulement le sort des immigré-e-s expulsé-e-s et des femmes qui ont quitté leur poste, mais elle exclut aussi de la statistique officielle les personnes qui ne sont pas assurées contre le chômage, l'affiliation n'étant pas encore obligatoire, et celles qui ont épuisé leur droit aux indemnités¹⁶⁵. La sous-représentation très marquée des femmes et des immigré-e-s au sein de la direction du PSS et des syndicats ne facilitera pas, tant s'en faut, la prise en charge de ces problématiques par le mouvement social-démocrate des années 1970.

La réponse hésitante du PSS face à la crise économique

Durant les premiers mois de la crise, les responsables socialistes, de même que ceux de l'Union syndicale suisse, sont pris-e-s au dépourvu par l'ampleur de la récession économique, après des décennies de croissance et de plein emploi. Ils-elles peinent par conséquent à y fournir une réponse concertée. À leur décharge, remarquons que les autres acteurs politiques et économiques sous-estiment eux aussi dans un premier temps le problème¹⁶⁶. Le Conseil fédéral lui-même se montre réticent à

¹⁶³ *Domaine public*, «L'USS laisse le choix des armes à Schwarzenbach», 27 juin 1974; *Journal de Genève*, «Les jeunes socialistes désapprouvent leur parti», 4 juillet 1974.

¹⁶⁴ *Revue syndicale suisse*, «Les premières victimes», novembre 1976.

¹⁶⁵ TABIN Jean-Pierre, TOGNI Carola, *L'assurance chômage...*, p. 149.

¹⁶⁶ LANG Margaux, «Le Parti radical-démocratique suisse à l'avant-garde du néolibéralisme? (1971-1983)», *Les Cahiers de l'IEP* 84, 2023, p. 57-58.

parler de crise et minimise l'ampleur de la récession¹⁶⁷. Cette attitude est à mettre en lien avec la grande réserve des autorités devant la perspective d'un interventionnisme public accru dans le domaine économique. Ainsi, il apparaît que l'interprétation de la situation économique elle-même est un enjeu politique, les partisans du laisser-faire ayant intérêt à relativiser la gravité de la situation.

Cela dit, la lenteur de réaction des responsables sociaux-démocrates à la crise ne s'explique pas seulement par l'effet de surprise, mais aussi par le dilemme auquel ils-elles font face. Certes, les socialistes sont favorables à un plan de relance par la dépense publique afin d'enrayer la progression du chômage. Mais en même temps, ils-elles craignent qu'une telle politique économique accroisse encore un endettement générateur d'inflation et finisse par aggraver l'érosion du pouvoir d'achat des salarié-e-s¹⁶⁸. Ils-elles se montrent donc hésitant-e-s quant aux solutions à développer face à la nouvelle donne économique.

En février 1975, l'Union syndicale appelle – pour la première fois depuis 1954 – à des manifestations dans toute la Suisse pour la sécurité de l'emploi et contre les baisses de salaire¹⁶⁹. Ces rassemblements offrent aux élu-e-s socialistes l'occasion de prendre la parole pour demander des mesures de relance, financées par une ponction fiscale sur les contribuables fortunés¹⁷⁰. Mais à ce stade, les revendications restent vagues. En outre, la mobilisation est faible : quelque 20 000 personnes participent aux actions syndicales de février 1975, alors que l'Union syndicale compte plus de 450 000 membres...¹⁷¹ Cette proportion montre que les capacités de mobilisation du mouvement syndical sont fortement réduites à l'issue de longues années marquées par la rareté des conflits ouverts et des grèves, évolution qui a favorisé la passivité des salarié-e-s. En comparaison, en septembre 1932, les syndicats avaient réussi à mobiliser à l'appui de leur programme de crise plus de 100 000 personnes, soit cinq fois plus,

¹⁶⁷ LANG Margaux, « Le Parti radical-démocratique suisse... », p. 57.

¹⁶⁸ BEGLINGER Martin, *Otto Stich...*, p. 113.

¹⁶⁹ *Gazette de Lausanne*, « Les syndicats appellent à la manifestation », 27 février 1975.

¹⁷⁰ *Gazette de Lausanne*, « Pour la première fois depuis vingt ans la "paix du travail" est remise en cause », 3 mars 1975.

¹⁷¹ *Revue syndicale suisse*, « Les fédérations syndicales suisses en 1974 », octobre 1975.

dans un pays qui comptait alors 2,2 millions d'habitant.e-s de moins¹⁷². Enfin, la mobilisation de février 1975 n'est pas suivie d'un calendrier d'actions fixé par les responsables syndicaux et reste par conséquent sans perspective de lendemain.

Il faut attendre septembre 1975, soit plus de 9 mois après l'entrée du pays en récession, pour que les responsables de l'USS et du PSS mettent au point une réaction politique concertée sous la forme d'une série de revendications¹⁷³. Le PSS est alors en campagne pour les élections fédérales du mois d'octobre. Ce « programme urgent » des syndicats et du Parti socialiste demande en particulier que la Confédération – CFF et PTT compris – débloque 2 milliards d'investissements extraordinaires pour la relance. Afin de donner un ordre de grandeur, signalons que les dépenses totales de la Confédération s'élèvent, pour 1975, à 13,5 milliards¹⁷⁴. Les deux organisations plaident aussi pour une extension de l'assurance-chômage afin d'éviter que les salarié.e-s licencié.e-s ne subissent des pertes de pouvoir d'achat trop importantes et qui aggraveraient par contre-coup la récession. Enfin, le programme demande l'introduction progressive de la semaine de travail de 40 heures. Rappelons à ce propos qu'en 1974, plus de 80 % des ouvrier.ère-s en Suisse travaillent 44 heures par semaine ou davantage¹⁷⁵.

Le conseiller national socialiste Otto Stich, rattaché à l'aile consensuelle du PSS, a joué un rôle central dans l'élaboration de ces revendications¹⁷⁶. Stich est en effet un spécialiste des questions de politique économique au sein du groupe parlementaire socialiste. Il siège aussi au comité de l'Union syndicale comme chef du personnel de la Coop, une coopérative

¹⁷² DEGEN Bernard, « La crise économique et la Deuxième Guerre mondiale », in : BOILLAT Valérie et al. (éd.), *La valeur du travail. Histoire et histoires des syndicats*, Lausanne, Antipodes, 2006, p. 158-159.

¹⁷³ En version française, ce programme est notamment publié dans : *Le Point. Bulletin mensuel du Parti socialiste neuchâtelois*, « Programme conjoncturel urgent du PSS et de l'USS en vue de lutter contre la récession et ses effets », 1^{er} octobre 1975.

¹⁷⁴ Statistique historique de la Suisse HSSO, 2012. Tab. U.5 ; en ligne : <https://hssso.ch/2012/u/5> (consulté en avril 2021).

¹⁷⁵ *Annuaire statistique de la Suisse*, 1974, Bâle, Éditions Birkhäuser, p. 374.

¹⁷⁶ BERGER Michel, *Die Reaktion der Gewerkschaften...*, p. 38.

de magasins d'alimentation liée de longue date aux syndicats¹⁷⁷. Les revendications présentées en septembre 1975 portent l'empreinte de Stich et d'autres responsables syndicaux en ce sens qu'elles s'inscrivent dans une optique réformiste prudente. Ainsi, le programme précise que, malgré la crise, la volonté de l'USS et du PSS est de « *maintenir la paix du travail* »¹⁷⁸. L'ampleur du plan de relance réclamé, à hauteur de 2 milliards, est significative si l'on tient compte de l'hostilité à une telle politique d'une partie des responsables de la droite gouvernementale, à l'instar du chef du Département des finances, le radical Georges-André Chevallaz et du grand patronat¹⁷⁹. Durant un débat parlementaire, Chevallaz explique que les appels à la relance par la dépense publique sont aussi chimériques qu'une danse rituelle de la pluie¹⁸⁰. Cependant, la revendication du PSS et de l'USS reste suffisamment modérée pour que le Parti démocrate-chrétien (PDC) – le plus centriste des trois partis de la droite gouvernementale en raison de ses liens avec les syndicats chrétiens – réclame lui aussi des mesures de relance d'une ampleur similaire¹⁸¹. Le PDC se fait ici non seulement l'écho des demandes des syndicats chrétiens, mais aussi de celles d'une partie du petit patronat, celui dit des arts et métiers, qui réclame davantage de commandes de la part de l'État pour atténuer la récession¹⁸².

La revendication du PSS et de l'USS liée à la réduction du temps de travail peut paraître à première vue moins acceptable pour le patronat par comparaison avec celle portant sur un plan de relance. Toutefois, à y regarder de plus près, l'appel à diminuer l'horaire de travail est également formulé dans une optique consensuelle. La perspective d'une introduction *progressive* de la semaine de 40 heures vise en fait à se démarquer d'une initiative populaire au contenu plus ambitieux, déposée

¹⁷⁷ BEGLINGER Martin, *Otto Stich...*, p. 59.

¹⁷⁸ *Le Point. Bulletin mensuel du Parti socialiste neuchâtelois*, « Programme conjoncturel urgent du PSS et de l'USS en vue de lutter contre la récession et ses effets », 1^{er} octobre 1975.

¹⁷⁹ *Journal de Genève*, « Soyons conscients des limites de la relance intérieure », 9 décembre 1975.

¹⁸⁰ *Journal de Genève*, « Un milliard de relance, c'est la danse du scalp », 3 décembre 1975.

¹⁸¹ *Journal de Genève*, « Les élections approchant, la presse alémanique s'efforce d'éveiller l'intérêt des citoyens », 14 octobre 1975.

¹⁸² LANG Margaux, « Le Parti radical-démocratique suisse... », p. 55.

à la fin de l'année 1973 par les Organisations progressistes de Suisse (ou *Progressive Organisationen der Schweiz*, POCH). Rappelons que les POCH, fondées en 1971, constituent la principale force politique de gauche radicale issue des mouvements de 1968 en Suisse alémanique. Même si au plan national les résultats électoraux de cette organisation demeurent limités – 1% des suffrages aux élections fédérales de 1975 –, l'activisme de ses militant·e·s dans certains cantons clés de la vie politique suisse comme Zurich et Bâle-Ville exerce alors une certaine pression politique sur le PSS¹⁸³. Il en va de même de la capacité de cette organisation à faire aboutir des initiatives populaires et des référendums.

L'initiative des POCH, également appuyée par d'autres groupes de gauche radicale à l'instar de la Ligue marxiste révolutionnaire (LMR), demande l'introduction immédiate de la semaine de 40 heures¹⁸⁴. PSS et USS plaident de leur côté pour une réduction du temps de travail échelonnée dans le temps et négociée avec le patronat dans les branches sous convention collective. Ces accords seraient complétés au niveau législatif par une régulation moins stricte que celle proposée par les POCH. Une telle régulation viserait en effet uniquement à empêcher les durées de travail excessives, définies à ce moment par les responsables sociaux-démocrates comme supérieures à 45 heures par semaine¹⁸⁵. Si le PSS et surtout l'USS tiennent à se démarquer de l'initiative des POCH, c'est que l'Union patronale suisse s'est déclarée prête à négocier avec les syndicats des réductions du temps de travail au niveau des branches économiques, à condition que ceux-ci renoncent à soutenir une législation nationale uniforme du type de celle proposée par l'initiative de la gauche radicale¹⁸⁶.

On peut relever au passage que le souci de conciliation avec le patronat sur la question du temps de travail amène les dirigeant·e·s

¹⁸³ BLUM Roger, «Wandel und Konstanten bei den Progressiven Organisationen (POCH) 1971-1986», *Annuaire suisse de science politique* 26, 1986, p. 120.

¹⁸⁴ Initiative populaire fédérale «Introduction de la semaine de 40 heures», en ligne sur le site de la Chancellerie fédérale: <https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis110t.html> (consulté en avril 2021).

¹⁸⁵ BERGER Michel, *Die Reaktion der Gewerkschaften...*, p. 76.

¹⁸⁶ BERGER Michel, *Die Reaktion der Gewerkschaften...*, p. 76, ainsi que: PV de la séance du comité directeur du PSS, 5 septembre 1975, ASS, Ar. 1.110.66.

sociaux·ales-démocrates helvétiques à des positions plus timorées que celles affichées par les partis sociaux-démocrates des pays voisins. Ainsi, au 1^{er} janvier 1975, le gouvernement social-démocrate autrichien introduit la semaine de 40 heures¹⁸⁷. Certes, les résultats électoraux nettement supérieurs de la social-démocratie en Autriche la mettent en bien meilleure position pour concrétiser une telle revendication : le Parti social-démocrate SPÖ a récolté 50,04 % des voix aux élections de 1971, ce qui lui a permis de former un gouvernement sans l'appui d'autres forces politiques.

Les revendications contenues dans le programme urgent du PSS et de l'USS sont beaucoup plus timides que celles portées par la social-démocratie helvétique au moment de la dernière grande crise qui a touché la Suisse, celle des années 1930. Durant cette période, la gauche socialiste a revendiqué une planification économique par l'État et, dans ce but, elle a réclamé à travers une initiative populaire «*de déroger au principe de la liberté du commerce et de l'industrie*»¹⁸⁸. Depuis lors, est intervenue, comme nous l'avons précisé plus haut, l'adaptation programmatique du congrès de Winterthour qui a éloigné le PSS d'une telle perspective anticapitaliste.

Le programme urgent de 1975 est critiqué par de jeunes intellectuels de la gauche du parti qui le jugent trop timoré. Cette critique est en particulier développée dans un essai publié en 1976 par Felix Müller, Hans Schäppi et Jakob Tanner¹⁸⁹. Müller et Schäppi sont membres de la commission économique du Parti socialiste du canton de Zurich. Ils déplorent que le PSS, faute de porter un programme de nationalisations et des revendications plus combatives, comme un contrôle public sur le marché des capitaux, soit écartelé entre l'aspiration à un plan de relance par la dépense publique et la crainte d'une aggravation de l'inflation.

¹⁸⁷ OCDE, *Études économiques de l'OCDE. Autriche*, Paris, OCDE, 1983, p. 48.

¹⁸⁸ KOLLER Christian, «Vor 85 Jahren. Krisenlernen in der Demokratie», *Schweizerisches Sozialarchiv Newsletter* 6, 5 novembre 2020, en ligne: <https://www.sozialarchiv.ch/2020/11/05/vor-85-jahren-krisenlernen-in-der-direkten-demokratie> (consulté en février 2022); voir aussi: MÜLLER Philipp, *La Suisse en crise (1929-1936)*, Lausanne, Antipodes, 2010.

¹⁸⁹ MÜLLER Felix et al., *Krise. Zufall oder Folge des Kapitalismus? Die Schweiz und die aktuelle Wirtschaftskrise. Eine Einführung aus marxistischer Sicht*, Zurich, Limmat Verlag, 1976.

Au-delà du contenu des revendications avancées en réponse à la crise, la recherche de compromis et la volonté de maintenir la paix du travail font aussi écho à la poursuite de l'intégration de responsables sociaux-démocrates à des postes à responsabilité. Ce processus initié dès l'entre-deux-guerres s'est nettement renforcé, comme on l'a vu, durant les années d'après-guerre. La crise économique des années 1970, bien qu'elle favorise un certain durcissement de la confrontation politique entre la gauche et la droite, ne suffit pas à remettre en cause l'accès des sociaux-démocrates à des postes à responsabilité au sein de l'État.

Parmi ces nominations, on peut citer celle, en 1975, du secrétaire de l'USS et député socialiste au Parlement du canton de Berne, Guido Nobel, nommé directeur des PTT par le Conseil fédéral¹⁹⁰. À cette occasion, la répartition des places à la direction des PTT a fait l'objet de tractations avec les autres partis gouvernementaux et un appui a en particulier été recherché par le PSS auprès du PDC¹⁹¹. Se félicitant de cette nomination, un secrétaire de l'USS écrit dans la presse syndicale que « *le monde du travail n'est pas prêt à renoncer à la part du pouvoir qu'il a conquise au prix de longs efforts.* »¹⁹² À la fin de cette même année, le Conseil fédéral nomme Otto Stich à la Commission fédérale des banques, l'autorité de surveillance de la place financière suisse¹⁹³. Le chef du Département fédéral des finances, le radical Chevallaz, justifie auprès de ses ami-e-s politiques une telle nomination en expliquant qu'elle est destinée en particulier à atténuer les critiques de la gauche contre la place financière¹⁹⁴. L'effet modérateur de ces nominations sur la politique socialiste est ainsi reconnu par les responsables du camp bourgeois. En 1977, le secrétaire de l'USS et membre du Parti socialiste Waldemar Jucker, déjà présent au Conseil de banque de la BNS, est nommé délégué aux questions conjoncturelles par le Conseil fédéral, une manière d'associer plus étroitement les responsables socialistes au

¹⁹⁰ *Revue syndicale suisse*, « Changement à la rédaction de la "Revue" », mars 1975.

¹⁹¹ PV de la séance du comité directeur du PSS, 1^{er} octobre 1974, ASS, Ar. 1.110.65.

¹⁹² *Revue syndicale suisse*, « Le partage du pouvoir », avril 1975.

¹⁹³ GIDDEY Thibaud, *Histoire de la régulation des banques en Suisse*, Genève, Droz, 2019, p. 248.

¹⁹⁴ GIDDEY Thibaud, *Histoire de la régulation...*, p. 248.

profil consensuel à la gestion de la crise économique¹⁹⁵. Par ailleurs, en 1974, le PSS participe à vingt des vingt-cinq gouvernements cantonaux. Dans onze de ces gouvernements, il n'y a qu'un élu socialiste et dans sept autres, seulement deux; seuls trois cantons comptent trois élus socialistes au sein de leur Conseil d'État¹⁹⁶. Cette participation gouvernementale en position minoritaire, voire très minoritaire, est également un facteur qui pousse les socialistes à rechercher le compromis plutôt qu'une confrontation dure avec les partis bourgeois.

Reste que la pression exercée en réaction à la récession sur les autorités par l'USS et le PSS ainsi que par les autres petites forces politiques de gauche, et l'aile sociale du PDC, amènent à des résultats d'une portée limitée. Le principal d'entre eux est l'introduction d'un arrêté urgent visant à étendre les prestations de chômage, arrêté pérennisé en 1977 à travers la mise en œuvre d'une assurance-chômage obligatoire. Soucieux une fois encore de rechercher un compromis avec la droite, les élu·e·s socialistes au Parlement fédéral acceptent un modèle impliquant que les tranches de revenus les plus élevés, soit les revenus supérieurs à 3 900 francs par mois, soient exemptées de cotisation¹⁹⁷. Cette exception concerne environ 5% des salarié·e·s. Les parlementaires socialistes acceptent également une durée d'indemnités de 150 jours, alors que le petit groupe d'élus communistes et apparentés réclament en vain des indemnités d'une durée de 240 jours, ainsi qu'une cotisation prélevée sur tous les salaires, y compris les tranches de revenus supérieurs à 3 900¹⁹⁸.

Le deuxième résultat que l'on peut mettre à l'actif des socialistes, entre autres acteurs, est que les autorités acceptent de mettre en œuvre un plan – ou du moins des mesures – de relance par l'investissement. Dans un premier temps, soit en mai 1975, les mesures annoncées sont nettement plus réduites que celles revendiquées par les responsables

¹⁹⁵ *Revue syndicale suisse*, « Waldemar Jucker, délégué aux questions conjoncturelles », février 1977.

¹⁹⁶ *Domaine public*, « Des socialistes au pouvoir », 5 septembre 1974. Les cinq cantons qui ne comptent pas d'élus socialistes dans leur gouvernement sont les cantons ruraux d'Appenzell Rhodes-Intérieures, des Grisons ainsi qu'Obwald, Unterwald et le Valais.

¹⁹⁷ TABIN Jean-Pierre, TOGNI Carola, *L'assurance chômage...*, p. 167.

¹⁹⁸ TABIN Jean-Pierre, TOGNI Carola, *L'assurance chômage...*, p. 167 et 178.

sociaux-ales-démocrates : le Conseil fédéral prévoit en effet 1,1 milliard de dépenses extraordinaires, quand les socialistes demandent 2 milliards¹⁹⁹. Ce premier train de mesures est toutefois complété en décembre 1975 puis en mars 1976 par deux paquets complémentaires, pour un montant total de 2,1 milliards, ce qui correspond donc à la requête du PSS et de l'USS dans le programme urgent de septembre 1975²⁰⁰. En décembre 1975, Hubacher se félicite, lors d'une séance interne de la direction du PSS, que certains membres influents du Parti radical-démocratique, à l'instar du président de la BNS Fritz Leutwiler, se soient montrés ouverts aux propositions sociales-démocrates en matière de relance économique²⁰¹.

Le succès de la gauche réformiste doit toutefois être relativisé. D'abord, parce que le recours à des mesures de relance est alors une solution communément adoptée en Europe occidentale durant les premiers mois de la récession, y compris par des gouvernements de droite²⁰². Ensuite, parce que l'allocation des dépenses prévues par les autorités suisses ne correspond pas aux priorités des socialistes. Ces derniers ont demandé des investissements dans les infrastructures de transport public avant tout, alors que les deux tranches d'investissement supplémentaire prévues par les autorités réservent la part belle aux commandes de matériel militaire²⁰³. Cette décision répond à une demande exprimée par les partis de la droite gouvernementale²⁰⁴. Des responsables syndicaux de la Fédération suisse des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie

¹⁹⁹ *Journal de Genève*, « Lutte contre la récession : le Conseil fédéral révèle le détail de ses projets de "relance" », 8 mai 1975.

²⁰⁰ BALASTÈR Peter, « La politique financière de la Confédération face à la conjoncture, de 1975 à nos jours », *La Vie économique* 82, 2009, p. 26. Si l'on ajoute les mesures de relance adoptées par les cantons et communes – dont le poids du point de vue des finances publiques est très important dans un État fédéral comme la Suisse – le montant s'élève à 4,7 milliards, voir : KAPPELER Beat, « L'évolution de la politique de l'emploi », *Revue française des affaires sociales* 39, 1985, p. 62.

²⁰¹ PV de la séance du comité central du PSS, 6 décembre 1975, ASS, Ar. 1.110.66.

²⁰² JUDT Tony, *Après-guerre...*, p. 545 ; FULLA Mathieu, *Les socialistes français...*, p. 298.

²⁰³ BALASTÈR Peter, « La politique financière... ».

²⁰⁴ Generalsekretariat FDP. Vorschläge zur Bekämpfung der Rezession und zur Sicherung von Arbeitsplätzen, 20 août 1975, AFS, J2.322-01, 2009/263, vol. 16.

(FTMH) soutiennent en outre ces commandes militaires qui garantissent des emplois dans les ateliers militaires fédéraux²⁰⁵.

Le succès relatif rencontré par les revendications socialistes s'avère en outre de courte durée. Au budget de la Confédération pour 1977, les autorités choisissent d'adopter une stricte rigueur budgétaire pour réduire les déficits publics et renouer avec l'équilibre budgétaire à l'horizon de 1980²⁰⁶. Alors que les dépenses totales de la Confédération (investissements compris) passent de 13,5 milliards en 1975 à 15,8 en 1976, elles baissent à nouveau à 15,5 milliards en 1977²⁰⁷. Dès lors qu'elle combine dépenses de relance et mesures d'économies, le politologue Robert Ayrton qualifie la réponse de la Confédération de « *paradoxe* »²⁰⁸. Quant à l'historien Sébastien Guex, il estime que les autorités fédérales mettent en œuvre un « *vague keynésianisme* »²⁰⁹.

Les responsables des partis bourgeois sont confortés dans leurs réticences, plus ou moins marquées, vis-à-vis d'une réponse interventionniste de l'État par le refus en votation populaire, en 1975, d'un article de la Constitution visant à donner davantage de prérogatives à la Confédération en matière de politique conjoncturelle. Cette révision, même si elle est acceptée en termes de suffrages totaux, échoue à réunir une majorité de cantons, en raison de l'opposition de cercles

²⁰⁵ HUG Peter, « En quête d'alternatives. Le syndicat FTMH et la politique industrielle dans le secteur de l'armement », in: FTMH (éd.), *Voies multiples, but unique. Regard sur le syndicat FTMH 1970-2000*, Lausanne, Payot, 2004, p. 77.

²⁰⁶ *Gazette de Lausanne*, « Budget 1977 : pas de réduction des parts cantonales mais diminution des subventions », 28 octobre 1976; voir aussi: BERGER Michel, *Die Reaktion der Gewerkschaften...*, p. 40.

²⁰⁷ Statistique historique de la Suisse HSSO, 2012. Tab. U.5; en ligne: <https://hso.ch/2012/u/5> (consulté en avril 2021).

²⁰⁸ AYRTON Robert, *L'impossible politique budgétaire. L'État fédéral face aux turbulences économiques*, Lausanne, Presses polytechniques universitaires romandes, 2002, p. 74. Cette citation et la suivante sont tirées de LANG Margaux, « Le Parti radical-démocratique suisse... », p. 57; voir aussi l'analyse de FEHR Aniko, *La politique fiscale...*, p. 415-416.

²⁰⁹ GUEX Sébastien, « Finances publiques et politique financière (1914-2000) », in: HALBEISEN Patrick et al. (éd.), *Histoire économique de la Suisse au XX^e siècle*, Neuchâtel, Alphil, 2021, p. 1180.

conservateurs et patronaux²¹⁰. Elle est donc rejetée, compte tenu de la règle de la double majorité en vigueur pour les modifications de la Constitution. Il s'agit d'un revers pour le PSS et l'USS qui appelaient à soutenir la réforme²¹¹.

Enfin, la revendication du programme urgent de 1975 d'une introduction progressive de la semaine de 40 heures ne se concrétise pas, en dépit de quelques réductions du temps de travail obtenues dans des conventions collectives durant les années suivantes²¹². Quant à l'initiative des POCH pour la semaine de 40 heures, elle sera refusée par une très nette majorité du corps électoral en décembre 1976, avec 78 % de suffrages défavorables²¹³.

Le bilan de l'action des sociaux-ales-démocrates helvétiques face à la crise des années 1970 est donc très mitigé²¹⁴. PSS et USS parviennent tout de même à limiter les pertes de pouvoir d'achat des salarié-e-s qui auraient provoqué une aggravation de la crise, en obtenant une extension de l'assurance-chômage. Les forces sociales-démocrates ne parviennent cependant pas à faire obstacle à une surveillance des salaires qui entrave la compensation du renchérissement. De fait, en 1975 et dans les années suivantes, une pleine compensation du renchérissement est refusée par le patronat dans une série de secteurs, à l'image de la construction²¹⁵.

²¹⁰ CHIQUET Simone, «Expertenempfehlungen und politische Zielsetzungen. Zu den Diskussionen um einen Verfassungsartikel für Konjunkturpolitik Anfang der 1970er-Jahre», in: CRIBLEZ Lucien et al. (éd.), *Staatlichkeit in der Schweiz*, Zurich, Chronos Verlag, 2016, p. 115; HALBEISEN Patrick, STRAUMANN Tobias, «La politique économique dans le contexte international», in: HALBEISEN Patrick et al. (éd.), *Histoire économique de la Suisse au XX^e siècle*, Neuchâtel, Alphil, 2021, p. 1118.

²¹¹ *Journal de Genève*, «Le Parti socialiste et l'UDC disent oui à l'article conjoncturel», 3 février 1975; voir aussi: GHELFI Jean-Pierre, «Moins d'État...», p. 26.

²¹² *Revue syndicale suisse*, «D'une année l'autre», janvier 1979.

²¹³ Votation populaire du 5 décembre 1976, en ligne sur le site de la Chancellerie fédérale : <https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/va/19761205/index.html> (consulté en décembre 2021).

²¹⁴ MACH André, *Les relations entre partenaires sociaux et les politiques économiques de la Confédération au cours des années 80*, Mémoire de licence, Université de Lausanne, 1993, p. 39.

²¹⁵ *Année politique suisse 1975*, Berne, Publications de l'Association suisse de science politique, 1976, p. 130; *Revue syndicale suisse*, «L'État, l'économie et les syndicats», janvier 1978.

La gauche réformiste obtient par ailleurs des mesures de relance, mais fortement limitées dans le temps, et, dans une large mesure, les secteurs soutenus ne sont pas ceux à qui les responsables socialistes souhaitaient donner la priorité. Enfin, en matière de réduction du temps de travail, le bilan peut être qualifié de négatif.

Inflexion à gauche et succès électoral de 1975

Malgré le bilan mitigé de l'action des sociaux-démocrates face à la crise, les responsables du PSS peuvent tirer une certaine satisfaction du résultat des élections fédérales d'octobre 1975. Alors que, comme on s'en souvient, le parti a reculé lors des échéances de 1967 et 1971, il progresse cette fois-ci, remportant 24,9% des suffrages contre 22,9 quatre ans plus tôt. Le parti envoie aux Chambres fédérales un nombre d'élus inégalé depuis 1943. Le programme de crise présenté quelques semaines plus tôt a donc favorisé un surcroît de mobilisation parmi les partisans socialistes. De plus, les petites organisations politiques situées à la gauche du PSS (Parti du travail, Organisations progressistes, Ligue marxiste révolutionnaire) améliorent leur résultat cumulé, réunissant 3,8% des suffrages. Ce résultat se traduit par l'élection de quatre représentants au Conseil national, affiliés au Parti du travail. L'ensemble de la gauche, toutes tendances additionnées, progresse donc de 1971 à 1975 de 25,9 à 29% du total des voix²¹⁶.

Ce résultat encourageant conforte la ligne politique incarnée par le nouveau président du PSS Helmut Hubacher. L'accession de Hubacher à la présidence en 1975 marque en effet une volonté d'ouverture du parti aux mouvements sociaux de 1968 et à leurs préoccupations politiques, alors que dans les années précédentes, le président Arthur Schmid et ses proches se sont montrés, comme on l'a vu, réticents à une telle évolution. Hubacher, quoiqu'âgé de près de 50 ans au moment où il accède à la présidence, incarne au contraire l'arrivée au sein du PSS d'une génération moins hostile à la culture politique post-1968. Hubacher n'affiche pas un anticommunisme

²¹⁶ *Année politique suisse 1975...*, p. 33.

aussi intransigeant que celui de Schmid. Il est favorable à l'adoption d'une posture plus combative par rapport à la majorité de droite, laissant par exemple entendre avant les élections fédérales de 1975 que le PSS n'est pas prêt à signer à n'importe quel prix un accord sur les objectifs de législature²¹⁷.

Quelques mois après cette échéance électorale, Hubacher suggère à la section du PSS de Bâle-Ville de privilégier une collaboration avec la gauche radicale plutôt qu'avec des partis bourgeois qui selon lui se montrent trop hostiles aux socialistes. La déclaration fait polémique dans les médias²¹⁸. La position de Hubacher est également contestée à l'intérieur du Parti socialiste, où certain-e-s représentant-e-s de l'aile consensuelle reprochent au président du PSS de vouloir encourager une sorte de front populaire bâlois²¹⁹. Hubacher conteste cette interprétation, précisant que son intention est uniquement de pousser son parti à un apparentement de listes électorales avec les forces de la gauche radicale, d'autant plus dans une région comme Bâle-Ville où le PST et les POCH réunissent plus de 10 % des suffrages²²⁰.

Hubacher défend aussi une plus grande ouverture du parti aux préoccupations environnementales et féministes. Ainsi, la déclaration du PSS en vue des élections fédérales de 1975 contient une tonalité écologique nouvelle, le parti dénonçant une économie qui « *aboutit au gaspillage et à la dégradation du milieu naturel.* »²²¹. Là encore, il s'agit d'adopter une ligne plus en phase avec la préoccupation des nouveaux mouvements sociaux qui mettent en cause la pleine adhésion du mouvement ouvrier d'après-guerre à la croissance économique comme

²¹⁷ *Journal de Genève*, « Selon certains journaux alémaniques, les partis gouvernementaux doivent collaborer davantage », 1^{er} juillet 1975.

²¹⁸ *Année politique suisse 1976...*, p. 173; VON GUNTEN Hansueli, VOGLI Hans, *Das Verhältnis der sozialdemokratischen Partei zu andern Linksparteien in der Schweiz (1912-1980)*, Berne, Verlag für politische Bildung, 1980, p. 263.

²¹⁹ Lettre de Helmut Hubacher à Robert Locher, 3 janvier 1977, ASS, fonds Helmut Hubacher (désormais Ar. 1038), Ar. 1038.11.1.

²²⁰ Idem. L'apparentement entre listes électorales prévoit que, si l'une d'elles n'obtient pas assez de suffrages pour obtenir un-e élu-e, ses suffrages sont redistribués aux listes apparentées.

²²¹ *Journal de Genève*, « Élections fédérales 1975. Déclaration politique du PSS », 3 juillet 1975.

condition du progrès social²²². Enfin, Hubacher est plus critique que son prédécesseur par rapport à l'institution militaire²²³. Selon ses propres termes, il se montre favorable à l'armée suisse, mais non aux coûts très onéreux que voudraient imposer l'état-major et les politiciens bourgeois proches de ce dernier²²⁴. Cette ligne politique lui permettra dans les années suivantes de mettre le Département militaire sous pression, notamment en 1984, lorsqu'il révèle, grâce à ses contacts au sein du SPD, que la Confédération s'apprête à acheter des chars allemands au double du prix payé par l'armée de RFA²²⁵.

Les partisan·e·s du maintien de la ligne sociale-démocrate traditionnelle, à l'image d'Arthur Schmid ou d'Otto Stich, perçoivent donc avec méfiance l'arrivée de Hubacher à la présidence²²⁶. Ils-elles craignent que l'ouverture du parti à de nouvelles thématiques désorientent l'électorat ouvrier. Leurs critiques font d'ailleurs écho à l'incompréhension manifestée par une partie des membres plus âgé·e·s du PSS face aux remous provoqués par la nouvelle génération. Ces membres – selon l'analyse qu'en livre Hubacher en 1977 dans sa correspondance avec le jeune enseignant socialiste bernois Erasmus Walser – sont perdu·e·s dans le débat d'orientation insufflé par la nouvelle génération, alors qu'eux-elles ont connu dans les années 1940 à 1960 un Parti socialiste beaucoup plus discipliné, tenu par des hommes à poigne comme Robert Grimm ou Walther Bringolf²²⁷. Cette discipline interne, estime encore Hubacher, a rendu le PSS des années d'après-guerre peu attractif pour la jeune génération. C'est la raison pour laquelle le parti se retrouverait à présent composé de beaucoup de membres âgé·e·s, ainsi que de militant·e·s bien plus jeunes, politisé·e·s après 1968, avec

²²² MÜLLER Felix, TANNER Jakob, « ... à la lumière... », p. 311.

²²³ *Journal de Genève*, « Les socialistes veulent une armée qui soit moins militariste », 3 septembre 1975.

²²⁴ HUBACHER Helmut, *Tatort Bundeshaus*, Berne, Zytglogge Verlag, 1994, p. 97.

²²⁵ *Der Bund*, « Wieviel darf der Leopard kosten? », 9 mai 1984 ; sur les contacts avec le SPD, voir : HUBACHER Helmut, *Tatort Bundeshaus...*, p. 127.

²²⁶ BEGLINGER Martin, *Otto Stich...*, p. 62.

²²⁷ Lettre de Helmut Hubacher à Erasmus Walser, 17 mars 1977, ASS, Ar. 1038.11.1.

un déficit de représentant·e·s de la génération intermédiaire, à même d'atténuer le clivage générationnel²²⁸.

À ce propos, Schmid, Stich et les autres membres de l'aile consensuelle critiquent chez les proches de Hubacher – en particulier le juriste bâlois Andreas Gerwig, l'économiste zurichois Walter Renschler et la politologue zurichoise Lilian Uchtenhagen, tous trois titulaires d'un doctorat – un certain élitisme lié à leur formation académique. Durant la campagne électorale de 1975, Richard Müller, président du groupe socialiste au Conseil national et secrétaire général du syndicat Union PTT, s'inquiète de ce que seul·e·s des diplômé·e·s de l'enseignement supérieur représentent le PSS dans les débats à la télévision, alors que le parti vise à mobiliser les ouvrier·ère·s²²⁹. Stich et d'autres représentant·e·s de l'aile syndicale traditionnelle surnomment ces parlementaires socialistes « *la bande des quatre* », un qualificatif repris dans les médias²³⁰. Ces tensions se reflètent jusque dans les habitudes des parlementaires socialistes aux Chambres fédérales : Stich et d'autres élu·e·s se retrouvent pour jouer au jass entre les séances, un jeu populaire que Hubacher considère comme une perte de temps²³¹.

La progression électorale de 1975 montre cependant selon Hubacher et ses proches qu'il est possible de faire preuve d'une ouverture plus grande aux nouvelles préoccupations politiques, pour s'adresser en particulier à l'électorat diplômé, en plein essor, tout en conservant un ancrage électoral parmi les ouvrier·ère·s. En 1975, alors que les ouvrier·ère·s forment 25 % de l'électorat général, ils·elles représentent 37 % de celui du PSS²³². Les socialistes saluent également la mobilisation électorale des retraité·e·s en leur faveur. Selon les responsables du PSS, une partie des retraité·e·s se montrerait en effet irritée par le nouveau discours de certain·e·s politicien·ne·s de droite qui réclament des économies aux

²²⁸ Idem ; dans la même lettre, Hubacher explique que des liens intergénérationnels se tissent malgré tout, citant l'exemple de jeunes socialistes bâlois ayant aidé un ouvrier de la métallurgie proche de la retraite à publier ses mémoires.

²²⁹ PV de la séance du comité directeur du PSS, 5 septembre 1975, ASS, Ar. 1.110.66.

²³⁰ BEGLINGER Martin, *Otto Stich...*, p. 62.

²³¹ BEGLINGER Martin, *Otto Stich...*, p. 62.

²³² RENNWALD Line, *Partis socialistes et classe ouvrière...*, p. 98.

dépens de l'AVS²³³. Toutefois, malgré l'ancrage que le parti conserve dans l'électorat populaire à l'issue des élections de 1975, des signes avant-coureurs d'une désaffection des ouvrier·ère·s vis-à-vis du PSS sont déjà présents et alimentent l'inquiétude de Stich et d'autres responsables sociaux·ales-démocrates partisans du maintien de la ligne traditionnelle. Ainsi, la proportion d'ouvrier·ère·s dans l'électorat social-démocrate est en léger recul, de 41 % en 1971 à 37 % en 1975²³⁴. Les mauvais scores réalisés sur les listes par certains syndicalistes les inquiètent également, alors qu'en parallèle le parti progresse dans certains quartiers aisés comme celui de Bruderholz en ville de Bâle²³⁵.

Malgré l'évolution que représente l'accession de Hubacher à la présidence du parti, il ne faut pas surestimer le tournant à gauche qui en découle. Le nouveau président se montre en effet soucieux, comme son prédécesseur, de maintenir des liens de confiance avec les politicien·ne·s bourgeois·e·s, en particulier ceux·celles de l'aile sociale du PDC, afin d'obtenir des majorités parlementaires sur certains dossiers, à l'image des mesures de relance de 1975²³⁶. En 1977, des militant·e·s du Parti socialiste de Lucerne protestent de manière significative contre les propos élogieux tenus dans la presse par Hubacher sur la personnalité de Fritz Honegger, directeur de la Chambre de commerce de Zurich, membre de nombreux conseils d'administration et candidat au Conseil fédéral pour le Parti radical-démocratique²³⁷. Le président du PSS se défend en soulignant l'importance d'avoir comme adversaires au sein du camp bourgeois des hommes prêts à négocier avec la gauche, une qualité que posséderait selon lui Honegger²³⁸. Mieux vaut, poursuit-il encore, un homme clairement profilé à droite plutôt qu'un centriste qui, pour

²³³ PV de la séance du comité central du PSS, 11 octobre 1975, ASS, Ar. 1.110.66.

²³⁴ RENNWALD Line, *Partis socialistes et classe ouvrière...*, p. 98.

²³⁵ PV de la séance du comité directeur du PSS, 30 octobre 1975, ASS, Ar. 1.110.66.

²³⁶ PV de la séance du comité directeur du PSS, 17 novembre 1975, ASS, Ar. 1.110.66.

²³⁷ Lettre de René Halter, P.[?] Fischer et quatre autres membres du Parti socialiste de Lucerne à Helmut Hubacher, 16 octobre 1977, ASS, Ar. 1.1038.11.1.

²³⁸ Lettre de Hubacher à René Halter, P.[?] Fischer et quatre autres membres du Parti socialiste de Lucerne, 20 octobre 1977, ASS, Ar. 1.1038.11.1.

cette raison, se trouverait en permanence tenu de donner des gages aux partis bourgeois.

Hubacher s'oppose aussi à l'aile la plus à gauche du PSS quand celle-ci réclame une sortie du Conseil fédéral et un tournant vers une politique d'opposition²³⁹. Selon le nouveau président, il est parfaitement possible pour le PSS de combattre les projets antisociaux de la droite tout en participant au Conseil fédéral²⁴⁰. De plus, la présence de conseillers fédéraux socialistes dans le collège exercerait une influence positive sur la politique menée par le gouvernement: ainsi, exemplifiera-t-il en substance dans une note au comité central du parti en 1977, sans la présence de Willi Ritschard au Conseil fédéral, la politique énergétique du pays serait beaucoup plus favorable au lobby de l'atome²⁴¹. Enfin, en ce qui concerne la prise en compte des nouvelles préoccupations féministes, la présidence de Hubacher est loin de bouleverser du jour au lendemain la domination masculine au sein du parti: sur les listes du PSS pour les élections au Conseil national de 1975, les femmes constituent ainsi moins de 20% du total des candidat·e·s²⁴².

Pour résumer, on peut dire que le nouveau président souhaite incarner une voie médiane entre l'aile syndicale traditionnelle et l'aile gauche, en rassemblant un courant central suffisamment fort pour faire tenir ensemble deux pôles qui peinent de plus en plus à collaborer²⁴³. Comme il l'écrit en 1978 à un social-démocrate bâlois pour expliciter son action à la tête du parti, «*le PSS est un parti populaire. Le spectre de la droite à la gauche y est large. Tout l'art consiste à faire tenir la baraque.*»²⁴⁴

Reste que la progression électorale de 1975 n'est pas synonyme d'euphorie pour les responsables du PSS. Le président du parti rappelle

²³⁹ *Année politique suisse 1975...*, p. 174.

²⁴⁰ Wahl der/des Bundesratskandidaten, note de Helmut Hubacher pour le Comité central du PSS, 19 novembre 1977, ASS, Ar. 1038.11.1.

²⁴¹ Idem.

²⁴² SEITZ Werner, *La difficile conquête du mandat de députée. Les femmes et les élections au Conseil national de 1971 à 1991*, Berne, Office fédéral de la statistique, 1994, p. 15.

²⁴³ HUBACHER Helmut, *Tatort Bundeshaus...*, p. 41.

²⁴⁴ Lettre de Helmut Hubacher à Heinrich Tramèr, 21 février 1978, ASS, ASS, Ar. 1.1038.11.2 (ma traduction de l'allemand).

lors d'une séance de bilan des élections que la représentation du PSS au Conseil des États, la deuxième Chambre du Parlement, n'a que peu évolué, en raison du mode d'élection à la majoritaire et de la surreprésentation des petits cantons conservateurs²⁴⁵. De fait, à l'issue des élections de 1975, le PSS n'y détient que 5 sièges sur 44, contre 4 durant la législature précédente²⁴⁶. La domination de la droite y reste donc écrasante.

Dans les mois qui suivent les élections fédérales, la réjouissance est d'autant moins de mise qu'un projet phare du mouvement syndical, soit l'initiative populaire pour la participation des travailleur·euse·s à la gestion des entreprises, essuie une défaite dans les urnes, rejetée par 66 % du corps électoral²⁴⁷. De plus, en 1976, les forces sociales-démocrates font face à une offensive redoublée de la droite contre les dépenses sociales. Il s'agit d'un signe avant-coureur de l'essor des politiques néolibérales portées par la majorité bourgeoise en réaction à la fin de la période de croissance économique d'après-guerre.

L'offensive de la droite contre les dépenses sociales : le PSS sur la défensive

Les dirigeant·e·s du PSS ont conscience que l'aggravation du déficit de la Confédération – il est déjà de 800 millions en 1973 – risque de favoriser une offensive de la droite contre les prestations sociales. C'est pourquoi ils·elles décident cette année-là de lancer une initiative populaire pour garantir de nouvelles recettes à la Confédération, à travers une imposition accrue des hauts revenus et une limitation de la concurrence fiscale entre cantons dans le domaine de l'imposition des entreprises²⁴⁸. L'initiative contient en outre un volet social, sous la forme

²⁴⁵ PV de la séance du comité directeur du PSS, 30 octobre 1975, ASS, Ar. 1.110.66.

²⁴⁶ *Année politique suisse 1975...*, p. 37.

²⁴⁷ ZIMMERMANN Adrian, «Demokratie im Betrieb...», p. 307.

²⁴⁸ *Journal de Genève*, «Les socialistes déposent leur initiative pour un impôt sur la richesse», 28 juin 1974; voir aussi: HÜRLIMANN Gisela, «Der moderne Gesellschafts- und Bundesvertrag. Steuerpolitik im Kontext von sozioökonomischem Wandel und föderalistischer Staatlichkeit», in: CRIBLEZ Lucien et al. (éd.), *Staatlichkeit in der Schweiz*, Zurich, Chronos Verlag, 2016, p. 85-114.

de dégrèvements fiscaux pour les plus bas revenus. Les responsables socialistes sont inspiré-e-s par une initiative fiscale lancée par leur parti dans le canton de Bâle-Campagne, qui a, de manière inattendue, été acceptée par le corps électoral à l'issue d'une votation en 1972²⁴⁹.

L'initiative populaire fédérale du PSS, dite pour un impôt sur la richesse, offre également au parti un moyen de pression pour obtenir un compromis avec la droite dans le dossier des finances de la Confédération. Ce dossier occupe une place croissante dans les débats de politique fédérale en raison de l'augmentation du déficit. En 1974, le comité central du PSS appelle, à la quasi-unanimité, à soutenir en votation une réforme portée par les autorités, qui prévoit de nouvelles recettes fiscales²⁵⁰. En parallèle, le Parlement décide de mesures d'économies, en particulier un plafonnement du personnel de la Confédération durant trois ans²⁵¹.

Le soutien du PSS à cette réforme pour l'augmentation des recettes fiscales ne va pourtant pas de soi. En effet, le projet des autorités prévoit en particulier l'augmentation de l'impôt fédéral sur le chiffre d'affaires (ICHA)²⁵². Il s'agit d'une forme d'imposition indirecte – ancêtre de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – dont le taux n'est pas progressif et qui pénalise pour cette raison les milieux populaires à travers un prélèvement sur leur consommation. Cette forme d'imposition est privilégiée par la droite économique et le patronat, par rapport à la taxation directe qui implique une plus forte participation des contribuables les plus aisé-e-s en raison de la progressivité des taux. En perspective de la votation sur cette réforme financière, Alexandre Jetzer – le secrétaire de la plus influente organisation patronale du pays, l'Union suisse du commerce

²⁴⁹ RUDIN-BÜHLMANN Sibylle, « Bâle-Campagne », *Dictionnaire historique de la Suisse*, 2017, en ligne : <https://hls-dhs-dss.ch/de/articles/007477/2017-05-29> (consulté en novembre 2021).

²⁵⁰ *Journal de Genève*, « Socialistes : oui », 11 novembre 1974.

²⁵¹ *Feuille fédérale*, Loi instituant des mesures destinées à améliorer les finances fédérales (du 4 octobre 1974), p. 850-852.

²⁵² *Journal de Genève*, « Votations du 8 décembre : les finances fédérales », 3 décembre 1974 ; sur ce débat, voir aussi : HÜRLIMANN Gisela, « Einträglich und Gerech? Steuern und Umverteilung in Nachkriegsboom, 1970er-Krise und darüber hinaus », in : HÜRLIMANN Gisela, TANNER Jakob (éd.), *Steuern und Umverteilen. Effizienz versus Gerechtigkeit?*, Hochschulverlag ETH, Zurich, 2012, p. 69-71.

et de l'industrie (USCI), ancêtre de l'actuelle economiesuisse – explique en octobre 1974: «*La Confédération est dans une situation de trésorerie alarmante. Dans ces conditions, la tentation est grande de recourir à la planche à billets pour les financements courants, ce que nous devons absolument éviter. Pour remédier à cette situation il n'y a qu'une seule solution: élever au plus vite les impôts en mettant l'accent sur l'imposition indirecte, c'est-à-dire faire en sorte que le projet passe le 8 décembre*»²⁵³.

Étant donné que l'augmentation de l'ICHA a les faveurs de la droite, le soutien du PSS à cette hausse fait débat à l'interne du parti²⁵⁴. La position socialiste est par ailleurs dénoncée par la gauche radicale, entre autres le PST, les POCH, et la LMR²⁵⁵. Ces organisations appellent au rejet du projet soumis au vote en 1974²⁵⁶. À la direction du PSS, la crainte de coupes dans les prestations sociales prend cependant le pas sur les réserves émises quant à un alourdissement de l'ICHA. La réticence des responsables socialistes face à cette hausse est également surmontée parce qu'ils-elles obtiennent, dans le cadre du projet soumis au vote en 1974, une augmentation complémentaire de l'impôt de défense nationale, futur impôt fédéral direct. Il s'agit d'une forme d'imposition qui a les faveurs de la gauche en raison de ses taux progressifs. À ce propos, Jetzer, le secrétaire de la puissante USCI, parle d'une «*concession [...] inévitable politiquement dès lors que la gauche a vu ses propositions d'amendement refusées les unes après les autres lors du débat parlementaire.*»²⁵⁷

Malgré le soutien du Conseil fédéral et du Parti socialiste, l'augmentation des impôts fédéraux est refusée par le corps électoral

²⁵³ PV de la séance du comité directeur de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, 1^{er} octobre 1974, Archiv für Zeitgeschichte, fonds du Schweizerischer Handels- und Industrie-Verein, 1.5.3.

²⁵⁴ PV de la séance du comité directeur du PSS, 29 octobre 1974, ASS, Ar. 1.110.65.

²⁵⁵ *La Brèche*, «L'assainissement du budget fédéral», 25 novembre 1974.

²⁵⁶ *Année politique suisse 1974...*, p. 76.

²⁵⁷ PV de la séance du comité directeur de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, 1^{er} octobre 1974, Archiv für Zeitgeschichte, fonds du Schweizerischer Handels- und Industrie-Verein, 1.5.3; voir aussi: FEHR Aniko, *La politique fiscale...*, p. 351-352 et 363.

en décembre 1974, avec 55,6 % des suffrages contre ce projet²⁵⁸. Dans les mois suivants, la majorité de droite du Parlement, confirmant les craintes du PSS, se positionne en faveur d'un assainissement des finances fédérales au moyen de mesures d'économies dans les dépenses sociales. La majorité décide en effet, compte tenu de l'échec de la votation concernant les mesures fiscales, une réduction de la contribution de la Confédération à l'AVS²⁵⁹.

Une minorité des membres de la direction du PSS plaide, en réaction à cette décision, pour une attitude plus ferme du groupe parlementaire socialiste. Il s'agirait de refuser le prochain budget et de saisir le référendum contre la réduction de la contribution à l'AVS²⁶⁰. Mais la direction du parti renonce à un tel référendum sur un score serré de 23 voix contre 19²⁶¹. La raison qui explique cette décision est double. D'une part, la direction du PSS, au lendemain de l'échec du projet fiscal de 1974, cherche un nouveau compromis avec la droite gouvernementale en vue d'une augmentation des recettes de la Confédération. Elle ne souhaite donc pas s'engager dans une confrontation trop frontale avec les partis bourgeois sur le dossier des finances fédérales. D'autre part, l'effet de la baisse de la contribution de la Confédération à l'AVS sur les retraité-e-s ne sera pas immédiat car, si cette décision fragilise le financement de l'AVS, elle n'en impacte pas pour autant directement les prestations. Par conséquent, comme l'explique en substance le président du PSS Hubacher, il serait difficile de convaincre la population, préoccupée par le déficit budgétaire, de refuser une économie dont l'impact à court terme est difficilement perceptible²⁶².

La gauche radicale en revanche, emmenée par les POCH, parvient à faire aboutir un référendum contre la baisse de la contribution de

²⁵⁸ Votation populaire du 8 décembre 1974, en ligne sur le site de la Chancellerie fédérale : <https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/va/19741208/index.html> (consulté en octobre 2021).

²⁵⁹ *Année politique suisse 1975...*, p. 87; voir aussi: FEHR Aniko, *La politique fiscale...*, p. 384.

²⁶⁰ PV de la séance du comité directeur du PSS, 14 janvier 1975, ASS, Ar. 1.110.66.

²⁶¹ *Journal de Genève*, «Parti socialiste. Pas de référendum contre la réduction de la contribution fédérale à l'AVS», 11 février 1975.

²⁶² *Idem*.

la Confédération à l'AVS²⁶³. Cette campagne de la gauche radicale importune les responsables socialistes, qui ne souhaitent pas laisser la cause de la défense des retraité·e·s aux POCH²⁶⁴. Toutefois, la votation sur le financement de l'AVS demandée par le référendum des POCH n'a finalement pas lieu, l'arrêté parlementaire étant annulé par une nouvelle décision des Chambres fédérales. Celles-ci, sous la pression du référendum, décident en effet de garantir une pleine adaptation au renchérissement des rentes AVS pour 1976 et 1977. Cet arrêté parlementaire remplace le précédent et rend par là même le référendum caduc²⁶⁵. La baisse de la contribution de la Confédération à l'AVS est cependant maintenue, fragilisant à terme l'équilibre financier de cette assurance. En francs constants, soit compte tenu de l'inflation, la subvention de la Confédération à l'AVS diminue ainsi de 27 % entre 1973 et 1977²⁶⁶.

Alors que le PSS cherche un compromis avec la droite autour d'un moyen permettant de dégager de nouvelles recettes et que le parti renonce à combattre les mesures d'économies prises aux dépens de l'AVS, ses responsables décident en revanche de se rallier à un référendum contre la hausse de la taxe sur les huiles de chauffage. Cette augmentation est une mesure complémentaire proposée par les autorités pour réduire le déficit de la Confédération²⁶⁷. Le référendum a été lancé par le Mouvement populaire des familles (MPF) – une organisation d'inspiration chrétienne de gauche fondée dans les années 1940 avec l'objectif de défendre les milieux populaires²⁶⁸ – ainsi que par des sections romandes de l'Association de défense des locataires²⁶⁹. La décision du PSS de se rallier à ce référendum est cependant prise sur un score une nouvelle

²⁶³ *La Brèche*, «Référendum AVS: vers une sécurité sociale unique et généralisée», 3 mars 1975.

²⁶⁴ PV de la séance du comité directeur du PSS, 9 janvier 1976, ASS, Ar. 1.110.67.

²⁶⁵ *Année politique suisse 1975...*, p. 134.

²⁶⁶ GUËX Sébastien, *L'argent de l'État...*, p. 95.

²⁶⁷ PV de la séance du comité central du PSS, 9 novembre 1974, ASS, Ar. 1.110.65.

²⁶⁸ QUELOZ Jean, BLANCHARD Marie-Paule, *Mouvement populaire des familles. 50 ans d'action 1942-1992*, Yverdon, Mouvement populaire des familles, 1992.

²⁶⁹ *Année politique suisse 1974...*, p. 78.

fois serré, de 25 voix contre 19²⁷⁰. Une partie des responsables du parti souhaite éviter, à court terme, une confrontation avec la droite, car ils-elles se montrent satisfait·e·s d'un nouveau compromis permettant de dégager des recettes fiscales supplémentaires pour la Confédération, sur lequel nous reviendrons plus bas. La majorité de 25 voix qui s'exprime à l'occasion du vote estime cependant que le parti ne peut pas rester à la traîne d'un combat contre une mesure pénalisant les locataires de condition modeste. De plus, il s'agit d'éviter de donner à l'électorat l'impression de céder à une logique de compromis gouvernemental avec la droite dans le dossier clé des finances publiques. Par cette décision de soutenir ce combat de défense des locataires, le PSS se trouve finalement dans le camp victorieux : le référendum est plébiscité en juin 1975, l'augmentation de la taxe étant refusée par une courte majorité de 51,8 % des suffrages exprimés²⁷¹.

Le nouveau compromis évoqué ci-dessus est approuvé lors de cette même votation, en deuxième tentative, et consiste en une proposition d'augmentation de l'ICHA et de l'impôt de défense nationale. L'augmentation des taux est plus modeste que celle proposée en décembre 1974²⁷². Ce redimensionnement à la baisse du projet de 1974, ajouté à l'aggravation du déficit des comptes publics, contribue à convaincre une majorité de 56 % des votant·e·s d'accepter la hausse d'impôt en juin 1975²⁷³.

Ce résultat est salué par la direction du PSS. Celle-ci se réjouit de la possibilité de nouvelles recettes fiscales qui réduiront les risques de coupes dans les prestations sociales : « *ces résultats signifient que l'on est décidé à tourner le dos à la politique des caisses vides* », communique ainsi le parti²⁷⁴.

²⁷⁰ PV de la séance du comité central du PSS, 9 novembre 1974, ASS, Ar. 1.110.65.

²⁷¹ *Journal de Genève*, « Le peuple ne rejette que la hausse de la taxe sur les huiles de chauffage », 9 juin 1975.

²⁷² *Journal de Genève*, « Le 8 juin le sort des finances fédérales se décidera par les réponses que vous ferez à cinq questions », 5 juin 1975.

²⁷³ Votation populaire du 8 juin 1975, en ligne sur le site de la Chancellerie fédérale : <https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/va/19750608/index.html> (consulté en mai 2023).

²⁷⁴ *Journal de Genève*, « Le peuple ne rejette que la hausse de la taxe sur les huiles de chauffage », 9 juin 1975.

Les sociaux-ales-démocrates y voient également, s'agissant de l'augmentation de l'impôt direct progressif, le fruit de la pression politique exercée par leur initiative pour un impôt sur la richesse. Le projet qui a passé la rampe du vote populaire porte pourtant la marque de la majorité de droite, car il met avant tout l'accent sur la hausse de l'ICHA: alors que l'accroissement de l'impôt direct amènera au budget 90 millions de recettes supplémentaires en 1976, l'alourdissement de l'ICHA fera entrer 985 millions de francs dans la caisse de la Confédération, un montant plus de dix fois supérieur²⁷⁵.

L'optimisme de la direction du PSS, qui pronostique la fin de la « *politique des caisses vides* » au lendemain de la votation de juin 1975, est pourtant rapidement mis à mal²⁷⁶. En effet, les nouvelles recettes dégagées par l'augmentation des impôts fédéraux ne s'avèrent pas suffisantes pour équilibrer les comptes, vu l'ampleur de la récession et compte tenu des allègements fiscaux décidés durant les années de haute conjoncture: le déficit de la Confédération, de 1,3 milliard en 1975, s'accroît pour passer à 1,5 milliard en 1976. Certes, la situation financière de l'État helvétique n'a rien de dramatique, dès lors que la dette demeure faible en proportion du PIB, comme le reconnaît le chef du Département des finances lui-même²⁷⁷. Les sociaux-ales-démocrates rappellent aussi lors des débats budgétaires au Parlement que le déficit reste modéré en comparaison internationale et que des mesures d'économies risquent d'aggraver la récession²⁷⁸. Ce déficit favorise toutefois un positionnement plus dur de la droite en matière de dépenses sociales²⁷⁹. La réduction de la contribution de la Confédération à l'AVS au lendemain de l'échec des hausses d'impôt de 1974 en offre une première illustration.

Avant d'étudier les étapes suivantes de cette évolution vers une politique fédérale plus restrictive et conservatrice en matière de finances publiques,

²⁷⁵ *Journal de Genève*, «Le 8 juin le sort des finances fédérales se décidera par les réponses que vous ferez à cinq questions», 5 juin 1975.

²⁷⁶ *Journal de Genève*, «Le peuple ne rejette que la hausse de la taxe sur les huiles de chauffage», 9 juin 1975.

²⁷⁷ PV des séances du comité directeur du Parti radical-démocratique (PRD), 16 juin 1975, 30 avril 1976 et 7 octobre 1976, Archives fédérales suisses (AFS), J2.322-01, 2009/263, vol. 17.

²⁷⁸ *Année politique suisse 1976...*, p. 82.

²⁷⁹ STUDER Brigitte, «Ökonomien...», p. 952.

arrêtons-nous un instant sur le durcissement des positions adoptées suite à la récession par les cercles patronaux et leurs représentant-e-s parmi les partis bourgeois. Montrons aussi rapidement comment cette évolution s'inscrit dans un glissement à droite plus large en Europe occidentale. En effet, ce changement tend à conforter les positions des partis bourgeois helvétiques. Ces éléments permettront ensuite de mieux comprendre les mesures d'économies supplémentaires dans les dépenses sociales de la Confédération décidées par la majorité.

À partir de 1976, la droite patronale exige que le déficit de la Confédération soit combattu avant tout par des mesures d'économies dans les dépenses sociales plutôt que par de nouvelles recettes²⁸⁰. Comme l'explique en 1976 Étienne Junod, le président de la puissante Union suisse du commerce et de l'industrie (USCI), « *on veut sans démanteler quoi que ce soit que les citoyens fassent enfin l'effort de payer eux-mêmes les prestations sociales qu'ils croient pouvoir s'offrir.* »²⁸¹ Alors qu'en 1974, les associations patronales acceptent encore une contribution supplémentaire pour financer la mise en œuvre d'une assurance-maladie obligatoire, dès 1976 en revanche, elles refusent tout nouveau prélèvement sur la masse salariale²⁸². En deux ans et sous l'effet de la crise, l'évolution de leur positionnement est donc significative. D'un point de vue idéologique, l'exigence de bloquer l'expansion de l'État social en raison des difficultés économiques apporte de l'eau au moulin de la rhétorique conservatrice. Celle-ci profite ainsi d'un nouveau souffle après que, durant les années précédentes, la détente Est-Ouest et les mobilisations de 1968 ont plutôt favorisé les idées progressistes²⁸³.

²⁸⁰ REY Jean-Noël, *Trop d'État? Essai sur la mise en cause de l'État-protecteur en Suisse*, Lausanne, Réalités sociales, 1983, p. 72; MACH André, *Les relations entre partenaires sociaux...*, p. 47; RUOSS Matthias, « *Selbstsorge statt gesellschaftliche Solidarität...* », p. 206; BUCLIN Hadrien, « *Assurance-maladie...* », p. 119.

²⁸¹ *Tribune de Genève*, « *Assemblée des délégués du Vorort à Zurich* », 18 septembre 1976; voir aussi une analyse de ce tournant dans: FEHR Aniko, *La politique fiscale...*, p. 469-470.

²⁸² *Tribune de Genève*, « *Assemblée des délégués du Vorort à Zurich* », 18 septembre 1976.

²⁸³ Sur l'affaiblissement de la rhétorique anticomuniste conservatrice en Suisse à la suite de la détente Est-Ouest, voir notamment: GILLABERT Matthieu, *Dans les coulisses de la diplomatie culturelle. Objectifs, réseaux et réalisations (1938-1984)*, Neuchâtel, Alphil, 2013, p. 367-459.

Cette idéologie est propagée au-delà des cercles patronaux, notamment par des instituts libéraux, souvent financés par des associations d'employeurs, ainsi que par les médias d'orientation libérale-conservatrice, *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ) en tête. Comme l'a montré l'historien Matthias Ruoss, ces milieux mènent alors campagne autour de l'idée qu'en temps de crise, l'État social helvétique vivrait au-dessus de ses moyens²⁸⁴. En 1977, des cercles proches de l'Union suisse des arts et métiers (USAM) et de son directeur Otto Fischer, également conseiller national issu de l'aile droite du PRD, aidés par d'autres groupements patronaux, lancent un référendum contre la 9^e révision de l'AVS²⁸⁵. Pourtant, celle-ci ne vise pas, comme les précédentes, une extension des prestations, mais uniquement une consolidation du financement de cette assurance. Lors d'une conférence donnée à la fin 1977, le président de l'USS et membre du PSS Ezio Canonica, évoquant ce référendum, y voit un des « *indices qui ne laissent subsister aucun doute quant à l'opposition qui se manifeste de plus en plus à l'égard du progrès social.* »²⁸⁶ Il y constate encore que, bien que la récession soit en phase d'être surmontée, le durcissement des positions patronales, lui, demeure. Signe que la campagne patronale qui pointe du doigt un État social trop dispendieux trouve un certain écho dans l'électorat, en février 1978, l'initiative des POCH pour l'abaissement de l'âge de départ en retraite essuie une cuisante défaite dans les urnes, refusée par 79,4 % des voix, malgré le soutien apporté par le PSS²⁸⁷.

Le durcissement des positions de la droite économique se renforce également, nous l'avons dit, sous l'influence de l'évolution politique observable dans les États voisins. En RFA, alors que le gouvernement

²⁸⁴ Ruoss Matthias, « *Selbstsorge statt gesellschaftliche Solidarität...* », p. 192.

²⁸⁵ *Année politique suisse 1977...*, p. 132; *Année politique suisse 1978...*, p. 128. La 9^e révision de l'AVS sera néanmoins soutenue par une majorité du corps électoral; voir aussi: EICHENBERGER Pierre, LEIMGRUBER Matthieu, « *Business Interests and the Development of the Public-Private Welfare Mix in Switzerland, 1880-1990* », in: OUDE NIJHUIS Dennie (éd.), *Business Interests and the Development of the Modern Welfare State*, Londres, Routledge, 2020, p. 101.

²⁸⁶ *Revue syndicale suisse*, « *L'État, l'économie et les syndicats* », janvier 1978.

²⁸⁷ Votation populaire du 26 février 1978, en ligne sur le site de la Chancellerie fédérale : <https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/va/19780226/index.html> (consulté en novembre 2021).

social-démocrate a consenti dans la première moitié des années 1970 à une augmentation substantielle des dépenses sociales puis a lancé un plan de relance en réaction à la crise, les autorités mettent un coup de frein à cette politique en 1976, pour contenir le déficit budgétaire²⁸⁸. L'Union chrétienne-démocrate, la CDU, principale force de la droite en Allemagne de l'Ouest, alors dans l'opposition, fait campagne de concert avec les organisations patronales pour dénoncer un État social qui serait devenu, sous la houlette du gouvernement social-démocrate, surdimensionné et difficilement finançable²⁸⁹. Un responsable socialiste romand estime que la campagne de la droite ouest-allemande et l'évolution moins progressiste de la politique menée par le gouvernement en RFA pèsent sur le climat politique en Suisse alémanique²⁹⁰. En France également, un passage vers des politiques publiques plus restrictives et conservatrices se dessine. Dans un premier temps, le gouvernement de droite – mis sous pression par les grands mouvements sociaux de la fin des années 1960 – réagit à la crise par une politique de relance menée au moyen d'investissements publics²⁹¹. Toutefois, l'arrivée au poste de Premier ministre à l'été 1976 de Raymond Barre – traducteur en français de l'économiste néolibéral Friedrich Hayek – coïncide avec un tournant vers l'austérité budgétaire²⁹².

Cette même année 1976 voit la défaite d'une des forces politiques emblématiques de la social-démocratie d'après-guerre. Les sociaux-démocrates suédois-es, après quarante-quatre ans au pouvoir, perdent en effet les élections au profit d'une coalition de partis bourgeois²⁹³. Exprimant les incertitudes suscitées au sein de la social-démocratie helvétique par l'évolution politique en Europe occidentale, Jean Clivaz, secrétaire central de l'USS et futur parlementaire socialiste, estime que

²⁸⁸ FAULENBACH Bernd, *Das sozialdemokratische Jahrzehnt...*, p. 448.

²⁸⁹ FAULENBACH Bernd, *Das sozialdemokratische Jahrzehnt...*, p. 580.

²⁹⁰ AGUET Pierre, « Des vents froids venus du nord », *Tribune socialiste vaudoise*, 30 janvier 1975.

²⁹¹ FULLA Mathieu, *Les socialistes français...*, p. 218.

²⁹² DENORD Françoise, « La conversion au néolibéralisme. Droite et libéralisme économique dans les années 1980 », *Mouvements* 35, 2004, p. 19.

²⁹³ VERGNON Gilles, *Le « modèle » suédois. Les gauches françaises et l'impossible social-démocratie*, Rennes, Presses universitaires, 2015, p. 127.

cette défaite de la gauche suédoise s'expliquerait par le tempo trop rapide imposé par le gouvernement social-démocrate dans la mise en œuvre de réformes sociales²⁹⁴. Ce rythme aurait fini par provoquer des inquiétudes dans la population concernant, là encore, une croissance trop soutenue des dépenses publiques.

Les adversaires du Parti socialiste suisse ne se privent pas d'exploiter ces incertitudes nouvelles. Le dossier des finances fédérales en offre un bon exemple. Des mesures d'économies à répétition sont adoptées par la majorité du Parlement pour le budget de 1976 et des années suivantes²⁹⁵. Les dépenses sociales rapportées au produit intérieur brut – qui ont augmenté dans la première moitié des années 1970 en raison de la hausse des rentes AVS, puis des dépenses provoquées par la crise économique – stagnent à partir de 1976²⁹⁶. Outre la contribution de la Confédération à l'AVS, une des premières cibles des partisans des mesures d'économies dans les dépenses sociales est les subventions aux caisses-maladie. En avril 1976, le directeur de l'Administration fédérale des finances explique au chef du Département des finances qu'il s'agit « *d'en finir avec l'automatisme qui lie de manière rigide la contribution de la Confédération à l'augmentation des coûts de santé.* »²⁹⁷ Cette volonté illustre, comme le dossier de l'AVS, le changement de climat politique qui intervient suite à la récession économique. Alors qu'en 1974, lors de la votation sur l'initiative du Parti socialiste pour une assurance-maladie obligatoire, les partis gouvernementaux promettent une augmentation des subventions pour alléger les primes pesant sur les ménages²⁹⁸, celles-ci diminuent en 1976 et 1977, avec comme conséquence une baisse totale supérieure à 20 % sur cette période²⁹⁹.

²⁹⁴ *L'Union, organe officiel de l'Union suisse des fonctionnaires des postes, téléphones et télégraphes*, « Fin du modèle suédois? », 7 octobre 1976.

²⁹⁵ HÜRLIMANN Gisela, *Schweizerische Steuerwelten 1955 bis 1979. Gerechtigkeit, Wettbewerb und Harmonisierung im transnationalen Kontext*, Thèse d'habilitation, Université de Fribourg, 2020, p. 315 ; FEHR Aniko, *La politique fiscale...*, p. 478-481.

²⁹⁶ STUDER Brigitte, « Ökonomien... », p. 953.

²⁹⁷ Note de Rudolf Bieri à Georges-André Chevallaz, 2 avril 1976, AFS, E 6801/1985-125, vol. 55 (ma traduction de l'allemand).

²⁹⁸ *La mutualité romande*, « Menaces sur les subventions de caisses-maladie », février 1975.

²⁹⁹ REY Jean-Noël, *Trop d'État?...*, p. 101.

En 1977, les autorités décident de nouvelles mesures d'économies qui prévoient, outre la réduction des subventions aux caisses-maladie, des coupes dans la formation, les transports, la protection de l'environnement ainsi que dans la subvention destinée à réduire le prix du pain³⁰⁰. Ces décisions, couplées à l'augmentation des impôts décidée en 1975, contribuent à réduire le déficit de la Confédération : de 1,5 milliard en 1976, celui-ci baisse à 0,7 milliard en 1978³⁰¹.

Face à ces dispositions visant à réduire les dépenses sociales, le PSS n'a pas la tâche facile, et le fait que le président du parti Hubacher considère ce dossier comme prioritaire pour le parti n'y change rien³⁰². Premièrement, parce qu'il est difficile pour le PSS de mobiliser suffisamment de ressources pour lancer des référendums à répétition, sachant que la majorité de droite décide de mesures d'économies dans plusieurs secteurs différents et par tranches successives échelonnées dans le temps. Deuxièmement, parce que le parti se heurte à une assez large adhésion de la population à l'objectif de réduction du déficit des comptes publics. Ainsi, en 1977, la population du canton de Zurich accepte un plan d'économies par 85 % des suffrages exprimés, un score écrasant salué par les éditorialistes conservateurs³⁰³. Certes, le Parti socialiste zurichois n'a en l'occurrence pas combattu ces réductions de dépenses³⁰⁴. Il n'en reste pas moins qu'un tel résultat dans le plus grand canton de Suisse n'encourage guère les responsables sociaux-démocrates à multiplier les batailles référendaires contre ces mesures d'austérité – qui plus est dans un contexte où les gouvernements sociaux-démocrates de pays voisins comme la RFA se tournent vers davantage de prudence budgétaire. Dans ce contexte, les responsables du PSS tiennent à rappeler qu'ils-elles ne sont pas opposé-e-s à des coupes budgétaires ciblées, par exemple dans le domaine des investissements routiers et militaires ou encore

³⁰⁰ *Année politique suisse 1977...*, p. 83; REY Jean-Noël, *Trop d'État?...*, p. 107-108.

³⁰¹ Statistique historique de la Suisse HSSO, 2012. Tab. U.5; en ligne : <https://hso.ch/2012/u/5> (consulté en avril 2021).

³⁰² PV de la séance du comité directeur du PSS, 2 juillet 1976, ASS, Ar. 1.110.67.

³⁰³ *Neue Zürcher Zeitung*, «Eindrückliches Ja zur kantonalen Sparpolitik», 5 décembre 1977.

³⁰⁴ *Neue Zürcher Zeitung*, «Stimmfreigabe der Sozialdemokraten zur Trennung von Staat und Kirche», 29 novembre 1977.

dans les subventions aux aéroports³⁰⁵. Enfin, la direction du PSS craint qu'une opposition trop frontale aux projets de la majorité ne réduise ses possibilités de négocier de nouveaux compromis aux Chambres fédérales, en particulier en faveur de recettes fiscales supplémentaires. Ces divers éléments expliquent l'attitude hésitante du parti face à l'offensive de la droite gouvernementale contre les dépenses sociales.

Ainsi, les élu-e-s du PSS au Parlement acceptent dans un premier temps la baisse des subventions aux caisses-maladie et d'autres réductions budgétaires décidées en 1977³⁰⁶. À cette occasion, les éditorialistes conservateurs se félicitent que les représentant-e-s du PSS prennent leurs responsabilités d'élue-s d'un parti gouvernemental face au déficit des comptes publics³⁰⁷. Toutefois, suite au lancement d'un référendum par la gauche radicale, la direction du PSS décide d'infléchir sa position et de se rallier aux opposant-e-s³⁰⁸. Le référendum n'est cependant appuyé que par 37,6% des suffrages, signe supplémentaire qu'une majorité des votant-e-s se laisse convaincre par la rigueur budgétaire en période de déficits³⁰⁹. L'historienne Aniko Fehr y voit « *un succès d'étape décisif* » pour les partisan-e-s de l'austérité³¹⁰.

Le spectre de coupes supplémentaires et la difficulté d'y faire obstacle au moyen de batailles référendaires persuadent les responsables du PSS que des recettes additionnelles doivent coûte que coûte être garanties pour la Confédération, afin d'éviter des réductions de dépenses publiques à répétition. En 1977, la direction du PSS se dit prête à accepter l'introduction d'un nouvel impôt sur la consommation, la TVA, d'autant que les autorités se montrent disposées, en guise de compensation, à un allègement de l'impôt fédéral direct pour les bas revenus, afin d'atténuer l'effet de cette taxe sur les contribuables modestes³¹¹.

³⁰⁵ Lettre du Parti socialiste suisse au Conseil fédéral, 25 octobre 1976, ASS, Ar. 1.110.67.

³⁰⁶ PV de la séance du comité directeur du PSS, 4 octobre 1977, ASS, Ar. 1.110.68.

³⁰⁷ *Journal de Genève*, « Réalisme socialiste? », 21 mars 1977.

³⁰⁸ *Année politique suisse 1977...*, p. 83.

³⁰⁹ Votation populaire du 4 décembre 1977, en ligne sur le site de la Chancellerie fédérale: <https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/va/19771204/index.html> (consulté en novembre 2021).

³¹⁰ FEHR Aniko, *La politique fiscale...*, p. 507.

³¹¹ *Année politique suisse 1977...*, p. 79.

L'aile gauche du parti est cependant très active contre le ralliement du PSS à l'introduction de la TVA, en raison du caractère défavorable de ce prélèvement fiscal pour les milieux populaires. De plus, certain·e·s de ses représentant·e·s, à l'instar du professeur François Masnata de l'Université de Lausanne, font valoir que les socialistes n'ont pas obtenu de garanties suffisantes à propos du maintien des prestations sociales, en échange du ralliement à la TVA³¹². Ils·elles estiment par ailleurs que la direction du PSS se montre trop empressée sur cette question et qu'elle cherche à esquiver un véritable débat interne³¹³. La gauche du parti finit par obtenir un débat sur ce dossier lors d'un congrès du PSS à Brigue en avril 1977³¹⁴. Malgré les critiques, les délégué·e·s qui y participent se rallient à l'introduction de la TVA par 475 voix contre 159³¹⁵. Le soutien à cette taxe émanant des associations du personnel de la Confédération contribue à faire pencher la balance en faveur du projet, une partie des délégué·e·s du PSS se montrant soucieuse d'éviter de placer le parti en porte-à-faux par rapport aux employé·e·s de l'administration³¹⁶. Quelques sections du PSS, notamment celle de Genève, appellent pourtant à combattre le projet³¹⁷.

En raison de ce climat interne sensible, le PSS mène sa propre campagne en faveur de la TVA, refusant d'être associé à celle des autres partis gouvernementaux³¹⁸. Cette précaution n'empêche pas le parti d'être fortement critiqué par les organisations de la gauche radicale pour son ralliement à l'imposition de la consommation, au point de susciter une réaction de Hubacher qui proteste contre ses attaques dans une lettre à un responsable de la Ligue marxiste révolutionnaire³¹⁹. En juin 1977,

³¹² *Journal de Genève*, «Congrès du Parti socialiste suisse», 18 avril 1977.

³¹³ Lettre de Jean-Pierre Métral à Helmut Hubacher, 21 mars 1977, ASS, Ar. 1.1038.11.1.

³¹⁴ PV de la séance du comité central du PSS, 15 janvier 1977, ASS, Ar. 1.110.68.

³¹⁵ *Journal de Genève*, «Congrès du Parti socialiste suisse», 18 avril 1977.

³¹⁶ Lettre de Helmut Hubacher à Jean-Pierre Métral, 5 avril 1977, ASS, Ar. 1.1038.11.1.

³¹⁷ *Journal de Genève*, «Oui des libéraux, non des communistes et des socialistes genevois», 4 mai 1977.

³¹⁸ PV de la séance du comité directeur du PSS, 11 janvier 1977, ASS, Ar. 1.110.68; voir aussi: HÜRLIMANN Gisela, *Schweizerische Steuerwelten...*, p. 318-319.

³¹⁹ Bresche. Mehrwehrtsteuer. Offener Brief. Tract de la Ligue marxiste révolutionnaire [non daté], ainsi que lettre de Helmut Hubacher à André Froidevaux, 8 juin 1977, ASS, Ar. 1.1038.11.1.

la TVA est rejetée par 59,5 % des suffrages exprimés³²⁰. À nouveau, la méfiance de la population à l'égard de ce nouveau prélèvement sur la consommation déjoue le projet des partis gouvernementaux, malgré le ralliement de la gauche sociale-démocrate³²¹.

Durant cette difficile année 1977, la direction du PSS peut cependant se montrer satisfaite du score réalisé par son initiative populaire, lancée en 1973, pour un impôt sur la richesse. Si l'initiative est rejetée par 55,6 % des voix³²², les soutiens à l'initiative dépassent le seul électorat de gauche, ce dont se félicitent les responsables socialistes³²³. Hubacher rappelle dans une note adressée à la direction du parti au lendemain de la votation qu'il s'agit du meilleur résultat réalisé par une initiative du PSS depuis 60 ans³²⁴.

Le parti s'est mobilisé avec détermination pour ce texte, levant une cotisation extraordinaire parmi ses membres pour financer la campagne³²⁵. D'autres éléments ont certainement favorisé ce bon résultat de l'initiative, comme le projet des autorités de réaliser des économies en coupant dans les subventions visant à réduire le prix des biens de première nécessité comme le pain ou le beurre³²⁶. Il en va de même de plusieurs scandales financiers qui éclatent peu avant la votation³²⁷. Le plus retentissant est celui de Chiasso, impliquant un cadre de la grande banque Crédit Suisse, accusé d'avoir aidé des client·e·s à frauder le fisc italien et à blanchir des fonds au moyen d'une société-écran. Ces pratiques ont au passage

³²⁰ *Année politique suisse 1977...*, p. 77.

³²¹ Pour une analyse plus complète de ce résultat, voir: FEHR Aniko, *La politique fiscale...*, p. 492-493.

³²² Votation populaire du 4 décembre 1977, en ligne sur le site de la Chancellerie fédérale: <https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/va/19771204/index.html> (consulté en novembre 2021).

³²³ PV de la séance du comité central du PSS, 10 décembre 1977, ASS, Ar. 1.110.68; voir aussi: FEHR Aniko, *La politique fiscale...*, p. 504.

³²⁴ Rückblick auf Reichtumsteuer, note de Helmut Hubacher pour le comité directeur et le comité central, 9 décembre 1977, ASS, Ar. 1.1038.11.1.

³²⁵ PV de la séance du comité central du PSS, 17 septembre 1977, ASS, Ar. 1.110.68.

³²⁶ PV de la séance du comité central du PSS, 17 septembre 1977, ASS, Ar. 1.110.68.

³²⁷ *Année politique suisse 1977...*, p. 86.

provoqué des pertes importantes pour la banque³²⁸. Le PSS s'est enfin appuyé pour sa campagne sur une série d'articles parus dans le populaire quotidien *Blick* à propos de millionnaires ayant réussi à se soustraire à l'impôt sur le revenu, en déduisant de celui-ci les intérêts payés sur leurs emprunts³²⁹.

Ce succès d'estime incite les responsables de la droite gouvernementale à une certaine prudence. Ainsi, ils – le masculin s'impose, car les femmes ne jouent encore qu'un rôle marginal dans les sphères du pouvoir malgré l'obtention des droits politiques en 1971 – ne donnent pas suite aux appels des cercles les plus libéraux, par exemple lorsque ces derniers militent en faveur d'une augmentation de l'âge de départ en retraite des femmes³³⁰. Au début de l'année 1977 déjà, le chef du Département des finances Chevallaz plaide lors d'une séance de la direction du Parti radical-démocratique, dont il est membre, pour que la droite gouvernementale n'abandonne pas toute volonté de compromis avec le PSS, afin de maintenir la précieuse stabilité politique du pays³³¹. L'opinion de Chevallaz est partagée par le président du PRD Fritz Honegger³³².

Le score encourageant de l'initiative pour un impôt sur la richesse incite les responsables socialistes à se montrer plus exigeant·e·s en matière de fiscalité fédérale. Sur ces questions, ces dernier·ère·s sont également mis sous pression par l'aile gauche du parti, alors très active, qui demande une ligne plus combative dans le dossier clé des finances fédérales³³³. Or, suite au refus de la TVA par le corps électoral en 1977, les autorités donnent une occasion aux sociaux·ales-démocrates de se montrer plus fermes dans les négociations. Le Conseil fédéral revient en effet rapidement à la charge en 1978 avec un projet de TVA dont

³²⁸ MABILLARD Max, DE WECK Roger, *Scandale au Crédit Suisse*, Genève, Tribune, 1977.

³²⁹ FISCHER Felix, « Die Reichthumssteuer-Initiative von 1977... », p. 124.

³³⁰ STUDER Brigitte, « Ökonomien... », p. 953.

³³¹ PV de la séance du comité directeur du PRD, 21 janvier 1977, AFS, J2.322-01, 2009/263, vol. 17.

³³² Idem.

³³³ PV de la séance du comité central du PSS, 25 juin 1977 (interventions de Hansjörg Braunschweig et d'Arthur Villard), ASS, Ar. 1.110.68.

les taux ont été réduits par rapport à ceux annoncés dans le projet soumis au vote l'année précédente³³⁴.

Les élu-e-s socialistes au Parlement fédéral conditionnent désormais leur soutien à l'introduction de la TVA à la mise en œuvre, en parallèle, de nouveaux prélèvements fiscaux, l'un sur les banques et autres instituts financiers, l'autre sur le trafic poids lourd³³⁵. Le scandale de Chiasso encourage en particulier le parti à durcir le ton par rapport au secteur bancaire. Au-delà de ce scandale, la situation florissante des banques suisses, en dépit des difficultés économiques traversées par le pays, offre un bon argument aux sociaux-aes-démocrates pour demander une mise à contribution de ce secteur. Le rôle des banques dans la surévaluation du franc au détriment de la compétitivité des exportations helvétiques irrite d'ailleurs jusqu'au sein du camp bourgeois, à tel point que certains responsables de la droite gouvernementale ne se montrent pas entièrement hostiles aux propositions socialistes³³⁶.

Quant à la prise de conscience dans la population des dégâts provoqués par le trafic motorisé sur l'environnement et la santé publique, elle incite les sociaux-aes-démocrates à proposer une taxation du trafic poids lourd, au nom du principe du pollueur-payeur. Cette disposition est également inspirée de la politique menée par le gouvernement social-démocrate en Autriche³³⁷. Malgré ces revendications, les socialistes appellent de leurs vœux un compromis, comme le réaffirme en mai 1978 le président Hubacher dans une lettre au chef du Département des finances Chevallaz³³⁸. Ce dernier lui répond en assurant qu'il ne souhaite pas un « *démontage social* », mais conclut en soulignant qu'une « *solution d'assainissement des finances passe inévitablement par la modération de la croissance des dépenses.* »³³⁹

³³⁴ *Année politique suisse 1978...*, p. 77.

³³⁵ *Gazette de Lausanne*, « Paquet financier 1978: position du PSS », 15 mars 1978.

³³⁶ PV de la séance du comité central du PSS, 7 octobre 1978, ASS, Ar. 1.110.69; voir aussi: *Année politique suisse 1978...*, p. 79.

³³⁷ *Gazette de Lausanne*, « Vignette à 30 fr. pour automobilistes? », 19 juillet 1978.

³³⁸ Lettre de Hubacher à Georges-André Chevallaz, 24 mai 1978, ASS, Ar. 1038.11.9.

³³⁹ Lettre de Chevallaz à Hubacher, 26 mai 1978, ASS, Ar. 1038.11.9.

Une ligne plus ferme face à une droite plus dure

La difficulté grandissante à négocier avec le camp bourgeois pousse les sociaux-démocrates à adopter des positions plus fermes. En juin 1979, Hubacher rend compte au comité central du PSS d'un « *climat mauvais et très froid* » au Parlement fédéral : « *aucun parti bourgeois ne veut parler d'une hausse d'impôt. En ce moment, les bourgeois ne sont pas prêts à la négociation, c'est-à-dire qu'ils veulent s'en tenir à la poursuite des mesures d'économies.* »³⁴⁰ Alors que les dépenses sociales sont dans le viseur, le budget militaire est exempté de tout effort, remarque en substance Hubacher. L'armée bénéficie même au contraire de moyens supplémentaires : dans le projet de budget pour 1979, la défense nationale redevient ainsi le premier poste de dépenses de la Confédération, absorbant 20 % de celles-ci³⁴¹. Enfin, la nécessité de profiler publiquement le parti à l'approche des élections fédérales de 1979 incite également le PSS à durcir le ton³⁴².

Dans ce contexte, les mises en garde de certain-e-s responsables du Parti radical-démocratique, qui estiment que le PSS risque de compromettre sa place au gouvernement s'il s'oppose au nouveau projet financier, ne suffisent pas à intimider les socialistes³⁴³. Comme le souligne Hubacher lors d'une séance du comité directeur de juin 1979, il ne faut pas céder à la menace des partis bourgeois concernant la présence socialiste au Conseil fédéral, qui est destinée à « *rendre sage le PSS* »³⁴⁴. Le conseiller national Andreas Gerwig, en accord avec Hubacher, estime que la stratégie du PSS, qui combine la participation gouvernementale et l'opposition parlementaire, porte ses fruits. Selon Gerwig, c'est précisément pour cette raison qu'elle irrite au sein du camp bourgeois. Il

³⁴⁰ PV de la séance du comité central du PSS, 16 juin 1979, ASS, Ar. 1.110.70 (ma traduction de l'allemand) ; sur le durcissement des positions de la droite gouvernementale à la fin des années 1970, voir aussi : HABLÜTZEL Peter, « Regierungsparteiengespräche im schweizerischen Konkordanzsystem », *Annuaire suisse de science politique* 26, 1986, p. 284.

³⁴¹ *Année politique suisse 1978...*, p. 74.

³⁴² PV de la séance du comité central du PSS, 24 juin 1978, ASS, Ar. 1.110.69.

³⁴³ HUBACHER Helmut, *Tatort Bundeshaus...*, p. 43.

³⁴⁴ PV de la séance du comité directeur du PSS, 26 juin 1979, ASS, Ar. 1.110.70 (ma traduction de l'allemand).

s'agit pour les socialistes de poursuivre sur cette voie³⁴⁵. Dans une lettre à Erhard Eppler, un responsable du SPD en Bade-Wurtemberg, Hubacher explique que la ligne du parti en vue des élections fédérales se résume par le mot d'ordre « *coopération et confrontation* »³⁴⁶. La confrontation, poursuit-il à l'intention du même correspondant, est indispensable pour mobiliser les salarié·e·s tenté·e·s par la passivité et l'abstention.

Sur la question du dossier fiscal, les responsables du PSS réclament ce qu'ils-elles appellent une symétrie des sacrifices: la taxation de la consommation, qui pénalise les milieux populaires, doit être accompagnée de nouvelles contributions fiscales, dégageant des revenus équivalents, prélevées sur le capital et sur des activités économiques nocives pour l'environnement³⁴⁷. Mais les propositions sociales-démocrates en ce sens sont repoussées au Parlement. Heinz Bratschi, représentant du PSS dans la Commission des finances du Conseil national, explique lors d'une séance de direction de son parti que le conseiller fédéral Chevallaz s'est comporté durant les débats parlementaires en représentant exclusif des intérêts bancaires, combattant jusqu'à une proposition du PDC en faveur d'un léger accroissement de l'imposition des instituts financiers³⁴⁸.

Le PSS décide donc d'appeler au rejet de la réforme fiscale soumise au vote en 1979, qui, rappelons-le, prévoit une nouvelle mouture de TVA à taux plus bas que ceux prévus dans le projet de 1977. Les socialistes sont bien déterminés à mettre en échec le projet porté par la majorité bourgeoise, afin d'amener celle-ci à une attitude plus conciliante et à un nouveau projet comprenant davantage de concessions en faveur de la gauche. Hubacher écrit durant la campagne de votation que « *les charges sont unilatéralement réparties sur les ménages. Une partie de ceux qui gagnent gros voient même leur charge fiscale allégée. La gigantesque fraude fiscale pratiquée par les nantis continue à être mise sous protection.* »³⁴⁹

³⁴⁵ Idem ; pour une mise en perspective plus générale sur le sens de cette participation, voir : BURGOS Elie et al, *La formule magique...*, p. 54.

³⁴⁶ Lettre de Hubacher à Erhard Eppler, 19 janvier 1979, ASS, Ar. 1038.11.9 (ma traduction de l'allemand).

³⁴⁷ PV de la séance du comité central du PSS, 11 novembre 1978, ASS, Ar. 1.110.69.

³⁴⁸ PV de la séance du comité central du PSS, 16 décembre 1978, ASS, Ar. 1.110.69.

³⁴⁹ Cité par PASQUIER Émilie, *Le Parti socialiste suisse...*, p. 39.

À l'approche du vote sur l'introduction de la TVA, le parti diffuse un journal à un million d'exemplaires pour populariser sa position³⁵⁰.

La campagne clairement engagée du PSS tranche avec la position beaucoup plus ambivalente de l'USS, qui laisse à ses membres la liberté de vote: les responsables de l'USS craignent que l'absence de recettes supplémentaires en cas de refus du paquet financier amène à de nouvelles mesures d'économies ciblant notamment les employé·e·s de la Confédération³⁵¹. Les tensions entre la direction du PSS et certains responsables syndicaux sont palpables³⁵². Malgré ces difficultés, au lendemain de la votation, le PSS se trouve dans le camp des vainqueur·e·s, l'introduction de la TVA n'étant soutenue que par 34,6% des votant·e·s³⁵³.

Le durcissement des positions du PSS durant les premiers mois de l'année 1979 ne suffit pourtant pas à lui garantir le succès lors des élections fédérales de l'automne. Le parti recule légèrement, de 24,9% à 24,4%, perdant quatre sièges au Conseil national. Une légère progression des communistes permet d'éviter que la gauche, considérée dans son ensemble, ne s'affaiblisse³⁵⁴. Les responsables socialistes peuvent, de plus, tirer quelque réconfort de leur progression au Conseil des États, où les élu·e·s du parti passent de 5 à 9³⁵⁵. Ainsi, au lendemain de l'élection, le président du PSS se refuse à parler de défaite, préférant évoquer une consolidation du résultat électoral socialiste par rapport à la progression enregistrée en 1975³⁵⁶.

Les faibles mouvements électoraux en termes de suffrages laissent, de fait, le champ libre à l'interprétation de la part des responsables politiques. Tous·toutes cherchent à présenter le résultat de leur parti

³⁵⁰ PV de la séance du comité directeur du PSS, 29 mai 1979, ASS, Ar. 1.110.70.

³⁵¹ PV de la séance du comité central du PSS, 24 mars 1979, ASS, Ar. 1.110.70.

³⁵² Lettre de Helmut Hubacher à Georges Eggenberger (secrétaire général du syndicat Union-PTT), 8 mai 1979, ASS, 1038.11.2.

³⁵³ Votation populaire du 20 mai 1979, en ligne sur le site de la Chancellerie fédérale: <https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/va/19790520/index.html> (consulté en novembre 2021).

³⁵⁴ *Année politique suisse 1979...*, p. 38.

³⁵⁵ *Idem*, p. 42.

³⁵⁶ Lettre de Helmut Hubacher à Sylvia Brauchli, 30 octobre 1979, ASS, 1038.11.2.

sous le jour le plus avantageux possible, afin de se positionner au mieux pour imposer leurs priorités à l'aube d'une nouvelle législature.

Ainsi, de leur côté, les dirigeant·e·s du PRD se présentent comme les gagnant·e·s de l'élection. De fait, alors que le PSS perd quatre sièges au Conseil national, le Parti radical-démocratique – qui a fait campagne en diffusant le slogan « *moins d'État, plus de liberté* » – en gagne le même nombre³⁵⁷. Le PRD a investi des moyens considérables dans la campagne avec l'appui discret du grand patronat, ses dirigeant·e·s s'inquiétant d'un potentiel renforcement des socialistes, considéré·e·s comme étant sous l'influence délétère de leur aile gauche³⁵⁸. Le secrétaire du PRD se réjouit au lendemain de ces élections que « *les forces libérales aient progressé* » et souhaite une collaboration plus étroite avec le Parti libéral et l'Union démocratique du centre (UDC) pour faire avancer la politique bourgeoise³⁵⁹. Le fait est que l'aile droite des partis bourgeois, concentrée notamment au sein du Parti libéral, a progressé lors de ces élections³⁶⁰.

Toutefois, malgré cette volonté de renforcer la cohésion des forces libérales, les responsables de la droite demeurent soucieux·ses de maintenir une collaboration avec la frange consensuelle du Parti socialiste, pour éviter que l'aile gauche du PSS ne parvienne à impulser une politique d'opposition qui risquerait de susciter des blocages, comme sur le dossier de la TVA. Ainsi, loin des menaces exprimées quelques mois plus tôt par certains responsables de la droite gouvernementale remettant en cause la participation du PSS au gouvernement, le conseiller fédéral socialiste Willi Ritschard se voit confier, à la fin de l'année 1979, la responsabilité du Département des finances. Les éditorialistes proches de la droite gouvernementale espèrent, à la suite de cette nomination, une attitude plus collaborative du PSS³⁶¹.

³⁵⁷ KERGOMARD Zoé, « "Mehr Freiheit, weniger Staat" ... ».

³⁵⁸ LANG Margaux, « Le Parti radical-démocratique suisse... », p. 77.

³⁵⁹ PV de la séance du comité directeur du Parti radical-démocratique, 23 octobre 1979, AFS, J2.322-01, 2009/263, vol. 15.

³⁶⁰ *Année politique suisse 1979...*, p. 38.

³⁶¹ Idem, p. 25; début 1944 déjà, le premier socialiste élu au Conseil fédéral, Ernst Nobs, avait été nommé au Département des finances en raison d'une volonté des partis bourgeois de rendre le PSS davantage solidaire de la politique gouvernementale, voir: LEIMGRUBER Matthieu, *Solidarity without the State?...*, p. 142.

Reste que l'objectif de la droite libérale-conservatrice – qui consiste à résorber le déficit budgétaire en limitant avant tout les dépenses sociales – est atteint au tournant de la décennie. En 1980, le conseiller fédéral radical Chevallaz se félicite dans une prise de position publique que « *dans l'ensemble, notre régime fédéraliste s'avère, à quelque 30 % du produit national brut, y compris cantons, communes et AVS-AI, le moins coûteux des régimes européens où le budget public atteint de 35 à 50 % de ce même produit. La Confédération seule, avec quelque 11 % du produit national brut, est très largement le moins dispendieux des pouvoirs centraux. La RFA, le pays le plus fédéraliste après le nôtre, atteint 16 %.* »³⁶²

Dès 1978, les autorités helvétiques, à travers la mise en œuvre de plans d'économies, ont résolument tourné le dos à une politique de relance par la demande en mettant en œuvre une politique dite de l'offre. Cette politique consiste entre autres à stimuler l'investissement par les entreprises privées plutôt que par l'État. Ainsi, les autorités fédérales ont introduit de nouvelles possibilités pour les entreprises de déduire leurs amortissements des impôts et de prolonger le report des pertes sur les exercices futurs³⁶³. Comme le remarquera quelques années plus tard le secrétaire de l'USS Beat Kappeler, par une telle politique, les autorités helvétiques ont anticipé, dans une certaine mesure, celle appliquée aux États-Unis par Ronald Reagan, figure de proue du tournant néolibéral, à partir de 1981³⁶⁴.

Le bilan de l'action du PSS face à l'offensive de la droite en faveur de la réduction des dépenses sociales et pour un transfert de la charge fiscale vers les salarié-e-s apparaît mitigé. En dépit de quelques succès qui ont permis de bloquer la hausse d'une taxe sur la consommation des locataires ou l'introduction de la TVA sans contrepartie, le parti n'a pas réussi à empêcher des baisses substantielles de la contribution de la Confédération à l'AVS ou aux caisses-maladie. Le financement de la principale assurance sociale du pays sort fragilisé de cette période, cette fragilisation ouvrant

³⁶² Cité par FRAGNIÈRE Jean-Pierre, « Spécificités helvétiques », *Revue française des affaires sociales* 39, 1985, p. 18.

³⁶³ KAPPELER Beat, « L'évolution de la politique... », p. 62.

³⁶⁴ KAPPELER Beat, « L'évolution de la politique... », p. 62.

la voie à la mise en cause des prestations dans les années ultérieures³⁶⁵. Quant aux primes d'assurance-maladie, compte tenu de la baisse de la subvention de la Confédération, elles connaîtront dans les années suivantes une augmentation qui pénalisera les ménages modestes³⁶⁶.

L'aile gauche du PSS à l'initiative de nouveaux combats

Alors que la droite mène une offensive contre les prestations sociales, le Parti socialiste est traversé par un débat interne nourri entre partisan·e·s d'une politique de gauche plus combative et ceux·celles qui privilégient la recherche de compromis avec les autres partis gouvernementaux. Si, comme on l'a vu, ce débat anime le PSS depuis le début des années 1970, la stratégie offensive de la majorité bourgeoise tend à renforcer les positions des représentant·e·s de l'aile gauche du parti en faveur d'une ligne plus combative. Même si elle reste clairement minoritaire au plan national, l'aile gauche, dont certain·e·s protagonistes se réunissent de manière informelle avant les congrès du PSS, parvient durant la deuxième moitié des années 1970 à s'implanter dans des régions où elle était jusqu'alors peu présente, comme les cantons des Grisons, de Saint-Gall ou de Soleure³⁶⁷. Elle peut aussi compter sur le soutien de la Jeunesse socialiste³⁶⁸.

À la suite de la crise économique, l'augmentation du nombre de mouvements revendicatifs dans les entreprises, suscités par la détérioration des conditions de travail ou par des licenciements, alimente également un climat contestataire qui trouve un certain écho parmi les membres

³⁶⁵ LEIMGRUBER Matthieu, *Solidarity without the State?...*, p. 270.

³⁶⁶ GILLIAND Pierre, « Santé publique : évolution des coûts, sources de financement et perspectives », in : GILLIAND Pierre (éd.), *Assurance-maladie, quelle révision? Suisse 1889-1989, cent ans déjà!*, Lausanne, Réalités sociales, 1990, p. 28 ; GUËX Sébastien, *L'argent de l'État...*, p. 96. La part des subventions publiques dans les dépenses des caisses diminue de 18,3 % en 1970 à 10,7 % en 1985.

³⁶⁷ PASQUIER Émilie, *Le Parti socialiste suisse...*, p. 32.

³⁶⁸ PV de la séance du comité central du PSS, 19 novembre 1977, ASS, Ar. 1.110.68.

du PSS³⁶⁹. La réticence des directions syndicales, attachées à la paix du travail, face à ces mouvements de grève provoque un mouvement d'opposition interne dans le syndicat FTMH. Ce mouvement, connu sous le nom de « manifeste 1977 », bénéficie de fortes sympathies au sein de l'aile gauche du PSS³⁷⁰.

En 1976 déjà, lors du congrès de Montreux, l'aile gauche du parti obtient plusieurs succès. Elle emporte un large soutien des délégué·e·s à l'initiative des POCH sur les 40 heures, par 404 voix contre 177³⁷¹. Cette décision est d'autant plus significative qu'elle est prise contre l'avis de la direction du parti et de nombreux responsables syndicaux, ces derniers recommandant de rejeter l'initiative et de privilégier une réduction progressive du temps de travail, négociée avec le patronat³⁷².

Sur l'impulsion de l'aile gauche, le congrès mandate un groupe de travail pour concevoir un nouveau programme, plus radical que celui de 1959, élaboré en période de forte croissance économique et de plein emploi. Sa rédaction est confiée à des intellectuels proches de l'aile gauche du parti, Peter Bichsel, écrivain et collaborateur du conseiller fédéral Willi Ritschard, Arnold Künzli, professeur de philosophie politique à l'Université de Bâle, François Masnata, professeur de science politique à l'Université de Lausanne et Otto Friedrich Walter, écrivain et journaliste indépendant³⁷³. Au lendemain du congrès, les éditorialistes conservateurs s'inquiètent de ce projet de révision programmatique considéré comme une dérive gauchisante et émettent le vœu que les syndicalistes pragmatiques de la FTMH ne soient pas marginalisés au sein du PSS³⁷⁴.

³⁶⁹ DESHUSSES Frédéric, *Grèves et contestations...*, p. 31.

³⁷⁰ DEGEN Bernard, « Nouvelles crises, ... », p. 239.

³⁷¹ Procès-verbal du Congrès 1976. 30/31 octobre à la Maison des Congrès de Montreux, Secrétariat central du PSS: Berne, document disponible au Pôle documentaire sur la vie politique, sociale et économique en Suisse (VIEDOC), Université de Lausanne.

³⁷² *Gazette de Lausanne*, « Le PSS soutiendra l'initiative des POCH et en prépare une sur la durée des vacances », 1^{er} novembre 1976.

³⁷³ SIDLER Roger, *Arnold Künzli...*, p. 337.

³⁷⁴ Par exemple: *Journal de Genève*, « Le congrès FTMH sous la loupe », 16 novembre 1976.

La pression de l'aile gauche se poursuit en 1977 et aboutit à de nouveaux résultats. Cette année-là, la direction du PSS décide d'admettre des alliances ponctuelles avec la gauche radicale³⁷⁵. Elle se démarque ainsi de la ligne très anticommuniste qui a dominé le parti durant les années 1950 et 1960³⁷⁶. À Bâle-Ville, le Parti socialiste lance ainsi une initiative populaire en faveur de l'environnement en collaboration avec le Parti du travail (PST) et les POCH³⁷⁷. Cette collaboration nouvelle avec la gauche radicale n'en suscite pas moins des crispations à l'interne: certain·e·s responsables du parti craignent qu'elle ne provoque une perte de crédibilité pour les socialistes³⁷⁸.

En 1977, la direction du PSS décide surtout de lancer une initiative populaire «*contre l'abus du secret bancaire et de la puissance des banques.*»³⁷⁹ Il s'agit d'une réaction au scandale de Chiasso, mais aussi d'une volonté de mettre à contribution un secteur de l'économie helvétique dont les affaires sont jugées florissantes, par contraste avec les difficultés des entreprises industrielles touchées par la crise. Le projet d'initiative porte la marque d'une aile gauche influencée par la culture politique post-1968, dans la mesure où l'un des objectifs affichés est de limiter l'évasion fiscale en provenance des pays à faible revenu. La présidence du groupe de travail en charge de la préparation de l'initiative est ainsi confiée à Rudolf Strahm, secrétaire de la Déclaration de Berne, une organisation tiers-mondiste issue des mobilisations des années 1968³⁸⁰.

Les partisan·e·s de l'initiative s'inspirent également des travaux du sociologue et conseiller national du PSS Jean Ziegler, très critique de la place financière suisse. En 1976, l'ouvrage de Ziegler, *Une Suisse au-dessus de tout soupçon*, qui postule que la place financière helvétique

³⁷⁵ PV de la séance du comité directeur du PSS, 4 février 1977, ASS, Ar. 1.110.68.

³⁷⁶ BUCLIN Hadrien, *Les intellectuels de gauche...*, p. 225-227; pour l'évolution ultérieure, voir aussi: VON GUNTEN Hansueli, VOEGLI Hans, *Das Verhältnis der sozialdemokratischen Partei...*, p. 272.

³⁷⁷ LANG Karl, «Chronologie...», p. 52.

³⁷⁸ PV de la séance du comité central du PSS, 25 juin 1977, ASS, Ar. 1.110.68.

³⁷⁹ *Journal de Genève*, «Initiative bancaire: le comité central du PS unanime», 16 mai 1977.

³⁸⁰ PASQUIER Émilie, *Le Parti socialiste suisse...*, p. 14. La Déclaration de Berne est l'ancêtre de l'organisation non gouvernementale Public Eye.

joue un rôle de receleur dans le système capitaliste mondial, suscite un vif débat public³⁸¹. En 1977, Ziegler se trouve à nouveau au cœur d'une polémique, car sa nomination à l'Université de Genève entraîne une levée de boucliers non seulement à droite, mais aussi du côté de certaines personnalités sociales-démocrates au profil consensuel comme Jeanne Hersch, professeure de philosophie dans cette même institution. La prise de position de cette dernière suscite un débat mouvementé dans le parti, qui témoigne encore une fois des tensions entre l'aile gauche et l'aile centriste du parti³⁸².

Préoccupé par ces tensions, le président du PSS Hubacher cherche à éviter que l'inflexion à gauche du PSS ne conduise à laisser sur le bas-côté les représentant·e·s de l'aile syndicale traditionnelle. Si Hubacher se montre si soucieux d'élargir le soutien autour de l'initiative, c'est qu'il a conscience que celle-ci se heurtera à des intérêts très puissants et que des moyens financiers considérables seront investis dans la campagne destinée à contrer la proposition socialiste³⁸³. Ainsi, le président du PSS insiste avec succès pour que l'initiative sur les banques n'affiche pas uniquement des objectifs tiers-mondistes. Il s'agit, pour emporter l'adhésion des syndicalistes, de limiter l'influence jugée néfaste des établissements financiers dans les restructurations d'entreprises. Ces dernières se multiplient en effet à la suite de la crise économique. L'objectif est aussi de réduire l'impact de la place financière sur la surévaluation du franc qui pénalise les exportations industrielles³⁸⁴. À ce propos, les partisan·e·s de l'initiative renforcent leur argumentaire en invoquant des déclarations de responsables de la BNS qui cherchent précisément à limiter l'attractivité de la place financière suisse pour contenir la hausse du franc³⁸⁵.

³⁸¹ WEGELIN Jürg, *Jean Ziegler...*, p. 57; PEREIRA Nuno, *Anti-impérialisme et nouvelle gauche radicale dans la Suisse des années 68*, Thèse de doctorat, Université de Lausanne, 2015, p. 302.

³⁸² PV de la séance du comité central du PSS, 15 janvier 1977, ASS, Ar. 1.110.68; voir aussi: WEGELIN Jürg, *Jean Ziegler...*, p. 78.

³⁸³ Bankeninitiative. Note de Helmut Hubacher pour le comité directeur et le comité central du PSS, 9 décembre 1977, ASS, Ar. 1038.11.1.

³⁸⁴ PASQUIER Émilie, *Le Parti socialiste suisse...*, p. 67.

³⁸⁵ FARQUET Christophe, *Histoire du paradis fiscal suisse*, Paris, Presses de Science Po, 2018, p. 256.

La volonté manifestée par Hubacher d'intégrer l'aile syndicale de tendance consensuelle dans le projet rencontre toutefois la réticence des représentant-e-s de cette dernière. Ainsi Otto Stich, une des figures de ce courant, refuse de collaborer à la préparation de l'initiative, au motif qu'il est membre de la Commission fédérale des banques, mais aussi parce qu'il considère que le parti ne devrait pas courir après des thématiques qualifiées de soixante-huitardes³⁸⁶. Le conseiller fédéral Ritschard, un proche de Stich, est également réticent face au lancement de l'initiative³⁸⁷. Il en va de même de nombreux responsables syndicaux³⁸⁸.

Si ces derniers ne parviennent pas à bloquer le lancement de l'initiative en octobre 1978 lors du congrès de Bâle, ils font cependant obstacle à la version du texte défendue par l'aile gauche³⁸⁹. Cette version aurait impliqué un contrôle public sur les grandes banques, une revendication inspirée des nationalisations prévues par le programme commun de la gauche socialiste et communiste en France³⁹⁰. Hubacher s'oppose également à cette version radicale, car il estime que l'Association suisse des banquiers (ASB) et les forces de droite auraient eu beaucoup plus de facilité à la combattre³⁹¹. À l'appui de cet argument, le président du PSS rend public le procès-verbal confidentiel d'une réunion de l'ASB, trouvé dans un train par un sympathisant socialiste qui l'a communiqué à la direction du parti³⁹². Ce document restitue un débat à l'interne des représentant-e-s du patronat bancaire à propos de la meilleure stratégie à adopter pour contrer l'offensive de la gauche à la suite du scandale de Chiasso.

³⁸⁶ BEGLINGER Martin, *Otto Stich...*, p. 64 ; sur ces clivages au sein de la gauche, voir aussi : KALT Monica, *Tiersmondismus in der Schweiz der 1960er und 1970er Jahre*, Berne, Peter Lang, 2010, p. 230.

³⁸⁷ PASQUIER Émilie, *Le Parti socialiste suisse...*, p. 41.

³⁸⁸ PASQUIER Émilie, *Le Parti socialiste suisse...*, p. 79.

³⁸⁹ *Journal de Genève*, « Initiative bancaire: le Parti socialiste a consacré la victoire de l'aile modérée », 22 mai 1978.

³⁹⁰ PV de la séance du comité directeur du PSS, 3 mai 1977 (intervention de Jean Ziegler), ASS, Ar. 1.110.68.

³⁹¹ Bankeninitiative. Note de Helmut Hubacher pour le comité directeur et le comité central du PSS, 9 décembre 1977, ASS, Ar. 1038.11.1.

³⁹² *Journal de Genève*, « Un procès-verbal égaré dans un train », 10 novembre 1978.

Lors du congrès de Bâle de 1978, le conflit entre l'aile gauche imprégnée de la culture post-1968 et l'aile sociale-démocrate traditionnelle se cristallise autour de la problématique de l'énergie nucléaire. Pour l'aile post-1968 du parti, cette énergie est emblématique des dangers de la croissance capitaliste alors que pour les responsables du mouvement ouvrier de l'après-guerre elle constitue une promesse de progrès³⁹³. Ce désaccord se conclut par un succès supplémentaire obtenu par la gauche du parti. Contre l'avis du conseiller fédéral Willi Ritschard ainsi que de figures de l'aile consensuelle comme Otto Stich, le congrès de Bâle décide de soutenir une initiative populaire qui vise à entraver fortement le développement de l'énergie atomique³⁹⁴. L'aile gauche obtient également une prise de position du parti en faveur du « manifeste 1977 », qui réclame une ligne plus combative dans la politique du syndicat FTMH³⁹⁵. En 1978, les responsables socialistes participent d'ailleurs à plusieurs manifestations contre les licenciements dans des entreprises industrielles, signes d'un climat plus revendicateur³⁹⁶.

En 1978, les représentant-e-s de l'aile gauche cherchent à mieux se structurer et à gagner en visibilité publique³⁹⁷. Dans cet objectif, ils-elles fondent en 1979 le groupe d'Yverdon³⁹⁸. Ses animateur·trice·s réclament que le PSS quitte le gouvernement fédéral. Ils-elles constatent qu'« *aujourd'hui, sous l'effet de la crise mondiale, la bourgeoisie suisse abandonne brusquement la politique pratiquée jusqu'alors d'égalisation sociale relative [...] pour une politique "d'assainissement" et de restructuration de l'économie, d'austérité sociale et de démantèlement de la démocratie. La dépolitisation de la population, plus forte dans la classe ouvrière et les classes*

³⁹³ MÜLLER Felix, TANNER Jakob, « ... à la lumière... », p. 310-312.

³⁹⁴ MÜLLER Stefan, *Wie die 68er...*, p. 19.

³⁹⁵ PASQUIER Émilie, *Le Parti socialiste suisse...*, p. 26: ce soutien apporté par le congrès du PSS n'a pas empêché la direction de la FTMH de licencier plusieurs secrétaires syndicaux impliqués dans le manifeste 1977.

³⁹⁶ *Gazette de Lausanne*, « Manif contre la suppression d'emplois », 23 juin 1978.

³⁹⁷ Betr. "Sozialistische Koordination innerhalb der SPS", lettre d'Andreas Gross à divers membres du PSS en Suisse alémanique, 27 février 1978, ASS, fonds Rudolf Strahm (désormais Ar. 177), Ar. 177.11.4.

³⁹⁸ Origine du groupe d'Yverdon. Note à l'intention des secrétaires centraux du PSS [sans nom d'auteur], 3 mars 1981, ASS, Ar. 177.11.4.

*populaires qu'ailleurs, n'est que la conséquence de décennies de politique de collaboration avec la bourgeoisie et d'une délimitation presque exclusive du travail du PSS à l'action parlementaire et à la participation au pouvoir.»*³⁹⁹

Les protagonistes du groupe d'Yverdon souhaitent également une refonte du programme du parti autour d'une perspective autogestionnaire⁴⁰⁰. Cette notion figure au centre du nouveau programme proposé par le groupe de travail mandaté par le congrès de 1976, dont l'élaboration a suscité des désaccords avec la direction du PSS⁴⁰¹. Le président Hubacher préconise le dialogue avec le groupe d'Yverdon afin d'éviter que les tensions au sein du PSS ne s'enveniment⁴⁰².

Le débat réclamé par l'aile gauche sur la participation au Conseil fédéral est repoussé à une date ultérieure par le congrès de Berne de juin 1979, une décision prise à 328 voix contre 260⁴⁰³. L'aile gauche obtient cependant que le parti adopte une ligne plus combative lors de la campagne électorale pour les élections fédérales, notamment vis-à-vis de la politique du Département militaire. Cette décision, il va sans dire, suscite l'ire du camp bourgeois⁴⁰⁴. Les responsables socialistes ciblent tout particulièrement le PRD, dont le programme, expliquent-ils, ne serait qu'une version helvétisée de celui de Margaret Thatcher⁴⁰⁵. À l'issue des élections fédérales de 1979, l'aile gauche parvient à renforcer ses positions dans le groupe parlementaire socialiste, sans pour autant disposer de la majorité⁴⁰⁶. Comme le rappelle Hubacher

³⁹⁹ *Changer le parti pour changer la société, plate-forme 1980, groupe d'Yverdon du PSS*, p. 7, brochure disponible au Pôle documentaire sur la vie politique, sociale et économique en Suisse (VIEDOC), Université de Lausanne.

⁴⁰⁰ *Année politique suisse 1980...*, p. 193.

⁴⁰¹ Lettre de Helmut Hubacher à François Masnata, 21 octobre 1977, ASS, Ar. 1.1038.11.1.

⁴⁰² PV de la séance du comité directeur du PSS, 18 janvier 1980, ASS, Ar. 1.110.71.

⁴⁰³ *Journal de Genève*, «Congrès extraordinaire du Parti socialiste à Berne», 25 juin 1979.

⁴⁰⁴ *Journal de Genève*, «Livre noir sur le DMF: le Parti socialiste a dépassé les bornes», 13 septembre 1979.

⁴⁰⁵ *Journal de Genève*, «Campagne électorale du Parti radical: les socialistes partent à l'attaque», 13 octobre 1979.

⁴⁰⁶ PV de la séance du comité directeur du PSS, 23 octobre 1979, ASS, Ar. 1.110.70; voir aussi: *Année politique suisse 1979...*, p. 39.

dans sa correspondance – afin de tranquilliser le socialiste bernois Gerhard Jakob, représentant de l’aile consensuelle qui s’inquiète de la progression de la gauche du parti – cette dernière demeure non seulement minoritaire dans le groupe parlementaire, mais n’est en outre presque pas représentée dans les exécutifs des villes, des cantons ainsi qu’au gouvernement fédéral⁴⁰⁷.

Le léger recul électoral essuyé par le parti lors de cette échéance électorale – passant de 24,9 % à 24,4 % des suffrages – n’est pas de nature à apaiser le débat interne. Des représentant-e-s de l’aile centriste comme Otto Stich critiquent dans la presse les remous provoqués dans les mois précédents par l’aile gauche et ses attaques contre le conseiller fédéral Ritschard. Pour Stich et ses proches, un tel activisme, en particulier les critiques contre la participation du PSS au Conseil fédéral, aurait déstabilisé l’électorat traditionnel⁴⁰⁸. Selon Stich, le cheminot de Langenthal se sentirait étranger aux débats sur l’anti-impérialisme et l’éducation anti-autoritaire que chercheraient à imposer les intellectuel-le-s gauchisant-e-s du parti. Remarquons au passage que les médias reprennent alors abondamment cette supposée dichotomie entre ouvrier-ère-s réalistes et intellectuel-le-s utopistes, dont on peut, avec l’historienne Zoé Kergomard, critiquer le caractère simpliste⁴⁰⁹. Quant aux partisan-e-s de l’autogestion, écrit encore Stich dans une lettre à tous ses collègues du groupe parlementaire socialiste, ils-elles feraient mieux de rejoindre les POCH⁴¹⁰. Dans un courrier à Stich, Hubacher déplore que ce dernier attaque à de nombreuses reprises la ligne du parti dans les médias, alors qu’il serait souhaitable que les débats soient menés à l’interne⁴¹¹.

Plusieurs cadres de la direction du parti jugent que l’organisation d’une journée de discussion sur la participation socialiste au Conseil fédéral, peu avant les élections, a été une erreur, en ce qu’elle a donné

⁴⁰⁷ Lettre de Helmut Hubacher à Gerhard Jakob, 1^{er} octobre 1979, ASS, Ar. 1038.11.2.

⁴⁰⁸ BEGLINGER Martin, *Otto Stich...*, p. 65; HUBACHER Helmut, *Tatort Bundeshaus...*, p. 58.

⁴⁰⁹ KERGMARD Zoé, « Ni “rouge”... », p. 13.

⁴¹⁰ BEGLINGER Martin, *Otto Stich...*, p. 66.

⁴¹¹ Lettre de Hubacher à Stich, 25 octobre 1979, ASS, Ar. 1038.11.9.

l'impression à l'électorat que le parti ne savait pas ce qu'il voulait⁴¹². Certains responsables de la droite, à l'image de Chevallaz, estiment aussi que le PSS a payé lors des élections de 1979 une trop forte radicalité impulsée par son aile gauche⁴¹³.

Dans ce contexte déjà tendu, la proposition du groupe de travail pour une révision du programme du PSS, consistant à placer l'autogestion au centre du projet, est fort mal reçue par Stich et les partisan-e-s d'une ligne consensuelle. Le président Hubacher, qui considère le projet du groupe de travail par trop utopiste, souhaite pourtant que la révision puisse aller de l'avant⁴¹⁴. Il rappelle que le programme de 1959 est dépassé, portant l'empreinte de la guerre froide, marqué par un déficit théorique et l'absence d'horizon permettant d'envisager une transformation de la société⁴¹⁵. Comme nous allons le voir, les divergences de fond qui traversent alors le parti s'aiguïseront encore au début des années 1980, sur fond de difficultés électorales accrues.

⁴¹² PV de la séance du comité central du PSS, 27 octobre 1979, ASS, Ar. 1.110.70.

⁴¹³ PV de la séance du comité directeur du Parti radical-démocratique, 23 octobre 1979, AFS, J2.322-01, 2009/263, vol. 15.

⁴¹⁴ SIDLER Roger, *Arnold Künzli...*, p. 346.

⁴¹⁵ PV de la séance du comité directeur du PSS, 13 février 1979, ASS, Ar. 1.110.70.

Crise d'orientation et défaites électorales du PSS dans les années 1980

Les réformes sociales obtenues par la gauche en Europe occidentale, de même que ses positions électorales, sont fragilisées par la détérioration de la situation économique à partir de 1974⁴¹⁶. Les excédents budgétaires qui ont permis dans l'après-guerre de développer les prestations sociales cèdent la place à des déficits creusés tant par le fléchissement des recettes fiscales et des cotisations sociales que par le soutien des pouvoirs publics aux chômeur-euse-s. Désormais, les gouvernements sociaux-démocrates ne peuvent plus compter sur le quasi-plein emploi et sur la croissance régulière des salaires pour asseoir leur popularité. Au contraire, dans plusieurs pays d'Europe occidentale, telles la RFA ou la Grande-Bretagne, de vives tensions entre les gouvernements sociaux-démocrates et le mouvement syndical apparaissent à la suite du gel des salaires ou des mesures d'économies⁴¹⁷. Les partis sociaux-démocrates d'Europe occidentale en paient rapidement le prix électoral. Après la perte de pouvoir intervenue en Suède en 1976, les gouvernements sociaux-démocrates enchaînent les défaites électorales et sont écartés des responsabilités aux Pays-Bas en 1977, en Grande-Bretagne en 1979 puis

⁴¹⁶ KERSHAW Ian, *L'âge global...*, p. 356.

⁴¹⁷ Pour l'exemple de la RFA, voir: FAULENBACH Bernd, *Das sozialdemokratische Jahrzehnt...*, p. 579; pour celui de la Grande-Bretagne, voir: THORPE Andrew, *A History of the British Labour Party...*, p. 208 et KERSHAW Ian, *L'âge global...*, p. 346.

en Norvège en 1981, en RFA en 1982 et en Autriche l'année suivante⁴¹⁸. En 1983, le Labour britannique, déjà relégué dans l'opposition à partir de 1979, réalise son plus mauvais score électoral depuis 1931⁴¹⁹. Dans les années 1980, les partis sociaux-démocrates connaissent une érosion du nombre de leurs adhérent-e-s, une évolution qui affecte d'ailleurs toutes les organisations collectives⁴²⁰.

L'évolution politique en RFA offre une bonne illustration des difficultés auxquelles est confrontée la social-démocratie d'Europe occidentale en général. Le gouvernement dirigé par le SPD ne parvient pas à surmonter l'impact de la récession et des suppressions d'emplois industriels sur le taux de chômage. Le nombre de personnes sans emploi passe de 273 000 en 1973 à plus d'un million en 1975 et ne décline que lentement par la suite. En 1979, on compte encore 876 000 chômeur-euse-s et ce nombre explose à nouveau en raison de la crise économique du début des années 1980. En 1982, la RFA compte 1,83 million de personnes en recherche d'emploi⁴²¹.

Ces difficultés économiques attisent les tensions entre le gouvernement social-démocrate de Helmut Schmidt et son partenaire de coalition, le petit parti libéral FDP, qui exige un virage à droite, notamment sous la forme de mesures de réduction du déficit⁴²². En octobre 1982, la rupture entre les deux partis ouvre les portes de la Chancellerie au démocrate-chrétien Helmut Kohl et à son programme libéral-conservateur caractérisé par la baisse des dépenses sociales, par la flexibilisation du marché du travail et par des privatisations d'entreprises publiques⁴²³. Aux yeux de Kohl, l'inflation galopante des années 1970 a rendu de plus en plus séduisante la doctrine monétariste ou néolibérale qui fait

⁴¹⁸ CONORD Fabien, *Les gauches européennes...*, p. 200.

⁴¹⁹ KERSHAW Ian, *L'âge global...*, p. 357.

⁴²⁰ CALLAGHAN John, *The Retreat of Social Democracy...*, p. 217; MAIR Peter, VAN BIEZEN Ingrid, « Party Membership in Twenty European Democracies, 1980-2000 », *Party Politics* 7, 2001, p. 5-21.

⁴²¹ FAULENBACH Bernd, *Das sozialdemokratische Jahrzehnt...*, p. 419.

⁴²² KERSHAW Ian, *L'âge global...*, p. 366.

⁴²³ KERSHAW Ian, *L'âge global...*, p. 366.

primer la stabilité des prix sur d'autres considérations comme la lutte contre le chômage⁴²⁴.

En 1981, la victoire de la gauche socialiste en France apparaît à contre-courant de la tendance générale en Europe occidentale. Les dirigeant.e.s socialistes suisses s'en félicitent publiquement⁴²⁵. De fait, durant ses premiers mois au pouvoir, le président François Mitterrand met en place de nombreuses réformes sociales, telles que l'augmentation du salaire minimum, l'abaissement de l'âge de départ en retraite, la réduction du temps de travail ainsi que la nationalisation de grands groupes industriels et bancaires⁴²⁶. Mais en 1983, le pouvoir socialiste effectue un virage politique vers la droite connu sous le nom de « tournant de la rigueur »⁴²⁷. Un des objectifs de ce tournant est l'alignement avec les autres économies occidentales, réformées selon un modèle d'inspiration libérale par les gouvernements britannique, états-unien, ouest-allemand, belge, hollandais, suisse, etc.⁴²⁸ Dans cette logique, Mitterrand adopte une attitude plus conciliante envers les autorités suisses dans le dossier sensible de l'évasion fiscale⁴²⁹.

Le « tournant de la rigueur » montre que le gouvernement socialiste français n'a pas la volonté de s'opposer à la tendance qui domine alors en Europe occidentale et au-delà. Mais en France aussi, les socialistes paient rapidement le prix électoral de leur adaptation politique. Le « tournant de la rigueur » provoque une démobilisation de l'électorat socialiste qui se solde par une succession de défaites, aux élections municipales de 1983, aux européennes de 1984 et enfin aux élections législatives de 1986⁴³⁰. Lors de cette dernière échéance, la gauche française, toutes tendances

⁴²⁴ AYRTON Robert, *L'impossible politique budgétaire...*, p. 23.

⁴²⁵ *Gazette de Lausanne*, « Les socialistes suisses sont contents », 11 mai 1981.

⁴²⁶ BERGOUNIOUX Alain, GRUNBERG Gérard, « L'Union de la gauche... », p. 286.

⁴²⁷ DESCAMPS Florence, QUENNOUËLLE-CORRE Laure, « Le tournant de mars 1983 a-t-il été libéral? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 138, p. 5-15.

⁴²⁸ ASSELAIN Jean-Charles, « L'incartade socialiste de 1981 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 138, 2018, p. 22.

⁴²⁹ FARQUET Christophe, *Histoire du paradis fiscal suisse...*, p. 286.

⁴³⁰ BIHR Alain, *La farce tranquille. Normalisation à la française*, Paris, Éditions Spartacus, 1986, p. 35 et 174.

confondues, réalise son score le plus faible depuis 1945⁴³¹. Ce scrutin voit aussi le Front national, parti d'extrême droite, progresser de manière significative dans l'électorat populaire⁴³².

Les responsables socialistes suisses se tiennent informé-e-s des difficultés de leurs homologues sociaux-ales-démocrates dans les différents pays d'Europe occidentale. Outre le suivi de l'actualité à travers les médias suisses qui accordent une large place à la vie politique des pays voisins, ils-elles ont l'occasion de discuter de ces difficultés avec leurs collègues des différents pays côtoyés dans les instances de l'Internationale socialiste et lors des congrès des partis sociaux-démocrates nationaux où sont invitées des délégations étrangères. Comme nous le verrons, l'évolution défavorable de la situation politique pour la gauche pèse sur le moral des responsables socialistes helvétiques, d'autant que les développements en Suisse ne sont guère plus réjouissants.

En 1985, lors d'une conférence donnée à Genève, l'essayiste libéral français Guy Sorman se réjouit de la tournure prise par les événements : *« les années 80 me paraissent être véritablement des années de rupture intellectuelle avec la longue période qui a précédé, et nous sortons tous ensemble, de 50 années qu'on pourrait qualifier de social-démocratie molle »*⁴³³. Dans un document confidentiel de l'été 1982, le PRD se félicite de son image de parti qui a le vent en poupe⁴³⁴. Il y salue aussi les *« évolutions favorables à la politique bourgeoise et conservatrice en Europe et aux USA »*⁴³⁵. Ainsi tonifiés par le tournant à droite des politiques gouvernementales sur le plan international, des responsables économiques et politiques conservateurs helvétiques, à l'instar du conseiller national PRD et ancien directeur de l'USAM Otto Fischer ou de l'entrepreneur et politicien UDC Christoph Blocher, réclament un positionnement plus dur face à la gauche et aux syndicats en Suisse⁴³⁶. Les positions de Fischer orientées sur l'aile

⁴³¹ BIHR Alain, *La farce tranquille...*, p. 174.

⁴³² BERGOUNIOUX Alain, GRUNBERG Gérard, « L'Union de la gauche... », p. 288.

⁴³³ SORMAN Guy, « La solution libérale. Conférence prononcée lors de l'assemblée générale du Redressement national, 29 mars 1985, Genève », *Études d'économie et de politique suisses* 125, 1985, p. 3.

⁴³⁴ LANG Margaux, « Le Parti radical-démocratique suisse... », p. 106.

⁴³⁵ Cité par LANG Margaux, « Le Parti radical-démocratique suisse... », p. 106.

⁴³⁶ GUXE Sébastien, *L'argent de l'État...*, p. 171.

droite du PRD, minoritaires au sein de ce parti dans les années 1970, gagnent en popularité au début des années 1980⁴³⁷. Le PRD publie en 1982 une prise de position au titre révélateur, connu sous le nom des « thèses du Rigi » : « *Plus de liberté et de responsabilité: moins d'État* »⁴³⁸. Les auteurs de ces propositions les qualifient eux-mêmes de néolibérales⁴³⁹.

De fait, les privatisations entreprises par le gouvernement de Margaret Thatcher inspirent des élus radicaux en Suisse. En 1981, le conseiller national Bruno Hunziker demande ainsi au Conseil fédéral, à travers une motion cosignée par 84 autres parlementaires, un rapport et des mesures concrètes en faveur de la privatisation de tâches accomplies par l'État⁴⁴⁰. Dans le même ordre d'idées, en 1982, la majorité de droite met en place le système de la prévoyance privée comme complément désormais obligatoire à l'AVS. Un pan entier de ce qui constitue dans la plupart des pays voisins la sécurité sociale est donc tenu en Suisse à l'écart de l'État⁴⁴¹. Les propositions du PSS qui visent à introduire des mécanismes de solidarité dans le dispositif de prévoyance sont, de plus, repoussées⁴⁴². Rudolf Strahm, secrétaire du PSS, estime lors d'une séance du comité central du parti que le système de retraites bâti par la droite est pervers, car les rentes sont payées à travers l'exploitation des travailleur·euse·s actif·ve·s⁴⁴³. La masse des capitaux accumulés dans le deuxième pilier renforce le caractère capitaliste de l'économie suisse, notamment sur le marché du logement où les investissements des caisses de pension à la recherche de rendement poussent les loyers à la hausse. À l'issue des débats autour de la prévoyance professionnelle, le responsable syndical et membre du PSS Fritz Leuthy juge que, depuis le début des

⁴³⁷ REY Jean-Noël, *Trop d'État?...*, p. 80; sur le caractère minoritaire des combats de Fischer dans les années 1970, voir aussi: LANG Margaux, «Le Parti radical-démocratique suisse...», p. 69.

⁴³⁸ REY Jean-Noël, *Trop d'État?...*, p. 80.

⁴³⁹ *Année politique suisse 1981...*, p. 204; voir aussi: LANG Margaux, «Le Parti radical-démocratique suisse...», p. 104.

⁴⁴⁰ *Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale*, séance du 18 décembre 1981, p. 1735.

⁴⁴¹ BOSCHETTI Pietro, *L'Affaire du siècle, le 2^e pilier et les assureurs*, Neuchâtel, Alphil, 2023, p. 53.

⁴⁴² *Revue syndicale suisse*, «Le deuxième pilier: ce qu'il devient, ce qu'il devrait être», février 1982.

⁴⁴³ PV de la séance du comité central du PSS, 23 février 1981, ASS, Ar. 1.110.72.

années 1970, « à l'espoir de généreuses réformes a succédé une lutte tenace pour de mini-progrès. »⁴⁴⁴ Quant au président du Parti socialiste du canton de Fribourg, Denis Clerc, il considère en 1981 que « jusqu'à la crise de 1974, la gauche helvétique avançait, péniblement mais sûrement, en s'appuyant sur deux béquilles : les contrats collectifs pour améliorer le sort des travailleurs et l'extension de l'État social pour les autres. Mais la crise économique a affaibli ces deux moyens. [...] Or les dirigeants de la gauche ont mis du temps à se rendre compte de ce changement de cap et peinent visiblement à trouver une parade à l'assaut des partis patronaux. »⁴⁴⁵

En 1983, un sociologue romand proche de la gauche, Jean-Pierre Fragnière, tire un constat plus pessimiste encore, estimant que « les milieux populaires, les groupes politiques qui veulent les représenter et les organisations syndicales ont sans doute été pris au dépourvu par la violence de l'offensive de la droite. »⁴⁴⁶ Le secrétaire central du PSS Jean-Pierre Métral constate de son côté un rapprochement préoccupant entre libéraux·ales romand·e·s et radicaux·ales zurichois·es placé sous le signe du « moins d'État »⁴⁴⁷. Quant au président du PSS Hubacher, il déclare la même année dans la presse que « pour la première fois depuis la fin de la guerre, le front de droite a des objectifs clairs : le démontage de l'État social, l'affaiblissement de la communauté solidaire. »⁴⁴⁸ À gauche, on voit ainsi émerger une prise de conscience à propos de l'offensive néolibérale qui s'affirme et de la difficulté stratégique à laquelle le courant social-démocrate se trouve désormais confronté.

Sur le plan des relations de travail, la ligne plus dure réclamée par les organisations patronales contre le mouvement syndical se traduit par une mise en cause de l'adaptation au renchérissement jusqu'alors prévue par les conventions collectives de travail⁴⁴⁹. Une telle offensive est facilitée par l'effritement des effectifs syndicaux, entre autres provoqué par les

⁴⁴⁴ *Revue syndicale suisse*, « Trop ou trop peu de prestations sociales? », février 1983.

⁴⁴⁵ *Travail*, « La mauvaise méthode », 15 mai 1981. *Travail* est le journal du Parti socialiste du canton de Fribourg.

⁴⁴⁶ FRAGNIÈRE Jean-Pierre, « Préface », in : REY Jean-Noël, *Trop d'État? Essai sur la mise en cause de l'État-protecteur en Suisse*, Lausanne, Réalités sociales, 1983, p. 15.

⁴⁴⁷ PV de la séance du comité directeur du PSS, 29 janvier 1983, ASS, Ar. 1.110.74.

⁴⁴⁸ *Gazette de Lausanne*, « Les socialistes préparent une initiative sur l'environnement », 12 septembre 1983.

⁴⁴⁹ BERGER Michel, *Die Reaktion der Gewerkschaften...*, p. 82.

suppressions d'emploi dans l'industrie : entre 1975 et 1988, les syndicats perdent ainsi 7 % de leurs membres⁴⁵⁰. Les grèves qui ont marqué le paysage social suisse durant la deuxième moitié des années 1970 se font beaucoup plus rares à partir de 1981⁴⁵¹.

Au-delà de la politique économique et sociale, c'est l'ensemble des réformes d'inspiration progressiste qui se heurtent à une résistance plus âpre. En témoigne par exemple le score réalisé, en 1981, par l'initiative populaire « Être solidaires en faveur d'une nouvelle politique à l'égard des étrangers », qui demande une politique d'accueil plus généreuse pour les immigré·e·s. La proposition est rejetée par 83,8 % des suffrages⁴⁵². Dans le même temps, la droite nationaliste connaît un certain regain électoral⁴⁵³. Dans le canton de Zurich, Christoph Blocher, qui a pris la présidence de l'UDC en 1977, imprime une ligne plus à droite au parti, en réclamant notamment des économies dans les dépenses sociales. Ce positionnement aboutit à des premiers gains électoraux dès 1979⁴⁵⁴. En 1982, l'Action nationale lance avec succès un référendum contre un assouplissement de la Loi sur les étrangers⁴⁵⁵. Cette force d'extrême droite progresse aussi électoralement dans certains cantons, à l'instar de Berne et Zurich, et gagne du terrain dans l'électorat populaire, ce qui inquiète les responsables socialistes⁴⁵⁶. L'année suivante, c'est l'essor du parti d'extrême droite Vigilance dans le canton de Genève qui préoccupe les socialistes⁴⁵⁷. Cette mouvance de droite dure s'accroît en 1985 d'un nouvel acteur particulièrement virulent, avec l'arrivée du Parti des

⁴⁵⁰ TANNER Jakob, *Geschichte der Schweiz...*, p. 430.

⁴⁵¹ KOLLER Christian, « Grève, partenariat social et participation », in : FTMH (éd.), *Voies multiples, but unique. Regard sur le syndicat FTMH 1970-2000*, Lausanne, Payot, 2004, p. 50.

⁴⁵² Votation populaire du 5 avril 1981, en ligne sur le site de la Chancellerie fédérale : <https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/va/19810405/index.html> (consulté en novembre 2021).

⁴⁵³ WEIBEL Andrea, « Démocrates suisses », in : *Dictionnaire historique de la Suisse*, 2017, en ligne : <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/017409/2017-03-20/> (consulté en novembre 2021).

⁴⁵⁴ SKENDEROVIC Damir, *The Radical Right...*, p. 131.

⁴⁵⁵ SKENDEROVIC Damir, *The Radical Right...*, p. 70.

⁴⁵⁶ PV de la séance du comité directeur du PSS, 28 avril 1982, ASS, Ar. 1.110.73.

⁴⁵⁷ PV de la séance du comité central du PSS, 8 avril 1983, ASS, Ar. 1.110.74.

automobilistes fondé par Michael E. Dreher à Zurich, aux côtés d'anciens membres du PRD et de l'UDC⁴⁵⁸. Dreher estime que les radicaux-ales sont des « *chiffes molles* » et appelle à une politique plus rigoureuse contre la gauche, l'État social et les restrictions environnementales⁴⁵⁹.

Un autre signe des difficultés rencontrées par les idées progressistes en ce début des années 1980 peut être identifié dans la chute des ventes de la presse socialiste, dont le financement se trouve dès lors fragilisé⁴⁶⁰. En 1985, la presse de gauche, tous titres cumulés, n'imprime plus qu'à 50 000 exemplaires, ce qui ne représente que 1,8 % de l'ensemble des tirages de journaux en Suisse⁴⁶¹.

Autre indicateur, le PSS perd des membres de manière préoccupante, selon ses dirigeant-e-s⁴⁶². D'un peu moins de 60 000 au début des années 1970, le parti n'en compte plus que 53 000 en 1981, puis 44 000 en 1983⁴⁶³. La moyenne d'âge des adhérent-e-s est, de plus, en hausse, le parti peinant à recruter des jeunes. Dans certaines petites sections, les forces vives militantes viennent à manquer : ainsi, dans le canton de Saint-Gall, le parti ne parvient pas à trouver un-e président-e lors de son congrès de 1982, faute de candidat-e⁴⁶⁴. Le PSS qui comptait dans ce canton 2 400 membres en 1971 n'en revendique plus que 1 600 en

⁴⁵⁸ ALTERMATT Urs, FURRER Markus, «Die Autopartei. Protest für Freiheit, Wohlstand und das Auto», in: ALTERMATT Urs et al. (éd.), *Rechte und linke Fundamentalopposition. Studien zur Schweizer Politik 1965-1990*, Bâle, Helbing & Lichtenhahn, 1994, p. 135-153.

⁴⁵⁹ TRIBELHORN Marc, «Michael E. Dreher ist tot. Der Auto-Aktivist mit dem Flammenwerfer», *Neue Zürcher Zeitung*, 25 mai 2023.

⁴⁶⁰ *Gazette de Lausanne*, «Pas d'argent pour la presse socialiste», 21 février 1980.

⁴⁶¹ MASNATA François, RUBATTEL Claire, *Le pouvoir suisse. Séduction démocratique et répression suave*, Vevey, Éditions de l'Aire, 1991, p. 177.

⁴⁶² PV de la séance du comité directeur du PSS, 17 juin 1980, ASS, Ar. 1.110.71.

⁴⁶³ PV de la séance du comité central du PSS, 31 octobre 1981, ASS, Ar. 1.110.72 ; PV de la séance du comité directeur du PSS, 8 août 1984, ASS, Ar. 1.110.75.

⁴⁶⁴ PV de la séance du comité central du PSS, 8 mai 1982, ASS, Ar. 1.110.73 ; voir aussi l'exemple des petites communes du canton de Berne : MEULI Urs, LADNER Andreas, «Die Berner SP zu Beginn des 21. Jahrhunderts. Ideologischer Graben und erosionsstendenzen an der Basis», in : KRÜGER Sybil et NIDERHÄUSER Yves (éd.), *Klassenkampf(rhetorik) und Reformpolitik. 100 Jahre SP Kanton Bern*, Berne, Sozialdemokratische Partei des Kantons Bern, 2005, p. 185.

1986 : les pertes se comptent avant tout dans les sections des quartiers ouvriers⁴⁶⁵.

Les finances du parti se ressentent de cette diminution des effectifs : la part des recettes issues de rétrocessions des indemnités des élu·e·s et des hauts cadres de la fonction publique s'accroît aux dépens de celles provenant des cotisations des militant·e·s, ce qui préoccupe les responsables du parti⁴⁶⁶. Les finances sont également fragilisées par le vieillissement des membres, dans la mesure où les retraité·e·s bénéficient d'une réduction de 70 % sur leur cotisation⁴⁶⁷. Du point de vue des dépenses de campagne, le parti se retrouve largement distancé par ses concurrents : ainsi, pour les élections de 1983, il est comptabilisé environ 7,4 millions de dépenses pour des annonces dans les journaux, dont 34 % pour le PRD, 21 % pour l'UDC, 14,5 % pour le PDC et seulement 7,6 % pour le PSS⁴⁶⁸.

Le désenchantement vis-à-vis des partis se reflète également dans la baisse du taux de participation aux élections⁴⁶⁹. Aux élections fédérales, ce taux s'effrite en passant de 52,4 % en 1975 à 48,9 % en 1983⁴⁷⁰. Cette baisse est plus marquée dans les classes populaires que dans les couches supérieures de la population et pénalise donc les partis de gauche⁴⁷¹. Lors des élections fédérales de 1983, le PSS perd une partie de l'avantage dont il bénéficiait par rapport aux autres partis gouvernementaux dans l'électorat ouvrier, et cela se répètera lors des échéances électorales suivantes⁴⁷². Ce phénomène explique un recul électoral particulièrement marqué dans les quartiers industriels des grandes villes comme Zurich⁴⁷³.

⁴⁶⁵ LEMMENMEIER Max, «Die SP St. Gallen und die Gewerkschaften. Der Streit um die politische Ausrichtung 1985-1995», in: BEHRENS Nicola et al. (éd.), *Einig – aber nicht einheitlich. 125 Jahre Sozialdemokratische Partei der Schweiz / Une pensée unie – mais pas unique. 125 ans Parti socialiste suisse*, Zurich, Limmat Verlag, 2013, p. 300.

⁴⁶⁶ PV de la séance du comité central du PSS, 21 juin 1980, ASS, Ar. 1.110.71.

⁴⁶⁷ Idem.

⁴⁶⁸ KERGOMARD Zoé, *Wahlen ohne Kampf?...*, p. 132.

⁴⁶⁹ MASNATA François, RUBATTEL Claire, *Le pouvoir suisse...*, p. 288.

⁴⁷⁰ *Année politique suisse 1983...*, p. 38.

⁴⁷¹ RENNWALD Line, ZIMMERMANN Adrian, «Le vote ouvrier...», p. 7.

⁴⁷² RENNWALD Line, ZIMMERMANN Adrian, «Le vote ouvrier...», p. 6.

⁴⁷³ PV de la séance du comité central du PSS, 20 octobre 1983, ASS, Ar. 1.110.74.

Face à une telle évolution, certain·e·s responsables socialistes estiment qu'il s'agit d'aller chercher de nouveaux·elles électeur·trice·s dans les couches diplômées, en mettant davantage en avant des revendications environnementales, entre autres⁴⁷⁴. Comme on le verra, ce débat traverse le parti durant toutes les années 1980. En attendant, les élections fédérales de 1983 se soldent sans surprise par un recul du Parti socialiste. Avec 22,8 % des suffrages, le PSS subit une baisse de 1,6 % par rapport aux élections de 1979 et perd la place de premier parti de Suisse au profit du PRD⁴⁷⁵.

Le PSS confronté à la rigueur budgétaire et au marasme économique

Les appels de la droite économique à moins de concessions en faveur de la gauche se traduisent en politique fédérale par de nouvelles mesures d'économies dans les dépenses sociales. Le conseiller fédéral socialiste Willi Ritschard, désormais en charge du Département des finances, n'est pas en mesure d'y faire obstacle, en raison de sa position minoritaire. Lui-même se montre d'ailleurs enclin au compromis avec la majorité bourgeoise, partageant notamment avec elle une méfiance vis-à-vis des politiques keynésiennes⁴⁷⁶. La pression de la droite en faveur de coupes budgétaires est d'autant plus vive que le déficit de la Confédération, après une légère baisse, s'accroît à nouveau en 1979 et atteint 1,7 milliard⁴⁷⁷.

En 1980, avec l'objectif déclaré de réduire le déficit budgétaire, le Conseil fédéral propose une nouvelle coupe de 10 % dans les subventions aux caisses-maladie ainsi que dans d'autres subventions à visée sociale et culturelle⁴⁷⁸. Le président du PSS Hubacher écrit au conseiller fédéral Ritschard pour lui faire part de sa préoccupation : certes, argumente-t-il, le PSS est prêt à admettre la nécessité de restrictions financières, mais la

⁴⁷⁴ PV de la séance du comité directeur du PSS, 29 janvier 1983, ASS, Ar. 1.110.74 ; voir aussi : KERGMARD Zoé, *Wahlen ohne Kampf?...*, p. 157-159.

⁴⁷⁵ *Année politique suisse 1983...*, p. 39.

⁴⁷⁶ FARQUET Christophe, *Histoire du paradis fiscal suisse...*, p. 280.

⁴⁷⁷ *Année politique suisse 1979...*, p. 82.

⁴⁷⁸ *Année politique suisse 1980...*, p. 76.

coupe dans les dépenses sociales est en l'occurrence trop importante⁴⁷⁹. Hubacher rappelle en outre au chef des finances le caractère impopulaire de la baisse des subsides aux caisses-maladie, qui suscite même selon lui le scepticisme de certains élu-e-s bourgeois-e-s. Par conséquent, le Parti socialiste menace de lancer un référendum, ce qui amène la majorité de droite, par souci d'apaisement, à réduire la coupe à 5 %⁴⁸⁰. Les responsables du PSS sont divisé-e-s quant à l'attitude à adopter suite à ce recul partiel de la droite. Une partie d'entre eux-elles estiment nécessaire de lancer un référendum malgré tout⁴⁸¹. Jean-Noël Rey, secrétaire du groupe socialiste au Parlement, argumente que le renoncement au référendum constituerait un recul du parti par rapport à la ligne développée dans les années précédentes. Cette ligne, rappelle-t-il, consiste en ce que le PSS n'admette des mesures d'économies qu'à la condition qu'elles s'accompagnent en parallèle de recettes nouvelles⁴⁸². En l'occurrence, seules des économies sont prévues, sans contrepartie. De plus, selon Rey, le renoncement du PSS laisserait le champ libre à la gauche radicale, à commencer par les POCH.

Dans la discussion au comité directeur, le conseiller fédéral Ritschard pèse à l'inverse de tout son poids contre le lancement du référendum⁴⁸³. Selon le chef du Département des finances, il est plus utile de continuer à négocier et à chercher des compromis avec le camp bourgeois plutôt que de mener une politique d'obstruction. De plus, il est à ses yeux essentiel d'agir contre le déficit: si l'endettement devient trop important, le conseiller fédéral socialiste estime que cela provoquerait une inflation qui pèserait sur le pouvoir d'achat de la population laborieuse. En appui de la position de Ritschard, d'autres responsables du parti rappellent les échecs précédents des socialistes dans les combats contre les mesures d'économies, dès lors que l'électorat adhère dans sa majorité à l'objectif de rétablir l'équilibre budgétaire. Ces arguments l'emportent

⁴⁷⁹ Lettre de Helmut Hubacher à Willi Ritschard, 30 janvier 1980, ASS, Ar. 1038.11.9.

⁴⁸⁰ *Année politique suisse 1980...*, p. 76.

⁴⁸¹ PV de la séance du comité directeur du PSS, 17 juin 1980, ASS, Ar. 1.110.71.

⁴⁸² Idem.

⁴⁸³ Idem.

finalement. Du reste, comme l'expliquent certains commentateurs, il est désormais plus délicat pour le parti de mener ce combat, dès le moment où le projet est endossé par un conseiller fédéral membre du PSS⁴⁸⁴. Des éditorialistes conservateurs ont d'ailleurs expliqué dans les mois précédents que la nomination de Ritschard au Département des finances vise à mieux associer les socialistes à la politique d'assainissement des finances fédérales, après que le parti a refusé l'introduction de la TVA en 1979⁴⁸⁵.

La crainte exprimée par Rey suivant laquelle un renoncement au référendum offrirait une opportunité à la gauche radicale n'est pas infondée. En effet, cette dernière, POCH en tête, tente d'exploiter le retrait du PSS en lançant elle-même un référendum contre les mesures d'économies. La tentative des POCH se solde toutefois par un échec, car l'organisation ne parvient pas à réunir le nombre suffisant de signatures de citoyen·ne·s à l'appui du référendum⁴⁸⁶. Cet échec de la gauche radicale témoigne d'un certain essoufflement militant en comparaison avec les années 1970, durant lesquelles ce courant politique était parvenu à faire aboutir plusieurs initiatives et référendums, exerçant par là-même une pression politique sur le PSS⁴⁸⁷. Il s'agit d'une évolution qui, du reste, dépasse de loin les seules frontières helvétiques et que l'on retrouve dans de nombreux pays d'Europe occidentale⁴⁸⁸.

Après les restrictions budgétaires de 1980, l'année 1981 est marquée par de nouveaux succès de la droite en matière de finances publiques. Un prélèvement fiscal sur les avoirs fiduciaires proposé par le Conseil fédéral sous l'impulsion de Ritschard, pour donner suite aux revendications du PSS en matière de taxation du secteur bancaire, est refusé par la majorité du Parlement, après avoir essuyé un feu nourri en provenance

⁴⁸⁴ *Journal de Genève*, « Une épée de Damoclès socialiste », 24 juin 1980.

⁴⁸⁵ *Journal de Genève*, « M. Ritschard sous tension », 2 février 1980.

⁴⁸⁶ MOSER Julia, *Der schweizerische Wohlfahrtsstaat. Zum Ausbau des sozialen Sicherungssystems 1975-2005*, Francfort, Campus Verlag, 2008, p. 103.

⁴⁸⁷ Sur cet essoufflement militant, voir : DESHUSSES Frédéric, *Grèves et contestations...*, p. 49, ainsi que : *Année politique suisse 1981...*, p. 207.

⁴⁸⁸ DELWIT Pascal, *Les gauches radicales en Europe, XIX^e-XX^e siècles*, Bruxelles, Éditions de l'Université, 2016, p. 475.

de l'Association suisse des banquiers (ASB)⁴⁸⁹. Les autorités parviennent en revanche à faire passer devant le peuple une augmentation des taux de l'ICHA, avec un soutien qui avoisine les 70 % de suffrages positifs. Dans les cercles bourgeois, on ne cache pas sa satisfaction de parvenir à augmenter les recettes à travers un accroissement de la charge fiscale qui ne passe pas par l'impôt direct, mais par une forme d'imposition indirecte dont les taux ne sont pas progressifs⁴⁹⁰. La satisfaction est d'autant plus vive que le PSS ne s'est pas opposé au projet, afin d'éviter une confrontation avec Ritschard⁴⁹¹. La tactique de la droite consistant à placer Ritschard aux finances pour atténuer l'opposition sociale-démocrate à l'assainissement des finances fédérales porte donc ses fruits.

Cette tactique est d'autant plus efficace que le PSS se montre hésitant face aux restrictions budgétaires. La direction du parti est tiraillée d'une part entre la crainte du déficit et ses conséquences sur la charge d'intérêts et l'inflation et d'autre part la volonté de défendre l'État social. De plus, les dirigeant-e-s du PSS font preuve d'une certaine résignation face au soutien dont bénéficient les mesures d'économies parmi les citoyen-ne-s qui prennent part aux votations.

Durant les années suivantes, de 1982 à 1984, sévit à nouveau une crise économique. Celle-ci est en particulier provoquée par une remontée des prix du pétrole, à la suite de la révolution iranienne, connue sous le nom de « deuxième choc pétrolier ». Cette crise affecte moins durement l'économie suisse que celle des années 1970, entre autres parce que la BNS parvient à contenir la hausse du franc grâce à une intervention massive sur le marché des devises, ce qui permet d'amortir le choc pour l'industrie d'exportation⁴⁹². Les difficultés économiques frappent cependant durement certaines régions périphériques du pays, notamment l'Arc jurassien, touché par les déboires de l'industrie horlogère, ou, dans une moindre mesure, la région de Bâle, handicapée par le déclin du secteur du textile et de l'habillement. Dans l'horlogerie, le nombre

⁴⁸⁹ *Journal de Genève*, « Énergie et banque: deux nouveaux impôts », 10 juillet 1980.

⁴⁹⁰ *Année politique suisse 1981...*, p. 75.

⁴⁹¹ DEGEN Bernard, *Sozialdemokratie...*, p. 110.

⁴⁹² HALBEISEN Patrick, STRAUMANN Tobias, « La politique économique... », p. 1116.

d'emplois est réduit de 90 000 en 1970 à 30 000 en 1984⁴⁹³. Les responsables socialistes élu-e-s dans les exécutifs des régions concernées – par exemple celui du canton de Neuchâtel ou de la ville de Bienne – sont d'une relative impuissance face à cette évolution, qui génère du découragement parmi les membres du parti⁴⁹⁴. En 1984, le nombre de chômeur-euse-s officiellement inscrit-e-s s'élève à 32 000 au niveau suisse, un niveau qui n'avait encore jamais été atteint dans l'après-guerre⁴⁹⁵.

Quant à l'intervention de la BNS visant à contenir la hausse du franc, elle favorise à nouveau l'inflation⁴⁹⁶. Or, durant la même période, une part croissante des employeurs refusent d'accorder une pleine indexation des salaires par rapport à l'inflation. Dans ces conditions, les salaires réels reculent : la baisse est ainsi de 1,9 % en 1981⁴⁹⁷. Lors d'une discussion au comité central du PSS en octobre 1981, les responsables socialistes s'inquiètent de cette situation, jugeant essentiel de revenir à la charge avec de nouvelles mesures de surveillance des prix, afin notamment de protéger les locataires⁴⁹⁸. Par contraste avec la politique menée en Suisse, ils-elles louent les mesures adoptées par le gouvernement de Mitterrand, en particulier sa volonté de maintenir les revenus réels des salarié-e-s en dépit de l'inflation (rappelons que le tournant dit de la rigueur n'a alors pas encore eu lieu en France). Selon les socialistes suisses, la politique de Mitterrand contraste de manière positive avec celle conduite en Grande-Bretagne et aux États-Unis⁴⁹⁹. À l'issue de cette séance, le PSS publie une résolution centrée sur la lutte contre l'inflation. Celle-ci demande la réintroduction d'une surveillance des prix. En outre est réclamé un contrôle des exportations de capitaux pour lutter contre la hausse des taux d'intérêt et la difficulté croissante d'obtenir des crédits. Enfin, le parti demande des mesures de protection des locataires : entre autres,

⁴⁹³ KOLLER Christian, « Grève, partenariat social... », p. 47.

⁴⁹⁴ PV de la séance du comité central du PSS, 26 juin 1982, ASS, Ar. 1.110.73.

⁴⁹⁵ UDRY Charles-André, « Dix ans d'économie suisse. Ligne droite et virage », in : MASNATA François et al. (éd.), *Le pouvoir suisse, 1291-1991. Séduction démocratique et répression suave*, Lausanne, Éditions de L'Aire, 1991, p. 315.

⁴⁹⁶ HALBEISEN Patrick, STRAUMANN Tobias, « La politique économique... », p. 1116.

⁴⁹⁷ *Année politique suisse 1981...*, p. 124.

⁴⁹⁸ PV de la séance du comité central du PSS, 31 octobre 1981, ASS, Ar. 1.110.72.

⁴⁹⁹ Idem.

des subventions fédérales au logement à loyer modéré et le gel des taux hypothécaires⁵⁰⁰.

Lors de la crise des années 1970, le PSS, comme on l'a vu, est parvenu à obtenir des mesures de relance, malgré le caractère limité de ces dernières. En 1982, le recul des conceptions keynésiennes en Europe occidentale et en Suisse au profit des idées néolibérales rend une telle revendication plus difficilement acceptable par la majorité bourgeoise. Les principes néolibéraux interdisent en effet toute intervention de l'État dans l'économie visant à stimuler la demande⁵⁰¹. Cette intervention est perçue par les économistes néolibéraux comme génératrice d'inflation et comme la cause de distorsions de concurrence nuisibles, qui risquent de maintenir sous perfusion artificielle des secteurs non compétitifs.

Au sein même de la direction du PSS, certains responsables se montrent réticents à réclamer une relance par la dépense publique, craignant que celle-ci n'aggrave l'inflation: c'est le cas de Beat Kappeler, secrétaire de l'USS, qui met en garde contre une telle revendication lors d'une séance du comité central du PSS en février 1982⁵⁰². Il préconise plutôt un soutien à la formation, notamment dans les secteurs de pointe de l'industrie des machines qui sont un atout pour la compétitivité de l'économie suisse, et le développement des possibilités de recours au chômage partiel par les entreprises. À cette occasion, des représentant-e-s de l'aile gauche, à l'image de Georges Peters, membre du groupe d'Yverdon, critiquent le caractère jugé trop libéral des solutions préconisées par Kappeler⁵⁰³. Le parti n'en décide pas moins de les reprendre pour l'essentiel dans une communication publique et dans diverses interventions parlementaires⁵⁰⁴.

Compte tenu de sa ligne axée sur le compromis avec les partis bourgeois, le PSS privilégie dans un premier temps une approche consensuelle, sous la forme d'une démarche auprès des autres partis gouvernementaux pour

⁵⁰⁰ Résolution du comité central du PSS, 31 octobre 1981, ASS, Ar.1.110.72.

⁵⁰¹ KERSHAW Ian, *L'âge global...*, p. 348.

⁵⁰² PV de la séance du comité central du PSS, 27 février 1982, ASS, Ar. 1.110.73.

⁵⁰³ Idem; sur l'engagement de Peters, voir le film: MAYERAT Jean et al. (1997), *Georges Peters. Médecin, pharmacologue et politicien*, Associations Films Plans-Fixes.

⁵⁰⁴ Communiqué du PSS, «Améliorer les perspectives d'emploi – les socialistes proposent des mesures», 15 février 1982, ASS, Ar. 1.110.73.

discuter de mesures qui pourraient susciter un large accord⁵⁰⁵. Les autres partis se disent ouverts à une anticipation de certains investissements et commandes de la Confédération, mais on est encore très loin d'un véritable plan de relance et les engagements des politicien-ne-s du camp bourgeois restent vagues⁵⁰⁶. L'année suivante, devant le peu de résultats concrets consécutifs aux discussions initiées par le PSS, son secrétaire central, Christoph Berger, déplore le manque de sérieux et d'engagement des responsables de la droite face à la crise⁵⁰⁷.

En 1983, face à l'aggravation de la situation économique et le peu d'empressement des autorités à agir, PSS et USS réclament finalement de manière plus assumée des mesures de relance, en particulier centrées sur le soutien aux régions périphériques et sur des investissements favorables à l'environnement⁵⁰⁸. Leurs responsables, à l'image du conseiller national et professeur d'économie Hans Schmid, argumentent dans la presse syndicale et socialiste que la politique d'austérité budgétaire mise en œuvre par Reagan et Thatcher est un échec du point de vue de la lutte contre le chômage, ce qui constitue un argument supplémentaire en faveur d'une politique de relance par la dépense publique⁵⁰⁹. L'appel à des investissements centrés sur l'environnement témoigne par ailleurs d'une aspiration à une croissance économique plus qualitative. La croissance en tant que telle n'est pourtant pas remise en cause par les responsables du PSS. Ceux-celles-ci ne rompent pas frontalement avec le paradigme

⁵⁰⁵ Lettre du président du groupe socialiste Félicien Morel et du président du Parti socialiste Helmut Hubacher aux partis gouvernementaux, 28 septembre 1982, ASS, Ar. 177.10.4; voir aussi: HABLÜTZEL Peter, «Regierungsparteiengespräche...», p. 286.

⁵⁰⁶ Note de Jean-Noël Rey à Christoph Berger concernant la réunion des partis gouvernementaux, 12 octobre 1982, ASS, Ar. 177.10.4.

⁵⁰⁷ Zur Frage der Regierungsparteiengespräche, note de Christoph Berger, 10 novembre 1983, ASS, Ar. 177.10.4.

⁵⁰⁸ *Gazette de Lausanne*, «Le PSS et la crise», 5 octobre 1983; *Revue syndicale suisse*, «Renforcer l'économie suisse», mai 1983.

⁵⁰⁹ *Revue syndicale suisse*, «Le chômage – ses causes et les possibilités de le combattre», mai 1983; sur cet échec, voir: BEST Jacqueline, «The quiet failures of early neoliberalism. From national expectations to Keynesianism in reverse», *Review of International Studies* 46, 2020, p. 594-612.

dominant de l'après-guerre, mais cherchent plutôt à l'aménager pour tenir compte des nouvelles préoccupations écologiques⁵¹⁰.

En 1983, le PSS finit par obtenir une intervention de l'État fédéral, mais celle-ci est d'une ampleur nettement plus limitée qu'en 1975. Alors que les mesures de relance de 1975-1976 équivalaient à 2% du produit intérieur brut, celles décidées en 1983, pour un montant de 900 millions, représentent 1,1% du PIB⁵¹¹. Tout comme en 1975, l'allocation de ces investissements ne correspond pas aux priorités des socialistes, car la moitié de ceux-ci sont destinés au secteur militaire⁵¹². Les autorités peuvent en revanche compter sur le soutien du syndicat FTMH, attaché au maintien des emplois dans l'industrie d'armement⁵¹³. La prise de position de la FTMH amène les responsables socialistes à mettre eux-elles aussi en sourdine leurs critiques contre la priorité accordée aux investissements militaires⁵¹⁴. Il s'agit en effet d'éviter des tensions avec les responsables du syndicat en année électorale. En 1984 en revanche, les socialistes combattent en vain l'achat de 380 chars, pour un montant de 3,4 milliards, qui pourrait créer, selon les autorités, 1 400 emplois pour une durée de 9 ans⁵¹⁵.

Reste que les mesures de relance de 1983 sont limitées du point de vue de leur volume. Elles sont aussi décevantes d'un point de vue socialiste en ce qu'elles accordent de larges faveurs à l'industrie d'armement. Enfin, les dépenses d'investissements (constructions de nouvelles infrastructures, achat de matériel militaire, etc.) réalisées en vue de la relance économique se combinent de manière contradictoire à de nouvelles restrictions budgétaires visant à contenir le déficit des dépenses de fonctionnement liées aux frais courants des collectivités

⁵¹⁰ Sur ce paradigme et ses mises en cause dès les années 1970, voir: SCHMELZER Matthias, *The Hegemony of Growth. The OECD and the Making of the Economic Growth Paradigm*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016, p. 313.

⁵¹¹ BALASTÈRE Peter, « La politique financière... », p. 26. Les montants mentionnés ici concernent uniquement les dépenses de la Confédération, non celles des cantons et communes.

⁵¹² KAPPELER Beat, « L'évolution de la politique... », p. 63.

⁵¹³ HUG Peter, « En quête d'alternatives... », p. 78.

⁵¹⁴ PV de la séance du comité central du PSS, 28 février 1983, ASS, Ar. 1.110.74.

⁵¹⁵ *Gazette de Lausanne*, « Le char Léopard II passe aisément la rampe », 12 décembre 1984.

(salaires, subventions à des tiers, etc.)⁵¹⁶. Ainsi, en 1983, la majorité de droite du Parlement, sous l'impulsion en particulier du charismatique politicien de l'UDC Christoph Blocher, fixe un plafond pour le nombre d'employé·e·s de la Confédération, des CFF et des PTT⁵¹⁷. Lors d'une séance du comité directeur du PSS en février 1983, Lilian Uchtenhagen, une conseillère nationale spécialiste des questions économiques, déplore que la majorité de droite cherche à réaliser des coupes dans toutes les dépenses de fonctionnement, excepté celles de l'armée⁵¹⁸.

En 1983, les socialistes ne se limitent pas à demander de lutter contre la crise économique au moyen de la dépense publique. Comme en 1975, USS et PSS réclament également une réduction du temps de travail, afin de mieux répartir l'emploi parmi la population avec l'objectif de combattre le chômage. Cette mesure se justifie, car seul·e·s les typographes sont parvenu·e·s à obtenir, en 1980, au moyen d'une grève, la semaine des 40 heures dans leur convention collective⁵¹⁹. Dans les autres secteurs économiques, la durée moyenne de la semaine de travail est encore largement supérieure à 40 heures. Mais à l'image de la revendication en faveur de mesures de relance, le rapport de force sur la question de la réduction du temps de travail s'avère plus défavorable à la gauche que ne l'était celui de 1975. Le camp bourgeois ne manque pas de rappeler la lourde défaite, en 1976, de l'initiative des POCH pour l'introduction de la semaine de travail à 40 heures, rejetée par 78 % des suffrages exprimés, afin de légitimer son refus d'entrer en matière concernant cette baisse.

En février 1983, lors d'une discussion au comité directeur du PSS sur les réponses à donner à la crise, le président Hubacher se montre réticent à mettre un accent trop important sur la problématique du temps de travail⁵²⁰. Conscient que la population est sensible aux arguments

⁵¹⁶ KAPPELER Beat, « L'évolution de la politique... », p. 66.

⁵¹⁷ REY Jean-Noël, *Trop d'État?...*, p. 103.

⁵¹⁸ PV de la séance du comité directeur du PSS, 25 février 1983, ASS, Ar. 1.110.74.

⁵¹⁹ HUG Ralph, « Le durcissement des luttes. Grève et droit de grève: état des lieux », in: ZIMMERMANN Rolf (éd.), *La grève, ça paie! Les conflits du travail en Suisse depuis la grève générale de 1918*, Berne, Union syndicale suisse, 2008, p. 9.

⁵²⁰ PV de la séance du comité directeur du PSS, 25 février 1983, ASS, Ar. 1.110.74.

conservateurs, il rappelle lui aussi l'issue défavorable de la votation de 1976. Malgré ces hésitations, en 1983, le congrès de l'USS décide de relancer une initiative en faveur d'une réduction progressive de la semaine de travail à 40 heures. Cette revendication est mise en avant lors des manifestations du 1^{er} mai 1984, qui connaissent une mobilisation par ailleurs un peu plus importante que les années précédentes⁵²¹. Il faudra toutefois attendre encore cinq ans pour que l'initiative syndicale ne soit soumise au vote et à nouveau refusée, par 65,7 % des voix⁵²².

Quant au PSS, laissant la problématique de la durée de la semaine de travail à l'USS, il décide de lancer une initiative pour l'extension du droit aux vacances. Il s'agit pour lui d'une façon de maintenir une revendication liée à la réduction du temps de travail, tout en contournant l'argument des conservateur·trice·s qui invoquent la votation de 1976 pour refuser toute entrée en matière sur les 40 heures. L'initiative socialiste demande l'introduction d'un minimum de 4 semaines de vacances, respectivement 5 pour les salarié·e·s dès 40 ans⁵²³. La proposition sera rejetée en votation en mars 1985, par 65,2 % de non⁵²⁴. Quelques mois auparavant, le PSS a également relancé une initiative populaire pour une assurance-maladie obligatoire avec des cotisations proportionnelles au revenu, afin de soulager les ménages modestes sur lesquels le système de primes par tête pèse de plus en plus fortement en raison de l'augmentation des coûts de la santé⁵²⁵.

Dans ce contexte difficile pour la gauche, Hubacher se montre pessimiste sur les capacités du PSS et des autres forces progressistes à

⁵²¹ *Journal de Genève*, «Fête du travail: priorité à la lutte contre le chômage», 2 mai 1984.

⁵²² Votation populaire du 4 décembre 1988, en ligne sur le site de la Chancellerie fédérale: <https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/va/19881204/index.html> (consulté en février 2022).

⁵²³ Initiative populaire fédérale «Extension de la durée des vacances payées», en ligne sur le site de la Chancellerie fédérale: <https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis132t.html> (consulté en février 2022).

⁵²⁴ Votation populaire du 10 mars 1985, en ligne sur le site de la Chancellerie fédérale: <https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/va/19850310/index.html> (consulté en février 2022).

⁵²⁵ *Gazette de Lausanne*, «Assurance-maladie: les socialistes lancent leur initiative», 13 août 1984.

mobiliser la rue pour modifier l'équilibre des forces et ainsi obtenir des concessions de la majorité bourgeoise⁵²⁶. Lors de la discussion au comité directeur de février 1983 sur les réponses du parti à la crise, il rappelle qu'en novembre 1982, les syndicats de la fonction publique sont parvenus à mobiliser 30 000 fonctionnaires sur la place Fédérale à Berne pour manifester contre les mesures d'économies et les privatisations, et pour une réduction progressive de la semaine de travail à 42 puis 40 heures⁵²⁷. Mais à cette occasion, le Syndicat des services publics a dépensé 200 000 francs pour payer le voyage à ses membres. Il s'agit d'un effort financier que le PSS ne peut pas se permettre, selon son président, ainsi qu'une action que les syndicats ne peuvent pas répéter trop fréquemment. Le thème même de la crise peine à mobiliser les forces du parti qui est confronté à une certaine démobilisation militante. Celle-ci inquiète sa direction en perspective des élections fédérales d'octobre 1983⁵²⁸. Début 1983, les responsables du PSS songent à annuler une journée de débat, intitulée « Crise économique – places de travail en danger », car seul-e-s cinquante membres y sont inscrit-e-s, malgré les efforts de mobilisation en interne accomplis par le secrétariat⁵²⁹. Les organisateur-trice-s craignent qu'une fréquentation si faible envoie un message négatif au public.

Par rapport à la crise des années 1970, on constate donc un affaiblissement de la capacité du PSS à faire entendre sa voix auprès des autorités. Ce changement s'explique par le contexte politique moins favorable, caractérisé par la montée en puissance des courants anti-État social au sein de la droite, ainsi que par l'étiollement militant et électoral du PSS, qui se voit confirmé par le résultat des élections fédérales de 1983. Cette évolution est également à relier à l'essoufflement relatif des mouvements sociaux post-1968⁵³⁰. Cette même année, le « tournant de la rigueur »

⁵²⁶ PV de la séance du comité directeur du PSS, 25 février 1983, ASS, Ar. 1.110.74.

⁵²⁷ *Journal de Genève*, « 30 000 fonctionnaires manifestent à Berne », 29 novembre 1982.

⁵²⁸ PV des séances du comité directeur du PSS, 29 janvier 1983 et 27 août 1983, ASS, Ar. 1.110.74.

⁵²⁹ PV de la séance du comité directeur du PSS, 21 janvier 1983, ASS, Ar. 1.110.74 (ma traduction de l'allemand).

⁵³⁰ GIUGNI Marco, PASSY Florence, *Histoire de mobilisation politique en Suisse. De la contestation à l'intégration*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 22. Certains mouvements, notamment pacifiste, se maintiennent toutefois durant les années 1980.

proclamé par le gouvernement de François Mitterrand, qui interrompt près de deux ans de réformes sociales ambitieuses, pousse les socialistes suisses à se tenir sur la défensive⁵³¹. Cet état d'esprit imprégné d'une certaine résignation transparait bien dans les discussions du comité directeur durant l'année 1983 et entrave la capacité d'action du PSS.

Dès 1986, la situation économique se redresse. Entre 1986 et 1990, Otto Stich présente ainsi en sa qualité de chef du Département fédéral des finances cinq budgets excédentaires, après 15 ans de déficit⁵³². Mais cette éclaircie n'est pas synonyme d'un changement de cap au niveau de la politique fédérale. Pour limiter l'excédent budgétaire et la possibilité de l'utiliser pour renforcer la politique sociale ou environnementale, la droite obtient de nouveaux allègements fiscaux essentiellement en faveur des contribuables aisés-e.⁵³³ Comme l'explique le sénateur radical Hans Letsch en 1986, il s'agit de réduire les ressources de la Confédération pour la rendre moins encline à dépenser⁵³⁴. La droite maintient donc son objectif de contenir les dépenses sociales, en particulier grâce au projet d'augmentation de l'âge de départ en retraite des femmes⁵³⁵. Cette volonté de tempérer la croissance de l'État s'affirme tout au long des années 1980 : en 1990, la quote-part fiscale de la Suisse, soit la part des prélèvements publics dans le PIB, est de 21 %, contre par exemple 30 % en Grande-Bretagne ou 28 % en Autriche⁵³⁶. L'embellie économique de la fin des années 1980 constitue un sursis avant le basculement dans une nouvelle crise, plus profonde, que nous étudierons dans la troisième et dernière partie de la présente étude. Il convient au préalable de présenter les débats politiques mouvementés qui traversent le PSS dans les années 1980.

⁵³¹ KERGOMARD Zoé, *Wahlen ohne Kampf?...*, p. 243.

⁵³² BEGLINGER Martin, *Otto Stich...*, p. 116.

⁵³³ GUEX Sébastien, *L'argent de l'État...*, p. 81 ; GUEX Sébastien, « Finances publiques... », p. 1182.

⁵³⁴ Cité par HUBACHER Helmut, *Tatort Bundeshaus...*, p. 179.

⁵³⁵ *Journal de Genève*, « Révision de l'AVS : menace de référendum socialiste », 24 novembre 1986.

⁵³⁶ HUBACHER Helmut, *Tatort Bundeshaus...*, p. 188.

La participation gouvernementale en question

On a vu que durant la deuxième moitié des années 1970, le renforcement de l'aile gauche du PSS a stimulé les débats internes du parti, en particulier concernant la participation au Conseil fédéral. Au début des années 1980, les tensions entre le conseiller fédéral Ritschard et une partie des militant·e·s socialistes, d'abord au sujet de l'énergie nucléaire, puis à propos des finances fédérales et de l'initiative sur les banques, continuent de nourrir le débat autour de la présence du PSS au gouvernement⁵³⁷. En janvier 1980, Hubacher déplore dans une lettre à Ritschard que ce dernier critique publiquement l'initiative sur les banques, alors que le conseiller fédéral avait promis aux socialistes de faire preuve d'une certaine retenue dans ce dossier⁵³⁸. Hubacher lui rappelle qu'une telle attitude risque d'alimenter encore davantage la contestation interne contre la participation socialiste au Conseil fédéral⁵³⁹. D'autant plus, renchérit-il, que les remarques de Ritschard s'ajoutent aux mesures d'économies que ce dernier doit défendre à l'encontre de la position de son parti et qui ciblent la subvention fédérale aux caisses-maladie.

Le second représentant socialiste au gouvernement, Pierre Aubert, en charge du Département politique (affaires étrangères), est également l'objet de critiques de la part du parti⁵⁴⁰. Une partie des socialistes estiment qu'Aubert, comme Ritschard, se montre trop complaisant avec la majorité bourgeoise, que ce soit en raison de sa présence répétée à diverses manifestations organisées par des milieux conservateurs, de ses prises de position publiques contre des initiatives socialistes, ou encore, de ses liens jugés trop distants avec les instances du parti⁵⁴¹.

Malgré ce mécontentement, la direction du parti continue à défendre la participation au Conseil fédéral, selon l'argument souvent répété par

⁵³⁷ *Journal de Genève*, « Initiative sur les banques. M. Ritschard affirme qu'il sera fidèle à la collégialité », 30 janvier 1980.

⁵³⁸ Lettre de Hubacher à Ritschard, 30 janvier 1980, ASS, Ar. 1038.11.9.

⁵³⁹ Idem.

⁵⁴⁰ *Gazette de Lausanne*, « Pierre Aubert contesté par les siens », 10 mars 1981 ; *Tages-Anzeiger*, « SP-Fraktionsspitze für Aubert », 16 septembre 1981.

⁵⁴¹ PV de la séance du comité directeur du PSS, 25 mars 1981, ASS Ar. 1.110.72.

le président Hubacher, suivant lequel le PSS peut parfaitement mener une politique offensive au niveau parlementaire et extraparlémentaire, sans pour autant quitter le gouvernement⁵⁴². En 1983 cependant, un événement amène la direction du parti à se rallier à la perspective d'un départ du gouvernement réclamé par l'aile gauche⁵⁴³. Il s'agit du refus par la majorité bourgeoise du Parlement d'élire Lilian Uchtenhagen au Conseil fédéral. Uchtenhagen est pourtant la candidate choisie par le PSS pour succéder à Ritschard. La charge symbolique d'un tel refus est d'autant plus grande qu'Uchtenhagen est la première femme présentée par un parti gouvernemental pour cette fonction⁵⁴⁴. La majorité préfère élire Otto Stich, un socialiste dont la candidature a pourtant été rejetée par son parti. Si Stich a la préférence des parlementaires conservateurs, c'est qu'il est moins marqué à gauche qu'Uchtenhagen. Ainsi, alors que cette dernière se positionne activement en faveur de l'initiative populaire socialiste sur les banques, Stich annonce publiquement ses réticences par rapport à la proposition de son parti. Au moment où il sollicite l'appui du Parti socialiste pour sa candidature au Conseil fédéral, le Soleurois explique aux médias que sa priorité est l'équilibre du budget fédéral⁵⁴⁵. Il bénéficie de plus de l'avantage d'être un homme, élément non négligeable aux yeux de plusieurs parlementaires conservateurs encore réticents à l'arrivée des femmes en politique. Uchtenhagen fait de son côté l'objet de nombreuses attaques misogynes dans les jours qui précèdent l'élection⁵⁴⁶.

Le refus d'élire Uchtenhagen est un camouflet pour le PSS, d'autant qu'une grande majorité de ses responsables ne veulent pas de Stich au Conseil fédéral. Lors des discussions internes sur la succession de Ritschard, sa candidature n'a récolté au comité central que 2 voix sur 85⁵⁴⁷. À la veille de l'élection, Hubacher a mis en garde la majorité

⁵⁴² *Gazette de Lausanne*, «Le Parti socialiste suisse vise une politique plus "offensive"», 13 août 1979.

⁵⁴³ PV de la séance du comité central du PSS, 10 décembre 1983, ASS, Ar. 1.110.74.

⁵⁴⁴ AMLINGER Fabienne, *Im Vorzimmer der Macht?...*, p. 105.

⁵⁴⁵ *Gazette de Lausanne*, «Trois questions aux candidats socialistes au Conseil fédéral», 12 novembre 1983.

⁵⁴⁶ HUBACHER Helmut, *Tatort Bundeshaus...*, p. 56.

⁵⁴⁷ BEGLINGER Martin, *Otto Stich...*, p. 73.

bourgeoise, affirmant que le PSS risquait de quitter le gouvernement si les parlementaires choisissaient un autre candidat qu'Uchtenhagen⁵⁴⁸. Contrairement à celle de Stich, la candidature d'Uchtenhagen est soutenue par le PSS parce qu'elle incarne mieux le nouvel électorat socialiste, plus féminin, plus diplômé (elle est titulaire d'un doctorat en économie), plus soucieux d'une égalité entre les femmes et les hommes et influencé par la culture politique post-1968, que Stich, lui, rejette. La Zurichoise incarne aussi la volonté des femmes socialistes de jouer un plus grand rôle au sein du parti et d'y impulser une ligne plus féministe⁵⁴⁹. Cette intention ne va pas, d'ailleurs, sans se heurter à des résistances internes, notamment lors du congrès du PSS de 1982⁵⁵⁰.

À l'issue de l'élection au Conseil fédéral, Hubacher explique à ses collègues de parti que la candidature d'Uchtenhagen a été combattue, car les parlementaires bourgeois craignent la capacité de la Zurichoise à jouer le rôle de locomotive électorale pour le PSS⁵⁵¹. Il y voit aussi le signe d'un durcissement politique de la part des partis de droite contre la gauche⁵⁵². L'animosité à l'égard de Stich est forte à l'intérieur du Parti socialiste au lendemain de la décision du Parlement. De nombreux-ses militant-e-s estiment qu'il aurait dû refuser son élection. Les responsables socialistes du canton de Genève le qualifient ainsi de « *personnage falot* »⁵⁵³. Georges Peters, membre du groupe d'Yverdon, demande formellement son exclusion du parti, une proposition cependant rejetée par le comité directeur⁵⁵⁴.

À la suite de l'accession de Stich au Conseil fédéral, la direction du PSS décide de convoquer un congrès extraordinaire, en février 1984, où la participation du parti au gouvernement est mise en jeu. En effet, par une très nette majorité, la direction recommande au congrès le retour à l'opposition, après vingt-cinq ans de présence continue au Conseil

⁵⁴⁸ *Gazette de Lausanne*, « Succession de Willi Ritschard: mise en garde du président du Parti socialiste », 21 novembre 1983.

⁵⁴⁹ AMLINGER Fabienne, *Im Vorzimmer der Macht?...*, p. 105.

⁵⁵⁰ AMLINGER Fabienne, *Im Vorzimmer der Macht?...*, p. 124-126.

⁵⁵¹ PV de la séance du comité directeur du PSS, 9 décembre 1983, ASS, Ar. 1.110.74.

⁵⁵² Idem.

⁵⁵³ *Journal de Genève*, « Les socialistes genevois unanimes: oui au retrait », 14 janvier 1984.

⁵⁵⁴ PV de la séance du comité directeur du PSS, 9 décembre 1983, ASS, Ar. 1.110.74.

fédéral⁵⁵⁵. Selon elle, le PSS devrait s'appuyer sur des mobilisations extraparlimentaires pour faire pression en faveur de ses revendications, tout en combattant la politique bourgeoise au moyen de référendums.

Durant le congrès, les partisan·e·s d'un retrait du Conseil fédéral multiplient les prises de parole, à l'instar de l'écrivain et éditorialiste Peter Bichsel, du conseiller d'État genevois et figure de l'aile gauche Christian Grobet ou de la journaliste Toya Maissen. Dans les semaines qui précèdent, l'aile gauche a d'ailleurs préparé le terrain en multipliant les interventions médiatiques et en éditant un ouvrage collectif réunissant des contributions favorables à une sortie du gouvernement, dont une du célèbre écrivain Max Frisch⁵⁵⁶. Ce dernier déclare aussi dans différents médias que si le PSS ne quitte pas le Conseil fédéral, il en paiera le prix fort lors des prochaines élections⁵⁵⁷.

Mais tandis que les oratrices et orateurs de talent se succèdent à la tribune pour convaincre les délégué·e·s que l'heure de quitter le gouvernement a sonné, les réseaux favorables à un maintien du parti au Conseil fédéral s'activent en coulisse. Ces derniers s'appuient en particulier sur des syndicalistes ou des ouvrier·ère·s âgé·e·s qui s'identifient à la figure de Stich⁵⁵⁸. Le syndicat FTMH, très favorable au partenariat avec les employeurs, mène lui aussi une campagne pour le maintien du PSS au Conseil fédéral⁵⁵⁹. Les élu·e·s socialistes siégeant aux exécutifs des cantons et des grandes villes penchent également, pour la plupart, en faveur d'un maintien au gouvernement, car ils-elles craignent qu'un retour du parti à l'opposition ne fragilise leur propre mandat politique⁵⁶⁰. Une majorité du groupe parlementaire est sur la même ligne⁵⁶¹. Il en va de

⁵⁵⁵ HUBACHER Helmut, *Tatort Bundeshaus...*, p. 59.

⁵⁵⁶ BRASSEL Ruedi et al. (éd.), *Zauberformel: Fauler Zauber? SP- Bundesratsbeteiligung und Opposition in der Schweiz*, Bâle, Z-Verlag, 1984.

⁵⁵⁷ *Gazette de Lausanne*, «Max Frisch plaide pour le retrait des socialistes», 17 décembre 1983.

⁵⁵⁸ BEGLINGER Martin, *Otto Stich...*, p. 84.

⁵⁵⁹ *Journal de Genève*, «Participation socialiste: les syndicats divergent», 13 janvier 1984.

⁵⁶⁰ PV de la séance du comité directeur du PSS, 18 janvier 1984, ASS, Ar. 1.110.75; voir aussi: *Gazette de Lausanne*, «Pas de vague de fond», 20 janvier 1984.

⁵⁶¹ PV de la séance du comité directeur du PSS, 28 janvier 1984, ASS, Ar. 1.110.75.

même des représentant-e-s du parti ayant des postes à responsabilité de l'administration fédérale (5,4% des chefs d'Office de la Confédération sont alors adhérents du PSS) et des régies publiques⁵⁶². L'association des fonctionnaires fédéraux-ales membres du PSS, qui compte 450 affilié-e-s penche majoritairement contre le retour à l'opposition⁵⁶³. Lors d'un débat à la télévision, la conseillère nationale socialiste Yvette Jaggi, elle-même partisane de la sortie du Conseil fédéral, estime que les socialistes qui s'y opposent sont ceux-elles qui craignent pour leur place, raison pour laquelle les femmes et les jeunes sont tendanciellement plus favorables à ce que le PSS quitte le gouvernement⁵⁶⁴.

Les partisan-e-s du maintien au Conseil fédéral remportent le vote, en réunissant 773 des voix contre 511 en faveur d'une politique d'opposition⁵⁶⁵. Stich, conforté dans son élection au Conseil fédéral par ce résultat, prend les rênes du Département des finances à la suite de Ritschard. La difficulté du PSS à s'opposer aux projets financiers du Conseil fédéral reste donc une problématique tangible après le départ de Ritschard. Cela dit, jusqu'à un certain point, Stich se révèle, dans les années suivant son élection, moins complaisant avec la majorité bourgeoise que ce qu'a prédit l'aile gauche. En 1985 par exemple, il tient tête aux représentants de l'organisation patronale des entreprises de poids lourds, l'Association suisse des transports routiers, qui combattent le prélèvement d'une redevance sur leur activité économique⁵⁶⁶. Par cette attitude, Stich remonte dans l'estime des socialistes, alors que sa popularité dans le parti était au plus bas après l'éviction d'Uchtenhagen⁵⁶⁷.

Au-delà du camouflet que constitue pour le PSS l'éviction d'Uchtenhagen, le débat qui ébranle le parti concernant la participation gouvernementale peut être interprété comme le moment paroxystique d'une crise d'orientation plus profonde. Celle-ci résulte de la réduction

⁵⁶² PV de la séance du comité directeur du PSS, 18 janvier 1984, ASS, Ar. 1.110.75.

⁵⁶³ Idem.

⁵⁶⁴ Télévision suisse romande, *Télé Journal*, 8 février 1984, en ligne sur le site de la Radio Télévision Suisse: <https://www.rts.ch/archives/tv/information/tele-journal/7012813-quitter-le-conseil-federal.html> (consulté en février 2022).

⁵⁶⁵ BEGLINGER Martin, *Otto Stich...*, p. 86.

⁵⁶⁶ BEGLINGER Martin, *Otto Stich...*, p. 95.

⁵⁶⁷ *Gazette de Lausanne*, «Otto Stich et son parti», 11 février 1985.

considérable des capacités du PSS à obtenir des avancées sociales concrètes grâce à sa collaboration avec les autres partis gouvernementaux, dès lors que s'est achevée la période de forte croissance économique d'après-guerre. Cette difficulté stratégique majeure provoque de grandes tensions internes voire des scissions dans certains cantons, comme nous allons le voir à présent.

Exacerbation du débat interne et scissions

Le conflit interne autour de la participation gouvernementale au début de l'année 1984 n'est que l'expression d'un bras de fer plus large entre l'aile gauche et l'aile à tendance centriste du parti. Initié à la suite des mouvements sociaux de 1968 qui amènent progressivement une nouvelle génération de militant·e·s au PSS, le conflit se durcit au début des années 1980.

Alors que depuis 1975 environ, l'aile gauche a été le plus souvent à l'initiative des débats internes et des prises de position publique, l'aile centriste se manifeste de manière plus offensive à partir du début des années 1980. Cette dernière demande à ce que le parti soit davantage en phase avec la réalité des rapports de force politiques qui ont évolué au profit de la droite. Il s'agit donc d'abandonner la perspective de réformes radicales et les discours sur l'autogestion, pour se concentrer sur des objectifs plus limités liés à la défense des acquis sociaux⁵⁶⁸.

Ce débat interne n'est pas propre à la Suisse, mais se retrouve parmi de nombreux partis en Europe occidentale, à l'instar du Labour, le Parti travailliste, en Grande-Bretagne⁵⁶⁹. Si les réformes néolibérales entreprises par Thatcher dès 1979 tendent, dans un premier temps, à renforcer l'aile gauche du Parti travailliste qui appelle à davantage de combativité face aux conservateurs, elle s'essouffle toutefois dans les années suivantes au profit des partisan·e·s d'une ligne plus centriste. L'aile gauche subit en particulier une certaine démoralisation suite à la défaite, face au

⁵⁶⁸ *Travail*, « Les fantasmes du groupe d'Yverdon », 6 mars 1981.

⁵⁶⁹ THORPE Andrew, *A History of the British Labour Party...*, p. 215-221.

gouvernement Thatcher, de la grande grève des mineurs de 1984-1985, puis de celle des salarié-e-s de la presse en 1986⁵⁷⁰.

Concernant la Suisse, l'aile gauche du PSS regroupée sous le nom de groupe d'Yverdon n'enregistre en 1981 qu'un succès en demi-teinte. La proposition de mettre l'autogestion au centre du nouveau programme du parti, comme le propose le groupe de travail mandaté par le congrès de 1976, est repoussée. Le congrès d'Interlaken de 1981 décide par 440 voix contre 199 que l'autogestion ne sera qu'un des éléments de réponse parmi d'autres aux maux du capitalisme⁵⁷¹. Cette décision est précédée d'une campagne de l'aile consensuelle du parti. Ses protagonistes, à l'instar de John Clerc, collaborateur personnel du conseiller fédéral Pierre Aubert, ou de John Favre, ancien directeur des CFF, rappellent que l'autogestion a provoqué de grosses difficultés en Yougoslavie ou en Algérie et qu'une telle revendication n'est donc pas souhaitable pour le PSS⁵⁷². Les représentant-e-s de l'aile consensuelle du comité directeur estiment, lors d'une discussion tendue avec les membres de la commission en charge du programme qui a lieu en amont du congrès, que placer l'autogestion au centre du projet socialiste éloignerait en particulier l'électorat ouvrier ou âgé⁵⁷³.

Cette même année, ceux-celles qui se présentent comme les modéré-e-s du parti dénoncent les activités du groupe d'Yverdon. Celles-ci sont jugées fractionnelles dans la mesure où elles ne se limitent pas au débat interne, mais se traduisent par de nombreuses prises de position publiques⁵⁷⁴. Les attaques viennent notamment du Fribourgeois

⁵⁷⁰ Voir respectivement: ALALUF Mateo, *Le socialisme malade...*, p. 73; *Les Échos*, «En Grande-Bretagne, Rupert Murdoch passe en force en 1986», 20 novembre 2003.

⁵⁷¹ *Journal de Genève*, «Un oui prudent à l'autogestion», 19 octobre 1981; voir aussi: SIDLER Roger, *Arnold Künzli...*, p. 352; pour une brève comparaison entre les programmes de 1959 et de 1982 du PSS, voir encore: KAPPELER Jakob, HUBER Jakob, «Politische Paradigmata und neoliberale Einflüsse am Beispiel von vier sozialdemokratischen Parteien in Europa», *Österreichische Zeitschrift für Politikwissenschaft* 38, 2009, p. 179-182.

⁵⁷² Voir respectivement: *Gazette de Lausanne*, «Autogestion: un socialiste fribourgeois à l'attaque», 21 février 1981; *Revue syndicale suisse*, «Autogestion ou participation?», avril 1981.

⁵⁷³ PV de la séance du comité directeur du PSS, 23 août 1980, ASS, Ar. 1.110.71.

⁵⁷⁴ *Journal de Genève*, «Des députés socialistes tancent leur aile gauche», 31 janvier 1981.

Félicien Morel, vice-président du PSS et ténor de l'aile droite. Très offensif dans les débats internes, mais aussi par ses nombreuses prises de position dans les médias, Morel invoque les succès électoraux du Parti socialiste dans son canton pour illustrer les atouts d'une orientation politique qu'il décrit comme modérée⁵⁷⁵. Sa voix a d'autant plus de poids dans la sphère publique que les journaux conservateurs lui accordent une large place, heureux d'ouvrir leurs colonnes à un socialiste qui dénonce avec détermination le gauchisme.

Les animateur-trice-s du groupe d'Yverdon contestent les accusations portées à leur encontre et assurent le comité directeur du PSS de leur respect des décisions majoritaires du parti⁵⁷⁶. En octobre 1981, Hubacher s'inquiète lors d'une séance du comité central de la polarisation croissante du PSS et des menaces de scission⁵⁷⁷. Rudolf Strahm, secrétaire central du parti, exprime la même crainte. Il en appelle à la consolidation d'un bloc central fort autour de la direction pour contrer les tentations scissionnistes sur l'aile droite aussi bien qu'à gauche⁵⁷⁸.

Les mouvements de la jeunesse qui secouent les villes suisses au début des années 1980, et en premier lieu Zurich, ne font qu'attiser les divisions internes du Parti socialiste. En effet, ces mouvements, dont les protagonistes réclament en particulier des espaces autonomes pour les jeunes, cristallisent l'opposition entre la culture politique post-1968 et l'approche sociale-démocrate traditionnelle⁵⁷⁹. Stich estime ainsi que ces manifestations n'offrent aucune perspective

⁵⁷⁵ PV de la séance du comité directeur du PSS, 22 février 1981, ASS, Ar. 1.110.72; sur la progression électorale du Parti socialiste fribourgeois, voir: CLERC John, «Histoire du Parti socialiste fribourgeois (PSF)», in: BEHRENS Nicola et al. (éd.), *Einig – aber nicht einheitlich. 125 Jahre Sozialdemokratische Partei der Schweiz / Une pensée unie – mais pas unique. 125 ans Parti socialiste suisse*, Zurich, Limmat Verlag, 2013, p. 346-348. Cette progression connaîtra cependant un coup d'arrêt sévère en 1983, voir: PV de la séance du comité central du PSS, 20 octobre 1983, ASS, Ar. 1.110.74.

⁵⁷⁶ PV de la séance du comité directeur du PSS, 21 février 1981, ASS, Ar. 1.110.72.

⁵⁷⁷ PV de la séance du comité central du PSS, 31 octobre 1981, ASS, Ar. 1.110.72.

⁵⁷⁸ Idem.

⁵⁷⁹ KOLLER Christian, «Vor 40 Jahren. Züri brännt», *Schweizerisches Sozialarchiv Newsletter*, 13 mai 2020, en ligne: <https://www.sozialarchiv.ch/newsletter> (consulté en février 2022).

concrète aux salarié·e·s⁵⁸⁰. La direction du PSS soutient en revanche le mouvement et ses revendications, tout en condamnant les déprédations et heurts avec les forces de l'ordre provoqués par certain·e·s manifestant·e·s⁵⁸¹.

Dans les sections locales du Parti socialiste directement aux prises avec les événements, la tension est vive. En ville de Zurich, l'exécutif interdit les manifestations de jeunes, après des heurts avec la police⁵⁸². Les deux socialistes qui siègent dans cet exécutif, Emilie Lieberherr et Jürg Kaufmann, liés à la frange consensuelle du parti, se montrent solidaires de cette décision⁵⁸³. La direction du Parti socialiste de la ville, où l'aile gauche est influente, condamne en revanche la décision de la Municipalité, jugée antidémocratique, et apporte son soutien au mouvement⁵⁸⁴. Les représentant·e·s de l'aile centriste, qui revendiquent l'appui de plus de 500 membres, reprochent dès lors aux responsables du parti une trop forte complaisance face à ce qu'ils-elles considèrent comme les excès de certain·e·s manifestant·e·s. Ils-elles dénoncent aussi une trop grande proximité des socialistes par rapport à la gauche radicale, qui nuirait aux relations historiques avec les syndicats⁵⁸⁵. Ils-elles déplorent que, sous l'influence de la génération de 1968, le parti coure après les revendications jugées utopistes du mouvement de jeunes et délaisse les problèmes sociaux concrets comme celui de la défense des locataires⁵⁸⁶. Enfin, selon ces adhérent·e·s mécontent·e·s, les discussions politiques

⁵⁸⁰ BEGLINGER Martin, *Otto Stich...*, p. 67.

⁵⁸¹ *Journal de Genève*, « Le Parti socialiste prend position sur la violence des jeunes », 20 septembre 1980.

⁵⁸² KRAFT Michael, « Bewegte Jugend "1968" und "1980" », in: BEHRENS Nicola et al. (éd.), *Einig – aber nicht einheitlich. 125 Jahre Sozialdemokratische Partei der Schweiz / Une pensée unie – mais pas unique. 125 ans Parti socialiste suisse*, Zurich, Limmat Verlag, 2013, p. 288.

⁵⁸³ HUBACHER Helmut, *Tatort Bundeshaus...*, p. 158.

⁵⁸⁴ PV de la séance du comité directeur du PSS, 9 septembre 1980, ASS, Ar. 1.110.71.

⁵⁸⁵ Sozialdemokratische Arbeitsgemeinschaft Zurich, janvier 1981, ASS, Ar. 177.11.4.

⁵⁸⁶ Geschäftsleitung-Intern, Spaltung in Zurich?, rapport, estampillé « confidentiel », rédigé à l'intention du comité directeur du PSS par Andreas Lutz et Christoph Berger, 21 février 1981, ASS, Ar. 1.110.72.

trop théoriques et les assemblées qui se prolongent tardivement en soirée contribueraient également à décourager les ouvrier·ère·s de militer⁵⁸⁷.

Parmi les membres de cette tendance de centre gauche, on relève la présence de plusieurs militants ayant été actifs au Parti du travail (PST) durant les années d'immédiat après-guerre, à l'exemple de Fritz Heeb. Ce constat peut paraître paradoxal dans la mesure où le PST s'oriente sur la gauche du PSS. Toutefois, on peut aussi relever que ces militants ont été habitués à la stricte discipline de parti qui caractérise le prosoviétique PST durant les premières années de la guerre froide et se montrent à ce titre méfiants face à l'esprit libertaire post-1968⁵⁸⁸. Cité dans un rapport confidentiel rédigé par deux secrétaires centraux du PSS à l'intention du comité directeur, le président du parti socialiste du canton de Zurich, Hansjörg Braunschweig, décrit ces partisans comme des « traditionnalistes » qui ne comptent ni femmes ni jeunes dans leurs rangs⁵⁸⁹.

Les responsables syndicaux qui appuient l'aile centriste du Parti socialiste zurichois, mécontents du soutien apporté au mouvement de jeunes, menacent d'œuvrer en représailles à la dénonciation de l'accord passé avec le parti. Cet accord garantit aux représentant·e·s des syndicats un tiers des places sur les listes électorales socialistes à Zurich, en échange d'un appui actif des organisations de salarié·e·s au moment des élections⁵⁹⁰. La mise à exécution de cette menace n'est toutefois pas certaine, car les représentant·e·s de l'aile consensuelle du parti ne disposent pas de positions hégémoniques dans les syndicats. Les POCH et les militant·e·s de l'aile gauche du Parti socialiste bénéficient aussi de relais dans le mouvement syndical zurichois⁵⁹¹.

Reste que ces tensions internes, largement commentées par les médias, sont sanctionnées par une lourde défaite aux élections communales

⁵⁸⁷ Idem.

⁵⁸⁸ Sur le parcours politique antérieur de Heeb, voir: BUCLIN Hadrien, *Les intellectuels de gauche...*, p. 311.

⁵⁸⁹ Geschäftsleitung-Intern, Spaltung in Zurich?, rapport, estampillé « confidentiel », rédigé à l'intention du comité directeur du PSS par Andreas Lutz et Christoph Berger, 21 février 1981, ASS, Ar. 1.110.72.

⁵⁹⁰ Idem.

⁵⁹¹ Idem.

zurichoises de 1982⁵⁹². Sur fond de mobilisation de l'électorat conservateur en réaction au mouvement de jeunes, les partis de l'Entente bourgeoise renversent la majorité de gauche en ville de Zurich, en emportant 68 des 125 sièges au Conseil communal, alors qu'ils n'en comptaient que 56 lors de la législature précédente⁵⁹³.

Les tensions qui traversent le Parti socialiste dans la plus grande ville du pays ne constituent pas un cas isolé. À Bâle-Ville, canton urbain où l'aile gauche du PSS est bien implantée, l'ambiance qui règne dans le parti devient de plus en plus houleuse. L'aile centriste reproche notamment au Parti socialiste de Bâle-Ville sa décision de collaborer plus étroitement avec la gauche radicale et en particulier avec les POCH, très actifs dans la région⁵⁹⁴. En mai 1981, la situation s'envenime lorsque le chef de la police, le socialiste Karl Schnyder, décide d'envoyer la force publique pour déloger des jeunes squatteur-euse-s animant un centre autonome dans un bâtiment industriel désaffecté⁵⁹⁵. L'intervention policière conduit à l'arrestation de 141 personnes⁵⁹⁶. Vertement critiqué par une partie des socialistes de la ville, Schnyder décide de quitter le parti quelques jours plus tard⁵⁹⁷. La situation à Bâle rappelle celle de Lausanne où se déroulent des événements assez similaires. En octobre 1980, des heurts éclatent dans le chef-lieu vaudois entre des jeunes manifestant-e-s et une police aux méthodes musclées, dirigée par un municipal socialiste⁵⁹⁸. Cette réaction provoque de vifs débats à l'intérieur du Parti socialiste de la ville.

Malgré la médiation entreprise par la présidence du PSS pour apaiser les tensions dans les sections, le conflit s'envenime dans les cantons de Bâle-Ville et Zurich au point de provoquer des scissions. Une partie des représentant-e-s de l'aile consensuelle dans ces deux cantons quittent le Parti socialiste pour fonder de nouveaux groupements sociaux-démocrates

⁵⁹² KRAFT Michael, « Bewegte Jugend... », p. 288.

⁵⁹³ *Journal de Genève*, « Zurich : raz de marée à droite », 9 mars 1982.

⁵⁹⁴ BLUM Roger, « Wandel und Konstanten... », p. 133.

⁵⁹⁵ *Neue Zürcher Zeitung*, « Polizeiliche Schliessung des Basler AJZ », 6 mai 1981.

⁵⁹⁶ Idem.

⁵⁹⁷ SCHMID Gerhard, « Demokratisch-soziale Partei... », p. 95.

⁵⁹⁸ JEANNERET Pierre, *Popistes...*, p. 261.

de centre-gauche. Ces divisions provoquent de lourdes pertes d'effectifs et d'élu·e·s pour les sections locales concernées. À Bâle-Ville, la nouvelle Aktionsgemeinschaft Sozialdemokraten und Gewerkschafter regroupe environ 500 des quelques 1 500 membres que comptait le parti et 18 des 37 député·e·s socialistes élu·e·s au Parlement cantonal⁵⁹⁹. En 1982, l'Aktionsgemeinschaft prend le nom de Demokratische-Soziale Partei et adopte un programme très proche de celui élaboré par le PSS en 1959 à Winterthur. À Zurich, les départs sont nettement moins nombreux, mais le parti se trouve durablement miné par le fossé qui s'est creusé entre deux tendances désormais réticentes à collaborer⁶⁰⁰.

Dans les mois et les années qui suivent, de nouvelles scissions se produisent : dans les cantons de Berne en 1984, des Grisons en 1987 et en 1989 dans le canton de Fribourg ainsi qu'en ville de Lausanne⁶⁰¹. Certaines, comme à Lausanne, sont de faible ampleur⁶⁰², mais d'autres, comme à Berne et dans les Grisons, s'avèrent plus handicapantes pour le parti. En villes de Berne, de Zurich, de Bâle ou encore de Lausanne, les tensions se cristallisent autour de la gestion de l'exécutif. En 1984, le parti local bernois refuse d'accorder son soutien à un membre de l'exécutif issu de l'aile syndicale, Heinz Bratschi, en vue de sa réélection, car le bilan politique de ce dernier est considéré comme trop favorable aux partis bourgeois⁶⁰³. Bratschi parvient cependant à être réélu en s'inscrivant sur une liste concurrente de celle des socialistes, soutenue par une cinquantaine de sociaux-ales-démocrates en rupture avec le Parti socialiste de la ville et par l'Union syndicale locale. Cet épisode témoigne à nouveau des tensions entre la génération influencée par les événements de 1968 et des syndicalistes de la vieille école sociale-démocrate⁶⁰⁴.

Ces tensions conduisent une fois encore à l'affaiblissement d'une section du parti particulièrement bien implantée au plan local : le Parti

⁵⁹⁹ SCHMID Gerhard, « Demokratisch-soziale Partei... », p. 96.

⁶⁰⁰ PV du comité directeur du PSS, 11 mai 1984, ASS, Ar. 1.110.75.

⁶⁰¹ MÜLLER Stefan, *Wie die 68er...*, p. 20.

⁶⁰² *Journal de Genève*, « Suisse romande. Les socialistes serrent les rangs », 18 mars 1989.

⁶⁰³ MÜLLER Stefan, *Wie die 68er...*, p. 87.

⁶⁰⁴ MÜLLER Stefan, *Wie die 68er...*, p. 74.

socialiste de la ville de Berne passe ainsi de quelque 3 000 membres à la fin des années 1970 à environ 2 000 en 1985⁶⁰⁵. Soucieuse d'éviter une scission comme à Bâle-Ville, la direction du PSS renonce à exiger l'exclusion de Bratschi, en dépit de sa candidature dissidente. Le politicien poursuit également son activité dans le groupe parlementaire socialiste au Conseil national⁶⁰⁶. Les tensions entre les élu·e·s à l'exécutif et le parti sont vives dans d'autres cantons, comme Argovie ou Soleure, ce qui conforte le PSS dans sa décision vis-à-vis de Bratschi. Même si ces clivages ne dégénèrent pas en scissions, ils préoccupent fortement la direction du PSS qui craint de nouveaux déchirements⁶⁰⁷. La priorité de Hubacher et de ses proches est donc de calmer le jeu plutôt que de durcir le ton à l'égard de ceux-celles qui s'écartent de la ligne du parti par des positions plus à droite que celui-ci.

Malgré ces efforts d'apaisement, le PSS subit à nouveau une scission particulièrement importante en 1987, cette fois dans le canton des Grisons. Six des dix membres que compte le groupe au Parlement cantonal rejoignent un nouveau Parti social-démocrate, qui adopte, là encore, une orientation de centre gauche⁶⁰⁸. L'épisode est d'autant plus douloureux que le parti a connu dans ce canton un essor électoral remarquable durant les années précédentes. Celui-ci a notamment été permis par l'urbanisation qui transforme peu à peu le caractère rural et conservateur de cette région⁶⁰⁹. Aux élections fédérales de 1983, le Parti socialiste y a même réalisé, avec 24,6 % des voix, un score supérieur à la moyenne nationale.

En 1988, c'est au tour du Parti socialiste du canton de Fribourg d'être affecté par le départ de son aile centriste. Celle-ci est emmenée par le conseiller d'État en charge des Finances Félicien Morel, ténor de l'aile consensuelle du Parti socialiste en Suisse romande, très présent dans les

⁶⁰⁵ MÜLLER Stefan, *Wie die 68er...*, p. 107.

⁶⁰⁶ MÜLLER Stefan, *Wie die 68er...*, p. 90.

⁶⁰⁷ Lettre de Helmut Hubacher à Rudolf Strahm, 1^{er} octobre 1984, ASS, Ar. 177.11.5.

⁶⁰⁸ *Journal de Genève*, «Grisons: des socialistes font sécession», 4 novembre 1987.

⁶⁰⁹ HÄMMERLE Andrea et al., «Grisons: le réveil de la périphérie», in: LANG Karl et al. (éd.), *Solidarité, débats, mouvement. Cent ans de Parti socialiste suisse, 1888-1988*, Lausanne, Édition d'En bas, 1988, p. 153.

médias. Morel quitte le parti, suivi par environ soixante partisan·e·s, parce qu'il en juge la ligne trop à gauche⁶¹⁰. Les scissionnaires fribourgeois·e·s créent eux aussi un petit Parti social-démocrate, de centre-gauche.

Au Tessin également se déroule un vif affrontement entre l'aile consensuelle et l'aile gauche, quoique la configuration partisane y soit quelque peu différente. Le conflit se cristallise dans ce canton autour du projet de réunification du Parti socialiste tessinois et du Parti socialiste autonome (PSA). Comme on s'en souvient, ce dernier est créé en 1969 après que l'aile gauche est exclue du PS. En 1985, le conseiller d'État socialiste Rossano Bervini et ses proches obtiennent le report du projet de réunification avec le PSA⁶¹¹. Bervini et ses soutiens sont en effet remontés contre le projet de fusion, car des élu·e·s du PSA ont attaqué publiquement le conseiller d'État dans une affaire de gestion immobilière touchant la ville de Bellinzone et impliquant des pratiques de favoritisme en faveur de certains membres du parti⁶¹².

Dans le cas tessinois, la direction du PSS décide d'agir avec plus de tranchant que lors de crises précédentes dans les sections locales. Elle désavoue Bervini et ses partisan·e·s, en attribuant au PSA le statut de membre associé du PSS⁶¹³. Malgré cet acte de soutien de la part des dirigeant·e·s du PSS, en 1987, le Parti socialiste tessinois exclut les tenant·e·s de la réunification avec le PSA, qui ont comme chef de file le conseiller national Dario Robbiani⁶¹⁴. La confrontation entre l'aile gestionnaire autour de Bervini et les socialistes de gauche franchit donc un nouveau palier. Cette décision est condamnée par la direction du PSS. Les exclu·e·s fondent un nouveau parti en commun avec le PSA, le Parti socialiste unitaire. Cette nouvelle organisation, qui entretient

⁶¹⁰ *Journal de Genève*, «Félicien Morel: droiture trop rigide», 22 novembre 1988; *Journal de Genève*, «Les socialistes serrent les rangs», 18 mars 1989.

⁶¹¹ MACALUSO Pompeo, *Storia del Partito...*, p. 424.

⁶¹² *Gazette de Lausanne*, «Unification de la gauche: un projet en difficulté», 26 novembre 1985.

⁶¹³ *Gazette de Lausanne*, «Remous au Tessin», 28 janvier 1986.

⁶¹⁴ *Gazette de Lausanne*, «Menace de scission au sein du Parti socialiste», 15 janvier 1987.

des liens étroits avec le PSS, ne sera pourtant réintégrée dans le Parti socialiste tessinois qu'en 1992⁶¹⁵.

Même si la direction du PSS cherche à apaiser les tensions et se pose en instance médiatrice, ces scissions au sein de plusieurs sections locales ont pu être favorisées par le refus des dirigeant-e-s socialistes de reconnaître de manière formelle différents courants à l'intérieur du parti et de permettre leur structuration, comme c'est alors le cas dans d'autres organisations socialistes européennes, à l'instar du Parti socialiste français⁶¹⁶. Certes, dans le cas du PSS, l'absence de courants reconnus par la direction du parti est tempérée par une vie démocratique interne plutôt animée. Celle-ci est en effet favorisée par les prises de position régulières sur les référendums et initiatives à l'occasion des comités centraux ou des congrès. Il n'en reste pas moins que l'activité de courants internes reconnus de manière formelle a été, pour une partie des partis socialistes européens, une manière de gérer les conflits de ligne en évitant les scissions. Reste que les divisions qui touchent le PSS durant les années 1980 ne sont pas une spécificité helvétique. En Grande-Bretagne, une partie de l'aile centriste du Labour, excédée par l'activisme de l'aile gauche, quitte le parti en 1981 pour fonder le Social Democratic Party, une dénomination par ailleurs aussi adoptée par les scissionnaires en Suisse⁶¹⁷.

Cette multiplication des divisions pourrait donner l'impression d'une lame de fond en faveur du centre gauche qui menacerait l'existence même du PSS. Cette impression est pourtant trompeuse. En fait, les nouveaux groupes créés à la suite des scissions que nous venons d'évoquer, quoiqu'ils affaiblissent significativement le Parti socialiste, ne parviennent pas à s'imposer durablement dans le paysage politique des années 1980. À Bâle-Ville par exemple, l'organisation issue de la scission, soit la Demokratische-Soziale Partei, réalise aux élections fédérales de 1983 un score décevant de 3,1 %, contre 30,9 % pour le PS⁶¹⁸. Ces forces de centre

⁶¹⁵ *Journal de Genève*, «Nouveau parti de gauche au Tessin», 25 janvier 1988.

⁶¹⁶ *Journal de Genève*, «Helmut Hubacher: "Nous devons imaginer un nouveau style"», 28 avril 1988.

⁶¹⁷ THORPE Andrew, *A History of the British Labour Party...*, p. 213.

⁶¹⁸ SCHMID Gerhard, «Demokratisch-soziale Partei...», p. 99.

gauche peinent à trouver leur place face à un Parti socialiste bénéficiant d'une implantation ancienne et qui – malgré les prédictions de certains des syndicalistes ayant quitté le parti pour les nouvelles formations centristes – n'a finalement pas renoncé à sa participation gouvernementale. La concurrence provoquée par l'arrivée des écologistes, sur laquelle nous reviendrons, réduit encore l'espace électoral dont disposent ces petites formations issues du PS. De plus, dans certains cantons, le centre de l'échiquier politique est bien occupé par le PDC. Par conséquent, ces groupes ne parviennent pas à se structurer durablement au plan national, leurs sections locales demeurant trop faibles.

Échec de l'initiative sur les banques en 1984 et essoufflement de l'aile gauche

Les scissions que nous venons de décrire affaiblissent le PSS et sa capacité à mener campagne, tout en provoquant une couverture médiatique défavorable. Ces difficultés tombent mal, car le parti est confronté, durant la même période, à une campagne importante autour de son initiative populaire contre la puissance des banques et l'abus du secret bancaire. Dans ces conditions difficiles, l'initiative populaire contre la puissance des banques et l'abus du secret bancaire connaît en 1984 une défaite cuisante. Elle ne réunit que 27% des suffrages, alors que le même jour, une initiative du groupement d'extrême droite Action nationale, visant à interdire la vente de terrains aux étranger·ère·s non domicilié·e·s en Suisse, récolte 48,9% de suffrages favorables⁶¹⁹. Plusieurs représentant·e·s de l'aile centriste du parti, à l'image du Fribourgeois Félicien Morel, se distancent publiquement de l'initiative pendant la campagne, car ils·elles estiment que le PSS devrait se recentrer sur la défense des acquis sociaux plutôt que de mener une bataille à la tonalité tiers-mondiste contre le secret bancaire⁶²⁰. Ces dissensions, dont les

⁶¹⁹ Votation populaire du 20 mai 1984, en ligne sur le site de la Chancellerie fédérale : <https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/va/19840520/index.html> (consulté en mars 2022).

⁶²⁰ PASQUIER Émilie, *Le Parti socialiste suisse...*, p. 109.

médias conservateurs se délectent et auxquelles ils offrent un large écho, parasitent la campagne socialiste. Chez les responsables socialistes qui se mobilisent pour l'initiative, l'amertume est grande face à l'attitude de ceux-celles qui ont tourné le dos à la proposition : lors d'une séance du comité directeur, la journaliste Toya Maissen déplore ces revirements qui, selon elle, provoquent frustration et résignation dans le parti⁶²¹.

Les tensions internes ne sont toutefois pas la seule cause de la lourde défaite de l'initiative sur les banques. La problématique de l'inflation et du franc fort, thématifiée par les responsables socialistes en 1978 au moment du lancement de l'initiative, se pose de manière moins aiguë au moment de la votation, en 1984. Rappelons que la lutte contre le franc fort avait été invoquée par les partisan-e-s de l'initiative pour convaincre les responsables syndicaux de s'y rallier. Le franc fort était en effet présenté comme l'une des causes des difficultés de l'industrie d'exportation et des pertes d'emplois dans le secteur secondaire. Quant à l'impact sur l'opinion publique du scandale de Chiasso – qui a terni l'image d'une des grandes banques suisses en 1977 et créé un terreau favorable au lancement de l'initiative socialiste –, il est désormais beaucoup moins vif vu le temps écoulé. Enfin, le Parti socialiste dispose, pour mener sa campagne, de moyens financiers nettement inférieurs à ceux de ses adversaires. Hubacher estime que les opposant-e-s à l'initiative ont investi 12 millions de francs pour combattre la proposition socialiste alors que ses partisan-e-s n'ont pu mobiliser qu'un seul million pour mener campagne⁶²². La banque UBS a engagé à elle seule environ 8 millions de francs pour contrer l'initiative, finançant des publicités insérées dans une cinquantaine de journaux et qui paraissent régulièrement depuis 1977⁶²³. Les arguments mis en avant par les milieux bancaires durant la campagne, insistant sur la protection de la sphère privée des petit-e-s épargnant-e-s, ont fait particulièrement mouche dans la population,

⁶²¹ PV de la séance du comité directeur du PSS, 27 avril 1983, ASS, Ar. 1.110.74.

⁶²² HUBACHER Helmut, *Tatort Bundeshaus...*, p. 87.

⁶²³ PASQUIER Émilie, *Le Parti socialiste suisse...*, p. 103-104; de manière plus générale, sur les financements très importants dont bénéficient à cette époque les partis bourgeois de la part d'associations patronales, voir : EICHENBERGER Pierre, «Swiss Capitalism, or the Significance of Small Things», *Capitalism: A Journal of History and Economics* 3, 2022, p. 226.

comme l'explique par la suite le politologue Claude Longchamp lors d'une séance du comité central du PSS⁶²⁴.

Sur le plan des rapports de force internes au parti, la décision du congrès du PSS, en 1984, de maintenir sa participation au Conseil fédéral, puis la défaite de l'initiative sur les banques, constituent deux événements défavorables à l'aile gauche. Rappelons que l'initiative sur les banques avait été lancée sous l'impulsion de la gauche du parti. Cette dernière, qui a connu une évolution ascendante depuis le début des années 1970, essuie à cette occasion une double défaite sur deux enjeux majeurs, dans un contexte de recul plus général de la gauche, tant sur la scène fédérale que dans les pays voisins. La défaite concernant la participation au Conseil fédéral est d'autant plus significative que de nombreux·ses membres du PSS favorables au maintien des socialistes au gouvernement ont quitté le parti suite aux scissions de centre gauche intervenues à Bâle-Ville et Zurich. Ces départs ne suffisent pourtant pas à garantir à l'aile gauche une majorité des voix.

Au lendemain de sa défaite, les membres situé·e·s à gauche du parti cherchent à mieux se structurer et à se réunir plus souvent, mais sans parvenir à inverser la tendance⁶²⁵. Comme le relève la journaliste socialiste Toya Maissen, la gauche du parti souffre d'un fort déficit d'implantation dans les régions périphériques, hors des sections des grandes villes⁶²⁶. Signe supplémentaire de l'évolution défavorable du rapport de force pour l'aile gauche du rapport de force, un secrétaire du PSS est licencié en mars 1984 parce que la direction estime qu'il consacre trop de temps à travailler à l'organisation de ce courant⁶²⁷. Cette même année, les responsables de la Jeunesse socialiste – qui exerce durant les années précédentes une pression à la gauche du parti – déplorent, dans le même ordre d'idées, un essoufflement militant. Selon l'un des responsables de la Jeunesse socialiste, les apprenti·e·s et étudiant·e·s ne s'intéressent plus guère à la social-démocratie et celle-ci peine donc à recruter au sein de

⁶²⁴ PV de la séance du comité central du PSS, 9 avril 1988, ASS, Ar. 1.110.75.

⁶²⁵ *Gazette de Lausanne*, «Parti socialiste: naissance d'une tendance à gauche», 19 mars 1984.

⁶²⁶ PV de la séance du comité directeur du PSS, 30 mars 1984, ASS, Ar. 1.110.75.

⁶²⁷ *Idem*.

la nouvelle génération⁶²⁸. En 1985, la Jeunesse socialiste ne compte ainsi plus qu'une centaine de membres actif·ve·s⁶²⁹. Plus généralement, les responsables socialistes déplorent la dépolitisation du milieu étudiant par rapport aux années 1970⁶³⁰.

L'aile gauche enregistre certes encore des succès ponctuels, par exemple lors du congrès de 1986 où elle obtient, malgré l'opposition de la direction, une prise de position des délégué·e·s contre l'adhésion de la Suisse au Fonds monétaire international (FMI), « *étrangleur silencieux du Tiers-monde dont notre pays ne doit pas être complice* »⁶³¹. Reste que cette même année, Jean Ziegler, un des ténors de la gauche du PSS, met en évidence, lors d'une conférence à Genève, la crise du projet socialiste et la démobilisation militante⁶³².

Signe des temps, en 1987, le candidat présenté par la gauche du parti en vue de l'élection au Conseil fédéral, Christian Grobet, échoue devant son groupe parlementaire au profit d'un profil nettement plus consensuel, celui de René Felber, alors conseiller d'État en charge des Finances dans le canton de Neuchâtel⁶³³. Le groupe socialiste aux Chambres fédérales veut en effet éviter, en choisissant Felber, une nouvelle confrontation avec la droite gouvernementale, quelques années après le bras de fer autour de la candidature malheureuse d'Uchtenhagen. Pourtant, le comité central du parti avait recommandé en amont la candidature de Grobet par 59 voix contre 26 pour celle de Felber⁶³⁴.

⁶²⁸ PV de la séance du comité directeur du PSS, 25 avril 1984, ASS, Ar. 1.110.75 (intervention de Michael Kaufmann).

⁶²⁹ PV de la séance du comité directeur du PSS, 14 juin 1985, ASS, Ar. 1.110.75.

⁶³⁰ PV de la séance du comité directeur du PSS, 29 novembre 1986, ASS, Ar. 1.110.75.

⁶³¹ *Journal de Genève*, « Les socialistes partent en guerre contre le nucléaire », 23 juin 1986.

⁶³² *Journal de Genève*, « Jean Ziegler et Alain Krivine: le socialisme est en crise », 6 février 1986.

⁶³³ *Journal de Genève*, « René Felber, candidat officiel des socialistes », 23 novembre 1987.

⁶³⁴ PV de la séance du comité central du PSS, 21 novembre 1987, ASS, Ar. 1.110.75.

Naissance d'un courant social-libéral

Les échecs de l'aile gauche ne profitent pas seulement aux partisan-e-s d'une approche sociale-démocrate prudente, centrée sur la défense des acquis sociaux. Elle favorise également ceux-celles qui, au sein du PSS, plaident pour une adaptation des orientations politiques aux exigences nouvelles de compétitivité économique portées par les forces néolibérales. À partir du milieu des années 1980, on constate en effet dans les débats internes que des voix, certes minoritaires et éparses, se font entendre en faveur d'une évolution que l'on pourrait qualifier de sociale-libérale. Ce positionnement est renforcé par une certaine résignation des socialistes à l'égard de la libéralisation des marchés de capitaux et des autres évolutions liées à une mondialisation qui paraît de plus en plus inéluctable à l'échelle internationale⁶³⁵. Ainsi, en 1982, alors que les responsables socialistes discutent d'une nouvelle initiative en faveur d'un impôt sur les grands dépôts bancaires, la conseillère nationale Yvette Jaggi remarque qu'avant même l'adoption d'un tel prélèvement, les banquiers auraient tout le temps de suggérer à leurs client-e-s de placer leurs fonds à l'étranger⁶³⁶.

Parmi les voix qui se font entendre pour une meilleure adaptation du programme à la mondialisation libérale, il y a celle de Beat Kappeler, secrétaire de l'USS depuis 1977 et adhérent du Parti socialiste. Ce dernier se montre préoccupé par la perte de compétitivité que subirait la place financière suisse en cas d'acceptation de l'initiative socialiste sur les banques⁶³⁷. On se rappelle que lors de la crise de 1982-1983, il a plaidé pour le développement de revendications visant une compétitivité accrue de l'économie suisse et un recours facilité au chômage partiel pour les entreprises, en lieu et place des revendications sociales-démocrates traditionnelles liées à la relance économique par la dépense publique et au soutien aux revenus des salarié-e-s. En 1988, Kappeler publie le compte-rendu d'un essai du politologue ouest-allemand Fritz Scharpf

⁶³⁵ FARQUET Christophe, *Histoire du paradis fiscal suisse...*, p. 265.

⁶³⁶ PV de la séance du comité directeur du PSS, 8 septembre 1982, ASS, Ar. 1.110.73.

⁶³⁷ FARQUET Christophe, *Histoire du paradis fiscal suisse...*, p. 280.

dans la revue du Parti socialiste⁶³⁸. Cette étude, consacrée aux politiques sociales-démocrates en temps de crise, postule que la relance par la dépense publique est de plus en plus difficile à mettre en œuvre, en raison de l'interconnexion des économies, de la dérégulation à l'œuvre à l'échelle internationale ou encore de l'opposition croissante de la droite conservatrice et des cercles patronaux⁶³⁹. Les sociaux-démocrates devraient donc selon Scharpf adapter leur programme à cette nouvelle donne.

Dans cette logique, la même année, lors d'une présentation au comité central du PSS sur la situation économique en Suisse, Kappeler argumente pour que le PSS se montre davantage ouvert à la flexibilisation des relations de travail réclamée par les employeurs, afin de maintenir la compétitivité internationale du pays, de contrer la désindustrialisation et de limiter ainsi les pertes d'emplois⁶⁴⁰. Il s'agit d'accompagner un mouvement de flexibilisation selon lui inéluctable, en négociant des contreparties pour protéger les salarié-e-s les plus démunis-e-s. De plus, face au risque de désindustrialisation, Kappeler demande au PSS de miser sur un soutien à des mesures de formation dans des secteurs de pointe à forte valeur ajoutée – atouts phares de l'économie suisse – plutôt que sur des plans de relance à l'ancienne. Durant la discussion qui suit cette présentation, certain-e-s représentant-e-s de l'aile centriste, à l'instar du conseiller national Francis Matthey, appuient la prise de position de Kappeler. Cependant, celle-ci provoque aussi une méfiance d'autres parlementaires : Yvette Jaggi, conseillère aux États, affirme ainsi que certains mots utilisés, comme celui de « flexibilisation », suscitent le scepticisme dans les rangs de la gauche. D'autres membres du comité central estiment que les propositions avancées concernant cette flexibilisation constituent des concessions trop poussées à l'égard du camp bourgeois.

Le souci d'améliorer la compétitivité de l'économie nationale vu la concurrence de plus en plus mondialisée se renforce progressivement,

⁶³⁸ KAPPELER Beat, « Sozialdemokratische Krisenpolitik in Europa. Ein gescheitertes Programm », *Rote Revue – Profil* 67, 1988, p. 6-8.

⁶³⁹ SCHARPF Fritz, *Sozialdemokratische Krisenpolitik in Europa*, Francfort, Campus Verlag, 1987.

⁶⁴⁰ PV de la séance du comité central du PSS, 20 février 1988, ASS, Ar. 1.110.75.

à la même période, dans d'autres partis sociaux-démocrates comme en Suède⁶⁴¹. Pour les tenants d'une adaptation sociale-libérale, une compétitivité accrue est considérée comme un préalable à toute politique favorisant l'augmentation du niveau de vie des ménages modestes. En Grande-Bretagne, cette évolution, sous la houlette de Neil Kinnock, prépare le terrain à la troisième voie sociale-libérale qui sera mise en œuvre dans les années 1990 par Tony Blair⁶⁴².

En Suisse, outre Kappeler, l'activité d'autres personnalités sociales-démocrates favorables à une évolution sociale-libérale peut être évoquée, comme celle de Peter Hablützel ou celle du professeur d'économie Kurt Schiltknecht. Ce dernier, chef-économiste de la BNS de 1974 à 1984, est partisan d'une politique monétaire orthodoxe, saluée par les politiciens conservateurs⁶⁴³. Vers 1990, Schiltknecht se lance dans des activités commerciales à succès avec des hommes d'affaires liés à la droite néolibérale comme le banquier Martin Ebner⁶⁴⁴. Peter Hablützel, collaborateur du conseiller fédéral Ritschard depuis 1980, œuvre à lever les réticences de la direction du PSS contre l'introduction de la TVA, un prélèvement jugé antisocial par l'aile gauche du parti⁶⁴⁵. En 1989, il est nommé chef de l'Office du personnel de la Confédération par Otto Stich⁶⁴⁶ et se montre réceptif aux principes néolibéraux de *new public management* qui visent à rapprocher la gestion des administrations publiques des standards de l'entreprise privée⁶⁴⁷.

Un certain intérêt pour ce *new public management*, attrayant en raison de l'image de modernité qu'il véhicule et de ses promesses

⁶⁴¹ ALALUF Mateo, *Le socialisme malade...*, p. 164.

⁶⁴² ESCALONA Fabien, *La reconversion partisane...*, p. 149.

⁶⁴³ BEGLINGER Martin, *Otto Stich...*, p. 163.

⁶⁴⁴ *Handelszeitung*, «Kurt Schiltknecht: Ex-BZ-Sprecher: "Subtiles Spiel um Geld"», 30 juin 2004.

⁶⁴⁵ PV de la séance du comité directeur du PSS, 23 mars 1983, ASS, Ar. 1.110.74.

⁶⁴⁶ *Neue Zürcher Zeitung*, «Wahl Hablützels zum Direktor des Personalamts», 7 septembre 1989.

⁶⁴⁷ BEGLINGER Martin, *Otto Stich...*, p. 226; pour une analyse de ce phénomène en Suisse et en particulier dans le canton de Zurich, voir: PELIZZARI Alessandro, *Die Ökonomisierung des Politischen. New public management und der neoliberale Angriff auf die öffentliche Dienste*, Constance, UKV, 2001.

d'efficience dans la gestion des deniers publics, peut d'ailleurs être décelé à la direction du PSS durant les années 1980. En 1984, cette dernière envisage de confier à l'entrepreneur Nicolas Hayek un mandat pour réaliser un audit de la gestion du parti. Ce projet crée une polémique à l'interne, Hayek ayant la réputation de promouvoir des restructurations d'administration orientées uniquement sur des critères d'économie privée et d'impératifs de rentabilité⁶⁴⁸. Rudolf Strahm s'élève ainsi lors d'une séance du comité directeur contre la perspective de faire appel à un homme à la réputation de «*jobkiller*»⁶⁴⁹.

L'essor d'un courant social-libéral au sein du PSS s'accompagne d'une certaine ouverture vers l'économie privée. Dans la deuxième moitié des années 1980, le PSS accepte ainsi de manière ponctuelle des dons de grandes entreprises. Ces derniers restent, il est vrai, des apports modestes en proportion de l'ensemble des revenus du parti, composés majoritairement des cotisations des membres et des versements des élu-e-s, hauts fonctionnaires et juges. Ainsi, en 1987, la direction du PSS accepte un don de 5 000 francs (équivalent à environ 7 700 francs en 2024) proposé par Merkur Holding SA, un groupe international de commerce et de services qui possède notamment l'entreprise Selecta, spécialisée dans les distributeurs automatiques d'aliments⁶⁵⁰. En 1988, c'est l'entreprise Denner – important acteur du commerce de détail sur le marché suisse et actif sur la scène politique fédérale avec le lancement d'une initiative populaire contre le pouvoir des cartels de l'alcool et du tabac – qui verse 10 000 francs au PSS (soit un peu plus de 15 000 francs de 2024)⁶⁵¹. Même si ces dons en provenance d'entreprises ne constituent qu'une part limitée des recettes du parti, un tel phénomène est caractéristique de la

⁶⁴⁸ PV de la séance du comité directeur du PSS, 27 septembre 1984, ASS, Ar. 1.110.75.

⁶⁴⁹ Idem.

⁶⁵⁰ Lettre de Helmut Hubacher à Georg Krneta, président du Conseil d'administration de Merkur Holding SA, 8 juillet 1987, ASS, Ar. 1038.11.4.

⁶⁵¹ Lettre du Conseil d'administration de Denner SA à Helmut Hubacher, 2 décembre 1988, ASS, Ar. 1038.11.4; sur l'initiative populaire de Denner, lancée en 1984 puis retirée en 1988, voir: *Neue Zürcher Zeitung*, «*Denner-Schutzinitiative* zurückgezogen», 27 avril 1988.

montée en puissance des tendances sociales-libérales dans le PSS, mais aussi dans les autres partis sociaux-démocrates européens⁶⁵².

Du côté du Parti socialiste vaudois, la sensibilité sociale-libérale se manifeste à travers la création en 1985 du Club économique socialiste⁶⁵³. Ce dernier se présente pour la première fois au public en 1986 et revendique à cette occasion une petite centaine de membres⁶⁵⁴. Le club est réservé aux adhérent-e-s du parti occupant des fonctions à responsabilité dans des collectivités publiques ou de l'économie privée; le courant social-libéral réunit donc des personnalités au statut socioprofessionnel élevé. La création de ce club est ainsi emblématique du poids croissant des adhérent-e-s socialistes appartenant à des couches sociales aisées. Les animateur-trice-s de ce groupe se disent favorables à une «économie de marché revitalisée»⁶⁵⁵ et envisagent avec sympathie le «tournant de la rigueur» réalisé par le gouvernement Mitterrand⁶⁵⁶. L'action du responsable socialiste français Michel Rocard, un des artisans de cette évolution politique, est par ailleurs saluée⁶⁵⁷.

Les membres du Club jugent souhaitable une «*stratégie pour une participation accrue des socialistes à la vie économique [...], par la participation à des conseils d'administration, à des associations économiques, voire dans des organisations de type patronal.*»⁶⁵⁸ Les conférences qui s'y donnent permettent un dialogue avec des politicien-ne-s de centre-droite ou des entrepreneur-euse-s. Ainsi, en 1987, le directeur de l'entreprise

⁶⁵² Voir l'exemple britannique: THORPE Andrew, *A History of the British Labour Party...*, p. 254.

⁶⁵³ Compte-rendu de la discussion du Club économique, 10 septembre 1985, Archives cantonales vaudoises (désormais ACV), fonds du Parti socialiste vaudois, PP 225/596. Je remercie Raza Hajraj, Grégoire Mottet et Emma Séville, étudiant-e-s à l'Université de Lausanne et auteur-trice-s d'un travail de séminaire sur le Parti socialiste vaudois, qui m'a permis de découvrir les documents sur le Club économique socialiste conservés aux ACV.

⁶⁵⁴ *Journal de Genève*, «Les socialistes vaudois créent un club économique», 19 février 1986.

⁶⁵⁵ Idem.

⁶⁵⁶ Pour une nouvelle sensibilité et pour une stratégie du Parti socialiste vaudois en matière économique, 10 septembre 1985, ACV, PP 225/596.

⁶⁵⁷ *Journal de Genève*, «Les socialistes vaudois créent un club économique», 19 février 1986; voir aussi: *24 Heures*, «Capitalisme de gauche», 29 novembre 1990.

⁶⁵⁸ Pour une nouvelle sensibilité et pour une stratégie du Parti socialiste vaudois en matière économique, 10 septembre 1985, ACV, PP 225/596.

Kudelski SA présente un exposé portant le titre éloquent: « *Volonté d'entreprendre, quelles chances, quels obstacles?* »⁶⁵⁹

À partir de 1988, les animateur-trice-s du Club économique socialiste entreprennent également de placer en bourse l'épargne des adhérent-e-s à travers la création du Syndicat d'investisseurs du Club économique socialiste (SICES). « *Participer au système capitaliste n'est pas évident pour des socialistes* », concède à ce propos un article paru dans *Tribune socialiste vaudoise* pour annoncer la création du SICES⁶⁶⁰, mais, poursuivent les fondateur-trice-s de ce groupement, « *pour revendiquer notre place dans la gestion des affaires publiques, les mots ne suffisent pas, notre implication dans l'économie est inévitable et doit, à notre sens, se manifester concrètement.* »⁶⁶¹ Cela dit, les statuts du SICES excluent les « *placements [...] qui pourraient entrer en conflit avec la politique du Parti socialiste.* »⁶⁶²

L'émergence d'une sensibilité sociale-libérale fait évoluer les équilibres existants dans le PSS. Désormais, les syndicalistes partisan-e-s d'une ligne sociale-démocrate centrée sur le développement graduel de l'État social – apparaissant depuis 1968 comme l'aile consensuelle du parti par rapport à une aile gauche favorable à des réformes plus radicales – sont désormais dépassés sur leur droite par les partisan-e-s de l'adaptation sociale-libérale. Comme le remarque l'historien Bernard Degen, l'aile syndicale est ainsi poussée plus à gauche sur le spectre politique interne⁶⁶³.

Cette évolution contribue certainement à expliquer le changement de point de vue d'une partie des membres du PSS sur le conseiller fédéral Otto Stich. Lors de son élection en 1984, ce dernier est perçu par une partie de ses camarades comme appartenant à une gauche très consensuelle et comme ayant fait le jeu des forces bourgeoises en acceptant son élection. En tant que social-démocrate de la vieille école, il apparaît cependant dans les années suivantes, jusqu'à son départ du Conseil fédéral en 1995, comme un politicien soucieux de résister aux forces les plus néolibérales

⁶⁵⁹ Parti socialiste vaudois, À la presse vaudoise, 2 juin 1987, ACV PP 225/598.

⁶⁶⁰ *Tribune socialiste vaudoise*, « Le SICES », janvier 1989 ; voir aussi : PV de la séance du comité central du PSS, 14 décembre 1991, ASS, Ar. 1.110.86.

⁶⁶¹ *Tribune socialiste vaudoise*, « Le SICES », janvier 1989.

⁶⁶² Idem.

⁶⁶³ DEGEN Bernard, « Nouvelles crises... », p. 241.

et son image à l'intérieur du parti s'en trouve dès lors améliorée⁶⁶⁴. Ainsi, après la lourde défaite socialiste de 1984, les milieux bancaires adoptent une posture plus offensive et cherchent à bloquer toute révision de la loi sur les banques. Cette attitude provoque un bras de fer avec Stich, en charge des Finances, qui parvient en 1990 à introduire une norme pénale contre le blanchiment d'argent, en dépit de l'opposition de la *Paradeplatz*⁶⁶⁵.

Le relatif essoufflement de l'aile gauche du PSS, après 1984, contribue également à expliquer pourquoi les partis de centre gauche nés des scissions survenues dans certains cantons ne parviennent pas à percer durablement sur le plan politique, en dépit des tentatives pour créer un nouveau Parti social-démocrate au plan national⁶⁶⁶. En effet, face à un Parti socialiste qui reste majoritairement orienté sur une ligne sociale-démocrate traditionnelle et qui bénéficie d'une notoriété forgée par une longue histoire, ces nouvelles formations ne disposent que d'un espace politique réduit. Ces atouts dont bénéficie le PSS n'enlèvent rien aux difficultés bien réelles rencontrées par le parti durant cette période. Ainsi, comme nous allons le voir à présent, ce dernier ne parvient pas à redresser ses scores électoraux dans la deuxième moitié des années 1980.

Les déboires électoraux de la fin des années 1980

Le Parti socialiste paie le prix électoral des tensions internes et scissions intervenues depuis le début des années 1980. Aux élections fédérales de 1987, le PSS réalise, avec 18,8 % des voix, le plus mauvais score depuis l'introduction du scrutin à la proportionnelle en 1919. À ce type d'élections, le PSS n'était en effet jamais descendu sous la barre des 20 %. Les pertes sont particulièrement sévères pour les sections cantonales qui, à l'instar de celle de Zurich, ont connu des scissions. Les socialistes ne parviennent qu'à conquérir 6 des 35 sièges du Parlement fédéral dévolus à ce canton, soit le même nombre que dans le canton de Vaud où la

⁶⁶⁴ BEGLINGER Martin, *Otto Stich...*, p. 250.

⁶⁶⁵ BEGLINGER Martin, *Otto Stich...*, p. 152.

⁶⁶⁶ *Journal de Genève*, «Premier pas vers la création d'un Parti social-démocrate», 5 juin 1989.

députation aux Chambres ne compte pourtant que 17 député·e·s⁶⁶⁷. En Argovie, canton où le Parti socialiste a connu de fortes tensions entre l'aile gauche et les syndicalistes sociaux-démocrates plus consensuels que celle-ci, le parti perd 30 % de son électorat⁶⁶⁸.

Il serait toutefois réducteur d'expliquer la défaite de 1987 uniquement par les dissensions internes du parti. Celle-ci doit aussi être analysée, plus largement, en rappelant la fragilisation de l'électorat traditionnel de la social-démocratie, marquée par les pertes d'emploi dans le secteur industriel, par la désaffiliation syndicale et par une démobilisation électorale des ouvrier·ère·s⁶⁶⁹. En 1987, les ouvrier·ère·s d'industrie ne forment plus que 23 % de l'électorat du parti, contre 40 % pour les employé·e·s du secteur tertiaire⁶⁷⁰. Le PSS est désormais dépassé par le PRD dans l'électorat ouvrier, alors qu'il bénéficiait d'une confortable avance dans cette catégorie de la population lors des scrutins précédents⁶⁷¹. La responsable socialiste Yvette Jaggi souligne lors d'une séance de bilan du comité central qu'en huit ans, le PSS aurait perdu la moitié de son électorat ouvrier; il n'y aurait plus qu'un petit quart de cet électorat qui voterait socialiste, ce qui ne représenterait que 12 % de l'électorat total⁶⁷². On constate à travers cette intervention que les responsables socialistes sont conscient·e·s de l'érosion de leur électorat ouvrier. La présence du politologue Claude Longchamp lors de plusieurs séances de direction du PSS durant cette période, invité à fournir des analyses de sociologie électorale aux responsables socialistes, confirme ce constat⁶⁷³. Cette érosion n'est donc pas seulement établie *a posteriori* par la science

⁶⁶⁷ *Journal de Genève*, «Helmut Hubacher: "Nous devons imaginer un nouveau style"», 28 avril 1988.

⁶⁶⁸ Aktennotiz SPS. Präsidenten-Konferenz, Gesprächsnotizen, 27 novembre 1987, ASS, Ar. 1038.13.4.

⁶⁶⁹ RENNWALD Line, ZIMMERMANN Adrian, «Le vote ouvrier...», p. 7.

⁶⁷⁰ *Journal de Genève*, «Helmut Hubacher: "Nous devons imaginer un nouveau style"», 28 avril 1988.

⁶⁷¹ RENNWALD Line, ZIMMERMANN Adrian, «Le vote ouvrier...», p. 7.

⁶⁷² PV de la séance du comité central du PSS, 9 avril 1988, ASS, Ar. 1.110.75.

⁶⁷³ Voir par exemple: PV de la séance du comité directeur du PSS, 17 octobre 1986, ASS 1.110.75; voir aussi: FINGER Matthias, REY Jean-Noël, «Le Parti socialiste suisse face aux nouvelles valeurs et aux nouveaux enjeux politiques de la société industrialisée avancée», *Annuaire suisse de science politique* 26, 1986, p. 257-272.

politique, mais il s'agit d'une évolution observée par les acteur·trice·s de l'époque et qui alimente directement les débats d'orientation au sein du parti.

Cette évolution participe à l'explication de l'échec électoral de plusieurs influents parlementaires de l'aile syndicale qui ne sont pas réélus au Conseil national, comme les Argoviens Max Chopard, ancien monteur radio et Herbert Zehnder, ancien menuisier, ainsi que le Zurichois Walter Renschler, membre du comité de l'Union syndicale et élu au Conseil national depuis 1967, soit depuis 20 ans⁶⁷⁴. À rebours de cette éviction des élus socialistes issus du monde ouvrier et syndical, la part des diplômé·e·s de l'enseignement supérieur dans la députation socialiste progresse de manière significative depuis le début des années 1980⁶⁷⁵. Alors qu'en 1957, seuls 30,2 % des élus du PSS au Conseil national étaient au bénéfice d'un titre universitaire – un pourcentage alors inférieur à ceux que l'on constate parmi les députations des partis bourgeois –, cette proportion atteint 52,8 % en 1980 et ne fait que progresser par la suite⁶⁷⁶.

Cela touche également la base du PSS où la part des ouvrier·ère·s est en recul, au profit de membres plus diplômé·e·s comme les enseignant·e·s⁶⁷⁷. On constate par ailleurs une relative démobilisation de la base militante : en 1988, les responsables du parti estiment que moins de 15 % des quelque 40 000 membres ont une activité politique régulière⁶⁷⁸.

Les difficultés électorales des années 1980 placent le PSS face à un dilemme qui, par contrecoup, aiguise les divisions internes. Pour progresser dans les urnes, le parti doit élargir son électorat au-delà des ouvrier·ère·s d'industrie en déclin sur le plan numérique. Hubacher et ses proches convoitent en particulier les nouvelles couches sociales en plein essor, celles des domaines de l'enseignement, de la santé, du social, des médias ou de la culture. Mais en élargissant son discours vers les

⁶⁷⁴ BEGLINGER Martin, *Otto Stich...*, p. 68 ; *Journal de Genève*, « Helmut Hubacher : "Nous devons imaginer un nouveau style" », 28 avril 1988.

⁶⁷⁵ MAZZOLENI Oscar et al., « Entre professionnalisation et proximité... », p. 343.

⁶⁷⁶ MAZZOLENI Oscar et al., « Entre professionnalisation et proximité... », p. 344.

⁶⁷⁷ ULRICH Dieter, *Von einer linken...*, p. 34.

⁶⁷⁸ PV de la séance du comité directeur du PSS, 18 mars 1988, ASS, Ar. 1.110.75.

nouvelles préoccupations de cet électorat plus diplômé – préservation de l’environnement, droits des femmes, soutien des revendications des mouvements de jeunes, etc. – il risque de déstabiliser encore un peu plus son électorat traditionnel. C’est du moins la crainte fréquemment mise en avant par les représentant·e-s de l’aile consensuelle. Le PSS essaie de surmonter, jusqu’à un certain point, ce dilemme, en conjuguant les préoccupations sociales et environnementales : ainsi, le parti propose désormais de combattre le chômage par la création d’emplois orientés vers la préservation de l’environnement⁶⁷⁹.

En vue des élections fédérales de 1987, le PSS met l’accent sur les thématiques environnementales, notamment en réaction à la catastrophe de Tchernobyl⁶⁸⁰. Les responsables socialistes réagissent également à l’accident de la Schweizerhalle de novembre 1986. À cette occasion, des produits chimiques se sont déversés dans le Rhin à la suite de l’incendie d’un entrepôt du groupe Sandoz et au ruissellement dans le fleuve de l’eau utilisée par les sapeurs-pompiers pour éteindre le brasier⁶⁸¹. En perspective de l’échéance électorale, le parti lance deux nouvelles initiatives populaires, l’une en faveur de la sortie progressive de l’énergie nucléaire, l’autre pour des économies d’énergie⁶⁸². À cette occasion, des éditorialistes bourgeois déplorent que le PSS paraisse hypnotisé par le succès des écologistes et coure après les thèmes environnementaux⁶⁸³.

Après les élections de 1987, certains commentateurs remarquent aussi que les socialistes romand·e-s, qui auraient mené une campagne moins axée sur les questions environnementales, s’en sont mieux sorti·e-s que leurs homologues alémaniques⁶⁸⁴. Le président Hubacher, dans une interview de 1988 où il cherche à expliquer la défaite électorale de l’année précédente, résume bien le dilemme auquel son parti est

⁶⁷⁹ PV de la séance du comité directeur du PSS, 15 février 1985, ASS, Ar. 1.110.75.

⁶⁸⁰ *Journal de Genève*, «Les socialistes partent en guerre contre le nucléaire», 23 juin 1986.

⁶⁸¹ PV de la séance du comité directeur du PSS, 19 décembre 1986, ASS, Ar. 1.110.75.

⁶⁸² *Journal de Genève*, «Lancement de l’initiative pour économiser l’énergie», 23 octobre 1986.

⁶⁸³ *Journal de Genève*, «À coup d’initiative et de référendum», 24 juin 1986.

⁶⁸⁴ *Journal de Genève*, «Le Parti socialiste suisse fête ses cent ans», 8 octobre 1988.

confronté en expliquant que « *l'écologie inspire certaines appréhensions à bon nombre de nos électeurs traditionnels, proches des syndicats, pour qui la défense de l'emploi ne fait pas forcément bon ménage avec la protection de l'environnement. L'écologie a néanmoins sa place dans notre programme aux côtés des revendications sociales. Car, à quoi bon obtenir des améliorations sociales, si notre environnement est détruit?* »⁶⁸⁵

Le mauvais résultat électoral de 1987 conforte donc logiquement l'appréciation de Stich et de ses proches suivant laquelle l'accent mis sur les questions environnementales et le souci de conquérir de nouveaux électeur·trice·s parmi les couches diplômées du salariat a déstabilisé une partie de l'électorat ouvrier traditionnel⁶⁸⁶. Au lendemain de la défaite, Stich reste décidé à s'opposer à la ligne promue par Hubacher. Le conseiller fédéral réclame un recentrage sur la ligne qui a dominé le parti dans l'après-guerre⁶⁸⁷. Il a le soutien de certains responsables syndicaux comme Fritz Reimann, conseiller national pour le PSS et président de la FTMH ainsi que de l'USS⁶⁸⁸. Stich combat la candidature d'Uchtenhagen à la présidence du groupe socialiste au Parlement fédéral parce qu'il considère qu'elle est politiquement trop proche de Hubacher⁶⁸⁹. La relation entre le président du parti et l'homme d'État est difficile.

Si l'accent mis sur les questions environnementales lors de la campagne pour les élections fédérales de 1987 n'a pas rencontré le succès escompté auprès de l'électorat diplômé, c'est notamment en raison de la concurrence croissante que représente la nouvelle force politique montante, celle des écologistes⁶⁹⁰. Cette mouvance est en réalité composée de deux tendances politiques. Se présentent aux élections, d'une part le Parti écologiste, orienté au centre du spectre politique suisse, d'autre part l'Alliance verte, alliée à la gauche radicale dans certains cantons comme

⁶⁸⁵ *Journal de Genève*, « Helmut Hubacher: "Nous devons imaginer un nouveau style" », 28 avril 1988.

⁶⁸⁶ PV de la séance du comité directeur du PSS, 30 octobre 1987, ASS, Ar. 1.110.75.

⁶⁸⁷ BEGLINGER Martin, *Otto Stich...*, p. 213.

⁶⁸⁸ Lettre de Fritz Reimann à Helmut Hubacher, 3 décembre 1987, ASS, Ar. 1038.11.4.

⁶⁸⁹ BEGLINGER Martin, *Otto Stich...*, p. 213.

⁶⁹⁰ RENNWALD Line, *Partis socialistes et classe ouvrière...*, p. 192.

Zurich ou Bâle-Campagne⁶⁹¹. Les deux formations écologistes emportent respectivement neuf et quatre sièges au Conseil national en 1987, réunissant 7,7% de l'électorat. On peut voir ici à l'œuvre une logique identifiée par le politologue Pascal Sciarini : depuis les années 1980, la progression du PSS ou des écologistes se réalise le plus souvent selon le principe des vases communicants⁶⁹². Lorsque l'une des deux forces croît, c'est aux dépens de l'autre. Durant les années 1980 et jusqu'en 1991, les difficultés du PSS profitent ainsi aux écologistes.

Avec du recul, on peut cependant émettre l'hypothèse que – au vu du déclin plus conséquent de certaines forces sociales-démocrates d'autres pays d'Europe occidentale – les pertes du PSS auraient été encore plus nettes si le parti avait suivi la ligne préconisée par Stich, en renonçant aux efforts d'ouverture aux nouvelles questions de société⁶⁹³. L'évolution soutenue par Hubacher était peut-être d'autant plus nécessaire pour le PSS que la part de l'électorat ouvrier en Suisse pèse proportionnellement moins que dans un pays comme l'Autriche. Cette différence s'explique par la proportion particulièrement importante, en Suisse, d'ouvrier·ère·s exclu·e·s des droits politiques, compte tenu de leur origine immigrée et de la politique de naturalisation restrictive menée par les autorités fédérales⁶⁹⁴.

Toutefois, les difficultés de la gauche sociale-démocrate ne peuvent être ramenées exclusivement aux tensions internes du PSS et à la concurrence avec les écologistes. En cette fin des années 1980, c'est tout le camp progressiste qui est à la peine. Les vents contraires ne soufflent pas seulement sur les élections, mais aussi sur les votations. En 1987, la population refuse d'améliorer les prestations publiques pour les congés

⁶⁹¹ SEITZ Werner, « Concombres et pastèques. L'histoire des Verts en Suisse », in : BAER Matthias, SEITZ Werner (éd.), *Les Verts en Suisse. Leur politique, leur histoire, leur base*, Zurich, Ruëgger, 2009, p. 27 ; SEITZ Werner, « L'histoire des Vert·e·s en Suisse, 1983-2022 », in : BÜTIKOFER Sarah, SEITZ Werner, *Les Vert·e·s en Suisse. Évolution – action – perspectives*, Zurich, Seismo, 2023, p. 22-23.

⁶⁹² SCIARINI Pascal, « Le Parti socialiste et les Verts : concurrence et défis », in : MAZZOLENI Oscar et al. (éd.), *Voisinages et conflits. Les partis politiques suisses en mouvement*, Genève, Slatkine, 2013, p. 136.

⁶⁹³ RENNWALD Line, *Partis socialistes et classe ouvrière...*, p. 213.

⁶⁹⁴ RENNWALD Line, *Partis socialistes et classe ouvrière...*, p. 223.

liés à la maternité par 71,3 % des suffrages exprimés⁶⁹⁵. En 1988, une initiative populaire des POCH pour l'abaissement de l'âge de départ en retraite, de 65 à 62 ans pour les hommes et de 62 à 60 ans pour les femmes, est refusée par 64,9 % des voix⁶⁹⁶. Le comité central du PSS a décidé de recommander le soutien à cette initiative par 32 voix, contre 18 en faveur de la liberté de vote⁶⁹⁷. Certain·e·s responsables du parti comme Otto Stich estiment que le contenu de l'initiative est trop ambitieux, raison pour laquelle ils-elles recommandent la liberté de vote. Une majorité des membres du comité central estime toutefois qu'une défaite de l'initiative des POCH par un trop mauvais score affaiblirait la position du PSS dans la réforme, en préparation, de l'AVS et que la division des forces de gauche dans un tel dossier serait mal comprise par l'électorat⁶⁹⁸.

Cette même année 1988, l'initiative de l'Union syndicale pour une réduction progressive du temps de travail à 40 heures connaît à son tour une défaite par 65,7 % des suffrages⁶⁹⁹. L'initiative est pourtant modérée dans son contenu, prévoyant une réduction progressive de la semaine de travail, au rythme de deux heures chaque année. Concrètement, cela signifie que dans des branches comme l'hôtellerie-restauration, le délai de mise en œuvre de la semaine de quarante heures serait supérieur à cinq ans. L'USS mène une campagne très consensuelle, insistant avant tout sur les avantages individuels que les salarié·e·s pourraient retirer d'une telle réduction du temps de travail⁷⁰⁰.

⁶⁹⁵ Votation populaire du 6 décembre 1987, en ligne sur le site de la Chancellerie fédérale : <https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/va/19871206/index.html> (consulté en mars 2022).

⁶⁹⁶ Votation populaire du 12 juin 1988, en ligne sur le site de la Chancellerie fédérale : <https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/va/19880612/index.html> (consulté en juin 2022).

⁶⁹⁷ PV de la séance du comité central du PSS, 9 avril 1988, ASS, Ar. 1.110.75.

⁶⁹⁸ Idem.

⁶⁹⁹ Votation populaire du 4 décembre 1988, en ligne sur le site de la Chancellerie fédérale : <https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/va/19881204/index.html> (consulté en mars 2022).

⁷⁰⁰ SÛRI Daniel, «Syndicalistes, avons-nous un avenir dans le futur?», in: MASNATA François et al. (éd.), *Le pouvoir suisse, 1291-1991. Séduction démocratique et répression suave*, Lausanne, Éditions de L'Aire, 1991, p. 344.

Parallèlement à ces grosses difficultés dans les urnes, le PSS est confronté à l'intensification des campagnes politiques menées par ses adversaires du camp bourgeois: ces derniers recourent de manière croissante à l'initiative et au référendum pour imposer leurs priorités dans le débat public, bénéficiant pour ce faire d'importants moyens financiers en provenance des milieux économiques⁷⁰¹. L'entrepreneur Christoph Blocher, président de la section zurichoise de l'UDC, s'impose comme un des maîtres de cette nouvelle tactique plus offensive⁷⁰². Celle-ci met d'autant plus le PSS à rude épreuve que ses ressources financières sont limitées face à l'intensification du rythme des campagnes de votation imposée par ses adversaires.

Les défaites à répétition dans les urnes confortent les partisan·e·s d'une ligne consensuelle pour le PSS. Ainsi, dans le dossier des retraites, la part grandissante dévolue à la capitalisation – soit le deuxième pilier – est perçue par un nombre croissant de cadres socialistes comme une évolution inéluctable, compte tenu de la réticence de la population pour des modèles de financement solidaire, exprimée par exemple à l'occasion du refus du projet pour les améliorations liées au congé maternité. Comme l'explique le secrétaire de l'USS Fritz Leuthy lors d'une séance du comité central en 1988, « *le deuxième pilier n'est certainement pas notre enfant préféré. Mais il est là. C'est une réalité politique. Ce serait une illusion que de vouloir le démanteler.* »⁷⁰³ Quant au président Hubacher, il souligne que de nouveaux prélèvements en pour cent du salaire pour financer l'extension de l'État social, sur le modèle de l'AVS, n'ont désormais plus aucune chance en votation⁷⁰⁴.

Dans le monde du travail, la fin des années 1980 est caractérisée par l'atonie des mouvements de salarié·e·s. Entre 1987 et 1993, la Suisse ne recense aucune grève⁷⁰⁵. Les responsables syndicaux·ales tendent à compenser

⁷⁰¹ KERGOMARD Zoé, « "Mehr Freiheit, weniger Staat" ... », p. 129.

⁷⁰² SKENDEROVIC Damir, *The Radical Right...*, p. 131.

⁷⁰³ PV de la séance du comité central du PSS, 28 mai 1988, ASS, Ar. 1.110.75 (ma traduction de l'allemand); sur ce débat, voir aussi: BOSCHETTI Pietro, *L'Affaire du siècle...*

⁷⁰⁴ PV de la séance du comité directeur du PSS, 24 juin 1989, ASS, Ar. 1.110.75.

⁷⁰⁵ DEGEN Bernard, « Nouvelles crises... », p. 246.

la baisse de leurs effectifs en mettant davantage l'accent sur le lobbying politique plutôt que sur la seule négociation de conventions collectives avec les employeurs⁷⁰⁶. Ils-elles recrutent désormais plus fréquemment des cadres au bénéfice de diplômes universitaires plutôt que dans le milieu des ouvrier-ère-s syndiqué-e-s, une évolution à mettre en parallèle avec les mutations sociologiques à l'œuvre au sein du PSS⁷⁰⁷.

À la fin des années 1980, le parti est une nouvelle fois secoué par un débat interne emblématique du clivage qui le scinde depuis le début des années 1970. Il est question du positionnement à adopter face à l'initiative populaire pour une Suisse sans armée, portée par des groupes pacifistes. Les responsables des partis bourgeois mettent la pression sur les socialistes, en leur rappelant qu'un soutien à cette initiative serait incompatible avec leur participation au Conseil fédéral⁷⁰⁸. Certain-e-s politicien-ne-s conservateur-trice-s évoquent la possibilité de choisir désormais comme partenaire gouvernemental les forces de centre gauche issues des scissions du Parti socialiste que nous avons évoquées plus haut et dont la ligne est considérée comme plus raisonnable que celle du PSS⁷⁰⁹.

Hubacher s'inquiète beaucoup des répercussions de cette initiative pour son parti, qui connaît déjà de vives tensions intérieures. Dans une lettre à Max Meier, député socialiste au Grand Conseil zurichois, il la qualifie de « *matière inflammable à l'interne du parti.* »⁷¹⁰ La préoccupation première du président est donc de limiter les dégâts potentiels au sein du PSS. Fidèle à la ligne suivie depuis son accession à la présidence du parti, Hubacher cherche à tracer une voie médiane entre l'intégration gouvernementale et la politique d'opposition. Il propose par conséquent au Parlement un contre-projet à l'initiative. Ce dernier vise à ce que les jeunes en âge de

⁷⁰⁶ MACH André, WIDMER Frédéric, « “Davantage se politiser et devenir un facteur de pouvoir”. Les rapports changeants de la FTMH au politique (1970-2004) », in: FTMH (éd.), *Voies multiples, but unique. Regard sur le syndicat FTMH 1970-2000*, Lausanne, Payot, 2004, p. 123-125.

⁷⁰⁷ MAZZOLENI Oscar et al., « Entre professionnalisation et proximité... », p. 343.

⁷⁰⁸ *Journal de Genève*, « Socialistes: le cap difficile », 10 février 1989.

⁷⁰⁹ *Journal de Genève*, « La distance socialiste », 5 juin 1989.

⁷¹⁰ Lettre de Hubacher à Max Meier, 27 janvier 1988, ASS, Ar. 1038.11.4 (ma traduction de l'allemand).

servir aient le choix entre l'armée et un service civil⁷¹¹. Mais la proposition de contre-projet est rejetée par la majorité bourgeoise. Le comité central du PSS se prononce ensuite pour la liberté de vote face à l'initiative, par 49 voix, contre 21 en faveur du rejet de la proposition pacifiste⁷¹². Hubacher, favorable au rejet de l'initiative au nom des responsabilités gouvernementales du parti, refuse d'aller défendre la liberté de vote dans les médias⁷¹³. Quant à l'aile consensuelle du parti gravitant autour de Stich ou encore ses représentant-e-s dans les exécutifs cantonaux, ils-elles se remobilisent à nouveau, comme lors du fameux congrès de 1984, pour que le PSS se prononce contre l'initiative⁷¹⁴.

En juin 1989, au terme d'un débat de cinq heures qui voit à nouveau s'affronter l'aile gauche et les partisan-e-s du compromis gouvernemental avec les forces bourgeoises, le congrès du PSS choisit, à l'issue d'un premier vote d'aiguillage opposant soutien et rejet de l'initiative, d'appuyer le texte par 641 voix contre 259. La majorité des délégué-e-s tournent ainsi le dos aux deux conseillers fédéraux socialistes, Stich et Felber, présents dans la salle, qui plaident pour le rejet du texte pacifiste. Mais lors du vote final opposant le mot d'ordre du soutien à l'initiative à celui de la liberté de vote, le congrès opte finalement pour cette dernière, par 583 voix contre 370⁷¹⁵. Les jeunes socialistes se prononcent de leur côté pour l'initiative populaire, expliquant que de toute manière, le départ du Conseil fédéral qui risque d'en résulter leur paraît souhaitable⁷¹⁶.

Ce débat permet au passage de constater que l'aile gauche, malgré ses échecs, garde une influence non négligeable dans le parti. Reste que le choix de la liberté de vote permet au PSS de se maintenir sur la difficile ligne de crête suivie depuis le milieu des années 1970 par Hubacher dans

⁷¹¹ *Journal de Genève*, « Pour une Suisse sans armée: deux contre-projets et une motion », 15 novembre 1988.

⁷¹² *Journal de Genève*, « Suisse sans armée: la direction du PS pour la liberté de vote », 30 janvier 1989.

⁷¹³ PV de la séance du comité central du PSS, 18 février 1989, ASS, Ar. 1.110.75.

⁷¹⁴ *Journal de Genève*, « Suisse sans armée: lettre interne des socialistes en faveur du "non" », 26 mai 1989.

⁷¹⁵ *Journal de Genève*, « Liberté de vote socialiste », 5 juin 1989.

⁷¹⁶ *Journal de Genève*, « Jeunes socialistes contre l'armée: des critiques », 18 février 1989.

le dossier de la défense nationale: éviter une confrontation directe avec les autres partis gouvernementaux, tout en se gardant de combattre trop frontalement le mouvement pacifiste.

En résumé, la décennie 1980 est ponctuée de grandes difficultés pour le Parti socialiste, dès lors que la fragilisation de sa base électorale traditionnelle se combine avec des désaccords internes qui, comme on l'a vu, handicapent la capacité de mobilisation du parti. La concurrence nouvelle des écologistes sur le terrain de l'électorat diplômé ne facilite pas la tâche du PSS. Ces difficultés restent entières au début des années 1990, alors que, comme nous allons le voir à présent, les politiques néolibérales s'affirment davantage en Europe occidentale et en Suisse.

Le PSS entre résistance et adaptation au néolibéralisme durant la première moitié des années 1990

Au début des années 1990, les difficultés des partis sociaux-démocrates d'Europe occidentale se confirment. L'affaiblissement de leur base ouvrière traditionnelle, fragilisée par une nouvelle crise économique, pèse sur leurs résultats électoraux, au moment même où s'accroît la pression exercée par les forces politiques favorables au néolibéralisme. Sur le plan économique, les premières années de la décennie 1990 sont marquées par la récession et l'augmentation du chômage. Le PIB allemand recule ainsi de 1,3 % en 1993 et le nombre de chômeur·euse·s dépasse largement trois millions de personnes⁷¹⁷. Cette année-là, la France voit son taux de chômage franchir la barre des 10 %⁷¹⁸. Sur le plan politique, les forces favorables au néolibéralisme saisissent l'opportunité offerte par l'effondrement du bloc soviétique: l'avenir, estiment-elles, est au libre marché sur l'ensemble de la planète et il s'agit d'encourager cette évolution par des mesures de libéralisation et de privatisation⁷¹⁹.

⁷¹⁷ *Les Échos*, «L'Allemagne frappée par la plus grave récession depuis la guerre», 12 janvier 1994.

⁷¹⁸ KERSHAW Ian, *L'âge global...*, p. 535.

⁷¹⁹ ALALUF Mateo, *Le socialisme malade...*, p. 71.

Certes, l'érosion électorale des partis sociaux-démocrates reste limitée par rapport à celle que connaîtront certains d'entre eux à partir des années 2000⁷²⁰. Les échecs aux élections s'enchaînent cependant pour les principales forces sociales-démocrates européennes. En 1990, le SPD réalise en Allemagne un score électoral de 33,5 %, contre 43 % dix ans plus tôt. Les partisan-e-s du SPD sont nettement distancés par les conservateurs de la CDU, qui réunissent 43,8 % des suffrages⁷²¹. En Suède, en 1991, le score du Parti social-démocrate des travailleurs est légèrement meilleur, avec 37,7 %, mais il reste cependant en retrait par rapport aux résultats de plus de 45 % du début des années 1970⁷²². En Grande-Bretagne, le Parti travailliste est largement distancé par son principal concurrent, le Parti conservateur, lors des élections de 1992, en obtenant 34,4 % des voix contre 41,9 %. Les conservateurs britanniques engrangent ainsi leur quatrième victoire électorale d'affilée aux élections nationales⁷²³.

En France, les élections législatives de 1993 se soldent par un échec pour le Parti socialiste qui paie en particulier la déception de l'électorat provoquée par l'augmentation du chômage⁷²⁴. Le parti ne réunit que 29,8 % des suffrages au deuxième tour, contre 55,8 % pour ses principaux concurrents de droite. Le président socialiste Mitterrand se voit ainsi contraint de cohabiter avec un Premier ministre de droite, Édouard Balladur. Le Parti socialiste français subit par ailleurs une forte érosion militante, passant de 177 800 militant-e-s en 1986 à moins de 100 000 en 1993⁷²⁵. Le poids des élu-e-s proportionnellement aux militant-e-s s'en trouve très renforcé. L'année suivante, en 1994, le conservateur Helmut Kohl se maintient au pouvoir en Allemagne en remportant 41,4 % des suffrages en faveur de son camp politique, contre 36,4 % pour le candidat du SPD⁷²⁶.

⁷²⁰ ESCALONA Fabien, *La reconversion partisane...*, p. 75.

⁷²¹ GOUGEON Jacques-Pierre, *La social-démocratie...*, p. 374.

⁷²² Alors que l'électorat ouvrier suédois votait à 70 % pour les sociaux-démocrates en 1982, la proportion tombe à 57 % aux élections de 1991, voir: ALALUF Mateo, *Le socialisme malade...*, p. 164.

⁷²³ KERSHAW Ian, *L'âge global...*, p. 538.

⁷²⁴ KERSHAW Ian, *L'âge global...*, p. 535.

⁷²⁵ SAWICKI Frédéric, « Les socialistes », in: BECKER Jean-Jacques et al. (éd.), *Histoire des gauches en France*, vol. 2, Paris, La Découverte, 2005, p. 39-40.

⁷²⁶ Bundestagswahl 1994, résultat en ligne sur le site de la Bundeswahlleiterin: <https://www.bundeswahlleiterin.de/bundestagswahlen/1994.html> (consulté en janvier 2024).

L'affaiblissement du lien électoral avec la classe ouvrière, sur fond de marasme économique, préoccupe particulièrement les responsables sociaux-démocrates, d'autant plus que celui-ci ne profite pas qu'à la droite libérale et conservatrice, mais aussi aux franges plus dures et nationalistes. Celles-ci connaissent en effet un essor dans plusieurs pays d'Europe occidentale comme la France, l'Italie, l'Autriche ou encore la Suisse⁷²⁷. Ainsi, en 1990 en Autriche, un pays dont la vie politique était rythmée, dans les années précédentes, par l'affrontement entre les conservateurs et les sociaux-démocrates, une troisième force de droite nationaliste, celle du Parti de la liberté (FPÖ), réalise une percée en récoltant près de 17 % des voix aux élections législatives nationales⁷²⁸.

En parallèle, les partis sociaux-démocrates européens confirment leur évolution vers le centre gauche, sous la pression des politiques néolibérales qui se généralisent, mais aussi en raison de l'affaiblissement du lien avec l'électorat ouvrier⁷²⁹. En Autriche, la politique du chancelier SPÖ Franz Vranitzky illustre bien ce changement, dans la mesure où elle inclut désormais la privatisation d'industries d'État et de banques publiques⁷³⁰. En 1991, le Parti socialiste autrichien décide un changement de nom, emblématique de l'évolution centriste de sa politique, et se nomme désormais Parti social-démocrate.

En France, dès 1988, Mitterrand appelle lui aussi à une ouverture vers une politique plus centriste⁷³¹. Le congrès du Parti socialiste qui se tient à Rennes en 1990 entérine, dans la même logique, une évolution du programme: le parti prône désormais une « *économie mixte, favorisant les relations entre entreprises privées et publiques.* »⁷³² En 1991, le gouvernement français procède à des allègements fiscaux en faveur des entreprises pour préparer l'entrée de la France dans le grand

Le résultat des conservateurs consiste en l'addition des suffrages réunis par la CDU et par l'Union chrétienne-sociale en Bavière (CSU).

⁷²⁷ KERSHAW Ian, *L'âge global...*, p. 535-538.

⁷²⁸ KERSHAW Ian, *L'âge global...*, p. 434.

⁷²⁹ ALALUF Mateo, *Le socialisme malade...*, p. 71; RENNWALD Line, *Partis socialistes et classe ouvrière...*, p. 189.

⁷³⁰ RENNWALD Line, *Partis socialistes et classe ouvrière...*, p. 201.

⁷³¹ RAFFY Serge, *François Hollande. Itinéraire secret*, Paris, Fayard, 2011, p. 130.

⁷³² FULLA Mathieu, *Les socialistes français...*, p. 408.

marché européen, prévue pour 1993⁷³³. En 1992, l'appel des partis sociaux-démocrates de douze États européens en soutien au traité de Maastricht – qui consacre des principes d'orthodoxie budgétaire – illustre parfaitement cette adaptation aux politiques néolibérales. Cela n'empêche toutefois pas les socialistes de critiquer certaines insuffisances du traité s'agissant des objectifs de réduction du chômage ou de développement des politiques sociales⁷³⁴.

En fait, le degré d'adaptation, ou à l'inverse de résistance, au tournant néolibéral à l'œuvre sur le plan international est loin d'être uniforme parmi les partis sociaux-démocrates. Ainsi, le Parti travailliste en Grande-Bretagne pousse nettement plus loin que la plupart des autres forces sociales-démocrates cette adaptation, avec la troisième voie promue par Tony Blair dès 1994 qui consiste en une adhésion sans ambiguïté aux principes de l'économie de marché⁷³⁵. Le projet de Blair de transformation du Parti travailliste est facilité par l'exclusion d'une partie des militant·e·s de l'aile gauche qui a eu lieu au cours des années 1980⁷³⁶. L'absence d'un grand parti national à la gauche des travaillistes – tel que le Parti communiste en France – favorise également le glissement vers la droite. Les responsables travaillistes n'ont en effet pas à craindre une sanction électorale qui résulterait de la progression d'une force politique orientée sur leur gauche⁷³⁷. Si les liens avec le monde ouvrier et les syndicats se distendent à la suite de l'adoption de la troisième voie, le soutien financier des milieux d'affaires devient en revanche une source de revenus importante pour le parti dirigé par Blair⁷³⁸.

La Belgique offre de son côté un bon exemple de la trajectoire parfois divergente empruntée par certains partis. Alors que le Parti socialiste dans la partie flamande du pays opte pour des positions proches de celles impulsées par Tony Blair, dans la partie francophone en revanche, le parti

⁷³³ FLANDRIN Antoine, « Submergé par le malaise social », *Le Monde*, 19 août 2021.

⁷³⁴ ALALUF Mateo, *Le socialisme malade...*, p. 102-104.

⁷³⁵ ESCALONA Fabien, *La reconversion partisane...*, p. 162.

⁷³⁶ THORPE Andrew, *A History of the British Labour Party...*, p. 246.

⁷³⁷ RENNWALD Line, *Partis socialistes et classe ouvrière...*, p. 195.

⁷³⁸ THORPE Andrew, *A History of the British Labour Party...*, p. 254.

ne s'adapte pas de manière aussi poussée aux politiques néolibérales⁷³⁹. Relevons au passage que ses résultats électoraux restent bien meilleurs dans la partie francophone de la Belgique, signe que l'évolution sociale-libérale ne constitue pas un gage de succès.

Vers le milieu des années 1990, les dirigeant-e-s des partis sociaux-démocrates européens hésitent d'autant plus à suivre un tournant social-libéral de type blairiste que plusieurs pays connaissent un réveil des mouvements sociaux, en résistance aux réformes néolibérales. Si en 1993, un mouvement social en Belgique, marqué par de grandes grèves dans les secteurs privé et public, échoue à mettre en échec un plan de réduction de la sécurité sociale et de gel des salaires⁷⁴⁰, en Italie en 1994 puis en France en 1995, une vague d'arrêts de travail et de larges manifestations contraignent les gouvernements à abandonner des projets remettant en cause des acquis sociaux en matière de retraite⁷⁴¹. Ces soulèvements contribuent à mettre sous pression les partis sociaux-démocrates. Ils illustrent aussi au passage que l'ampleur du tournant néolibéral varie en fonction des rapports de force sociopolitiques propres à chaque configuration nationale.

La Suisse n'échappe pas au déplacement vers la droite du centre de gravité politique. En 1991, des représentants du grand patronat publient un manifeste demandant des réformes en profondeur dans le sens de la libéralisation, de la flexibilisation et de la restriction de l'État social⁷⁴². Leurs propositions bénéficient d'une audience favorable chez la plupart des responsables du camp bourgeois⁷⁴³.

En dépit de ces nuages qui s'accumulent au-dessus des sociaux-démocrates, le tournant des décennies 1980-1990 et le contexte de sortie de la guerre froide offrent également quelques opportunités au PSS.

⁷³⁹ ALALUF Mateo, *Le socialisme malade...*, p. 162.

⁷⁴⁰ ALALUF Mateo, *Le socialisme malade...*, p. 90.

⁷⁴¹ BONOLI Giuliano, «La 10^e révision de l'AVS: une politique consensuelle de "retranchement" ?» in: MACH André (éd.), *Globalisation, néolibéralisme et politiques publiques dans la Suisse des années 1990*, Zurich, Seismo, 1999, p. 194.

⁷⁴² UDRY Charles-André, MARQUIS Jean-François, «Le renouveau de tous les dangers», in: MORET Michel (éd.), *Le livre noir du libéralisme*, Vevey, Éditions de L'Aire, 1996, p. 135.

⁷⁴³ GUEX Sébastien, «Finances publiques...», p. 1185.

La fin de la guerre froide laisse présager une réduction des dépenses militaires qui pourrait permettre, espèrent les responsables socialistes, de dégager des moyens pour développer de nouvelles politiques sociales et environnementales⁷⁴⁴. Par ailleurs, deux affaires étroitement liées, en éclaboussant les partis bourgeois, permettent au PSS de reprendre confiance après la défaite électorale de 1987 et de profiler publiquement de nouveaux·lles politicien·ne·s prometteur·se·s.

La première de ces affaires éclate en décembre 1988 lorsque les médias dévoilent des informations embarrassantes sur Elisabeth Kopp, une politicienne du PRD, première femme à siéger au Conseil fédéral⁷⁴⁵. Le public apprend que la responsable du Département de justice et police est soupçonnée d'avoir violé le secret de fonction en prévenant son mari, avocat d'affaires à Zurich, qu'une des entreprises dont il est administrateur est sous enquête pour blanchiment d'argent issu du trafic de drogue⁷⁴⁶. À la suite de ces révélations, Kopp est poussée à la démission en janvier 1989. Dans une lettre à l'ancien chancelier fédéral d'Allemagne Willy Brandt, alors également président de l'Internationale socialiste, Hubacher explique que l'affaire Kopp est emblématique des liens étroits établis entre les milieux d'affaires et l'*establishment* politique, liens qui passent en particulier par d'importants versements reçus par les partis bourgeois de la part des organisations patronales et des entreprises⁷⁴⁷.

À la suite de la démission de Kopp, le PSS demande et obtient une commission d'enquête parlementaire pour faire la lumière sur le fonctionnement du Département de justice et police⁷⁴⁸. Celle-ci est présidée par un jeune et habile conseiller national socialiste de Zurich, Moritz Leuenberger⁷⁴⁹. Selon Hubacher, les responsables des partis

⁷⁴⁴ *Journal de Genève*, « M. Bodenmann nouveau président socialiste », 30 avril 1990.

⁷⁴⁵ ARSEVER Sylvie, « Dix ans après, ce qui reste de l'affaire Kopp, c'est surtout le décor », *Le Temps*, 12 janvier 1999.

⁷⁴⁶ *Journal de Genève*, « Mme Kopp avait averti son mari », 10 décembre 1988.

⁷⁴⁷ Lettre de Hubacher à Brandt, 30 mai 1990, ASS, Ar. 1038.11.9.

⁷⁴⁸ *Journal de Genève*, « CEP/DMF : satisfaction socialiste », 26 février 1990.

⁷⁴⁹ BRÜHLMANN Kevin, « Exklusive Recherche : Auf den Spuren des Kommunistenjägers Cincera », *Tages-Anzeiger*, 12 août 2021.

bourgeois sont inquiet·ète·s des retombées positives générées en faveur du Parti socialiste par l'excellent travail de Leuenberger⁷⁵⁰.

Durant ses investigations, la commission d'enquête découvre l'existence de centaines de milliers de fiches produites par les services de sécurité suisses recensant les citoyen·ne·s suspecté·e·s d'activités jugées subversives⁷⁵¹. Une liste de 10 000 citoyen·ne·s réputé·e·s dangereux·ses a entre autres été établie en vue d'un internement en cas de crise politique ou de guerre. Cette découverte entraîne, encore une fois à la demande des socialistes, la mise sur pied d'une deuxième commission d'enquête, chargée d'examiner le fonctionnement du Département militaire fédéral. L'investigation menée par celle-ci révèle l'existence d'une armée secrète échappant au contrôle parlementaire, dite P-26, destinée à organiser des actions de subversion en cas d'invasion de la Suisse par les troupes du pacte de Varsovie, soit l'alliance militaire des pays du bloc de l'Est⁷⁵².

L'affaire des fiches suscite une vive émotion. Plus de 30 000 personnes manifestent à Berne en mars 1990 dénonçant «l'État fouineur»⁷⁵³. Des heurts avec la police s'y produisent et des bâtiments officiels sont endommagés⁷⁵⁴. Le PSS participe, aux côtés d'un large front d'associations et de citoyen·ne·s indigné·e·s, au lancement d'une initiative populaire qui réclame la suppression de la police politique responsable du fichage de milliers d'habitant·e·s du pays⁷⁵⁵. En parallèle, plus de 300 000 personnes réclament auprès de l'administration de pouvoir consulter leur fiche personnelle, ce qui témoigne de l'indignation publique suscitée par ce scandale⁷⁵⁶.

Le rôle important joué par les responsables socialistes dans ces différentes affaires contribue certainement à expliquer le léger regain

⁷⁵⁰ PV de la séance du comité central du PSS, 24 février 1990, ASS, Ar. 1.110.75.

⁷⁵¹ RAYNER Hervé et al., «Les institutions politiques suisses à l'épreuve. Le scandale des fiches», in: MAZBOURI Malik, VALLOTTON François (éd.), *Scandale et histoire*, Lausanne, Antipodes, 2016, p. 81-98.

⁷⁵² *Journal de Genève*, «Instituer un meilleur contrôle parlementaire», 24 novembre 1990.

⁷⁵³ *Journal de Genève*, «Fichiers: manifestation monstre et violents incidents», 5 mars 1990.

⁷⁵⁴ Idem.

⁷⁵⁵ PV de la séance du comité central du PSS, 7 avril 1990, ASS, Ar. 1.110.75.

⁷⁵⁶ DEGEN Bernard, *Sozialdemokratie...*, p. 116.

électoral du début des années 1990. Entre 1988 et 1991, le parti gagne 25 sièges dans les parlements cantonaux⁷⁵⁷. Hubacher se réjouit également du succès aux élections communales à Zurich, la plus grande ville du pays⁷⁵⁸. Le PSS conquiert d'ailleurs de nouvelles positions dans plusieurs communes importantes. Alors que dans les années 1930 et 1940, le Parti socialiste a déjà emporté les municipalités de grandes communes en s'appuyant sur l'électorat des quartiers industriels, celles-ci sont repassées à droite dans l'après-guerre⁷⁵⁹. Dans les années 1990, les alliances avec les écologistes permettent de rallier une partie de l'électorat urbain diplômé et permettent en particulier la formation de nouvelles majorités dans trois grandes villes. Les roses-verts dirigent ainsi la Municipalité de Lausanne dès 1989, celles de Genève dès 1991 et de Berne dès 1993⁷⁶⁰.

Les responsables socialistes espèrent que cette collaboration rose-verte va également leur permettre de renforcer la gauche au niveau fédéral. Comme l'explique le politologue et membre du Parti socialiste Wolf Linder lors d'une séance de direction du PSS en juin 1991, il s'agit de travailler à réduire les tensions entre les écologistes et les syndicats – les premiers étant jugés trop antiproductivistes par les seconds – en vue de renforcer une collaboration durable entre la social-démocratie et les défenseur·euse·s de l'environnement⁷⁶¹. Toutefois, une telle alliance électorale n'est pas encore, et de loin, synonyme de succès en politique fédérale, car le clivage politique entre les villes, plus progressistes, et les campagnes, plus conservatrices, pèse de tout son poids⁷⁶².

⁷⁵⁷ *Journal de Genève*, «Le PS semble remonter la pente», 28 septembre 1991. À partir de 1991, le nom complet du *Journal de Genève* est *Journal de Genève et Gazette de Lausanne*, mais nous continuons à le dénommer *Journal de Genève* par souci de concision.

⁷⁵⁸ PV de la séance du comité central du PSS, 7 avril 1990, ASS, Ar. 1.110.75.

⁷⁵⁹ SEITZ Werner, SCHNEIDER Madeleine, «Les Roses-Verts gouvernement. Majorités de gauche dans les exécutifs communaux», in: BAER Matthias, SEITZ Werner (éd.), *Les Verts en Suisse. Leur politique, leur histoire, leur base*, Zurich, Rüegger Verlag, 2009, p. 105.

⁷⁶⁰ SEITZ Werner, SCHNEIDER Madeleine, «Les Roses-Verts gouvernement...», p. 106.

⁷⁶¹ PV de la séance du comité directeur du PSS, 8 juin 1990, ASS, Ar. 1.110.75.

⁷⁶² LONGCHAMP Claude, «Claude Longchamp se retire de ses activités médiatiques, son interview», *RTS*, émission *Forum*, 20 mai 2017, en ligne sur: <https://pages.rts.ch/la-1ere/programmes/forum/8617768-forum-du-20-05-2017.html> (consulté en juillet 2022).

Il n'en reste pas moins que, grâce à la récente progression électorale enregistrée lors des scrutins communaux et cantonaux, Hubacher quitte en 1990 la présidence du parti dans une situation un peu plus favorable qu'en 1987, au moment où le PSS réalise son plus faible score depuis 1919. Après 15 ans en fonction, le président sortant cède sa place à l'un de ses proches, Peter Bodenmann⁷⁶³. Dans une lettre à Willy Brandt, Hubacher loue la jeunesse et le talent politique de Bodenmann, rappelant que sous sa houlette, les résultats électoraux du Parti socialiste du Haut-Valais ont progressé, passant d'environ 5 % à 20 % des voix en dix ans⁷⁶⁴. Le passage de témoin est placé sous le signe de la continuité. Bodenmann, comme son prédécesseur, recherche une synthèse politique permettant de réunir les différentes sensibilités du parti, même s'il est lui-même plus proche de l'aile gauche que de l'aile centriste. C'est la raison pour laquelle cette dernière a combattu la candidature du Haut-Valaisan. Les deux conseillers fédéraux Felber et Stich, ténors de la ligne consensuelle, ont ainsi soutenu Ursula Ulrich, moins à gauche que Bodenmann. Mais la candidate ne récolte que 269 voix, contre 634 pour son concurrent⁷⁶⁵.

Les prises de position de Bodenmann ont de quoi mécontenter les partisan·e·s d'une collaboration gouvernementale sans accroc avec les partis bourgeois. Le nouveau président souhaite en effet un Parti socialiste clairement profilé à gauche⁷⁶⁶. À ses yeux, le PSS doit tenir un discours clair contre la politique de droite, y compris dans le domaine militaire⁷⁶⁷. Selon lui, les sociaux-démocrates ne doivent pas non plus hésiter à collaborer avec la gauche radicale⁷⁶⁸. Lui-même, quoique fils d'un éminent politicien conservateur haut-valaisan, a débuté son parcours politique dans un petit groupe à la gauche du PS, *Kritisches Oberwallis*,

⁷⁶³ BEGLINGER Martin, *Otto Stich...*, p. 214.

⁷⁶⁴ Lettre de Hubacher à Brandt, 30 mai 1990, ASS, Ar. 1038.11.9.

⁷⁶⁵ *Journal de Genève*, « M. Bodenmann nouveau président socialiste », 30 avril 1990.

⁷⁶⁶ PV de la séance du comité central du PSS, 27 janvier 1990, ASS, Ar. 1.110.75.

⁷⁶⁷ *Journal de Genève*, « Le PS semble remonter la pente », 28 septembre 1991.

⁷⁶⁸ *Le Nouveau Quotidien*, « Entraîné par Genève, le Parti socialiste suisse met le cap sur l'extrême gauche », 21 octobre 1993. Il va sans dire que le titre de cet article est excessif.

qui a, en 1982, fusionné avec ce dernier⁷⁶⁹. Par ailleurs, Bodenmann espère gagner au parti des anciens militant·e·s de la gauche radicale qui s'est, on l'a vu, affaiblie au cours des années 1980. Comme il l'explique lors d'une séance de direction du PSS en 1990, il s'agit d'éviter que ces militant·e·s expérimenté·e·s deviennent des poids lourds du mouvement écologiste et fassent ainsi, sous une autre bannière, concurrence au PSS⁷⁷⁰. En 1992, Bodenmann soutient avec enthousiasme les fusions du Parti socialiste tessinois avec le Parti socialiste autonome d'une part et un groupe issu du Parti socialiste ouvrier (ex-LMR) d'autre part, deux forces issues de la gauche post-1968⁷⁷¹.

Élire Bodenmann à la présidence, plutôt que la candidate de l'aile centriste, est donc un choix important pour le PSS, car il exclut clairement une orientation sociale-libérale à la Tony Blair. Pour autant, le nouveau président ne veut en aucun cas rompre avec l'aile dite modérée de son parti. Il se montre ainsi favorable à la participation gouvernementale et s'oppose au retour à l'opposition réclamé par l'aile gauche, du reste moins forte et structurée autour de cette position qu'elle ne l'a été au début des années 1980⁷⁷². De plus, le Valaisan fait preuve parfois d'un certain opportunisme politique, par exemple en se prononçant pour un taux de TVA réduit en faveur des hôtelier·ère·s qui constituent un secteur économique puissant dans son canton⁷⁷³. Un quotidien libéral-conservateur qualifie ainsi le nouveau président du PSS de « doctrinaire pragmatique »⁷⁷⁴.

Bodenmann dispose d'un avantage dans l'optique de rassembler les différentes sensibilités du parti, c'est que les fortes tensions qui ont déchiré le PSS durant les années 1970 et 1980 opposant les sociaux-démocrates de l'après-guerre et la génération post-1968 sont en phase d'apaisement.

⁷⁶⁹ *Journal de Genève*, « Peter Bodenmann. Le doctrinaire pragmatique », 4 mai 1992.

⁷⁷⁰ PV de la séance du comité central du PSS, 25 août 1990, ASS, Ar. 1.110.75.

⁷⁷¹ *Journal de Genève*, « Les socialistes tessinois choisissent de s'unir pour contrer la Lega », 16 octobre 1992.

⁷⁷² *Le Nouveau Quotidien*, « Les socialistes n'ont pas les moyens d'un conflit politique », 19 février 1993.

⁷⁷³ *Le Nouveau Quotidien*, « La TVA à peine relancée, les hôteliers cherchent à l'enterrer », 26 mars 1993.

⁷⁷⁴ *Journal de Genève*, « Peter Bodenmann. Le doctrinaire pragmatique », 4 mai 1992.

Les premier·ère·s, du reste vieillissant·e·s, semblent désormais de plus en plus résigné·e·s à ce que les thèmes liés aux mobilisations de 1968, comme la critique de l'institution militaire ou de l'énergie nucléaire, soient intégrés à la ligne du parti. Comme le constate le secrétaire central du parti André Daguet, même les représentant·e·s lié·e·s aux syndicats des travailleur·euse·s de l'industrie se montrent désormais ouvert·e·s – la fin de la guerre froide aidant – aux revendications de réduction des dépenses d'armement, alors qu'ils·elles s'y sont souvent opposé·e·s par le passé⁷⁷⁵. Au passage, relevons qu'une telle évolution ne laisse pas d'irriter dans les rangs bourgeois. En 1992, le président du PDC Carlo Schmid estime que l'antimilitarisme rend le PSS de moins en moins apte à gouverner : « *ce n'est plus le socialisme d'un Otto Stich ou d'un Willi Ritschard* », déplore-t-il⁷⁷⁶.

Réjoui par le climat interne moins houleux, Bodenmann se félicite que le débat autour de la votation sur l'adhésion de la Suisse au FMI, qui divise les sociaux·ales·démocrates, ne provoque pas de trop vives tensions⁷⁷⁷. À ce sujet, le PSS opte en 1992 pour laisser la liberté de vote. La direction du PSS penche pour le refus d'une adhésion, mais le conseiller fédéral Stich, en charge du dossier en tant que responsable des Finances, pèse de tout son poids dans le sens inverse⁷⁷⁸. La liberté de vote constitue donc une position de compromis qui permet de limiter les tensions dans le parti. Malgré cette détente sur le plan interne, le secrétaire central Daguet constate avec lucidité que « *la transformation du parti, son passage d'un mouvement ouvrier traditionnel à un parti de gauche intégrant la défense de l'environnement, le féminisme, un certain pacifisme ne s'est toutefois pas fait sans mal, d'où les pertes électorales qui en ont découlé* »⁷⁷⁹.

De fait, malgré l'optimisme affiché par Bodenmann au début de la nouvelle décennie, le regain électoral du PSS demeure limité. Il ne se confirme pas aux élections fédérales de 1991. Avec 18,5 % des suffrages,

⁷⁷⁵ *Journal de Genève*, « Le PS semble remonter la pente », 28 septembre 1991.

⁷⁷⁶ *Journal de Genève*, « Le président du PDC s'en prend aux socialistes », 24 février 1992.

⁷⁷⁷ *Journal de Genève*, « Peter Bodenmann. Le doctrinaire pragmatique », 4 mai 1992.

⁷⁷⁸ PV du comité directeur du PSS, 16 février 1990, ASS, Ar. 1.110.75.

⁷⁷⁹ *Idem*.

le PSS y réalise en effet un score proche de celui, historiquement faible, obtenu en 1987 (18,4 %). C'est une déception pour le nouveau président du parti qui avait, avant l'échéance, fixé l'objectif de réunir au moins 20 % de l'électorat⁷⁸⁰. Le résultat de 1991 peut même être interprété comme encore plus décevant que celui de 1987 car, si le nombre de sièges socialistes reste stable au Conseil national, il recule de 5 à 3 au Conseil des États⁷⁸¹. Les responsables du PSS ont pourtant mis l'accent durant la campagne sur le renforcement de leur représentation au Conseil des États dont la composition très conservatrice est une cause de blocage des propositions progressistes⁷⁸². Certes, l'amélioration du résultat des écologistes lors de ces élections – 6,1 % pour la tendance centriste et 1,5 % pour celle de gauche radicale – a pesé sur le score du PSS⁷⁸³, tout comme la démobilisation de l'électorat ouvrier qui continue de s'accroître⁷⁸⁴. La gauche radicale confirme de son côté son affaiblissement, les POCH et les Verts alternatifs n'étant désormais plus représentés au Parlement, alors que le Parti du travail, avec deux sièges, se maintient avec un modeste 0,8 % des suffrages.

Au lendemain des élections, Bodenmann estime que son organisation doit réagir à la défaite électorale en donnant la priorité aux questions économiques et sociales. Il prend ainsi en compte une critique de longue date émise par les tenant-e-s de la vieille école sociale-démocrate qui estiment que le parti se disperse dans des combats environnementaux ou tiers-mondistes : « *L'analyse des dernières élections nous a montré que le parti a gagné des électeurs auprès de nouvelles couches sociales, parmi les intellectuels et les gens travaillant dans le tertiaire. Nous avons par contre perdu des voix chez les rentiers [les retraité-e-s] et chez les travailleurs. Le*

⁷⁸⁰ PV de la séance du comité central du PSS, 25 août 1990, ASS, Ar. 1.110.75.

⁷⁸¹ DEGEN Bernard, « Parti socialiste », *Dictionnaire historique de la Suisse*, 2022, en ligne : <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/017393/2022-01-24> (consulté en janvier 2024).

⁷⁸² PV de la séance du comité central du PSS, 15 décembre 1990, ASS, Ar. 1.110.86.

⁷⁸³ BAER Matthias, « Le bonheur des uns fait le malheur des autres. Parcours croisés des Verts et du Parti socialiste », in : BAER Matthias, SEITZ Werner (éd.), *Les Verts en Suisse. Leur politique, leur histoire, leur base*, Zurich, Rüegg Verlag, 2009, p. 81.

⁷⁸⁴ RENNWALD Line, ZIMMERMANN Adrian, « Le vote ouvrier... », p. 7.

parti n'a ainsi pas assez fait ressortir sa vocation sociale. Il s'agira à l'avenir de réorienter les objectifs vers les questions sociales et économiques. »⁷⁸⁵

Cette priorité paraît d'autant plus opportune que les partisan·e·s des politiques néolibérales s'affermissent à l'issue des élections fédérales de 1991, notamment dans le groupe radical, ce qui laisse présager une ligne plus dure en matière économique et sociale⁷⁸⁶. Des politologues soulignent au lendemain des élections que le cours de plus en plus libéral du Parti radical-démocratique est en phase avec l'évolution de son électorat. Les soutiens du PRD appartiennent en effet de manière croissante aux couches sociales les plus aisées⁷⁸⁷. Une ligne plus combative des partis bourgeois est également réclamée, à la veille des élections, par d'influents responsables patronaux à travers la publication du manifeste connu sous le nom de « livre blanc »⁷⁸⁸. Ceux-ci sont entendus, à en croire Hubacher, qui note dans ses mémoires que le climat politique se durcit nettement en défaveur de la gauche à l'issue du scrutin national de 1991⁷⁸⁹.

L'intégration à l'Espace économique européen doit être, selon une partie des cercles patronaux qui y sont favorables, l'occasion d'intensifier la libéralisation de l'économie helvétique pour que celle-ci occupe la position la plus compétitive possible au sein du grand marché unifié⁷⁹⁰. Les responsables sociaux-démocrates helvétiques s'avèrent eux-mêmes aussi partisan·e·s de l'intégration européenne, mais pour des raisons inverses. Ils-elles perçoivent en effet la construction européenne comme l'opportunité de développer des politiques sociales en vigueur dans les pays voisins et qui font encore défaut en Suisse. Dès lors que, on le voit, la question de l'intégration européenne est étroitement liée au débat sur

⁷⁸⁵ *Journal de Genève*, « Peter Bodenmann. Le doctrinaire pragmatique », 4 mai 1992.

⁷⁸⁶ DUTTWEILER Catherine, *Pardon Monsieur. Chronique d'une élection turbulente au Conseil fédéral*, Genève, Zoé, 1993, p. 64.

⁷⁸⁷ LONGCHAMP Claude, HARDMEIER Sibylle, GfS-Forschungsinstitut, Analyse der Nationalratswahlen 1991, janvier 1992, ASS, Ar. 1.110.86.

⁷⁸⁸ UDRY Charles-André, MARQUIS Jean-François, « Le renouveau... », p. 135.

⁷⁸⁹ HUBACHER Helmut, *Tatort Bundeshaus...*, p. 37.

⁷⁹⁰ *Journal de Genève*, « L'Europe? Un coup de fouet nécessaire », 20 juin 1991; voir aussi: HALBEISEN Patrick, STRAUMANN Tobias, « La politique économique... », p. 1123.

la libéralisation et sur l'avenir de l'État social, il paraît justifié que nous y consacrons à présent quelques pages.

Le PSS et l'intégration européenne

Vers 1990, une majorité des membres de la direction du PSS appuie, nous l'avons dit, l'adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen (EEE). Les forces sociales-démocrates d'Europe occidentale elles aussi sont, dans leur majorité, favorables à l'intégration européenne⁷⁹¹. Dans une déclaration commune de novembre 1992, les socialistes du continent se disent « *totalelement engagés dans le processus d'intégration européenne* », tout en précisant qu'ils-elles s'opposent à « *ceux qui ne veulent qu'une Europe fondée uniquement sur le marché.* »⁷⁹² Pour les responsables sociaux-démocrates helvétiques, l'EEE n'est alors pas une fin en soi, mais une étape vers la Communauté européenne (CE), soit vers une Europe politique qui suscite davantage d'enthousiasme dans leurs rangs que la seule adhésion au marché unique⁷⁹³. Cette position est partagée par l'Union syndicale suisse⁷⁹⁴. Certes, des voix plus critiques se font entendre à l'interne, mettant notamment en garde contre l'affaiblissement des droits populaires qui pourrait résulter d'une appartenance à la CE⁷⁹⁵, mais celles-ci restent minoritaires.

Les syndicats et le PSS espèrent que l'intégration de la Suisse à l'Europe conduira les autorités helvétiques à reprendre les normes sociales

⁷⁹¹ ALALUF Mateo, *Le socialisme malade...*, p. 102.

⁷⁹² « Europe, notre avenir commun », Déclaration de La Haye du Parti des socialistes européens, 9 novembre 1992, ASS, Ar. 1.110.84.

⁷⁹³ *Journal de Genève*, « Socialistes pour une adhésion de la Suisse à la CEE », 19 novembre 1990; voir aussi: FONTANELLAZ Blaise, *Entre Sonderfall et intégration: les partis politiques suisses à l'épreuve de l'Europe (1989-2014)*, Louvain-la-Neuve, Academia-L'Harmattan, 2019, p. 58-60 et 85-89.

⁷⁹⁴ *Le Nouveau Quotidien*, « Les socialistes ont fait du chemin avant de dire oui à l'Europe économique », 25 octobre 1992; voir aussi: WYLER Rebekka, *Schweizer Gewerkschaften...*

⁷⁹⁵ PV de la séance du comité central du PSS, 13 octobre 1990, ASS, Ar. 1.110.86.

européennes plus développées que celles en vigueur dans le pays⁷⁹⁶. De fait, les dépenses sociales par habitant·e sont alors deux fois plus élevées en France ou aux Pays-Bas qu'en Suisse⁷⁹⁷. De plus, au Parlement européen, les sociaux·ales-démocrates occupent une place proportionnellement plus grande que les socialistes helvétiques au sein des Chambres fédérales. Les responsables du PSS espèrent donc que le Parlement européen pourra contribuer à impulser une politique plus progressiste en Suisse, une fois que le pays aura rejoint la CE⁷⁹⁸. Durant les négociations avec les autorités helvétiques en vue d'une adhésion, les responsables européen·ne·s estiment d'ailleurs eux·elles aussi que la politique helvétique est particulièrement faible sur le plan social en comparaison avec les normes en vigueur sur le continent⁷⁹⁹. Ce constat recoupe celui que nous formulions en introduction à propos du faible développement de l'État social en Suisse dans l'après-guerre en comparaison avec les autres pays d'Europe occidentale.

Le PSS réclame en parallèle au processus d'intégration des mesures d'accompagnement visant à contrer les effets négatifs d'une adhésion à l'EEE. Il s'agit en particulier de limiter la sous-enchère salariale et les atteintes à l'environnement qui seraient notamment provoquées par l'accroissement du trafic des poids lourds à travers les Alpes⁸⁰⁰. À ce sujet, Bodenmann est bien décidé à utiliser les étapes vers l'adhésion comme un levier pour obtenir des mesures réclamées de longue date par son parti, entre autres l'introduction d'une taxe sur les camions⁸⁰¹. Le nouveau président du PSS n'hésite pas à dénoncer avec virulence les résultats, selon lui insuffisants, obtenus par le conseiller fédéral socialiste René Felber, engagé dans la négociation avec les dirigeant·e·s européen·ne·s⁸⁰². Irrité par l'attitude du conseiller fédéral, qu'il juge trop

⁷⁹⁶ *Journal de Genève*, «Les socialistes unanimes pour adhérer à l'Europe», 4 mars 1991.

⁷⁹⁷ HUBACHER Helmut, *Tatort Bundeshaus...*, p. 188.

⁷⁹⁸ PV de la séance du comité central du PSS, 13 octobre 1990, ASS, Ar. 1.110.86.

⁷⁹⁹ LENZ Christoph, WALSER Charlotte, «Geheime Dokumente offengelegt – warum der Bundesrat plötzlich in die EU wollte», *TagesAnzeiger*, 1^{er} janvier 2022.

⁸⁰⁰ Lettre du Conseil fédéral au Parti socialiste suisse, 27 juin 1990, ASS, Ar. 1.110.75.

⁸⁰¹ BAER Matthias, «Le bonheur des uns...», p. 82.

⁸⁰² *Le Nouveau Quotidien*, «René Felber poignardé», 17 octobre 1991. Le titre de cet article est bien entendu à comprendre au sens figuré.

distant des préoccupations du parti, Bodenmann ne se prive pas de le faire savoir à l'interne⁸⁰³.

De fait, les espoirs de Bodenmann s'agissant du renforcement des mesures environnementales sont vite déçus, les négociations avec les responsables européens ne débouchant pas sur des avancées notables⁸⁰⁴. Cette situation amène d'ailleurs une majorité du Parti écologiste à se prononcer contre l'adhésion à l'EEE⁸⁰⁵. La position des socialistes est différente, car ces dernier·ère·s estiment que l'adhésion à l'EEE, puis à la CE, permettrait à défaut d'avancées au plan environnemental, un renforcement de la protection sociale grâce à la reprise de certaines normes européennes.

Lors du congrès d'octobre 1992, le conseiller fédéral Felber explique qu'avec l'adoption des normes européennes, les socialistes obtiendraient « *davantage de succès en quelques semaines qu'en trente ans de combat, de l'abolition du statut de saisonnier à la protection contre les licenciements collectifs.* »⁸⁰⁶ Yvette Jaggi, membre du comité directeur du PSS, estime de son côté que l'adhésion amènerait une amélioration de la législation sur l'égalité entre les femmes et les hommes⁸⁰⁷. Il s'agit d'un argument important pour l'électorat progressiste : l'année 1991 a en effet été marquée par une journée de manifestations et d'actions féministes de grande ampleur, connue sous le nom de « grève des femmes », qui atteste de la colère d'une partie de la population face à la persistance des inégalités de genre⁸⁰⁸.

Convaincu·e·s par ces arguments, les délégué·e·s du congrès décident de recommander l'adhésion à l'Espace économique européen par 521 voix contre 62⁸⁰⁹. La minorité d'opposant·e·s, représentée par la conseillère

⁸⁰³ PV de la séance du comité directeur du PSS, 8 novembre 1991, ASS, Ar. 1.110.76.

⁸⁰⁴ PV de la séance du comité central du PSS, 14 décembre 1991, ASS, Ar. 1.110.86.

⁸⁰⁵ SEITZ Werner, « Concombres et pastèques... », p. 30.

⁸⁰⁶ *Le Nouveau Quotidien*, « Les socialistes ont fait du chemin avant de dire oui à l'Europe économique », 25 octobre 1992.

⁸⁰⁷ *Journal de Genève*, « Yvette Jaggi. "L'Europe doit encore devenir plus sociale" », 3 août 1992.

⁸⁰⁸ STUDER Brigitte, « Frauen im Streik », *NZZ Geschichte* 21, 2019, p. 56-67.

⁸⁰⁹ *Le Nouveau Quotidien*, « Les socialistes ont fait du chemin avant de dire oui à l'Europe économique », 25 octobre 1992.

et le conseiller nationaux de l'aile gauche du parti Margrith von Felten et Andreas Gross, argumentent que l'EEE est un projet purement commercial, nullement indispensable à la construction d'une Europe politique⁸¹⁰. Quelques socialistes critiques face à l'EEE, à l'instar d'Otto Stich, appartiennent à l'aile centriste du parti et sont motivé-e-s par la défense de la souveraineté du pays⁸¹¹.

Sur cette question de l'intégration européenne, les autorités suisses se révèlent plus hésitantes que les responsables sociaux-démocrates. Au Conseil fédéral, la décision de déposer une demande d'adhésion à l'EEE puis à la CE est prise en octobre 1991, mais sur le score serré de quatre voix contre trois⁸¹². Une partie des responsables politiques bourgeois-es se révèlent sensibles aux arguments souverainistes et anti-étatistes portés par l'UDC et par une forte minorité au sein de l'USAM, l'association des petits patrons⁸¹³. À cet égard, le positionnement pro-européen du PSS lui permet de se poser en premier opposant de l'UDC, dont l'influence s'accroît particulièrement en 1992. Sous la houlette de son charismatique dirigeant, le riche entrepreneur Christoph Blocher, le parti mène une campagne retentissante contre l'adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen. Blocher met en garde l'opinion publique contre l'introduction de normes sociales trop rigides qu'entraînerait l'adhésion de la Suisse à l'EEE et à la CE⁸¹⁴.

Certain-e-s socialistes d'abord méfiant-e-s face à l'adhésion à l'EEE y adhèrent, car ils-elles sont dégoûté-e-s par la campagne à la fois anti-européenne et anti-État social menée par Blocher et ses partisan-e-s. La conseillère nationale Angeline Fankhauser explique ainsi: «*je me suis rendu compte que dire non, c'est renforcer les idées nationalistes*»⁸¹⁵. Cela ne l'a pas empêchée, en revanche, de s'engager, quelques mois plus tôt, aux côtés de l'aile gauche du PSS, des militant-e-s de gauche radicale et des

⁸¹⁰ Idem.

⁸¹¹ BEGLINGER Martin, *Otto Stich...*, p. 180.

⁸¹² LENZ Christoph, WALSER Charlotte, «*Geheime Dokumente...*»

⁸¹³ HALBEISEN Patrick, STRAUMANN Tobias, «*La politique économique...*», p. 1123.

⁸¹⁴ AYRTON Robert, *L'impossible politique budgétaire...*, p. 93.

⁸¹⁵ *Le Nouveau Quotidien*, «*Les socialistes ont fait du chemin avant de dire oui à l'Europe économique*», 25 octobre 1992.

écologistes contre l'entrée de la Suisse dans le FMI. De son côté, à l'été 1992, Bodenmann débute de manière symbolique sa campagne pour que la Suisse rejoigne l'EEE, soumise en votation en décembre de la même année, en participant à une conférence de presse des syndicats visant à dénoncer la sous-enchère salariale pratiquée par l'entreprise de Blocher, EMS-Chemie⁸¹⁶.

Dans les mois qui précèdent la votation, la campagne de l'UDC contre l'adhésion à l'EEE rencontre toutefois un écho grandissant dans la population. Face aux sondages qui laissent présager un mauvais résultat pour les partisan·e·s de l'EEE, Bodenmann tempère sa position, révélant au passage toute sa souplesse tacticienne. Il déclare désormais que les autorités n'ont pas prévu assez de mesures d'accompagnement sur le plan social⁸¹⁷. Quant à Stich, en tant que chef du Département des finances, il savonne la planche des partisan·e·s de l'arrivée de la Suisse dans l'EEE en mettant en garde les votant·e·s contre les coûts que celle-ci entraînerait pour la Confédération⁸¹⁸.

À l'issue de la votation, l'adhésion est refusée par 50,3% des suffrages et le PSS se retrouve, quoique de justesse, dans le camp des perdant·e·s⁸¹⁹. Les cadres du parti appellent les autorités à remettre l'ouvrage sur le métier et présentent pour cela la solution d'un second vote avec des mesures d'accompagnement plus conséquentes sur le plan social et environnemental⁸²⁰. Le parti maintient sa position pro-européenne durant les années suivantes, en dépit de l'échec de cette votation⁸²¹ et réclame ainsi, en 1994, un nouveau vote sur l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne (qui a succédé à la CE depuis 1993)⁸²².

⁸¹⁶ *Journal de Genève*, « Les syndicats à l'assaut de Christoph Blocher », 16 juillet 1992.

⁸¹⁷ *Journal de Genève*, « Le pavé de Peter Bodenmann », 18 novembre 1992.

⁸¹⁸ BEGLINGER Martin, *Otto Stich...*, p. 180.

⁸¹⁹ Votation populaire du 6 décembre 1992, en ligne sur le site de la Chancellerie fédérale : <https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/va/19921206/index.html> (consulté en juin 2022).

⁸²⁰ *Le Nouveau Quotidien*, « Accélérer l'intégration », 13 décembre 1992.

⁸²¹ FEHR Hans-Jürg, « Die SP und Europa. Vom langen Schweigen zum klaren Strategie », in : BEHRENS Nicola et al. (éd.), *Einig – aber nicht einheitlich. 125 Jahre Sozialdemokratische Partei der Schweiz / Une pensée unie – mais pas unique. 125 ans Parti socialiste suisse*, Zurich, Limmat Verlag, 2013, p. 343.

⁸²² *Le Nouveau Quotidien*, « Les socialistes s'insurgent contre l'immobilisme européen de la Suisse », 21 novembre 1994.

Au lendemain du vote sur l'EEE, on débat au sein du camp bourgeois de l'avenir du partenariat gouvernemental avec la tumultueuse UDC de Blocher. Certain·e·s ténors radicaux·ales et démocrates-chrétien·ne·s aspirent à ce que ce parti soit poussé vers la sortie du Conseil fédéral. Bodenmann s'y oppose, expliquant que la question de l'EEE n'est pas un critère suffisant pour exclure l'UDC du gouvernement. Ce qui compte à ses yeux est de savoir si ce parti confirmera son évolution vers l'extrême droite, sur une ligne proche du Front national en France ou du Parti de la liberté (FPÖ) en Autriche⁸²³.

De leur côté, les responsables socialistes attribuent en particulier la défaite de 1992 au contexte économique qui est en train de se dégrader ainsi qu'au repli sur soi provoqué par la peur du chômage⁸²⁴. De fait, comme nous allons le voir à présent, la Suisse est à nouveau en train de basculer dans la crise économique. Cette fois-ci, la récession s'avérera plus grave par son ampleur et sa durée qu'en 1974-1976 ou en 1982.

La crise économique des années 1990

Durant les années 1980, les banques suisses encouragent sans précaution l'acquisition de logement par les ménages en favorisant de manière débridée les crédits hypothécaires. Certaines banques helvétiques vont ainsi jusqu'à offrir des crédits équivalents à 107 % du prix d'achat, incluant donc dans le prêt les intérêts payés par l'emprunteur pour la première année⁸²⁵. Au début des années 1990, l'inflation reprend de la vigueur⁸²⁶. Pour la juguler, la Banque nationale suisse augmente les taux directeurs, ce qui provoque une brusque envolée des taux d'intérêt hypothécaires, qui doublent entre 1988 et 1990⁸²⁷. Par conséquent, de

⁸²³ *Le Nouveau Quotidien*, «Delamuraz ne veut plus gouverner avec le parti de Blocher», 27 novembre 1992.

⁸²⁴ *Le Nouveau Quotidien*, «Christiane Brunner, la femme que les métallurgistes ont élue pour traverser les frontières», 8 novembre 1992.

⁸²⁵ BALASTÈR Peter, «La politique financière...», p. 28.

⁸²⁶ *Les Échos*, «Krach sur le marché suisse», 5 mars 1992.

⁸²⁷ PECA Servan, «Ce qui a changé depuis la crise des années 1990», *Le Temps*, 16 juin 2013.

nombreux ménages ne sont plus en mesure de faire face au paiement des intérêts⁸²⁸. Les prix de l'immobilier chutent et les banques essuient de lourdes pertes, conduisant même la Caisse d'épargne et de prêts de Thoune à la faillite⁸²⁹. Quant à la Banque cantonale bernoise, elle doit être secourue par l'État, ce qui plombe les finances du canton pour plusieurs années⁸³⁰. Le marché de la construction subit un brusque coup d'arrêt qui impacte progressivement les autres secteurs de l'économie⁸³¹. La politique monétaire restrictive de la BNS, caractérisée par des taux d'intérêt directs élevés, contribue à aggraver la situation⁸³². Dès 1991, le PIB de la Suisse recule durant trois années consécutives⁸³³.

Le taux de chômage augmente rapidement, passant de 0,4 % en 1990 à 5 % au début de l'année 1994⁸³⁴. À la direction du PSS, on estime que le pourcentage réel est deux fois plus élevé, car beaucoup de femmes en recherche d'emploi ne sont pas inscrites officiellement au chômage et n'apparaissent donc pas dans la statistique officielle⁸³⁵. Désormais, deux tiers des travailleur·euse·s de nationalité étrangère bénéficient d'un permis de séjour permanent, ce qui limite la possibilité pour les autorités de reproduire la politique menée durant la crise des années 1970⁸³⁶. Rappelons que les saisonnier·ère·s avaient alors été utilisé·e·s comme une variable d'ajustement, les pouvoirs publics refusant de renouveler leur permis de travail.

Les cercles patronaux, encouragés par le tournant néolibéral pris au niveau international, voient dans la crise économique une opportunité

⁸²⁸ *Le Nouveau Quotidien*, «La peur des grandes banques», 7 novembre 1991.

⁸²⁹ BARNETTA Ines, GERBER David, «L'évolution du marché immobilier suisse et le rôle de l'État», *La vie économique*, 1^{er} mai 2011, p. 56.

⁸³⁰ KIENER NELLEN Margret, BAUER Andrea, «Die SP und die neoliberale Finanz- und Steuerpolitik seit 1990», in: KRÜGER Sybil, NIDERHÄUSER Yves (éd.), *Klassenkampf(rhetorik) und Reformpolitik. 100 Jahre SP Kanton Bern*, Berne, Sozialdemokratische Partei des Kantons Bern, 2005, p. 214.

⁸³¹ *Le Nouveau Quotidien*, «L'OFIAMT prévoit 165 000 chômeurs», 8 janvier 1993.

⁸³² MÜLLER Margrit, WOITEK Ulrich, «Prospérité, croissance...», p. 182-183.

⁸³³ OESCH Daniel, *Les syndicats en Suisse...*, p. 7.

⁸³⁴ MACH André, «Présentation générale...», p. 42.

⁸³⁵ PV de la séance du comité directeur du PSS, 26 juin 1992, ASS, Ar. 1.110.84.

⁸³⁶ BOSCHETTI Pietro, *La conquête du pouvoir: essai sur la montée de l'UDC*, Genève, Éditions Zoé, 2007, p. 105.

de remettre en cause une partie des droits conquis par les salarié·e·s. Ils profitent à cette fin de l'affaiblissement des syndicats dont la baisse des effectifs, entamée dès la fin des années 1970, se poursuit⁸³⁷. Alors que les emplois dans les secteurs industriels – lieu d'implantation traditionnelle des collectifs de salarié·e·s syndiqué·e·s – diminuent fortement, les secteurs du tertiaire dont les effectifs sont plus stables (banques, assurances, etc.) comptent très peu d'employé·e·s affilié·e·s aux organisations syndicales⁸³⁸. L'indexation des salaires sur le renchérissement est supprimée dans plusieurs conventions collectives importantes, par exemple dans la chimie ou la construction⁸³⁹. Quant à la durée de travail, elle est augmentée, par exemple dans le secteur des machines où est introduite une possibilité de déroger de façon temporaire à la convention collective en période de crise⁸⁴⁰. De manière plus générale, les salaires réels reculent entre 1992 et 1995⁸⁴¹. À la fin de 1993, la Suisse dénombre environ 170 000 personnes qui ne peuvent subvenir à leurs besoins vitaux sans l'aide des pouvoirs publics, une augmentation de 40 % en 15 mois⁸⁴².

Face à la détérioration progressive de la situation économique, les revendications du Parti socialiste et de l'Union syndicale demeurent cependant limitées en comparaison de celles qui ont été formulées une vingtaine d'années auparavant. On se souvient que durant la crise des années 1970, la réponse sociale-démocrate reposait sur trois piliers : le renforcement de l'assurance-chômage, la mise en œuvre d'un plan de relance par la dépense publique et la réduction du temps de travail. En août 1992, PSS et USS se limitent dans un premier temps à demander un renforcement de l'assurance-chômage, assorti de quelques mesures de soutien dans le domaine de la construction⁸⁴³. La réduction du temps de travail ne figure donc pas parmi les revendications avancées. Cette

⁸³⁷ OESCH Daniel, *Les syndicats en Suisse...*, p. 5.

⁸³⁸ BOSCHETTI Pietro, *La conquête...*, p. 136.

⁸³⁹ DEGEN Bernard, « Nouvelles crises... », p. 246.

⁸⁴⁰ WIDMER Frédéric, « Stratégies... », p. 406.

⁸⁴¹ DEGEN Bernard, « Travail et capital », in : HALBEISEN Patrick et al. (éd.), *Histoire économique de la Suisse au XX^e siècle*, Neuchâtel, Alphil, 2021, p. 966.

⁸⁴² HUBACHER Helmut, *Tatort Bundeshaus...*, p. 185.

⁸⁴³ Vorschläge von SP Schweiz und Gewerkschaftsbund zur Arbeitslosenversicherung, dossier de presse, Berne, 14 août 1992, ASS, Ar. 1.110.84.

absence s'explique notamment par l'échec, en 1988, de l'initiative populaire de l'Union syndicale suisse pour une réduction progressive de la semaine de travail à 40 heures, qui ne favorise pas la promotion de cette revendication dans le débat public. Mais la mise en sourdine de celle-ci n'en traduit pas moins l'évolution de la politique du PSS vers des positions plus consensuelles par rapport aux forces bourgeoises.

Dans le cadre de leur réponse à la crise, les responsables sociaux-ales-démocrates souhaitent désormais donner la priorité au renforcement de l'assurance-chômage. Ils-elles demandent que l'assurance garantisse désormais des indemnités pendant deux ans, la durée légale n'étant alors que d'une année⁸⁴⁴. De plus, au terme des deux années d'indemnités, les personnes sans emploi devraient encore avoir le droit à des prestations, plus réduites, durant deux années supplémentaires. Quant aux pénalités qui ciblent les chômeur-euse-s ne se conformant pas à leurs obligations de recherches d'emploi, elles devraient être fortement atténuées⁸⁴⁵. Enfin, les femmes qui reprennent une activité lucrative après une interruption liée à l'éducation des enfants devraient également pouvoir toucher des indemnités chômage. Nous verrons par la suite que les autorités n'entreront en matière que de manière très limitée sur ces revendications du PSS.

Dans les mois qui suivent cette première prise de position socialiste d'août 1992, la situation économique continue de se détériorer. La direction du PSS, appuyée par l'USS, décide par conséquent d'étoffer ses demandes. À la fin de l'année 1992, les parlementaires socialistes déposent plusieurs propositions en faveur d'un programme d'investissements. La direction du parti incite les élu-e-s siégeant dans les parlements cantonaux à faire de même⁸⁴⁶. Peu après, le PSS demande à la Confédération un plan de relance à hauteur de 600 millions⁸⁴⁷. Le parti souhaite en particulier

⁸⁴⁴ *Journal de Genève*, «Le PSS et l'USS réclament des indemnités de chômage pour tous», 15 août 1992.

⁸⁴⁵ Vorschläge von SP und Gewerkschaftsbund zur Arbeitslosenversicherung, dossier de presse, Berne, 14 août 1992, ASS, Ar. 1.110.84.

⁸⁴⁶ PV de la séance du comité central du PSS, 12 décembre 1992, ASS, Ar. 1.110.

⁸⁴⁷ *Journal de Genève*, «La Commission des questions conjoncturelles réservées face aux programmes de relance», 10 février 1993.

un programme d'assainissement énergétique des vieux bâtiments et de soutien à la construction de logements d'utilité publique ainsi qu'un appui fédéral pour les investissements communaux⁸⁴⁸.

Néanmoins, ce montant de 600 millions demeure très réduit en comparaison à celui articulé en réaction à la crise des années 1970, durant laquelle, on s'en souvient, le PSS, bientôt rejoint par le PDC, demandait un plan de relance à hauteur de 2 milliards. À l'époque, ce chiffre représentait environ 15 % des dépenses annuelles de la Confédération. Le montant articulé en 1993 n'équivaut plus qu'à environ 1,5 % des charges de l'État fédéral sur un an, soit une proportion dix fois inférieure⁸⁴⁹.

Cette évolution témoigne de l'affaiblissement des idées keynésiennes dans les rangs de la social-démocratie entre la crise des années 1970 et celle des années 1990. Comme le relève le socialiste genevois Mehmet Gultas dans une tribune parue en novembre 1992, au moment où les responsables du PSS commencent à envisager la nécessité d'un plan de relance, « *il faut cesser de se nourrir d'illusions, de celle, en particulier, qui consiste à croire que le volontarisme étatique à la mode keynésienne [pourra] engendrer la sacro-sainte croissance qui nous permettra d'atteindre le plein emploi* »⁸⁵⁰. Dans sa tribune, Gultas appelle plutôt à une meilleure inclusion des chômeur·euse·s sur le marché du travail. Il prône pour ce faire un partage de l'emploi qui impliquerait une concertation entre les syndicats et les employeurs dont les modalités restent assez floues.

Si le PSS a attendu que la crise économique s'installe durablement dans le pays avant de demander des mesures de relance, même d'ampleur limitée, c'est aussi parce que les responsables du parti se heurtent à l'hostilité des dirigeant·e·s de la droite. Bodenmann explique lors d'une séance du comité directeur du PSS en juin 1992 que la raison pour laquelle les parlementaires socialistes priorisent le renforcement de l'assurance-chômage est qu'ils·elles ne parviennent pas à trouver des

⁸⁴⁸ PV de la séance du comité central du PSS, 12 décembre 1992, ASS, Ar. 1.110.

⁸⁴⁹ Les charges totales de la Confédération pour 1993 sont en effet de 40,6 milliards, voir : *Journal de Genève*, « Les recettes de la Confédération », 26 mai 1994.

⁸⁵⁰ *Le Nouveau Quotidien*, « Face à la crise, les socialistes ont des idées », 7 novembre 1992.

allié·e·s en faveur d'un plan de relance au sein des partis bourgeois⁸⁵¹. On se souvient qu'après le choc pétrolier, le PSS avait pu compter sur le soutien du PDC pour appuyer sa demande d'un plan de relance. Dans ses mémoires, Hubacher souligne que durant les années 1990, les alliances avec le PDC, qui se sont avérées précieuses pour faire passer certaines revendications sociales au Parlement durant les décennies précédentes, sont désormais beaucoup plus difficiles à nouer, l'aile économique et conservatrice ayant pris nettement le dessus sur l'aile chrétienne-sociale⁸⁵². Le PDC sort par ailleurs affaibli des élections fédérales de 1991, notamment en raison du déclin numérique de sa base électorale paysanne, ce qui complique également les alliances au centre, comme l'explique Bodenmann lors d'une séance de la direction du PSS⁸⁵³.

Du côté des économistes chargés de conseiller les autorités, on prône une discipline budgétaire d'inspiration néolibérale, ce qui contribue à expliquer les réticences dans les partis de droite. Ainsi, en novembre 1992, la Commission des questions conjoncturelles se dit « réservée » face à des mesures de relance qui pourraient, estime-t-elle, constituer un frein à la nécessaire adaptation de l'économie helvétique⁸⁵⁴. Ce cénacle invoque aussi la faible marge de manœuvre financière dont disposerait la Confédération en raison des déficits provoqués par la crise. Tout au plus se prononce-t-elle pour le maintien des projets d'investissements déjà planifiés, notamment les tunnels ferroviaires à travers les Alpes. Quant aux autorités fédérales, elles espèrent, durant les premiers mois de la crise, qu'une reprise économique se manifeste avant que la pression en faveur de mesures de relance ne devienne trop forte⁸⁵⁵.

Comme on le voit avec la prise de position de la Commission des questions conjoncturelles, les adversaires de l'interventionnisme public

⁸⁵¹ PV de la séance du comité directeur du PSS, 26 juin 1992, ASS, Ar. 1.110.84.

⁸⁵² HUBACHER Helmut, *Tatort Bundeshaus...*, p. 39; sur cette évolution, voir aussi: ALTERMATT Urs, « Parti démocrate-chrétien (PDC) », *Dictionnaire historique de la Suisse*, 2018, en ligne: <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/017377> (consulté en mai 2023).

⁸⁵³ PV de la séance du comité directeur du PSS, 25 octobre 1991, ASS, Ar. 1.110.76.

⁸⁵⁴ *Le Nouveau Quotidien*, « Face à la crise, les socialistes ont des idées » 7 novembre 1992.

⁸⁵⁵ AYRTON Robert, *L'impossible politique budgétaire...*, p. 90.

opposent aux revendications du PSS l'état détérioré des finances publiques. On se souvient à ce propos que, durant les années de croissance économique qui ont précédé la crise, la majorité de droite du Parlement fédéral a réduit à plusieurs reprises les impôts en faveur des couches sociales les plus aisées⁸⁵⁶. Lorsque la récession s'installe en 1991, la Confédération est donc rapidement confrontée à un déséquilibre financier de grande ampleur. En 1993, le déficit de la Confédération se monte à 10 milliards, soit 2,7 % du PIB, une proportion inédite depuis la Deuxième Guerre mondiale⁸⁵⁷. La droite libérale et le patronat y réagissent en demandant de nouvelles mesures d'économies dans les dépenses publiques, malgré le risque que celles-ci aggravent la récession⁸⁵⁸. La situation est donc peu propice aux revendications portant sur des mesures de relance par l'État.

Déficits et plans d'économies sont alors également à l'ordre du jour dans les cantons et les communes. Dans les régions où les sociaux-démocrates participent aux exécutifs communaux ou cantonaux, ces plans suscitent des tensions à l'intérieur des sections locales du PSS. Ainsi, lors du congrès du Parti socialiste genevois de mars 1992, l'aile gauche dépose une motion demandant que les deux conseillers d'État socialistes soutiennent ouvertement les salarié-e-s de la fonction publique qui sont la cible de restrictions budgétaires décidées par les autorités cantonales⁸⁵⁹. La proposition, qui aurait impliqué de la part des élus socialistes une rupture de la collégialité gouvernementale, est rejetée par 55 voix contre 24 avec 25 abstentions, à l'issue d'un débat mouvementé⁸⁶⁰. Ces tensions laissent des traces sur le plan électoral. La participation des socialistes à la mise en œuvre du plan d'économies au niveau cantonal ainsi qu'en Ville de Genève conduit à un vote-sanction d'une partie de l'électorat, sous la forme d'un déplacement de voix vers la gauche radicale. En octobre 1993, sous le nom d'Alliance de gauche,

⁸⁵⁶ GUËX Sébastien, *L'argent de l'État...*, p. 80.

⁸⁵⁷ GUËX Sébastien, « Finances publiques... », p. 1185.

⁸⁵⁸ HALBEISEN Patrick, STRAUMANN Tobias, « La politique économique... », p. 1121.

⁸⁵⁹ *Journal de Genève*, « Les socialistes exigent un accord entre Conseil d'État et Cartel », 16 mars 1992.

⁸⁶⁰ *Idem*.

celle-ci obtient 21 des 100 sièges que compte le Parlement du Canton de Genève, alors que le Parti socialiste passe de 21 à 15⁸⁶¹. L'avertissement est pris très au sérieux par le président Bodenmann⁸⁶². Ce dernier y voit en effet la confirmation que le parti paierait cher un déplacement vers des positions centristes et sociales-libérales. Cet épisode illustre par ailleurs un phénomène que nous relevions plus haut, en évoquant les propos de la politologue Line Rennwald : dans les configurations où les partis sociaux-démocrates sont confrontés à des forces politiques sur leur gauche, la probabilité qu'ils effectuent un tournant social-libéral sur le modèle britannique se réduit, car la crainte d'une sanction électorale est plus élevée⁸⁶³.

En raison de l'aggravation de la situation économique durant les premiers mois de 1993, l'opposition des partis bourgeois à un plan de relance se fissure. Une partie des responsables du PDC, emmené·e·s par l'aile chrétienne-sociale du parti, commencent à revendiquer eux-elles aussi des mesures de soutien pour les régions du pays où le chômage est le plus élevé, ainsi que l'accroissement des investissements dans les infrastructures, par exemple ferroviaires⁸⁶⁴. L'ouverture du PDC aux enjeux sociaux ne doit cependant pas être surestimée, le parti étant alors présidé par Carlo Schmid, un représentant de l'aile conservatrice qui laisse peu d'espace aux démocrates-chrétiens sensibles à ces questions⁸⁶⁵.

PSS et USS décident de leur côté d'augmenter la pression sur les autorités en organisant, en mars 1993, une manifestation nationale en soutien aux chômeur·euse·s et pour l'application d'un plan de relance. Celle-ci réunit 25 000 personnes⁸⁶⁶, ce qui n'est pas négligeable. Par comparaison, rappelons que les actions décentralisées organisées par

⁸⁶¹ *Journal de Genève*, «Dur d'être socialiste quand l'État social prend l'eau», 9 mars 1994.

⁸⁶² *Le Nouveau Quotidien*, «Entraîné par Genève, le Parti socialiste suisse met le cap sur l'extrême gauche», 21 octobre 1993.

⁸⁶³ RENNWALD Line, *Partis socialistes et classe ouvrière...*, p. 195.

⁸⁶⁴ AYRTON Robert, *L'impossible politique budgétaire...*, p. 93.

⁸⁶⁵ *Journal de Genève*, «Carlo Schmid, usé, quitte la présidence du PDC», 12 février 1994.

⁸⁶⁶ *Le Nouveau Quotidien*, «Les syndicalistes mobilisent 25 000 personnes contre la crise», 28 mars 1993.

l'Union syndicale en 1975 en réaction à la crise économique avaient mobilisé quelque 20 000 personnes à travers le pays et qu'en 1983, les syndicats de la fonction publique étaient parvenus à rassembler 30 000 travailleur·euse·s à Berne contre les mesures d'économies. Toutefois, la participation à la manifestation de mars 1993 n'est pas suffisante pour permettre de modifier en profondeur le rapport de force avec les autorités, d'autant qu'il s'agit d'un rendez-vous qui ne s'accompagne pas de perspectives d'action.

Ce constat ne signifie pas toutefois que la mobilisation sociale n'a aucun effet. Grâce à l'évolution des positions du PDC et à la pression exercée par la gauche, la Confédération consent en effet à entrer en matière sur certaines revendications portées par les forces progressistes, quoique dans une version fortement revue à la baisse. Le PSS n'obtient ainsi que la moitié du montant demandé pour la relance par la dépense publique, soit 300 millions⁸⁶⁷. Le moyen choisi pour mettre en œuvre le plan de relance est celui du bonus à l'investissement qui vise à inciter les cantons et les communes à mettre en route des projets d'investissements supplémentaires ou à anticiper ceux déjà prévus⁸⁶⁸.

Là encore, on constate que le PSS se heurte à une résistance politique plus dure que dans les années 1970, lorsque le montant du plan de relance qu'il défendait, à hauteur de 2 milliards, avait finalement été admis par les autorités, après quelques mois d'hésitation. La portée beaucoup plus réduite des mesures de relance consenties par les dirigeant·e·s du pays en 1993 peut par conséquent être interprétée comme un indice de la progression des politiques néolibérales par rapport aux années 1970. Les dépenses anticrise de 1993 équivalent à 0,4% du PIB. Par comparaison, celles de 1975 représentaient 2% du PIB de l'époque et celles de 1983, 1,1%⁸⁶⁹.

Pourtant, au regard de la politique financière qui sera menée au début des années 2000, celle que les autorités adoptent en réaction à la crise des années 1990 apparaît comme moins alignée sur une stricte discipline budgétaire d'inspiration néolibérale. En effet, les pouvoirs

⁸⁶⁷ BALASTÈR Peter, « La politique financière... », p. 27.

⁸⁶⁸ BALASTÈR Peter, « La politique financière... », p. 27.

⁸⁶⁹ BALASTÈR Peter, « La politique financière... », p. 26.

publics admettent encore la nécessité d'accuser temporairement des déficits importants. Dans les années 2000 en revanche, l'introduction de la disposition constitutionnelle dite « du frein à l'endettement » empêchera une telle souplesse de la politique financière⁸⁷⁰.

Les mesures de relance de 1993 s'avèrent toutefois trop faibles pour avoir un réel impact sur la situation économique. Le nombre de chômeur·euse·s ne diminue que fort lentement, passant de 188 000 en janvier 1994 à 143 000 en septembre 1995⁸⁷¹. Certain·e·s commentateur·trice·s estiment – à raison selon nous – que le caractère très limité des dépenses extraordinaires de crise en Suisse par comparaison internationale explique pourquoi la récession s'avère plus marquée et durable dans ce pays qu'elle ne l'est, en moyenne, dans les autres États membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)⁸⁷².

Quant à la réponse des dirigeant·e·s aux revendications du PSS en matière de chômage, elle est marquée par la volonté de maintenir une discipline budgétaire de manière encore plus prononcée que s'agissant des mesures de relance⁸⁷³. Il est vrai que les pertes financières importantes de l'assurance-chômage creusent le déficit de la Confédération: les cotisations prélevées sur les salaires sont loin de couvrir des dépenses de l'assurance, gonflées par la forte progression du nombre de chômeur·euse·s. Dès lors, l'État fédéral est contraint d'octroyer des prêts à l'assurance-chômage⁸⁷⁴. Le gouvernement réagit à ces nouvelles dépenses par une tentative de limitation des coûts du soutien aux chômeur·euse·s. En 1993, un arrêté fédéral urgent procède certes à un allongement de la durée d'indemnité de 300 à 400 jours⁸⁷⁵, mais cette

⁸⁷⁰ GHELFI Jean-Pierre, « Moins d'État... », p. 30.

⁸⁷¹ GHELFI Jean-Pierre, « Moins d'État... », p. 27.

⁸⁷² BOSCHETTI Pietro, *La conquête...*, p. 104.

⁸⁷³ GIRIENS Pierre-Yves, STAUFFER Julien, « Deuxième révision de la loi sur l'assurance-chômage: genèse d'un compromis », in: MACH André (éd.), *Globalisation, néolibéralisme et politiques publiques dans la Suisse des années 1990*, Zurich, Seismo, 1999, p. 112.

⁸⁷⁴ MACH André, « Présentation générale... », p. 45.

⁸⁷⁵ *Journal de Genève*, « L'assurance-chômage nouvelle formule entre en vigueur dans une semaine », 25 mars 1993.

mesure est en partie compensée par une réduction de leur montant pour les chômeur-euse-s qui n'ont pas d'enfant à charge. Pour cette catégorie de personnes en recherche d'emploi, les indemnités n'équivalent plus désormais qu'à 70 % du salaire, contre 80 % auparavant. PSS et USS réclament des mesures moins strictes, mais en vain⁸⁷⁶.

La direction du PSS choisit par conséquent de combattre par référendum la modification du régime de l'assurance-chômage, malgré des avis contraires au sein du parti⁸⁷⁷. En effet, certain-e-s responsables socialistes appartenant à l'aile la plus consensuelle estiment que la prolongation de la durée d'indemnisation doit primer sur les réticences liées à la baisse des indemnités. Une préoccupation d'ordre tactique contribue toutefois à convaincre la direction de l'opportunité de combattre l'arrêté fédéral. Il s'agit d'éviter de laisser le champ libre à un concurrent, en l'espèce le Parti du travail. La direction de ce dernier annonce en effet son intention de lancer un référendum⁸⁷⁸. Rejoindre le combat référendaire apparaît dès lors pour le PSS comme un moyen d'éviter qu'un autre parti de gauche puisse se profiler sur ce dossier. Cette décision paraît d'autant plus opportune aux yeux des responsables du PSS que des comités de chômeur-euse-s sont mis sur pied dans plusieurs villes suisses et réclament le soutien des forces de gauche⁸⁷⁹. L'Union syndicale suisse décide elle aussi d'appuyer le référendum. En revanche, les syndicats chrétiens refusent de se rallier à celui-ci. Pour leurs dirigeant-e-s, l'augmentation de la durée de l'indemnité est une raison suffisante de se rallier au projet du Conseil fédéral⁸⁸⁰.

La presse d'orientation libérale-conservatrice dénonce ce qu'il qualifie comme un revirement de la part du PSS, sachant que la plupart de ses élu-e-s

⁸⁷⁶ Lettre de l'Union syndicale suisse et du Parti socialiste suisse à Jean-Pascal Delamuraz, chef du Département de l'économie, 17 décembre 1992, ASS, Ar. 1.110.84.

⁸⁷⁷ PV de la séance du comité central du PSS, 21 août 1993, ASS, Ar. 1.110.87.

⁸⁷⁸ *Journal de Genève*, « L'assurance-chômage nouvelle formule entre en vigueur dans une semaine », 25 mars 1993.

⁸⁷⁹ ZAHN Anita, « Widerstand im Wandel. Schweizer Arbeitslosenkomitees und der aktivierende Sozialstaat », in: LUDI Regula et al. (éd.), *Zwang zur Freiheit. Krise und Neoliberalismus in der Schweiz*, Zurich, Chronos Verlag, 2018, p. 263-286.

⁸⁸⁰ *Journal de Genève*, « USS et socialistes unis pour un référendum », 8 avril 1993.

ont soutenu la révision de l'arrêté au Parlement. Les éditorialistes liés à la droite argumentent – recourant à une rhétorique souvent employée – qu'une attitude aussi peu fiable de la part des socialistes pourrait compromettre leur participation au Conseil fédéral⁸⁸¹. Parmi les membres de l'aile la plus centriste du parti, certain·e·s affichent publiquement leur mécontentement face à ce retournement intervenu après le débat parlementaire. Le Parti socialiste neuchâtelois menace de suspendre le paiement de sa cotisation au PSS en guise de protestation⁸⁸². C'est à ce parti cantonal qu'appartient le très consensuel conseiller fédéral René Felber et plusieurs cadres socialistes de cette région trouvent la ligne impulsée par Bodenmann trop à gauche. Ce mouvement d'humeur et ces menaces de rétorsion n'auront cependant pas de suite. En septembre 1993, le référendum est finalement largement défait en votation, seul·e·s 29,6% des citoyen·ne·s se prononçant contre la réforme⁸⁸³. La mobilisation de comités de chômeur·euse·s durant la campagne, quoique représentant un réel mouvement social, ne suffit pas à inverser la tendance⁸⁸⁴. Cette défaite affaiblit les partisan·e·s d'une réponse à la crise fondée sur une orientation de gauche combative. De fait, à l'automne 1993, partis de gauche et syndicats appellent à de nouvelles manifestations contre les mesures d'économies dans les dépenses publiques et en faveur d'un nouveau train de dépenses pour la relance, mais la mobilisation est en recul par rapport au printemps. Les manifestations de novembre 1993 ne rassemblent que 6 000 participant·e·s⁸⁸⁵ et ne permettent donc pas d'augmenter la pression sur les autorités.

À défaut de peser de manière déterminante sur la réponse des dirigeant·e·s du pays à la crise économique, les responsables socialistes décident, durant l'été 1993, d'étoffer leur propre programme économique, jugé insuffisant

⁸⁸¹ *Le Nouveau Quotidien*, «Les socialistes sont tentés par l'Union de la gauche», 28 mars 1993.

⁸⁸² *Journal de Genève*, «La base neuchâteloise déclare la guerre au PSS», 18 août 1993.

⁸⁸³ Votation populaire du 26 septembre 1993, en ligne sur le site de la Chancellerie fédérale: <https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/va/19930926/index.html> (consulté en juin 2022).

⁸⁸⁴ ZAHN Anita, «Widerstand im Wandel...», p. 271.

⁸⁸⁵ *Journal de Genève*, «Levée de boucliers syndicale à travers tout le pays», 15 novembre 1993.

pour répondre aux graves difficultés conjoncturelles⁸⁸⁶. Un groupe de travail composé de Peter Bodenmann, de l'économiste et conseiller national Elmar Ledergerber ainsi que d'Urs Hänsenberger, collaborateur du groupe socialiste au Parlement fédéral, est chargé de préparer des propositions en ce sens à soumettre au prochain congrès du parti⁸⁸⁷.

Ledergerber, qui appartient à l'aile sociale-libérale, se montre offensif dans les médias⁸⁸⁸. Le Zurichois souhaite ainsi que le PSS place au sommet de ses priorités le renforcement de la compétitivité de l'économie suisse, comme réponse à la problématique du chômage⁸⁸⁹. On a vu plus haut dans cette étude qu'il s'agit là, dès la deuxième moitié des années 1980, d'un des chevaux de bataille des partisan·e·s d'une adaptation du PSS aux principes du néolibéralisme. Ledergerber plaide à ce titre pour la ratification par la Suisse de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), afin de renforcer la compétitivité des exportations, tout en concédant les risques d'une telle démarche pour l'agriculture et l'environnement. Il estime aussi que les privatisations ne doivent plus être un tabou pour le parti, car certaines tâches peuvent selon lui être assumées avec davantage d'efficacité par le secteur privé⁸⁹⁰.

Les prises de position de Ledergerber reflètent une montée en puissance de la tendance sociale-libérale durant la première moitié des années 1990. Les partisan·e·s de cette ligne estiment que, face à l'offensive des cercles néolibéraux sur le plan international et suisse, le parti doit s'adapter. Ainsi, Francis Matthey, conseiller national pour le PSS et président de l'influente Commission de l'économie et des redevances, considère que *«la gauche ne peut plus faire l'économie d'une réflexion qui englobe l'interdépendance internationale et notamment la concurrence*

⁸⁸⁶ *Le Nouveau Quotidien*, «Le PSS réfléchit à son programme», 15 novembre 1993.

⁸⁸⁷ *Le Nouveau Quotidien*, «Le Parti socialiste réinvente l'économie de marché. Il la veut sociale et écologique», 30 juin 1993

⁸⁸⁸ *Idem*.

⁸⁸⁹ En 1993, le Club économique socialiste du Parti socialiste vaudois publie également un programme de crise où se retrouve une partie de ces conceptions, voir : Club économique socialiste, Politique économique cantonale vaudoise, avril 1993, ACV, PP 225/602.

⁸⁹⁰ *Le Nouveau Quotidien*, «Le Parti socialiste réinvente l'économie de marché. Il la veut sociale et écologique», 30 juin 1993.

économique»⁸⁹¹. Il salue à ce titre la détermination du conseiller fédéral Otto Stich pour assainir les finances ou pour convaincre de la nécessité d'une adhésion de la Suisse au FMI. Quoique minoritaires au sein du parti, les défenseur·se·s de la voie sociale-libérale n'en parviennent pas moins à influencer la ligne, en faveur de revendications moins radicales et d'une orientation plus conciliante avec la droite gouvernementale.

L'ébauche de programme économique soumis par le groupe de travail au comité central du PSS intègre une partie des préoccupations de Ledergerber et cherche à concilier politique sociale et économie de marché⁸⁹². On est donc loin de l'esprit du projet soumis par la commission formée au début des années 1980 qui, rappelons-le, visait à placer l'autogestion au centre de la politique socialiste. Sous la pression de Ledergerber, l'objectif de rupture avec le capitalisme, élément central du premier programme, ne figure plus dans la nouvelle mouture⁸⁹³. Lors d'une séance de débat sur le futur programme économique du comité central, Ledergerber précise que «*nous nous accommodons du capitalisme car nous en profitons comme les autres*»⁸⁹⁴. Cette affirmation est cependant contredite par plusieurs personnes présentes qui craignent que le parti ne soit en train de perdre son identité. Le congrès du PSS de juin 1994 confirme d'ailleurs que la position de Ledergerber et des partisan·e·s du tournant social-libéral est minoritaire. Une partie des amendements en faveur d'une critique plus assumée de l'économie de marché passe ainsi la rampe⁸⁹⁵. L'un des aménagements supprime l'affirmation selon laquelle le parti est attaché à la «*paix sociale*», un second réintroduit l'objectif de dépassement du capitalisme⁸⁹⁶.

⁸⁹¹ *Le Nouveau Quotidien*, «La solidarité redevient prioritaire face à la crise», 24 octobre 1992.

⁸⁹² SP-Wirtschaftspolitik: 100 Fragen und 1001 Antworten für die neunziger Jahre par Elmar Ledergerber, Urs Häsenberger et Peter Bodenmann, 17 juin 1993, ASS, Ar. 1.110.87.

⁸⁹³ PV de la séance du comité central du PSS, 9 octobre 1993, ASS, Ar. 1.110.87.

⁸⁹⁴ *Idem*.

⁸⁹⁵ *Le Nouveau Quotidien*, «Peter Bodenmann met son poste de président du PS en jeu», 20 juin 1994

⁸⁹⁶ *Journal de Genève*, «Les partis bourgeois accusés de se livrer à un "démontage" social», 20 juin 1994.

Dès 1994, une timide reprise économique se dessine. Cette année-là, le PIB s'accroît de 1,2 %, puis de 0,7 % en 1995⁸⁹⁷. Le chômage demeure cependant à un niveau élevé, en particulier en Suisse francophone et italophone. En 1993, le PSS avait déjà demandé de doubler le bonus à l'investissement octroyé par la Confédération aux cantons et communes, compte tenu du succès rencontré par ce dispositif⁸⁹⁸. En 1994, le parti revient à la charge en revendiquant un programme de relance centré sur la Suisse latine dont le marché de l'emploi est particulièrement affecté. Les responsables sociaux-démocrates cherchent ainsi à surmonter les blocages au niveau fédéral, en s'appuyant sur des politicien-ne-s bourgeois-e-s issu-e-s des minorités linguistiques, en particulier lié-e-s au PDC, susceptibles de se montrer sensibles aux arguments socialistes⁸⁹⁹. Le PSS souhaite que la Confédération débloque 500 millions en faveur de projets en Suisse romande et au Tessin portant sur l'assainissement énergétique des bâtiments, le développement des transports publics, les énergies renouvelables ou encore la lutte contre les nuisances sonores⁹⁰⁰. Ces demandes, et la lenteur préoccupante de la reprise économique après pourtant plus de cinq ans de crise, conduiront les autorités à mettre en œuvre de nouvelles mesures de relance en 1996⁹⁰¹. L'ensemble du programme de la Confédération présentera toutefois à nouveau une dimension contradictoire. Les dirigeant-e-s combinent en effet les investissements destinés à surmonter la crise avec des coupes dans les dépenses de fonctionnement, sous la forme, en particulier, de suppressions de postes dans l'administration fédérale⁹⁰².

⁸⁹⁷ UDRY Charles-André, MARQUIS Jean-François, « Le renouveau... », p. 178.

⁸⁹⁸ PV du comité central du PSS, 15 mai 1993, 1.110.87.

⁸⁹⁹ ETTLIN FRANZ, GAILLARD Serge, « La gestion macroéconomique de la demande est aussi possible dans un petit pays », *Revue économique et sociale* 62, 2004, p. 23.

⁹⁰⁰ *Journal de Genève*, « Les socialistes veulent relancer l'économie romande et tessinoise », 12 août 1995.

⁹⁰¹ GHELFI Jean-Pierre, « Moins d'État... », p. 29. Selon AYRTON Robert (*L'impossible politique budgétaire...*, p. 93), les plans de relance de 1993 et 1996 atteignent un montant cumulé de 730 millions de francs. On reste donc bien au-dessous des montants engagés durant la crise des années 1970.

⁹⁰² *Le Nouveau Quotidien*, « Quatre milliards de déficit au budget 1996 », 20 décembre 1995.

Malgré un bilan très mitigé du point de vue de la réponse du pouvoir aux revendications articulées par le PSS face à la crise, les problèmes sociaux provoqués par la récession tendent néanmoins à remettre les idées sociales-démocrates au centre du débat politique. Comme le remarquent alors les médias, cette situation contraste avec le relatif désintéret qui a entouré les propositions du PSS à la fin des années 1980⁹⁰³. En vue des élections fédérales de 1995, le parti est bien décidé à s'appuyer sur cette nouvelle donne, et sur son bilan en matière de défense des acquis sociaux. Toutefois, sur ce dernier point, le PSS et plus généralement les forces de gauche n'ont désormais pas la partie facile, comme nous allons le voir à présent.

Le PSS face à la remise en cause de l'État social

Au début des années 1990, les responsables du PSS espèrent que la fin de la guerre froide soit l'occasion de réduire les dépenses militaires. Cela permettrait de dégager de nouveaux moyens financiers pour l'extension de l'État social. Les socialistes estiment que le budget militaire suisse a augmenté de manière disproportionnée durant les années 1980, à la suite du regain de tensions entre l'Est et l'Ouest⁹⁰⁴. Certain·e·s représentant·e·s de l'aile consensuelle cherchent à tempérer l'euphorie qui suit la chute du mur de Berlin : en octobre 1990, Otto Stich met en garde les dirigeant·e·s du PSS contre une réduction trop rapide des dépenses militaires au regard des incertitudes qui demeurent au niveau international, notamment en raison des tensions dans le golfe Persique⁹⁰⁵. L'année suivante, Elmar Ledergerber déclare que, selon lui, le lancement d'une initiative pour la réduction des dépenses militaires en pleine année électorale est risqué. Il souligne que la population suisse, malgré la fin de la guerre froide, est préoccupée par la guerre menée par les États-Unis et

⁹⁰³ *Le Nouveau Quotidien*, «La solidarité redevient prioritaire face à la crise», 24 octobre 1992.

⁹⁰⁴ PV de la séance du comité central du PSS, 17 novembre 1990, ASS, Ar. 1.110.86.

⁹⁰⁵ PV de la séance du comité central du PSS, 13 octobre 1990, ASS, Ar. 1.110.86.

leurs alliés contre l'Irak de Saddam Hussein, ainsi que par les tensions entre les Républiques baltes et le pouvoir soviétique⁹⁰⁶.

Malgré ces avertissements, le congrès du PSS décide, en mars 1991, de lancer une initiative populaire qui prévoit de réduire le budget militaire de 50 % à l'horizon 1995⁹⁰⁷. Dans la même logique, en 1992, Bodenmann s'investit pleinement contre l'achat d'un nouvel avion de combat, le FA-18, à travers le soutien d'une initiative populaire du Groupe pour une Suisse sans armée⁹⁰⁸. Celle-ci échoue en votation en juin 1993, refusée par 57,2 % des suffrages exprimés⁹⁰⁹. Quant à l'initiative pour la réduction du budget militaire, elle est finalement invalidée par le Parlement en juin 1995⁹¹⁰. Comme cette dernière vise notamment à affecter les économies réalisées sur le budget militaire à la sécurité sociale, une majorité des parlementaires estime, au terme d'un débat serré, que le principe d'unité de matière n'est pas respecté. En effet, ce dernier prévoit qu'une seule et même initiative populaire ne peut traiter de deux sujets distincts. Malgré ces divers échecs, l'engagement des socialistes pour une réduction des dépenses d'armement contribue à une évolution tangible : en 1990, les dépenses militaires absorbent 19 % du budget de la Confédération⁹¹¹, en 1994, cette proportion ne s'élève plus qu'à 14,4 % et la baisse se poursuit durant les années suivantes⁹¹².

Les responsables socialistes sont toutefois conscient·e·s que leur investissement sur cette question, même s'il est suivi d'effets, ne suffira pas à lui seul à débloquer des ressources supplémentaires pour la politique sociale. Effectivement, ils·elles savent bien que les partis bourgeois, suivant en cela le livre blanc publié par les cercles patronaux,

⁹⁰⁶ PV de la séance du comité directeur du PSS, 15 février 1991, ASS, Ar. 1.110.76.

⁹⁰⁷ *Journal de Genève*, «Les socialistes unanimes pour adhérer à l'Europe», 4 mars 1991.

⁹⁰⁸ *Journal de Genève*, «Peter Bodenmann. Le doctrinaire pragmatique», 4 mai 1992.

⁹⁰⁹ Votation populaire du 6 juin 1993, en ligne sur le site de la Chancellerie fédérale : <https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/va/19930606/index.html> (consulté en juillet 2022).

⁹¹⁰ *Journal de Genève*, «Le peuple ne se prononcera pas sur la réduction des dépenses militaires», 21 juin 1995.

⁹¹¹ HALBEISEN Patrick, STRAUMANN Tobias, «La politique économique...», p. 1122.

⁹¹² *Annuaire statistique de la Suisse*, 1996, p. 396.

ne prévoient pas d'utiliser prioritairement ces fonds pour renforcer l'État social, mais ambitionnent plutôt de mettre en œuvre de nouveaux allègements fiscaux en faveur des couches aisées de la population et des grandes entreprises.

En 1990 déjà, les responsables du PSS dénoncent le projet du Conseil fédéral de remplacer l'impôt sur le chiffre d'affaires (ICHA) par la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)⁹¹³. Cette réforme, expliquent-ils-elles, allégerait la charge fiscale portant sur les entreprises, tout en alourdissant celle pesant sur les consommateur·trice·s. De fait, le remplacement de l'ICHA par la TVA est une revendication de longue date des cercles patronaux⁹¹⁴. On se souvient que deux premières tentatives de remplacer l'ICHA par la TVA ont échoué en votation populaire, en 1977 et 1979. En 1990, l'irritation des socialistes est d'autant plus forte que le projet de TVA s'accompagne de l'annonce d'une suppression d'une partie des impôts sur les droits de timbre. Une telle suppression reviendrait, selon eux-elles, à un allègement fiscal en faveur de la place financière correspondant à un montant d'environ 500 millions par an⁹¹⁵.

Le PSS ne rejette cependant pas en bloc le projet de TVA. Ses membres veulent en particulier éviter une collision frontale avec Otto Stich, le conseiller fédéral socialiste en charge des Finances. Dès lors, les dirigeant·e·s socialistes se disent prêt·e·s à examiner de manière ouverte le projet de TVA, à condition que celui-ci soit accompagné d'une concession substantielle à la gauche, telle qu'un prélèvement sur les entreprises émettrices de dioxyde de carbone (CO₂)⁹¹⁶. Compte tenu des deux échecs précédents en votation, le Conseil fédéral est conscient que l'opposition du PSS pourrait conduire à un nouveau refus du projet⁹¹⁷. Les représentant·e·s du camp bourgeois acceptent donc quelques aménagements destinés à emporter l'adhésion du PSS à cette réforme et consentent en particulier à ce que celle-ci inclue une

⁹¹³ PV de la séance du comité directeur du PSS, 22 juin 1990, ASS, Ar. 1.110.75.

⁹¹⁴ GUÉX Sébastien, *L'argent de l'État...*, p. 157.

⁹¹⁵ PV de la séance du comité directeur du PSS, 22 juin 1990, ASS, Ar. 1.110.75.

⁹¹⁶ *Journal de Genève*, «Le Parti socialiste est opposé à la TVA», 23 juin 1990.

⁹¹⁷ GUÉX Sébastien, *L'argent de l'État...*, p. 165.

pérennisation de l'impôt fédéral direct⁹¹⁸. Le statut de ce dernier est jusqu'alors uniquement temporaire, car les cercles patronaux espèrent à terme pouvoir s'en débarrasser, en raison de sa progressivité⁹¹⁹. La majorité prévoit également qu'une partie des recettes de la TVA puisse être utilisée pour financer l'AVS, dans le cas où cette dernière connaîtrait des difficultés financières.

Ces concessions, d'une portée pourtant relative, suffisent néanmoins à rallier le PSS au projet de TVA. L'adhésion du PSS à ce projet est d'autant plus étonnante que la droite au pouvoir maintient dans la réforme fiscale la suppression d'une partie des droits de timbre en faveur de la place financière. C'est en tout cas l'avis d'une partie des éditorialistes qui commentent alors ces événements. Le journaliste de la *Tribune de Genève* écrit : « *il est étonnant de constater que les socialistes ont accepté à l'unanimité (moins deux abstentions) et sans débat contradictoire un projet de taxation indirecte dont ils dénonçaient depuis des années le caractère antisocial.* »⁹²⁰ L'historien Sébastien Guex juge de son côté que la position du PSS est nettement en retrait – autrement dit moins à gauche – que celle adoptée dans les débats de politique fiscale des années 1970⁹²¹. Il est vrai qu'en 1979, comme nous l'avons vu plus haut, le parti refuse la TVA, parce que la droite, à ce moment-là, rejette les revendications du PSS qui demande un prélèvement sur le capital d'un rendement équivalent à celui du nouvel impôt sur la consommation. À l'instar de la réponse socialiste à la crise économique analysée dans la partie précédente de cette étude, on voit donc à nouveau que l'offensive des cercles néolibéraux place les sociaux-démocrates en position très défensive, position qui les amène à revoir à la baisse leurs revendications. Ils-elles se satisfont de compromis qui n'auraient pas été acceptés auparavant, car jugés trop défavorables aux objectifs sociaux-démocrates.

Reste que, dans le camp politique adverse, les concessions accordées au PSS (pérennisation de l'impôt fédéral direct, possibilité d'affecter une part des recettes de la TVA à l'AVS) suffisent à provoquer l'opposition

⁹¹⁸ GUEX Sébastien, *L'argent de l'État...*, p. 165.

⁹¹⁹ GUEX Sébastien, *L'argent de l'État...*, p. 165.

⁹²⁰ Cité par GUEX Sébastien, *L'argent de l'État...*, p. 168.

⁹²¹ GUEX Sébastien, *L'argent de l'État...*, p. 168.

d'une partie des associations patronales. Parmi ces adversaires, il faut en particulier signaler la plus influente association d'employeurs du pays, l'Union suisse du commerce et de l'industrie (USCI), aussi connue sous le nom de Vorort⁹²². La ligne dure adoptée par ces organisations patronales est en phase avec les directives du livre blanc qui préconisent de se montrer plus offensif à l'encontre de la gauche, pour mettre en œuvre les réformes néolibérales⁹²³. Cette résistance d'une partie de la droite économique au projet de TVA contribue à l'échec en votation du paquet financier. Celui-ci est rejeté en juin 1991 par 54,3 % des voix⁹²⁴. Notons cependant que cette majorité est loin d'être exclusivement composée d'électrices et d'électeurs aux opinions conservatrices: l'opposition à la TVA est également portée par les couches modestes de la population, qui demeurent méfiantes à l'égard d'un prélèvement sur la consommation, malgré le ralliement du PSS⁹²⁵.

Suite à ce refus, les partis bourgeois décident, très vite après la votation, de revenir à la charge sur la suppression d'une partie des droits de timbre⁹²⁶. Leur rapidité d'action est telle que Bodenmann, lors d'une séance du comité directeur du PSS, en parle comme une sorte de «*putsch*»⁹²⁷. Devant le comité central, il estime qu'il s'agit d'une bien mauvaise récompense pour le soutien apporté par les socialistes au projet de TVA⁹²⁸. Les cadres du PSS décident donc de lancer un référendum contre cette nouvelle tentative d'alléger l'imposition du capital. Dans une déclaration publique qui joue avec les limites de la collégialité imposée aux conseiller·ère·s fédéraux·ales, Otto Stich fait savoir qu'il comprend la démarche de son parti car, explique-t-il, l'allégement fiscal prévu ne profitera qu'aux banques⁹²⁹. Le PSS éprouve toutefois une certaine difficulté à réunir le nombre requis de signatures, un signe que la relative

⁹²² GUEX Sébastien, *L'argent de l'État...*, p. 170.

⁹²³ GUEX Sébastien, *L'argent de l'État...*, p. 172.

⁹²⁴ *Journal de Genève*, «Non à l'introduction de la TVA», 3 juin 1991.

⁹²⁵ GUEX Sébastien, *L'argent de l'État...*, p. 178.

⁹²⁶ PV de la séance du comité directeur du PSS, 8 novembre 1991, ASS, Ar. 1.110.76.

⁹²⁷ Idem.

⁹²⁸ PV de la séance du comité central du PSS, 14 décembre 1991, ASS, Ar. 1.110.86.

⁹²⁹ *Journal de Genève*, «Abolition du droit de timbre. Référendum socialiste», 7 octobre 1991.

démobilisation militante constatée à la fin des années 1980 continue de peser sur la capacité d'action des socialistes⁹³⁰. Le référendum finit malgré tout par aboutir, sans toutefois, mettre en échec la réforme lors de la votation. Celle-ci est appuyée par 61,5 % des suffrages exprimés, à l'issue d'une campagne où les cercles patronaux engagent de grands moyens financiers⁹³¹. Pour ces derniers, ce résultat est perçu comme un encouragement à aller plus loin dans la mise en œuvre de réformes d'inspiration néolibérale⁹³².

En parallèle de leur engagement visant à influencer la politique fiscale des autorités fédérales, les socialistes se mobilisent pour renforcer l'État social, en particulier par le lancement de deux initiatives populaires. La première demande une extension de l'AVS et de l'AI, notamment une augmentation de rente de 400 francs par mois⁹³³. Le financement de cette majoration des prestations de retraite passerait avant tout par une hausse de la cotisation prélevée sur les salaires, ainsi que par une contribution accrue de la Confédération. La deuxième initiative populaire lancée par le PSS prévoit l'introduction d'une assurance-maladie obligatoire, dont le financement reposerait sur un modèle solidaire de primes proportionnelles au revenu⁹³⁴.

Les responsables socialistes sont d'autant plus soucieux-ses de mettre en avant des revendications liées à l'extension de l'État social qu'il s'agit aussi d'une réponse aux revendications du mouvement féministe. Ce dernier, rappelons-le, connaît alors un regain militant, comme l'illustrent les grandes mobilisations de juin 1991. À l'intérieur du parti également, des femmes plaident alors pour que les revendications

⁹³⁰ PV de la séance du comité central du PSS, 14 décembre 1991, ASS, Ar. 1.110.86.

⁹³¹ Votation populaire du 27 septembre 1992, en ligne sur le site de la Chancellerie fédérale : <https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/va/19920927/index.html> (consulté en juillet 2022).

⁹³² *Journal de Genève*, « "Sagesse" du peuple et droits de timbre », 28 septembre 1992.

⁹³³ *Journal de Genève*, « Augmentation de l'AVS : initiative socialiste déposée », 31 mai 1991.

⁹³⁴ Initiative populaire fédérale « pour une saine assurance-maladie », en ligne sur le site de la Chancellerie fédérale : <https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis174t.html> (consulté en juillet 2022).

féministes soient mieux prises en charge par le PSS⁹³⁵. Or, les travailleuses sont les premières pénalisées par le faible montant des rentes AVS, car la partie privée de leur prévoyance professionnelle est beaucoup plus réduite, en raison d'emplois à temps partiel plus fréquents, de salaires en moyenne moins élevés et de carrières souvent interrompues par les tâches éducatives.

Toutefois, la priorité donnée par les cadres socialistes au renforcement de l'État social se heurte à partir de 1992 aux réalités de la crise économique. Celle-ci, comme nous l'avons déjà souligné, génère des pertes très importantes dans les comptes de la Confédération. Ainsi, en 1993, le déficit de la Confédération se monte à 10 milliards, soit 2,7 % du PIB, une proportion inédite depuis la Deuxième Guerre mondiale⁹³⁶. La dette brute des administrations publiques suisses passe de 31 % du PIB en 1990 à 48,5 % en 1996⁹³⁷.

Dans ces conditions, les initiatives populaires du PSS en faveur de meilleures politiques sociales connaissent des échecs cuisants. En 1994, le texte pour une assurance-maladie obligatoire impliquant un financement en proportion du revenu est refusé par 76,5 % des suffrages⁹³⁸. Il est vrai que, comme le relève Bodenmann, les opposant·e·s à la proposition socialiste ont mobilisé de très gros moyens financiers⁹³⁹. Il est vrai aussi que, le même jour, le principe d'une assurance-maladie obligatoire est accepté de justesse. Mais contrairement à ce que prévoyait la proposition socialiste, dans la nouvelle loi sur l'assurance-maladie, les primes payées par les assuré·e·s ne sont pas proportionnelles au revenu et le secteur reste en mains privées. Le modèle mis en œuvre se situe très en deçà des revendications de la gauche. En juin 1995, la gauche socialiste connaît

⁹³⁵ PV de la séance du comité directeur du PSS, 8 juin 1990, ASS, Ar. 1.110.75; voir aussi: AMLINGER Fabienne, *Im Vorzimmer der Macht?...*, p. 136.

⁹³⁶ GUËX Sébastien, « Finances publiques... », p. 1185.

⁹³⁷ MACH André, « Présentation générale... », p. 45.

⁹³⁸ Votation populaire du 4 décembre 1994, en ligne sur le site de la Chancellerie fédérale: <https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/va/19941204/index.html> (consulté en juillet 2022).

⁹³⁹ PV de la séance du comité central du PSS, 19 novembre 1994, ASS, Ar. 1.110.87.

une nouvelle défaite : l'initiative pour l'extension de l'AVS et de l'AI est à son tour refusée par 72,4 % des voix⁹⁴⁰.

La crise économique et ces défaites à répétition imposent au Parti socialiste une ligne beaucoup plus défensive. Il n'est plus question d'extension ambitieuse de l'État social, mais de défense des acquis de l'après-guerre face à la volonté des partis de droite de réaliser de nouvelles économies dans les dépenses publiques⁹⁴¹. La récession est en effet perçue par les responsables des partis bourgeois comme une raison et une opportunité supplémentaires d'intensifier les réformes néolibérales⁹⁴². Expression du durcissement politique, en 1993, le PSS n'est désormais plus invité aux discussions entre partis gouvernementaux, en vue de la rédaction d'une base minimale commune visant à favoriser l'action du Conseil fédéral⁹⁴³.

Les coupes budgétaires dans les dépenses sociales ne tardent pas à se concrétiser. Dans le dossier de la 10^e révision de l'AVS, les partis bourgeois décident de faire progressivement passer de 62 à 64 ans l'âge de départ à la retraite des femmes⁹⁴⁴. En juin 1994, PSS et USS convoquent contre ce projet une manifestation à Berne, qui réunit quelque 10 000 personnes⁹⁴⁵. Certaines élues du PDC participent à ce rassemblement. Certes, le niveau de mobilisation est trop faible pour faire reculer la majorité bourgeoise, mais celle-ci prend conscience que le succès en votation d'une telle réforme n'est pas acquis. Elle doit donc composer avec le regain des mobilisations féministes depuis le début des années 1990 et l'aspect impopulaire du recul de l'âge de départ en retraite. Des concessions en faveur de la gauche socialiste sont ainsi avalisées par le Parlement pour augmenter l'acceptabilité de la réforme.

⁹⁴⁰ Votation populaire du 25 juin 1995, en ligne sur le site de la Chancellerie fédérale : <https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/va/19950625/index.html> (consulté en juillet 2022).

⁹⁴¹ BONOLI Giuliano, « La 10^e révision de l'AVS... », p. 192.

⁹⁴² AYRTON Robert, *L'impossible politique budgétaire...*, p. 92.

⁹⁴³ *Journal de Genève*, « Les trois partis de droite discutent sans les socialistes », 19 mars 1993.

⁹⁴⁴ *Journal de Genève*, « La retraite à 64 ans pour les femmes », 30 janvier 1993.

⁹⁴⁵ *Journal de Genève*, « Des milliers de manifestants devant le Palais fédéral », 2 juin 1994.

Les partis bourgeois décident d'y inclure deux revendications anciennes du camp progressiste. La première est le droit à une rente individuelle pour les femmes mariées (jusqu'à présent, seul le mari touche la rente). La deuxième consiste à introduire un supplément de rente – dit aussi bonus – pour les femmes ayant accompli des tâches éducatives⁹⁴⁶.

Ces concessions placent les responsables socialistes dans une position délicate. D'un côté, le report de l'âge de départ en retraite des femmes est contraire à leur programme. De l'autre, la rente individuelle pour les femmes mariées et le bonus pour les tâches éducatives correspondent à des revendications de longue date. En août 1994, la présidente de la commission de politique sociale du PSS, la conseillère nationale Ursula Hafner souligne dans une lettre au comité directeur à quel point il serait dommageable de combattre de tels progrès⁹⁴⁷. De plus, le dossier est porté par la nouvelle conseillère fédérale socialiste Ruth Dreifuss, dont l'élection, comme nous le verrons par la suite, a été mouvementée. Pour surmonter le dilemme auquel les socialistes font face, la conseillère nationale Christiane Brunner propose au Parlement que la réforme de l'AVS soit scindée en deux parties⁹⁴⁸. Ainsi, le PSS pourrait lancer un référendum uniquement contre l'augmentation de l'âge de la retraite, sans compromettre l'ouverture du droit à l'AVS aux femmes. Cependant, la majorité du Parlement refuse⁹⁴⁹.

La nouvelle conseillère fédérale Dreifuss – deuxième femme élue à cette fonction et première femme de gauche – encourage à accepter la réforme, même si elle dit regretter la décision du Parlement d'augmenter l'âge de départ en retraite des femmes. Sa collaboratrice personnelle et sa porte-parole font du reste une brève apparition à la manifestation du PSS et de l'USS contre cette augmentation⁹⁵⁰. Ruth Dreifuss reçoit un blâme de la part de ses collègues du Conseil fédéral en raison de

⁹⁴⁶ BONOLI Giuliano, « La 10^e révision de l'AVS... », p. 208.

⁹⁴⁷ Lettre d'Ursula Hafner au comité directeur du PSS, 19 août 1994, ASS, Ar. 1.110.81.

⁹⁴⁸ *Journal de Genève*, « Des milliers de manifestants devant le Palais fédéral », 2 juin 1994.

⁹⁴⁹ *Journal de Genève*, « AVS: ce sera tout ou rien », 22 septembre 1994.

⁹⁵⁰ *Le Nouveau Quotidien*, « Les femmes disent non à la retraite à 64 ans. Et soutiennent Ruth Dreifuss », 2 juin 1994.

cette prise de position peu conforme à celle du gouvernement. Dans ses mémoires, Hubacher remarque qu'une telle remise à l'ordre n'a pas été prononcée contre les conseillers fédéraux, membres des partis bourgeois, qui ont pris des positions publiques divergentes par rapport à celles du collègue⁹⁵¹. L'attitude critique de Dreifuss provoque aussi des désaccords avec le deuxième conseiller fédéral socialiste, Otto Stich, qui adopte une attitude plus conciliante vis-à-vis de la majorité de droite du gouvernement⁹⁵².

L'Union syndicale suisse et la Confédération des syndicats chrétiens décident de lancer un référendum contre la réforme de l'AVS. Pour éviter de couler la rente individuelle en faveur des femmes mariées et le bonus pour les tâches éducatives, ces organisations annoncent en parallèle le lancement d'une initiative populaire qui prévoit ces deux réformes⁹⁵³. De son côté, le comité central du PSS décide à une courte majorité de renoncer au référendum, estimant que la rente individuelle et le bonus éducatif sont autant de progrès qui méritent d'être soutenus. Afin d'éviter de donner l'impression d'avaliser l'augmentation de l'âge de départ en retraite, la direction du parti lance dans le même temps une initiative populaire qui vise à rétablir l'âge légal à 62 ans pour les femmes⁹⁵⁴.

Malgré cette dernière précaution, plusieurs sections cantonales protestent contre la décision du comité central qui revient à se désolidariser du référendum lancé par les syndicats⁹⁵⁵. À la direction du parti, les tensions sont également vives. Lors d'une séance du comité directeur, Simone Schilling affirme que la 10^e révision de l'AVS ne résulte pas d'un compromis avec la droite mais d'une «*capitulation*»⁹⁵⁶. De son côté, le président du parti, Bodenmann, reproche aux parlementaires socialistes d'avoir avalisé un compromis trop favorable à la droite⁹⁵⁷. On

⁹⁵¹ HUBACHER Helmut, *Tatort Bundeshaus...*, p. 34.

⁹⁵² BEGLINGER Martin, *Otto Stich...*, p. 216.

⁹⁵³ BEGLINGER Martin, *Otto Stich...*, p. 209.

⁹⁵⁴ *Le Nouveau Quotidien*, «Le référendum sur l'AVS déchire encore les socialistes», 19 octobre 1994.

⁹⁵⁵ Idem.

⁹⁵⁶ PV de la séance du comité directeur du PSS, 2 septembre 1994, ASS, Ar. 1.110.82.

⁹⁵⁷ PV de la séance du comité directeur du PSS, 2 septembre 1994, ASS, Ar. 1.110.82.

ne peut pas, explique-t-il en séance de direction, chercher à mobiliser la population pendant des années contre l'augmentation de l'âge de départ en retraite et juger soudainement acceptable un compromis impliquant une augmentation de 2 ans de ce dernier pour les femmes⁹⁵⁸. Il qualifie même la 10^e révision de l'AVS d'« *énorme démantèlement social* »⁹⁵⁹.

Pour apaiser les tensions, les responsables du PSS décident d'organiser un vote interne auprès des quelque 39 000 membres du parti pour décider du mot d'ordre face à la 10^e révision. Bodenmann, soucieux de maintenir le cap à gauche, espère qu'une majorité des membres basculera dans le camp des opposant-e-s à la révision et que le parti rejoindra ainsi le référendum syndical⁹⁶⁰. Mais son espoir est déçu à l'issue du scrutin. L'aile centriste se mobilise fortement pour l'emporter et 66 % des membres approuvent la 10^e révision de l'AVS. La participation à la consultation est toutefois faible: seul un tiers des membres a pris part au vote⁹⁶¹. Ce désintérêt traduit une certaine désorientation des militant-e-s devant le dilemme qui déchire la direction du PSS, mais rappelle aussi qu'une partie importante des membres du parti participent peu à sa vie interne.

L'évolution du PSS vers des positions plus consensuelles dès la deuxième moitié des années 1980, dans un contexte d'essor du néolibéralisme, tend à déplacer les responsables syndicaux-ales sur l'aile gauche du parti, alors qu'ils-elles étaient auparavant plutôt rattaché-e-s à l'aile droite. Certains cadres syndicaux de premier plan ne se privent pas de critiquer publiquement la décision du PSS. Ainsi, Vasco Pedrina, le président du Syndicat industrie et bâtiment – la plus grande organisation de salarié-e-s du pays – émet dans la presse un jugement qui fait écho aux analyses que nous avons déjà développées au sujet de l'évolution sociologique du PSS. Il explique que « *les socialistes sont de plus en plus centristes. Nous, nous devons défendre les ouvriers, les étrangers, les bas salaires [...] Nous sommes*

⁹⁵⁸ PV de la séance du comité central du PSS, 20 août 1994, ASS, Ar. 1.110.87.

⁹⁵⁹ PV de la séance du comité directeur du PSS, 2 septembre 1994, ASS, Ar. 1.110.82.

⁹⁶⁰ *Le Nouveau Quotidien*, « Historique, la gauche helvétique part désunie au combat sur l'AVS », 10 avril 1995.

⁹⁶¹ Procès-verbal du vote sur la 10^e révision de l'AVS, 12 avril 1995, ASS, Ar. 1.110.88.

beaucoup plus près de la base ouvrière qui nous demande le référendum. Pour une ouvrière d'usine, travailler deux ans de plus, c'est énorme. [...] Le PS, lui, est plus orienté vers les classes moyennes, les enseignants ou d'autres professions pour qui les acquis de la 10^e révision sont plus importants.»⁹⁶²

Le secrétaire central du PSS lui répond par média interposé que « *les socialistes ont peut-être aussi appris à faire plus de compromis, ils savent que si l'on peut gagner, il y a aussi beaucoup à perdre. Nous sommes peut-être plus prudents et pragmatiques.* »⁹⁶³

En juin 1995, la 10^e révision de l'AVS récolte finalement 60,7 % d'avis favorables au niveau suisse. Le PSS se retrouve donc dans le camp des vainqueurs, mais la victoire a un goût amer au vu des divisions que la réforme a suscitées dans ses rangs, des fortes tensions avec les responsables syndicaux·ales et du recul de l'âge de départ en retraite des femmes. De plus, le même jour, rappelons que l'initiative du PSS et de l'USS pour l'extension de l'AVS et de l'AI est balayée par les votant·e·s.

Déficits des comptes publics et austérité budgétaire

Suite à la crise des années 1990 et au déficit qu'elle provoque par contrecoup dans les comptes publics, la gauche doit également faire face à une offensive bourgeoise sur le front des finances fédérales. On se souvient qu'en 1992, les partis bourgeois sont parvenus à supprimer partiellement l'impôt sur les droits de timbre, allégeant la charge fiscale des banques. L'année suivante, des grandes organisations patronales déposent une initiative populaire dont le contenu peut être qualifié de maximaliste. Celle-ci ne propose rien moins que la suppression de l'impôt fédéral direct, mal aimé par les cercles patronaux en raison de sa progressivité⁹⁶⁴. L'initiative, destinée à favoriser un tournant à droite en matière de fiscalité, est finalement retirée en 1996, ses partisan·e·s

⁹⁶² *Le Nouveau Quotidien*, « Les syndicats lancent le référendum contre l'AVS. En ménageant leurs arrières », 11 octobre 1994.

⁹⁶³ Idem.

⁹⁶⁴ HUBACHER Helmut, *Tatort Bundeshaus...*, p. 179.

estimant qu'une partie de leurs revendications ont été entendues⁹⁶⁵. De fait, en novembre 1993, les autorités suisses parviennent enfin, à la faveur d'une quatrième votation populaire, à introduire la TVA⁹⁶⁶. Cette fois-ci, les socialistes obtiennent comme compensation qu'une partie des recettes générées soit allouée à l'AVS et, pour une durée limitée, à des subsides visant à aider les ménages modestes à payer leur assurance-maladie⁹⁶⁷. Des poids lourds du PSS plaident pour accepter ce projet compte tenu de ces concessions. Au sein du comité central du parti, Stich souligne ainsi l'importance d'accepter de nouvelles recettes fiscales compte tenu de l'ampleur des déficits⁹⁶⁸. Rudolf Strahm surenchérit en rappelant de son côté que l'introduction de la TVA favoriserait l'intégration européenne de la Suisse⁹⁶⁹. Le comité central du PSS suit ces avis et soutient donc la TVA à l'unanimité moins deux voix⁹⁷⁰. Signe du déclin de l'opposition historique à l'imposition de la consommation au sein de la direction du PSS, ces deux opposant-e-s à la TVA ne se sont même pas exprimés durant la séance du comité.

Dans la logique de leur prise de position de 1993 en faveur de la TVA, les responsables socialistes se résignent de plus en plus souvent à accepter le financement des politiques sociales par l'impôt sur la consommation plutôt que par une forme de prélèvement solidaire, tenant compte du niveau de revenu⁹⁷¹. Face à l'ampleur du déficit budgétaire, l'impératif de dégager de nouvelles recettes pour la Confédération tend à prendre le pas sur toute

⁹⁶⁵ *Journal de Genève*, «Retrait de l'initiative sur l'impôt fédéral direct», 6 décembre 1996.

⁹⁶⁶ Votation populaire du 28 novembre 1993, en ligne sur le site de la Chancellerie fédérale : <https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/va/19931128/index.html> (consulté en juillet 2022). Rappelons que trois autres projets, tous évoqués dans la présente étude, ont échoué en votation, en 1977, 1979 et 1991.

⁹⁶⁷ BEGLINGER Martin, *Otto Stich...*, p. 119.

⁹⁶⁸ PV de la séance du comité central du PSS, 21 août 1993, ASS, Ar. 1.110.87.

⁹⁶⁹ PV de la séance du comité central du PSS, 9 octobre 1993, ASS, Ar. 1.110.87.

⁹⁷⁰ *Le Nouveau Quotidien*, «Le PSS soutient la TVA à 6,5 %», 11 octobre 1993.

⁹⁷¹ Voir par exemple: PV de la séance du comité directeur du PSS, 29 avril 1994, ASS, Ar. 1.110.81. Le président Bodenmann y plaide pour que son parti soit prêt à admettre un financement de l'assurance-maladie par la TVA. La même année, la direction du parti se dit ouverte à un financement de l'assurance-maternité par la TVA, voir: PV de la séance du comité directeur du 7 octobre 1994, ASS, Ar. 1.110.82.

autre considération : ainsi, en 1993, le comité central du PSS ratifie à l'unanimité une augmentation de la taxe sur l'essence, malgré le caractère impopulaire de cette mesure⁹⁷². Comme l'explique Rudolf Strahm, une telle décision est exigée par la « *raison fiscale* »⁹⁷³.

En parallèle, la majorité bourgeoise des Chambres fédérales impose, entre 1992 et 1994, trois programmes d'économies dans les dépenses fédérales. Ceux-ci atteignent un montant cumulé conséquent et représentent 10 % des dépenses de la Confédération⁹⁷⁴. Les mesures d'austérité visent en particulier la subvention de la Confédération à l'AVS et les subventions fédérales permettant d'abaisser le prix de certains biens de consommation de base. Le conseiller fédéral socialiste en charge du Département des finances, Otto Stich, se résigne à les mettre en œuvre. Il espère réussir en parallèle à dégager de nouvelles recettes, notamment à travers la TVA, pour rétablir l'équilibre des comptes de la Confédération et mettre ainsi un terme à l'austérité. Stich suscite à ce titre la critique de certain·e·s élu·e·s socialistes au Parlement qui estiment que le conseiller fédéral ne cherche pas à résister de manière suffisamment déterminée aux mesures d'économies voulues par la majorité de droite⁹⁷⁵. L'homme d'État social-démocrate récolte en revanche un compliment de la part de Christoph Blocher, qui le félicite pour sa volonté d'assainir les finances fédérales⁹⁷⁶. Le mouvement social est de son côté trop faible pour résister aux mesures d'austérité. Certes, des mobilisations populaires se produisent contre certaines des coupes budgétaires décidées durant la crise, à l'image d'une manifestation à Berne en 1993 pour dénoncer la baisse des fonds publics alloués à la prévention du sida⁹⁷⁷. Mais une fois encore, leur ampleur ne permet pas d'établir un rapport de force propre à infléchir le cap fixé par les autorités.

Forts de leur succès, les partis bourgeois surenchérisissent en 1995, demandant de nouvelles mesures d'économies encore plus sévères,

⁹⁷² PV de la séance du comité central du PSS, 23 janvier 1993, ASS, Ar. 1.110.87.

⁹⁷³ Idem.

⁹⁷⁴ GUÉX Sébastien, « Finances publiques... », p. 1185.

⁹⁷⁵ GUÉX Sébastien, *L'argent de l'État...*, p. 185.

⁹⁷⁶ GUÉX Sébastien, *L'argent de l'État...*, p. 185.

⁹⁷⁷ *Journal de Genève*, « Les sidéens témoignent », 6 mars 1993.

tout en refusant les hausses de recettes proposées par Stich⁹⁷⁸. C'en est trop pour le conseiller fédéral socialiste. Chahuté par la majorité de droite, il fond en larmes devant les parlementaires et finit, peu de temps après, par démissionner du Conseil fédéral⁹⁷⁹. Il est remplacé à la tête du Département des finances par Kaspar Villiger, un radical héritier d'une famille d'industriels, ayant présidé l'Union patronale du canton d'Argovie et partisan convaincu de la politique néolibérale⁹⁸⁰.

Cantons et communes sont eux aussi confrontés aux déficits. Les plans d'économies se multiplient donc également à l'échelon régional⁹⁸¹. Dans les cantons urbains, des mobilisations d'employé-e-s de la fonction publique, souvent animées par des militant-e-s de la gauche radicale, sont organisées en réaction à cette politique d'austérité. Certaines sections cantonales du Parti socialiste cherchent à contrer ces mesures et à canaliser politiquement la colère des employé-e-s des services publics en lançant des initiatives populaires visant à dégager de nouvelles recettes par l'accroissement de la charge fiscale pesant sur les contribuables les plus fortuné-e-s, comme nous allons le voir à présent. Les socialistes veulent ainsi raviver la perspective d'une imposition de la richesse qui avait été, on s'en souvient, un de leurs chevaux de bataille durant les années 1970. Ces tentatives se soldent cependant par des échecs très clairs qui témoignent, sur les questions fiscales, d'un glissement des votant-e-s vers la droite par rapport aux années 1970. Ainsi, en mars 1995 dans le canton de Zurich, une initiative du Parti socialiste sur l'imposition des contribuables aisé-e-s est rejetée par 71 % des suffrages exprimés⁹⁸². Le quotidien de la droite libérale *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ) ne cache pas sa satisfaction, expliquant que la tentative de mener « *la lutte des classes sur le terrain fiscal ne trouve pas d'approbation dans le canton de Zurich. Cela devrait être également un signal pour la politique fédérale, où les recettes du PSS pour la redistribution*

⁹⁷⁸ GUX Sébastien, *L'argent de l'État...*, p. 196.

⁹⁷⁹ BEGLINGER Martin, *Otto Stich...*, p. 107.

⁹⁸⁰ GUX Sébastien, *L'argent de l'État...*, p. 200.

⁹⁸¹ KIENER NELLEN Margret, BAUER Andrea, «Die SP und die neoliberale Finanz-...», p. 207-209.

⁹⁸² *Neue Zürcher Zeitung*, «Schlappe für die SP und ihre Steuerinitiative», 13 mars 1995.

des revenus sont aussi en discussion.»⁹⁸³ En juin 1995, c'est au tour des citoyen·ne·s du canton de Vaud de rejeter par 65 % des voix une initiative de la gauche et des syndicats pour une contribution de solidarité sur la fortune⁹⁸⁴. Un journaliste explique que «*durant la campagne, l'initiative avait pris une dimension qui allait au-delà de son enjeu immédiat, la gauche la présentant comme un moyen pour contrer [...] l'opération de réduction des coûts de l'État*»⁹⁸⁵. En mars 1996, les citoyen·ne·s des cantons de Genève et Berne refusent eux·elles aussi de telles initiatives⁹⁸⁶.

Ces échecs dans les cantons contribuent bel et bien à répandre parmi les cadres socialistes une certaine résignation à propos des enjeux fiscaux, comme l'a espéré le journaliste de la NZZ. Ainsi, Rudolf Strahm, qui joue un rôle important dans l'élaboration de la politique financière du parti en tant que membre de la Commission de l'économie et des redevances du Conseil national, estime illusoire l'idée de taxer les riches, car «*pour avoir une chance de faire passer un projet fiscal, il faut pouvoir convaincre le centre de l'échiquier politique*»⁹⁸⁷. Toutefois, le PSS intègre la revendication d'un impôt sur les fortunes de plus d'un million de francs à sa plate-forme électorale en vue des élections de 1995⁹⁸⁸.

L'offensive néolibérale de la droite ne se joue pas seulement sur le terrain fiscal, mais prend également la forme de projets de libéralisation de marchés jusqu'alors soumis à un monopole public, en particulier le marché postal et des télécommunications⁹⁸⁹. Comme dans le dossier des finances fédérales, les responsables socialistes se trouvent parfois en porte-à-faux face à de tels projets. En effet, il arrive que ceux-ci soient portés par des élu·e·s socialistes ou des cadres de l'administration membres du parti. Alors que l'accession de sociaux-démocrates à la tête des régions

⁹⁸³ *Neue Zürcher Zeitung*, «Schlappe für die SP und ihre Steuerinitiative», 13 mars 1995 (ma traduction de l'allemand)

⁹⁸⁴ *Le Nouveau Quotidien*, «Les Vaudois ménagent leurs riches», 26 juin 1995.

⁹⁸⁵ *Idem*.

⁹⁸⁶ *Le Nouveau Quotidien*, «Non à un impôt sur les riches à Genève», 11 mars 1996.

⁹⁸⁷ *Journal de Genève*, «Augmenter l'impôt sur les riches?», 18 mars 1995.

⁹⁸⁸ PV de la séance du comité directeur du PSS, 17 février 1995, ASS, Ar. 1.110.83.

⁹⁸⁹ IZZO Stefania, JUNOD Grégoire, «Les syndicats face à la redéfinition libérale de l'économie postale», in: MACH André (éd.), *Globalisation, néolibéralisme et politiques publiques dans la Suisse des années 1990*, Zurich, Seismo, 1999, p. 301-344.

fédérales durant les décennies d'après-guerre était présentée comme autant de succès pour le mouvement, à l'heure des réformes néolibérales, ces postes à responsabilité deviennent plus délicats à gérer pour le parti. Cette difficulté tend à renforcer le poids de ceux-celles qui, dans le parti, plaident pour une orientation sociale-libérale plus décomplexée.

Ainsi, le conseiller fédéral en charge du dossier des communications et des transports, dès 1995, est le socialiste Moritz Leuenberger, tandis que les PTT et les CFF sont respectivement dirigés par les socialistes Jean-Noël Rey et Benedikt Weibel. Aux PTT, des centaines d'emplois sont supprimés et les tarifs postaux augmentent, pour répondre aux demandes de la majorité de droite du Parlement qui veut accroître la rentabilité de l'entreprise en vue de l'ouverture du marché postal à la concurrence⁹⁹⁰. Les responsables du PSS restent discret·ète·s dans ce dossier, malgré les protestations des syndicats contre les restructurations en cours⁹⁹¹. Ils-elles se prononcent toutefois clairement contre une privatisation complète des PTT⁹⁹².

S'agissant de l'autre grande régie fédérale, les CFF, le PSS adopte une position plus combative. L'exemple de la privatisation des chemins de fer mise en œuvre par le gouvernement conservateur britannique, et la dégradation des prestations qui en a résulté, tient lieu de repoussoir pour les socialistes suisses⁹⁹³. Toutefois, les prises de position des socialistes se heurtent aux réformes de Weibel visant à augmenter la rentabilité de l'entreprise publique à la demande de la majorité de droite du Conseil fédéral et du Parlement⁹⁹⁴. En plus des critiques des syndicats, Weibel doit aussi faire face à celles de l'aile gauche du PSS : lors du congrès de 1996, une section demande même à ce que le patron des CFF soit exclu

⁹⁹⁰ Izzo Stefania, JUNOD Grégoire, « Les syndicats face à la redéfinition libérale... », p. 320.

⁹⁹¹ Izzo Stefania, JUNOD Grégoire, « Les syndicats face à la redéfinition libérale... », p. 335.

⁹⁹² Une administration efficace au lieu d'une privatisation dépassée, résolution adoptée à Berne par le comité central du PSS, 26 juin 1993, ASS, Ar. 1.110.87.

⁹⁹³ *Journal de Genève*, « Comment rendre le chemin de fer plus performant? », 26 janvier 1993.

⁹⁹⁴ *Neue Zürcher Zeitung*, « Notbudget der SBB nach Ertragseinbruch », 20 mai 1995.

du parti. Cette proposition est toutefois combattue par la direction et rejetée par les délégué·e·s à une très large majorité⁹⁹⁵.

En conclusion, relevons que sur le plan de la défense des acquis sociaux, la première moitié des années 1990 se solde pour le PSS par un bilan négatif, ou en tout cas nettement plus sombre que celui, déjà mitigé, des années 1970 et 1980. Les sociaux·ales·démocrates ne parviennent à faire obstacle ni aux allègements fiscaux en faveur des contribuables fortunés ni aux plans d'économies dans les dépenses sociales, même s'ils obtiennent quelques concessions comme l'introduction d'un bonus pour tâches éducatives en faveur des salariées à la retraite. Comme le soulève en 1996 une des cadres du parti, Yvette Jaggi, au regard des réformes d'inspiration néolibérale, « *les auteurs du premier livre blanc peuvent être contents au terme de la législature écoulée 1991-1995* »⁹⁹⁶.

L'offensive néolibérale se déploie cependant de manière plus feutrée que dans certains pays voisins, comme l'Italie ou la France, où de grandes grèves se déroulent en 1994 et 1995, en réaction aux réformes endossées par les gouvernements. Il est vrai que, dans ces pays, la rupture avec la période précédente, marquée par un fort développement de la sécurité sociale, se révèle plus nette qu'en Suisse où, comme nous l'avons vu, l'essor de l'État social demeure contenu durant l'après-guerre.

Reste que cette néolibéralisation, bien réelle dans la Suisse des années 1990, conduit les responsables du PSS à adopter une orientation qui va de recul en recul par rapport au programme du parti, comme l'illustrent entre autres les dossiers de la TVA ou de l'AVS. L'affaiblissement de l'aile gauche à partir de la deuxième moitié des années 1980 favorise une telle évolution, même si la présidence de Bodenmann fait obstacle aux partisan·e·s d'un tournant social-libéral analogue à celui incarné par Tony Blair en Grande-Bretagne. Toutefois, les difficultés rencontrées par une partie de la population face à la crise économique permettent

⁹⁹⁵ *Neue Zürcher Zeitung*, « SPS gegen Arbeitsgesetz und Asylinitiative », 7 octobre 1996.

⁹⁹⁶ JAGGI Yvette, « Cuisine ultralibérale. Le grand livre de recette de Betty Bossi – De Pury », in : MORET Michel (éd.), *Le livre noir du libéralisme*, Vevey, Éditions de L'Aire, 1996, p. 13.

aux sociaux-ales-démocrates, comme nous allons le voir à présent, de regagner une partie du terrain électoral perdu.

Le succès électoral de 1995 ou l'art de la synthèse récompensé

En 1994, à la suite d'une étude réalisée sur mandat du PSS, le politologue Claude Longchamp conclut que le chômage est la problématique qui préoccupe le plus la population⁹⁹⁷. Le parti décide dès lors d'en faire le thème prioritaire de sa campagne⁹⁹⁸. La crise économique, en donnant une importance nouvelle à la question sociale, contribue ainsi à expliquer le succès du PSS aux élections de 1995. À l'issue de celles-ci, le parti progresse à 21,5 % des suffrages, contre 18,5 % en 1991. Il gagne 13 sièges au Conseil national et 2 au Conseil des États. Le nombre d'élues socialistes y dépasse désormais celui atteint par l'ensemble des partis de droite, ce dont se félicitent les responsables du PSS⁹⁹⁹. Ces résultats sont un soulagement, après une quinzaine d'années de reculs électoraux ou au mieux de stagnation. Ce regain ne s'explique toutefois pas exclusivement par les conséquences de la crise économique. La capacité du parti à mobiliser de nouvelles forces, notamment féminines, doit être évoquée. Par conséquent, arrêtons-nous un instant sur ce facteur complémentaire qui permet de mieux comprendre le succès de 1995. Rappelons d'abord que la tertiarisation de l'électorat socialiste se combine avec une féminisation de ce dernier. La mobilisation féminine revêt dès lors une importance croissante pour le PSS. Conscient-e-s de ces enjeux, les responsables socialistes présentent en 1993 Christiane Brunner pour l'élection au Conseil fédéral provoquée par la succession du très consensuel René Felber.

Brunner est l'une des figures de la grande mobilisation féministe de 1991. Pour cette raison, elle est perçue avec méfiance par le camp

⁹⁹⁷ PV de la séance du comité directeur du PSS, 16 décembre 1994, ASS, Ar. 1.110.82.

⁹⁹⁸ PV de la séance du comité directeur du PSS, 17 février 1995, ASS, Ar. 1.110.83.

⁹⁹⁹ PV de la séance du comité central du PSS, 4 novembre 1995, ASS, Ar. 1.110.87.

bourgeois. Les conservateur·trice·s lui reprochent également des positions trop critiques à l'égard de l'armée, ainsi que son engagement pour le droit à l'avortement¹⁰⁰⁰. De même que la socialiste Uchtenhagen en 1983, Brunner est la cible d'attaques misogynes relayées par les médias durant les jours qui précèdent la présentation de sa candidature devant le Parlement : des accusateurs anonymes prétendent notamment qu'elle a avorté de manière illégale¹⁰⁰¹.

Comme pour Uchtenhagen dix ans plus tôt, la majorité du Parlement rejette finalement la candidature de Brunner. La plupart des parlementaires bourgeois-es lui préfèrent Francis Matthey, un homme appartenant à l'aile la plus consensuelle du parti socialiste et qui marche donc dans les pas de Felber. La ligne de Matthey est à n'en pas douter plus acceptable pour les partis bourgeois que celle de Brunner : alors que cette dernière a soutenu au Conseil national l'initiative populaire visant à empêcher l'achat des avions de combat FA-18, Matthey s'est abstenu au moment du vote¹⁰⁰². Au comité central du PSS, Matthey n'a cependant obtenu que 9 voix, contre 80 pour Brunner¹⁰⁰³. Le parallèle est frappant avec l'éviction d'Uchtenhagen, dix ans plus tôt, que les élu·e·s conservateur·trice·s avaient écartée au profit du consensuel Otto Stich.

Toutefois, l'échec de Brunner déclenche des réactions populaires d'une ampleur qui n'a pas été anticipée, y compris par les responsables socialistes¹⁰⁰⁴. Une manifestation de protestation réunit 8 000 personnes à Zurich et plusieurs milliers de manifestant·e·s en colère dans d'autres villes suisses¹⁰⁰⁵. Le camouflet subi par la socialiste suscite aussi une vague

¹⁰⁰⁰ *Le Nouveau Quotidien*, «Peter Bodenmann lâche la candidate Christiane Brunner», 10 février 1993. Le titre de cet article fait référence à l'absence de Bodenmann lors d'une conférence de presse où Brunner répond aux attaques sur sa vie privée. Il ne faut pas en conclure que le président du PSS aurait retiré son soutien à la candidature de Brunner au Conseil fédéral.

¹⁰⁰¹ AMLINGER Fabienne, *Im Vorzimmer der Macht?...*, p. 71.

¹⁰⁰² DUTTWEILER Catherine, *Pardon Monsieur...*, p. 16.

¹⁰⁰³ *Journal de Genève*, «Mme Brunner plébiscitée par le "parlement" du PS», 15 février 1993.

¹⁰⁰⁴ DUTTWEILER Catherine, *Pardon Monsieur...*, p. 96.

¹⁰⁰⁵ *Journal de Genève*, «Unanimité en faveur de Mme Brunner», 8 mars 1993 ; voir aussi : AMLINGER Fabienne, *Im Vorzimmer der Macht?...*, p. 74.

d'adhésions au PSS, en particulier des femmes qui rejoignent les sections urbaines du parti¹⁰⁰⁶. Sous la pression de son parti et de la rue, Matthey, contrairement à Stich, refuse son élection¹⁰⁰⁷.

Les responsables socialistes hésitent dès lors entre deux tactiques : la première consisterait à présenter uniquement Brunner devant le Parlement, la seconde une double candidature afin de concéder une alternative à l'Assemblée fédérale. La première option, impliquant une confrontation plus dure avec la droite parlementaire, pourrait se solder par la sortie des socialistes du gouvernement. La direction du parti se montre réticente face à une telle perspective¹⁰⁰⁸ et Bodenmann, son président, se prononce clairement contre le retour des socialistes à l'opposition¹⁰⁰⁹. Soulignons que la pression de l'aile gauche pour un départ du Conseil fédéral est nettement moins forte que dix ans auparavant, lorsque la majorité bourgeoise a évincé la candidature d'Uchtenhagen. En revanche, les représentant·e-s de l'aile consensuelle, qui souhaitent maintenir des responsables sociaux-ales-démocrates à des postes influents au sein du gouvernement, de l'administration, des régies fédérales et dans d'autres lieux de pouvoir, sont toujours très actif·ve·s, eux·elles qui l'avaient déjà emporté devant le congrès en 1984¹⁰¹⁰.

Malgré les hésitations qui s'expriment face au risque d'une confrontation dure avec la majorité de l'Assemblée fédérale, il ne saurait pour autant être question de lâcher Brunner, car cela provoquerait la colère de la base du parti. Le comité central du parti fait finalement primer cette seconde préoccupation et recommande au groupe socialiste du Parlement, par 50 voix contre 40, de présenter Brunner seule, malgré les risques qui en découlent¹⁰¹¹. Mais le groupe parlementaire, qui a le dernier mot, retient une option de compromis. Celle-ci consiste à

¹⁰⁰⁶ *Journal de Genève*, « Des centaines de demandes d'adhésion au PS », 13 mars 1993.

¹⁰⁰⁷ *Journal de Genève*, « Les Neuchâtelois entre déception et soulagement », 11 mars 1993.

¹⁰⁰⁸ PV de la séance du comité directeur du PSS, 6 mars 1993, ASS, Ar. 1.110.79.

¹⁰⁰⁹ PV de la séance du comité central du PSS, 6 mars 1994, ASS, Ar. 1.110.87.

¹⁰¹⁰ DUTTWEILER Catherine, *Pardon Monsieur...*, p. 108.

¹⁰¹¹ PV de la séance du comité central du PSS, 6 mars 1993, ASS, Ar. 1.110.87.

présenter une double candidature, pour laisser une alternative aux élu·e·s bourgeois·es¹⁰¹².

Le PSS retient par conséquent la candidature d'une seconde femme aux côtés de Brunner, celle de la Genevoise Ruth Dreifuss. Cette dernière, dont le profil est un peu moins clivant que celui de Brunner, parvient à emporter le soutien de l'Assemblée fédérale, contre l'avis des élu·e·s les plus dur·e·s de la droite qui souhaiteraient utiliser le renoncement de Matthey pour évincer le PSS du Conseil fédéral¹⁰¹³. Toutefois, une majorité des député·e·s bourgeois·es, emmenée notamment par le radical Pascal Couchepin, estime qu'une telle option pourrait compromettre la stabilité politique du pays et par contre-coup la paix du travail, si chère aux employeurs¹⁰¹⁴. L'éviction de Brunner et les réactions indignées qu'elle provoque profitent au PSS sur le plan électoral. Peu après cet épisode, le parti gagne sept sièges lors des élections cantonales en Argovie¹⁰¹⁵. Cet élan de soutien se prolonge jusqu'aux élections fédérales de 1995.

À l'approche de cette échéance, le parti décide, pour améliorer la proportion de femmes au sein du groupe socialiste au Parlement qui n'en compte que 30 %, de promouvoir la parité entre femmes et hommes sur ses listes et de favoriser la présence de femmes en tête de celles-ci¹⁰¹⁶. En 1995, 53 % de l'électorat socialiste est de sexe féminin¹⁰¹⁷.

Le Parti écologiste suisse est de son côté victime de la progression socialiste. Réunissant 5 % des suffrages en 1995, il perd 6 des 14 sièges dont il disposait au Conseil national à l'issue des élections de 1991¹⁰¹⁸. Content de ce résultat, Bodenmann se félicite que son parti ait été jugé suffisamment crédible sur les questions environnementales, ce qui a permis selon lui de limiter la progression des écologistes¹⁰¹⁹. Il constate

¹⁰¹² DUTTWEILER Catherine, *Pardon Monsieur...*, p. 143.

¹⁰¹³ DUTTWEILER Catherine, *Pardon Monsieur...*, p. 145.

¹⁰¹⁴ DUTTWEILER Catherine, *Pardon Monsieur...*, p. 99.

¹⁰¹⁵ DUTTWEILER Catherine, *Pardon Monsieur...*, p. 127.

¹⁰¹⁶ DAGUET André, *Wahlen 95. Das Kampagnenkonzept*, 12 janvier 1995, ASS, Ar. 1.110.83.

¹⁰¹⁷ HÄUSERMANN Silja et al., *Wählerschaft und Perspektiven...*, p. 56.

¹⁰¹⁸ SEITZ Werner, « L'histoire des Vert·e·s... », p. 27.

¹⁰¹⁹ PV de la séance du comité central du PSS, 4 novembre 1995, ASS, Ar. 1.110.87.

aussi avec une certaine satisfaction que la gauche radicale, qui a réalisé, comme nous l'avons déjà mentionné, de très bons scores à Genève quelques mois plus tôt, n'a pas réussi à former de groupe parlementaire à Berne.

La résilience électorale des socialistes après plusieurs années de crise économique n'est pas une spécificité suisse : globalement, les scores de la social-démocratie européenne se stabilisent, voire augmentent légèrement vers le milieu des années 1990, après deux décennies de recul¹⁰²⁰. Au-delà de l'effet de la crise économique et de la mobilisation de l'électorat féminin urbain, une des clés du succès socialiste de 1995 se trouve peut-être dans la synthèse politique accomplie par la direction emmenée par Bodenmann. Synthèse entre divers électorsats d'abord : lors d'une séance du comité directeur du parti consacrée à la préparation des élections fédérales de 1995, Claude Longchamp recommande aux responsables socialistes de gagner du terrain à la fois parmi l'électorat peu diplômé, tendanciellement plus préoccupé par les questions sociales, et à la fois au sein de la population urbaine plus aisée, davantage soucieuse de l'environnement ou de la problématique de l'intégration européenne¹⁰²¹. Cette recommandation est suivie par le parti qui cherche à conjuguer ces différentes préoccupations dans sa « plate-forme électorale » en vue du scrutin fédéral. À l'occasion de cette échéance électorale, le PSS maintient une implantation non négligeable dans l'électorat à faible niveau de formation, qui représente environ la moitié de ses partisan-e-s¹⁰²².

Synthèse entre tendances politiques ensuite : alors que la décennie 1980 a été une période de déchirement entre les ailes du PSS, celles-ci travaillent désormais plus facilement ensemble, notamment parce que l'aile gauche est moins structurée et combative qu'auparavant, et qu'elle bénéficie de l'attitude bienveillante de Bodenmann. Dans ces années-là, le parti regroupe des socialistes de gauche comme Jean Ziegler aussi bien que des sociaux-démocrates consensuels comme Otto Stich, sans pour autant que les tensions ne s'exacerbent ni ne soient montées en épingle dans les médias

¹⁰²⁰ ESCALONA Fabien, *La reconversion partisane...*, p. 75.

¹⁰²¹ PV de la séance du comité directeur du PSS, 17 février 1995, ASS, Ar. 1.110.83.

¹⁰²² HÄUSERMANN Silja et al., *Wählerschaft und Perspektiven...*, p. 51. Cette proportion déclinera fortement dans les années suivantes (voir : *ibid.*)

comme cela a pu être le cas dans les années 1980. Au gouvernement, Stich, quoique sur le départ, continue à incarner une approche sociale-démocrate traditionnelle, tandis que Ruth Dreifuss personnifie la mobilisation de l'électorat féminin. Selon les éditorialistes, le successeur de Stich Moritz Leuenberger incarne quant à lui l'implantation du parti parmi les salarié-e-s bien formé-e-s et rémunéré-e-s, en tant que fils de professeur d'université et avocat engagé dans la défense de diverses associations progressistes¹⁰²³. Il est clair en tout cas que les salarié-e-s diplômé-e-s, gagnant généralement entre 5 000 et 9 000 francs brut par mois, constituent une part croissante de l'électorat socialiste¹⁰²⁴. Il s'agit de revenus supérieurs à la médiane, qui avoisine alors 5 500 francs brut mensuels pour un emploi à plein temps¹⁰²⁵.

Ces constats font écho à ceux d'autres chercheur-euse-s qui ont consacré des études à l'évolution de la social-démocratie européenne durant les années 1990¹⁰²⁶. Ils-elles ont pointé une capacité à drainer des voix parmi un électorat populaire mécontent de la libéralisation et de la flexibilisation de l'économie, mais à travers une critique de l'économie de marché suffisamment mesurée pour éviter de perdre le soutien de couches sociales plus aisées. Cette souplesse programmatique, fruit d'une volonté de s'adresser à un large spectre d'électeur-trice-s, est une explication de la résilience de la gauche réformatrice durant les années 1990.

Enfin, dans le cas suisse, l'art de la synthèse se joue également au niveau du positionnement du parti. Celui-ci combine une participation au gouvernement et un profil en opposition à la majorité bourgeoise. À mesure que se renforce la polarisation politique sous l'effet de la crise et de la montée de courants de droite plus durs, la direction du PSS a certainement appris à jouer de cette double position, d'abord sous la présidence d'Hubacher puis sous celle de Bodenmann. Durant les années 1990, le PSS de Bodenmann partage avec l'UDC de Blocher cet art du double positionnement. Dans le cas du PSS, la participation

¹⁰²³ *Journal de Genève*, «Les principes de Peter», 3 novembre 1995.

¹⁰²⁴ BEGLINGER Martin, *Otto Stich...*, p. 12; HÄUSERMANN Silja et al., *Wählerschaft und Perspektiven...*, p. 51.

¹⁰²⁵ *Annuaire statistique de la Suisse*, 1996, p. 113.

¹⁰²⁶ Voir une synthèse dans : ESCALONA Fabien, *La reconversion partisane...*, p. 84.

gouvernementale permet de convaincre un électorat de centre-gauche alors que la posture oppositionnelle mobilise les franges plus contestataires de celui-ci.

De plus, alors que la direction du PSS adopte une posture très défensive face à l'offensive néolibérale et recule sur des combats historiques tels que l'opposition à l'introduction de la TVA ou à l'augmentation de l'âge de départ en retraite des femmes, elle n'accomplit cependant pas de tournant social-libéral comme celui que réalise le Labour sous Tony Blair. L'aile sociale-libérale continue de cohabiter avec l'aile sociale-démocrate combative. Les trois élu-e-s de gauche radicale qui accèdent au Parlement à l'issue des élections de 1995, trop peu nombreux-ses pour former un groupe parlementaire, sont ainsi intégré-e-s au groupe socialiste. Bodenmann s'en vante publiquement, il y voit le signe que son parti reste solidement ancré à gauche¹⁰²⁷. Il n'en demeure pas moins que le PSS connaît à cette période une mue sociologique et politique profonde.

Malgré le succès de 1995, l'heure n'est pas à l'euphorie chez les socialistes, notamment parce que la menace de l'UDC se précise: ce parti progresse rapidement, remportant 11,9% des suffrages en 1991 et 14,9% en 1995¹⁰²⁸. Sous l'impulsion du riche entrepreneur zurichois Blocher, l'UDC adopte une ligne de plus en plus musclée. Les sections cantonales du parti qui progressent électoralement sont celles qui centrent leur campagne sur les thèmes de la droite dure, tels que le rejet des immigré-e-s ou le refus de l'intégration européenne¹⁰²⁹. Plus inquiétant encore pour les responsables socialistes, cette orientation séduit une partie de l'électorat populaire et ouvrier, élément qui explique pour partie le bon résultat de l'UDC aux élections de 1995¹⁰³⁰.

¹⁰²⁷ *Le Nouveau Quotidien*, «Les socialistes suisses se distinguent: ils pactisent avec l'extrême gauche», 6 décembre 1995.

¹⁰²⁸ SKENDEROVIC Damir, «Union démocratique du centre», *Dictionnaire historique de la Suisse*, 2017, en ligne: <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/017389/2017-03-20> (consulté en janvier 2024).

¹⁰²⁹ SKENDEROVIC Damir, *The Radical Right...*, p. 152.

¹⁰³⁰ RENNWALD Line, *Partis socialistes et classe ouvrière...*, p. 107.

En septembre 1995, quelques semaines avant le scrutin, Blocher organise une manifestation à Zurich contre l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne réunissant quelque 10 000 sympathisant·e·s¹⁰³¹. La section zurichoise du Parti socialiste riposte par une contre-manifestation réunissant environ 12 000 personnes¹⁰³². Le PSS consacre d'importants moyens à cette mobilisation que ses dirigeant·e·s jugent importante pour la vie politique du pays dans son ensemble¹⁰³³. C'est aussi que dans le dossier européen, s'il renonce à demander un rattachement à l'Espace économique européen, le PSS maintient sa volonté de voir la Suisse adhérer à l'Union européenne, tout en critiquant les déficits démocratiques, sociaux et écologiques de cette dernière¹⁰³⁴. La polarisation accrue entre ces deux partis qui se manifeste durant la campagne de 1995 marquera la vie politique suisse jusqu'à nos jours.

¹⁰³¹ *Le Nouveau Quotidien*, «À Zurich, parmi les sonneurs de cloches, Blocher a montré ses limites», 25 septembre 1995.

¹⁰³² BEGLINGER Martin, *Otto Stich...*, p. 28.

¹⁰³³ PV de la séance du comité central du PSS, 26 août 1995, ASS, Ar. 1.110.87.

¹⁰³⁴ Plateforme européenne du PSS. Pour une Europe sociale, écologique et démocratique – avec la Suisse, 12 mai 1995, ASS, Ar. 1.110.84.

Conclusion

La résilience électorale de la social-démocratie d'Europe occidentale à la suite de la crise des années 1990 se traduit, en 1997, par la participation de représentant·e-s de ce courant politique à 13 gouvernements¹⁰³⁵. Par rapport aux années 1970, la ligne adoptée par ces sociaux·ales-démocrates est cependant nettement plus défensive, quand elle n'est pas ouvertement sociale-libérale. Pour reprendre les termes du politiste Fabien Escalona, la social-démocratie keynésienne s'est transformée en une social-démocratie de marché¹⁰³⁶. Ainsi, dès 1997, le gouvernement de Lionel Jospin mène une politique qui, s'appuyant sur une nouvelle période de croissance économique, combine mesures sociales ciblées et libéralisation. Le gouvernement français renforce ainsi d'une main la couverture des plus démun·e-s en cas de maladie, mais décide de l'autre la privatisation d'entreprises publiques¹⁰³⁷.

De leur côté, les dirigeant·e-s sociaux·ales-démocrates allemand·e-s et britanniques revendiquent désormais ouvertement une orientation sociale-libérale¹⁰³⁸. En 1999, le Premier ministre britannique Tony Blair et le chancelier allemand Gerhard Schröder publient ensemble un manifeste pour

¹⁰³⁵ AMAR Cécile, CHEMIN Ariane, *Jospin & Cie. Histoire de la gauche plurielle 1993-2002*, Paris, Éditions du Seuil, 2002, p. 136.

¹⁰³⁶ ESCALONA Fabien, *La reconversion partisane...*

¹⁰³⁷ KERSHAW Ian, *L'âge global...*, p. 539.

¹⁰³⁸ AMAR Cécile, CHEMIN Ariane, *Jospin & Cie...*, p. 135.

une troisième voie au centre¹⁰³⁹. Cette orientation est partagée par d'autres dirigeant·e·s politiques européen·ne·s, à l'image du président du Parti travailliste et Premier ministre hollandais Wim Kok¹⁰⁴⁰. Une telle évolution politique ne va pas sans générer des désillusions dans l'électorat populaire, qui contribuent à la progression de l'extrême droite durant les années 1990 et 2000¹⁰⁴¹. La crise économique de 2008 accentuera les questionnements à l'encontre du social-libéralisme, au point de favoriser dans certains pays comme la Grande-Bretagne, pourtant berceau de cette orientation, le retour d'un fort courant social-démocrate de gauche dans le Parti travailliste¹⁰⁴².

Le PSS ne va pas aussi loin que les partis de Blair et de Schröder dans l'adaptation sociale-libérale. Certes, comme on a pu le constater au fil de cette étude, la ligne adoptée par les élu·e·s socialistes au Conseil fédéral et dans les gouvernements régionaux est de plus en plus accommodante par rapport aux exigences néolibérales. Comme dans les autres pays européens, l'internationalisation des marchés réduit la portée de la régulation publique au niveau national et local. Cette évolution favorise parmi les responsables sociaux-ales-démocrates une certaine résignation face à l'avancée des politiques néolibérales. Les dossiers de la TVA ou de l'AVS illustrent, nous l'avons vu, les concessions grandissantes auxquelles se résout la direction du PSS durant les années 1990.

Ces concessions sont suscitées par une participation au Conseil fédéral en position dominée. Celle-ci n'implique pas, contrairement à la situation qui prévaut en Allemagne, un contrat de coalition négocié en amont avec les autres partis et qui permet d'obtenir des garanties minimales quant à la politique menée par le gouvernement¹⁰⁴³. L'aile gauche du PSS, très active dans les années qui suivent 1968 et jusque vers le milieu des années 1980, s'essouffle par la suite et intervient à

¹⁰³⁹ AMAR Cécile, CHEMIN Ariane, *Jospin & Cie...*, p. 139.

¹⁰⁴⁰ ESCALONA Fabien, « La social-démocratie en Europe: crise terminale ou nouveau "champ de bataille" ? », *Mouvements* 89, 2017, p. 102.

¹⁰⁴¹ KERSHAW Ian, *L'âge global...*, p. 540.

¹⁰⁴² ESCALONA Fabien, « La social-démocratie en Europe... », p. 106-110.

¹⁰⁴³ MAZZOLENI Oscar, RAYNER Hervé, « Une coalition gouvernementale "immuable" ? Émergence, institutionnalisation et crise de la "formule magique" en Suisse (1959-2003) » in: MAZZOLENI Oscar, RAYNER Hervé (éd.), *Les partis politiques suisses. Traditions et renouvellements*, Paris, Michel Houdiard, 2009, p. 150-151.

l'interne du parti de manière moins structurée et donc moins efficace, ce qui pousse à davantage de compromis. De ce point de vue, l'histoire du parti fait écho à celle des partis sociaux-démocrates d'Europe occidentale au sein desquels se développe une dynamique analogue.

Les mutations sociologiques profondes du PSS – en particulier le déclin du soutien des ouvrier·ère·s au profit de salarié·e·s mieux formé·e·s et rémunéré·e·s davantage – favorisent également une certaine adaptation aux politiques néolibérales. En effet, les franges de l'électorat les plus fragilisées par ces réformes sont désormais moins représentées dans le parti et ses sympathisant·e·s et ont donc moins de prise sur sa ligne politique, d'autant qu'une large partie de l'électorat populaire demeure exclu des droits politiques.

Malgré tout, l'aile sociale-libérale demeure minoritaire dans le PSS, en dépit de l'attitude offensive adoptée par ses animateur·trice·s. Cette détermination affichée par l'aile droite se traduit par exemple en 2001 à travers la publication du manifeste dit « du Gurten », à l'initiative notamment de la bernoise Simonetta Sommaruga¹⁰⁴⁴. C'est que la volonté de résister aux politiques néolibérales au nom de principes sociaux-démocrates reste bien présente. En 1996, le parti engrange ainsi un succès défensif au moyen d'un référendum lancé, sous l'impulsion des syndicats, contre un projet de flexibilisation de la Loi sur le travail visant à faciliter les horaires de nuit et du dimanche¹⁰⁴⁵. En 1999, un représentant de l'aile gauche, Franco Cavalli, prend la présidence du groupe parlementaire socialiste¹⁰⁴⁶. Ce choix contraste avec ceux du Parti travailliste sous Tony Blair, où les représentant·e·s de l'aile gauche sont marginalisé·e·s, voire exclu·e·s du parti¹⁰⁴⁷. Enfin, en 2002, l'aile gauche du PSS parvient à pousser le parti à lancer un référendum, qui aboutit, contre la libéralisation du marché de l'électricité¹⁰⁴⁸.

¹⁰⁴⁴ BAER Matthias, « Le bonheur des uns... », p. 85.

¹⁰⁴⁵ *Le Nouveau Quotidien*, « Travail de nuit: la gauche au front », 25 mars 1996; voir aussi: WIDMER Frédéric, « Stratégies... », p. 427.

¹⁰⁴⁶ BAER Matthias, « Le bonheur des uns... », p. 85.

¹⁰⁴⁷ THORPE Andrew, *A History of the British Labour Party...*, p. 246.

¹⁰⁴⁸ JEANNERET Pierre, BOUVERAT Arnaud, « Histoire du Parti socialiste vaudois » in: BEHRENS Nicola et al. (éd.), *Einig - aber nicht einheitlich. 125 Jahre Sozialdemokratische Partei der Schweiz / Une pensée unie – mais pas unique. 125 ans Parti socialiste suisse*, Zurich, Limmat Verlag, 2013, p. 351.

L'histoire de l'affrontement entre sociaux-ales-démocrates et sociaux-ales-libéraux-ales suisses, très vif au tournant des années 1990-2000, reste encore à écrire. La présence au centre de l'échiquier politique de forces comme le PDC ou les écologistes, et les scores électoraux médiocres réservés dans les années 1980 aux scissions issues de l'aile droite du PSS, ont sans doute conforté une majorité de responsables socialistes dans leur volonté d'éviter un tournant social-libéral décomplexé à la Tony Blair. Au PSS, on constate plutôt la volonté de rassembler et de faire tenir ensemble, tant bien que mal, un large spectre politique, allant des sociaux-ales-démocrates critiques du capitalisme à l'aile sociale-libérale. Il s'agit par là d'éviter de revivre les douloureuses scissions des années 1980 que le parti avait chèrement payées dans les urnes. Au contraire, l'intention est de drainer un électorat le plus large possible, réunissant aussi bien des personnes issues des classes populaires que des couches supérieures du salariat.

Le maintien d'une orientation sociale-démocrate, aux ambitions certes revues à la baisse et à l'orientation essentiellement défensive, permet également aux socialistes suisses de limiter les tensions avec les organisations de salarié-e-s, alors que celles-ci éclatent de manière très vive en Grande-Bretagne sous Blair ou en Allemagne sous Schröder¹⁰⁴⁹. Certes, des tensions avec les syndicats se manifestent, notamment en 1995, au moment du référendum contre la 10^e révision de l'AVS, auquel, on s'en souvient, le PSS refuse de se rallier. Mais les dirigeant-e-s syndicaux et les élu-e-s socialistes continuent par la suite de collaborer étroitement.

Il n'en reste pas moins que l'essor des politiques néolibérales à partir des années 1980 et surtout durant les années 1990 fragilise la stratégie développée dans l'après-guerre et fondée sur la recherche de compromis avec la droite gouvernementale. L'évolution vers la droite libérale de forces politiques comme les démocrates-chrétien-ne-s, avec lesquelles le PSS pouvait nouer des alliances ponctuelles – par exemple en faveur d'un plan de relance durant la crise des années 1970 – complique également

¹⁰⁴⁹ MOTARD Anne-Marie, «Les syndicats et les gouvernements Blair. De la soumission stratégique au bras de fer?», *Observatoire de la société britannique* 3, p. 173-197; *Les Échos*, «Syndicats: Gerhard Schröder devra faire face à un DGB plus critique», 28 mai 2002.

la recherche de compromis¹⁰⁵⁰. L'environnement devient ainsi beaucoup plus aride pour les socialistes à la recherche d'alliés au centre.

De par sa participation au Conseil fédéral, le PSS se retrouve associé à une politique qu'il est de moins en moins en mesure d'influencer. Cette difficulté ne va pas sans provoquer des désillusions chez une partie de ses partisan·e·s et contribue peut-être à expliquer la baisse du soutien des classes populaires. Alors que dans les années 1970, les ouvrier·ère·s appuient encore nettement plus que les autres catégories sociales le PSS, ce n'est plus le cas au milieu des années 1990. À la fin de la décennie, c'est désormais l'UDC qui obtient dans ce groupe social un score supérieur à la moyenne des autres partis¹⁰⁵¹. Quoique le PSS ne subisse que marginalement une perte directe de suffrages au profit de l'UDC, la montée en puissance de ce dernier, en déplaçant vers la droite le centre de gravité de la politique fédérale, n'en reste pas moins délétère pour la capacité de la gauche sociale-démocrate à influencer les décisions¹⁰⁵². Et ce d'autant plus que dès les élections fédérales de 1999, le parti de la droite nationaliste devient la première force politique du pays¹⁰⁵³.

Toutefois, ce constat peut être relativisé dans le sens où le PSS, n'étant pas en position de force au sein du gouvernement, peut se présenter comme portant une responsabilité toute relative s'agissant des réformes dirigées contre l'État social. De ce point de vue, le PSS ne se retrouve pas dans la situation du Parti socialiste français ou du SPD qui, ayant remporté les élections, doivent assumer une politique contribuant à réduire l'État social qu'ils ont eux-mêmes érigé dans l'après-guerre.

Dans les années 1990 et 2000, le PSS parvient à limiter ses pertes électorales en compensant la baisse de soutien dans les milieux populaires par le gain de nouveaux suffrages parmi les couches du salariat bénéficiant

¹⁰⁵⁰ ALTERMATT Urs, «Parti démocrate-chrétien...».

¹⁰⁵¹ OESCH Daniel, RENNWALD Line, «La disparition du vote ouvrier? Le vote de classe et les partis de gauche en Suisse», in: SCJARINI Pascal, NICOLET Sarah (éd.), *Le destin électoral de la gauche. Le vote socialiste et vert en Suisse*, Chêne-Bourg, Georg, 2010, p. 247; RENNWALD Line, ZIMMERMANN Adrian, «Le vote ouvrier...», p. 6.

¹⁰⁵² HÄUSERMANN Silja et al., *Wählerschaft und Perspektiven...*, p. 65.

¹⁰⁵³ *Le Monde*, «La droite nationaliste est devenue le premier parti politique en Suisse», 26 octobre 1999.

d'un plus haut niveau de formation et d'une meilleure rémunération, disputant cet électorat aux écologistes, mais aussi aux radicaux-ales et démocrates-chrétien-ne-s. Une telle transformation, nous l'avons vu, suscite débats et crispations dans le parti, aussi bien parmi l'aile gauche que dans l'aile plus consensuelle, qui reste attachée à l'identité sociale-démocrate historique. Ces tensions sont toutefois surmontées dans les années 1990, les responsables du parti étant désormais fréquemment issu-e-s de ces mêmes couches sociales diplômées. Ces dernier-ère-s ont en outre l'avantage d'être bien armé-e-s pour occuper des fonctions à responsabilité au sein des administrations publiques ainsi que dans les parlements et les exécutifs.

L'intégration de ces nouvelles couches sociales – qui s'accompagne d'une volonté de préserver un lien de confiance avec les syndicats – permet une forme de résilience électorale, après la difficile décennie 1980. Cette stratégie offre à la social-démocratie la possibilité de se maintenir, malgré les difficultés, en tant qu'acteur incontournable de la vie politique suisse. Si la pression de l'aile gauche du parti dans les années 1970 et jusque vers 1984 pose la question de la participation au Conseil fédéral, cette option est écartée par la suite. Depuis lors, s'il y a bien un objectif qui réunit largement au sein du PSS, au-delà des différences de sensibilités et d'orientation politiques, c'est bien celui d'occuper les meilleures positions possibles dans les parlements et les exécutifs du pays, afin de maintenir le parti et ses responsables au cœur du pouvoir politique.

Archives

Archives cantonales vaudoises (Chavannes-près-Renens)

Fonds du Parti socialiste vaudois, PP 225/556, 596, 598, 602, 620.

Archives fédérales suisses (Berne)

Handakten Georges-André Chevallaz, E 6801/1985-125, vol. 55.

Fonds du Parti radical-démocratique suisse, J2.322-01, 2009/263, vol. 15 à 17.

Archives sociales suisses (Zurich)

Fonds Helmut Hubacher

Ar. 1038.11.1 à 1038.11.5; 1038.11.8 à 1039.11.9; 1038.13.4 à 1038.13.5

Fonds du Parti socialiste suisse

Ar. 1.110.64 à 1.110.89; 1.140.11; 1.210.15

Fonds Rudolf Strahm

Ar. 177.110.4; 177.11.1; 177.11.5; 177.11.4; 177.11.37 à 177.11.38; 177.12.9; 177.12.10 à 177.12.12

Archives suisses d'histoire contemporaine (Zurich)

Fonds du Schweizerischer Handels- und Industrie-Verein

1.5.3: Vorstand und Präsidium, Protokolle

Sources périodiques imprimées

24 Heures (en ligne : <https://scriptorium.bcu-lausanne.ch>)

Année politique suisse, Berne, Publications de l'Association suisse de science politique

Annuaire statistique de la Suisse, 1974, Bâle, Éditions Birkhäuser

Annuaire statistique de la Suisse, 1996, Zurich, Verlag Neue Zürcher Zeitung

Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale (en ligne : <https://www.amtsdruckschriften.bar.admin.ch>)

Der Bund (en ligne : <https://www.e-newspaperarchives.ch>)

Domaine public (en ligne : <https://www.domainepublic.ch>)

Feuille fédérale (en ligne : <https://www.amtsdruckschriften.bar.admin.ch>)

Gazette de Lausanne (en ligne : <https://letempsarchives.ch>)

Handelszeitung (en ligne : <https://www.handelszeitung.ch>)

Journal de Genève (en ligne : <https://letempsarchives.ch>)

La Brèche

Le Monde (France) (en ligne : <https://www.lemonde.fr/archives-du-monde>)

La Mutualité romande

Le Nouveau Quotidien (en ligne : <https://letempsarchives.ch>)

Le Point. Bulletin mensuel du Parti socialiste neuchâtelois (en ligne : <https://www.e-newspaperarchives.ch>)

Les Échos (France) (en ligne : <https://www.lesechos.fr/archives>)

L'Union, organe officiel de l'Union suisse des fonctionnaires des postes, téléphones et télégraphes

Neue Zürcher Zeitung (en ligne : <https://www.e-newspaperarchives.ch>)

Revue syndicale suisse (en ligne : <https://e-periodica.ch>)

Rote Revue (en ligne : <https://e-periodica.ch>)

Tages-Anzeiger

Travail

Tribune de Genève

Tribune socialiste vaudoise

Autres sources publiées

Ausserordentlicher Parteitag, Sonntag, den 2. November 1969, in Bern, Berne, Secrétariat central du PSS, document disponible au Pôle documentaire sur la vie politique, sociale et économique en Suisse (VIEDOC), Université de Lausanne.

Changer le parti pour changer la société, plate-forme 1980, groupe d'Yverdon du PSS, brochure disponible au Pôle documentaire sur la vie politique, sociale et économique en Suisse (VIEDOC), Université de Lausanne.

Congrès 1976. 30/31 octobre à la Maison des Congrès de Montreux, Berne, Secrétariat central du PSS, document disponible au Pôle documentaire sur la vie politique, sociale et économique en Suisse (VIEDOC), Université de Lausanne.

Statistique historique de la Suisse (en ligne: <https://hssso.ch>)

Statuts du Parti socialiste suisse, adoptés par le Congrès de Lausanne les 22 et 23 octobre 1966, Berne, Secrétariat central du PSS, document disponible au Pôle documentaire sur la vie politique, sociale et économique en Suisse (VIEDOC), Université de Lausanne.

Archives de la Radio Télévision suisse

Télévision suisse romande, *Télé Journal*, 8 février 1984 (en ligne: <https://www.rts.ch/archives>).

Études

ABT Viktor, «Les programmes du Parti socialiste suisse, 1870-1982», in: LANG Karl et al. (éd.), *Solidarité, débats, mouvement. Cent ans de Parti socialiste suisse, 1888-1988*, Lausanne, Éditions d'En bas, 1988, p. 59-74.

ALALUF Mateo, *Le socialisme malade de la social-démocratie*, Lausanne, Éditions Page 2, 2021.

ALTERMATT Urs, FURRER Markus, «Die Autopartei. Protest für Freiheit, Wohlstand und das Auto», in: ALTERMATT Urs et al. (éd.), *Rechte und linke Fundamentalopposition. Studien zur Schweizer Politik 1965-1990*, Bâle, Helbing & Lichtenhahn, 1994, p. 135-153.

- ALTERMATT Urs, «Parti démocrate-chrétien (PDC)», *Dictionnaire historique de la Suisse*, 2018, en ligne: <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/017377> (consulté en mai 2023).
- AMAR Cécile, CHEMIN Ariane, *Jospin & Cie. Histoire de la gauche plurielle 1993-2002*, Paris, Éditions du Seuil, 2002.
- AMLINGER Fabienne, *Im Vorzimmer der Macht? Die Frauenorganisationen der SPS, FDP und CVP, 1971-1995*, Zurich, Chronos Verlag, 2017.
- ARSEVER Sylvie, «Dix ans après, ce qui reste de l'affaire Kopp, c'est surtout le décor», *Le Temps*, 12 janvier 1999.
- ASSELAIN Jean-Charles, «L'incartade socialiste de 1981», *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 138, 2018, p. 17-31.
- AYRTON Robert, *L'impossible politique budgétaire. L'État fédéral face aux turbulences économiques*, Lausanne, Presses polytechniques universitaires romandes, 2002.
- BAER Matthias, «Le bonheur des uns fait le malheur des autres: parcours croisés des Verts et du Parti socialiste», in: BAER Matthias, SEITZ Werner (éd.), *Les Verts en Suisse. Leur politique, leur histoire, leur base*, Zurich, Rüegger Verlag, 2009, p. 77-93.
- BALASTÈR Peter, «La politique financière de la Confédération face à la conjoncture, de 1975 à nos jours», *La Vie économique* 82, 2009, p. 26-30.
- BANTIGNY Ludivine, *1968. De grands soirs en petits matins*, Paris, Seuil, 2018.
- BARNETTA Ines, GERBER David, «L'évolution du marché immobilier suisse et le rôle de l'État», *La vie économique*, 1^{er} mai 2011, p. 54-58.
- BATOU Jean, *Nos années 68 dans le cerveau du monstre*, Vevey, Éditions de L'Aire, 2018.
- B EGLINGER Martin, *Otto Stich. Der rote Eidgenosse*, Zurich, Werd Verlag, 1996.
- BEHRENS Nicola et al. (éd.), *Einig – aber nicht einheitlich. 125 Jahre Sozialdemokratische Partei der Schweiz / Une pensée unie – mais pas unique. 125 ans Parti socialiste suisse*, Zurich, Limmat Verlag, 2013.
- BERGER Michel, *Die Reaktion der Gewerkschaften in der Schweiz auf die Wirtschaftskrise der 1970er Jahre*, Mémoire de maîtrise, Université de Fribourg, 2010.
- BERGOUNIOUX Alain, GRUNBERG Gérard, «L'Union de la gauche et l'ère Mitterrand», in: BECKER Jean-Jacques et al. (éd.), *Histoire des gauches en France*, Paris, La Découverte, 2005, p. 275-294.

- BEST Jacqueline, «The quiet failures of early neoliberalism. From national expectations to Keynesianism in reverse», *Review of International Studies* 46, 2020, p. 594-612.
- BIHR Alain, *La farce tranquille. Normalisation à la française*, Paris, Éditions Spartacus, 1986.
- BLUM Roger, «Wandel und Konstanten bei den Progressiven Organisationen (POCH) 1971-1986», *Annuaire suisse de science politique* 26, 1986, p. 119-150.
- BONOLI Giuliano, «La 10^e révision de l'AVS: une politique consensuelle de "retranchement" ?» in: MACH André (éd.), *Globalisation, néolibéralisme et politiques publiques dans la Suisse des années 1990*, Zurich, Seismo, 1999, p. 191-216.
- BOSCHETTI Pietro, *Le Parti socialiste suisse hors du gouvernement (1953-1959): un parti d'opposition?*, Mémoire de licence, Université de Lausanne, 1981.
- BOSCHETTI Pietro, *La conquête du pouvoir: essai sur la montée de l'UDC*, Genève, Éditions Zoé, 2007.
- BOSCHETTI Pietro, *L'Affaire du siècle, le 2^e pilier et les assureurs*, Neuchâtel, Alphil, 2023.
- BRASSEL Ruedi et al. (éd.), *Zauberformel: Fauler Zauber? SP- Bundesratsbeteiligung und Opposition in der Schweiz*, Bâle, Z-Verlag, 1984.
- BRÜHLMANN Kevin, «Exklusive Recherche: Auf den Spuren des Kommunistenjähgers Cincera», *Tages-Anzeiger*, 12 août 2021.
- BUCLIN Hadrien, «Entre contestation et intégration: la gauche helvétique face aux débats de la sortie de guerre (1944-1946)», in: CHARRIER Landry et al. (éd.), *La Suisse, entre consensus et conflits: enjeux et représentations*, Reims, Éditions et presses universitaires, 2016.
- BUCLIN Hadrien, *Les intellectuels de gauche. Critique et consensus dans la Suisse d'après-guerre (1945-1968)*, Lausanne, Antipodes, 2019.
- BUCLIN Hadrien, «Assurance-maladie et libéralisme économique: l'échec de l'initiative populaire du Parti socialiste suisse de 1974», *Gesnerus. Swiss journal of the History of Medicine and Sciences* 77, 2020, p. 102-122.
- BURGOS Elie et al., *La formule magique. Conflits et consensus dans l'élection du Conseil fédéral*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2011.
- CALLAGHAN John, *The Retreat of Social Democracy*, Manchester, Manchester University Press, 2000.

- CERUTTI Mauro, «L'accord italo-suisse de 1964: une rupture dans la politique migratoire suisse», *Politorbis. Revue de politique étrangère* 44, 2008, p. 33-40.
- CHIQUET Simone, «Expertenempfehlungen und politische Zielsetzungen. Zu den Diskussionen um einen Verfassungsartikel für Konjunkturpolitik Anfang der 1970er-Jahre», in: CRIBLEZ Lucien et al. (éd.), *Staatlichkeit in der Schweiz*, Zurich, Chronos Verlag, 2016, p. 115-142.
- CLERC John, «Histoire du Parti socialiste fribourgeois (PSF)», in: BEHRENS Nicola et al. (éd.), *Einig – aber nicht einheitlich. 125 Jahre Sozialdemokratische Partei der Schweiz / Une pensée unie – mais pas unique. 125 ans Parti socialiste suisse*, Zurich, Limmat Verlag, 2013, p. 346-348.
- CONORD Fabien, *Les gauches européennes au XX^e siècle*, Paris, Éditions Armand Colin, 2012.
- DEGEN Bernard, *Sozialdemokratie: Gegenmacht? Opposition? Bundesratspartei?*, Zurich, Orell Füssli, 1993.
- DEGEN Bernard, «La crise économique et la Deuxième Guerre mondiale», in: BOILLAT Valérie et al. (éd.), *La valeur du travail. Histoire et histoires des syndicats*, Lausanne, Antipodes, 2006, p. 141-185.
- DEGEN Bernard, «Haute conjoncture et guerre froide», in: BOILLAT Valérie et al. (éd.), *La valeur du travail. Histoire et histoires des syndicats*, Lausanne, Antipodes, 2006, p. 186-232.
- DEGEN Bernard, «Nouvelles crises, nouvelles orientations», in: BOILLAT Valérie et al. (éd.), *La valeur du travail. Histoire et histoires des syndicats*, Lausanne, Antipodes, 2006, p. 233-272.
- DEGEN Bernard, «Die Sozialdemokratie im Wahlsystem der Schweiz», *Archiv für Sozialgeschichte* 53, 2013, p. 47-66.
- DEGEN Bernard, «Travail et capital», in: HALBEISEN Patrick et al. (éd.), *Histoire économique de la Suisse au XX^e siècle*, Neuchâtel, Alphil, 2021, p. 925-978.
- DEGEN Bernard, «Parti socialiste», *Dictionnaire historique de la Suisse*, 2022, en ligne: <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/017393/2022-01-24> (consulté en janvier 2024).
- DELWIT Pascal, *Les gauches radicales en Europe, XIX^e-XXI^e siècles*, Bruxelles, Éditions de l'Université, 2016.
- DENORD Françoise, «La conversion au néolibéralisme. Droite et libéralisme économique dans les années 1980», *Mouvements* 35, 2004, p. 17-23.

- DESCAMPS Florence, QUENNOUËLLE-CORRE Laure, «Le tournant de mars 1983 a-t-il été libéral?», *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 138, p. 5-15.
- DESHUSSES Frédéric, *Grèves et contestations ouvrières en Suisse, 1969-1979*, Lausanne, Éditions d'En bas, 2014.
- DUTTWEILER Catherine, *Pardon Monsieur. Chronique d'une élection turbulente au Conseil fédéral*, Genève, Zoé, 1993.
- EICHENBERGER Pierre, «The Eternal Rebirth of the Liberal Creed: Alternative Temporalities of Swiss Neoliberalism», *Journal of Modern European History* 17, 2019, p. 390-395.
- EICHENBERGER Pierre, LEIMGRUBER Matthieu, «Business Interests and the Development of the Public-Private Welfare Mix in Switzerland, 1880-1990», in: OUDE NIJHUIS Dennie (éd.), *Business Interests and the Development of the Modern Welfare State*, Londres, Routledge, 2020, p. 84-109.
- EICHENBERGER Pierre, «Swiss Capitalism, or the Significance of Small Things», *Capitalism: A Journal of History and Economics* 3, 2022, p. 215-252.
- ESCALONA Fabien, «La social-démocratie en Europe: crise terminale ou nouveau "champ de bataille"?», *Mouvements* 89, 2017, p. 99-111.
- ESCALONA Fabien, *La reconversion partisane de la social-démocratie européenne. Du régime social-démocrate keynésien au régime social-démocrate de marché*, Paris, Éditions Dalloz, 2018.
- ETTLIN Franz, GAILLARD Serge, «La gestion macroéconomique de la demande est aussi possible dans un petit pays», *Revue économique et sociale* 62, 2004, p. 23-29.
- FARQUET Christophe, *Histoire du paradis fiscal suisse*, Paris, Presses de Science Po, 2018.
- FAULENBACH Bernd, *Das sozialdemokratische Jahrzehnt. Von der Reformeuphorie zur neuen Unübersichtlichkeit. Die SPD 1969-1982*, Bonn, Dietz Verlag, 2011.
- FEDERER Lucas, *Zwischen Internationalismus und Sachpolitik. Die trotzkistische Bewegung in der Schweiz, 1945-1968*, Bielefeld, Transcript Verlag, 2022.
- FEHR Aniko, *La politique fiscale de la Confédération suisse ou l'art de vider les caisses (1958-1977)*, Thèse de doctorat, Université de Lausanne, 2023.

- FEHR Hans-Jürg, «Die SP und Europa. Vom langen Schweigen zum klaren Strategie», in : BEHRENS Nicola et al. (éd.), *Einig – aber nicht einheitlich. 125 Jahre Sozialdemokratische Partei der Schweiz / Une pensée unie – mais pas unique. 125 ans Parti socialiste suisse*, Zurich, Limmat Verlag, 2013, p. 341-343.
- FINGER Matthias, REY Jean-Noël, «Le Parti socialiste suisse face aux nouvelles valeurs et aux nouveaux enjeux politiques de la société industrialisée avancée», *Annuaire suisse de science politique* 26, 1986, p. 257-272.
- FISCHER Felix, «Die Reichtumssteuer-Initiative von 1977 und ihre Differenzsemantiken: Umverteilung zwischen “armen Reichen”, “Mittelstand” und “kleinen Einkommen”», *Traverse* 22, 2015, p. 122-133.
- FLANDRE Christelle, *Socialisme ou social-démocratie? Regards croisés français allemands, 1971-1981*, Paris, L’Harmattan, 2006.
- FLANDRIN Antoine, «Submergé par le malaise social», *Le Monde*, 19 août 2021.
- FONTANELLAZ Blaise, *Entre Sonderfall et intégration: les partis politiques suisses à l’épreuve de l’Europe (1989-2014)*, Louvain-la-Neuve, Academia-L’Harmattan, 2019.
- FRAGNIÈRE Jean-Pierre, «Préface», in : REY Jean-Noël, *Trop d’État? Essai sur la mise en cause de l’État-protecteur en Suisse*, Lausanne, Réalités sociales, 1983.
- FRAGNIÈRE Jean-Pierre, «Spécificités helvétiques», *Revue française des affaires sociales* 4, 1985, p. 7-24.
- FTMH (éd.), *Voies multiples, but unique. Regard sur le syndicat FTMH 1970-2000*, Lausanne, Payot, 2004.
- FULLA Mathieu, *Les socialistes français et l’économie (1944-1981)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016.
- GHELFI Jean-Pierre, «Moins d’État, plus de liberté. La Suisse et la naissance du néolibéralisme», in : FTMH (éd.), *Voies multiples, but unique. Regard sur le syndicat FTMH 1970-2000*, Lausanne, Payot, 2004, p. 25-34.
- GIDDEY Thibaud, *Histoire de la régulation des banques en Suisse (1914-1972)*, Genève, Droz, 2019.
- GILLABERT Matthieu, *Dans les coulisses de la diplomatie culturelle. Objectifs, réseaux et réalisations (1938-1984)*, Neuchâtel, Alphil, 2013.
- GILLIAND Pierre, «Santé publique: évolution des coûts, sources de financement et perspectives», in : GILLIAND Pierre (éd.), *Assurance-maladie*,

- quelle révision? Suisse 1889-1989, cent ans déjà!*, Lausanne, Réalités sociales, 1990, p. 21-34.
- GIRIENS Pierre-Yves, STAUFFER Julien, «Deuxième révision de la loi sur l'assurance-chômage: genèse d'un compromis», in: MACH André (éd.), *Globalisation, néolibéralisme et politiques publiques dans la Suisse des années 1990*, Zurich, Seismo, 1999, p. 105-143.
- GIUGNI Marco, PASSY Florence, *Histoire de mobilisation politique en Suisse. De la contestation à l'intégration*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- GÖLDI Wolfgang, «Confédération des syndicats chrétiens de Suisse (CSC)», *Dictionnaire historique de la Suisse*, 2012, en ligne: <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/016485> (consulté en septembre 2022).
- GOUGEON Jacques-Pierre, *La social-démocratie allemande 1830-1996. De la révolution au réformisme*, Paris, Aubier, 1996.
- GUEx Sébastien, *L'argent de l'État. Parcours des finances publiques au XX^e siècle*, Lausanne, Réalités sociales, 1998.
- GUEx Sébastien, «Les origines du secret bancaire et son rôle dans la politique de la Confédération au sortir de la Seconde Guerre mondiale», *Genèses* 34, 1999, p. 4-27.
- GUEx Sébastien, «L'État fédéral et les crises économiques du début du XX^e siècle à nos jours: la Suisse, un bastion anti-keynésien», in: DAVID Thomas et al. (éd.), *Krisen. Ursachen, Deutungen und Folgen*, Zurich, Chronos Verlag, 2012, p. 151-169.
- GUEx Sébastien, «Finances publiques et politique financière (1914-2000)», in: HALBEISEN Patrick et al. (éd.), *Histoire économique de la Suisse au XX^e siècle*, Neuchâtel, Alphil, 2021, p. 1139-11962.
- HABLÜTZEL Peter, «Regierungsparteiengespräche im schweizerischen Konkordanzsystem», *Annuaire suisse de science politique* 26, 1986, p. 283-292.
- HALBEISEN Patrick, STRAUMANN Tobias, «La politique économique dans le contexte international», in: HALBEISEN Patrick et al. (éd.), *Histoire économique de la Suisse au XX^e siècle*, Neuchâtel, Alphil, 2021, p. 1043-1138.
- HÄMMERLE Andrea et al., «Grisons: le réveil de la périphérie», in: LANG Karl et al. (éd.), *Solidarité, débats, mouvement. Cent ans de Parti socialiste suisse, 1888-1988*, Lausanne, Édition d'En bas, 1988, p. 153-187.
- HARVEY David, *Brève histoire du néolibéralisme*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2014.

- HÄUSERMANN Silja et al., *Wählerschaft und Perspektiven der Sozialdemokratie in der Schweiz*, Zurich, NZZ Libro, 2022.
- HOTTELIER Michel, «Suisse: réforme des droits populaires de rang fédéral», *Revue française de droit constitutionnel* 55, 2003, p. 657-670.
- HUBACHER Helmut, *Tatort Bundeshaus*, Berne, Zytglogge Verlag, 1994.
- HUG Peter, «En quête d’alternatives. Le syndicat FTMH et la politique industrielle dans le secteur de l’armement», in: FTMH (éd.), *Voies multiples, but unique. Regard sur le syndicat FTMH 1970-2000*, Lausanne, Payot, 2004, p. 73-83.
- HUG Ralph, «Le durcissement des luttes. Grève et droit de grève: état des lieux», in: ZIMMERMANN Rolf (éd.), *La grève, ça paie! Les conflits du travail en Suisse depuis la grève générale de 1918*, Berne, Union syndicale suisse, 2008, p. 7-13.
- HÜRLIMANN Jacques, *SPS und militärische Landesverteidigung, 1946-1966*, Zurich, Juris Druck und Verlag, 1985.
- HÜRLIMANN Gisela, «Einträglich und Gerecht? Steuern und Umverteilung in Nachkriegsboom, 1970er-Krise und darüber hinaus», in: HÜRLIMANN Gisela, TANNER Jakob (éd.), *Steuern und Umverteilen. Effizienz versus Gerechtigkeit?*, Hochschulverlag ETH, Zurich, 2012, p. 55-81.
- HÜRLIMANN Gisela, «Der moderne Gesellschafts- und Bundesvertrag. Steuerpolitik im Kontext von sozioökonomischem Wandel und föderalistischer Staatlichkeit», in: CRIBLEZ Lucien et al. (éd.), *Staatlichkeit in der Schweiz*, Zurich, Chronos Verlag, 2016, p. 85-114.
- HÜRLIMANN Gisela, *Schweizerische Steuerwelten 1955 bis 1979. Gerechtigkeit, Wettbewerb und Harmonisierung im transnationalen Kontext*, Thèse d’habilitation, Université de Fribourg, 2020.
- INEICHEN Andreas, «Formule magique», in: *Dictionnaire historique de la Suisse*, 2015, en ligne: <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/010097/2015-01-25> (consulté en mai 2023).
- IZZO Stefania, JUNOD Grégoire, «Les syndicats face à la redéfinition libérale de l’économie postale», in: MACH André (éd.), *Globalisation, néolibéralisme et politiques publiques dans la Suisse des années 1990*, Zurich, Seismo, 1999, p. 301-344.
- JAGGI Yvette, «Cuisine ultralibérale. Le grand livre de recette de Betty Bossi – De Pury», in: MORET Michel (éd.), *Le livre noir du libéralisme*, Vevey, Éditions de L’Aire, 1996, p. 9-28.

- JEANNERET Pierre, *Popistes. Histoire du parti ouvrier et populaire vaudois, 1943-2001*, Lausanne, Éditions d'En bas, 2002.
- JEANNERET Pierre, BOUVERAT Arnaud, « Histoire du Parti socialiste vaudois » in: BEHRENS Nicola et al. (éd.), *Einig – aber nicht einheitlich. 125 Jahre Sozialdemokratische Partei der Schweiz / Une pensée unie – mais pas unique. 125 ans Parti socialiste suisse*, Zurich, Limmat Verlag, 2013, p. 349-351.
- JOST Hans-Ulrich, *Le salaire des neutres*, Paris, Denoël, 1999.
- JOST Hans-Ulrich, « Menace et repliement 1914-1945 », in: ANDREY Georges et al. (éd.), *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, Lausanne, Payot, 2004, p. 683-770.
- JUDT Tony, *Après-guerre. Une histoire de l'Europe depuis 1945*, Paris, Éditions Armand Colin, 2007.
- KALT Monica, *Tiersmondismus in der Schweiz der 1960er und 1970er Jahre*, Berne, Peter Lang, 2010.
- KAPPELER Beat, « L'évolution de la politique de l'emploi », *Revue française des affaires sociales* 39, 1985, p. 61-66.
- KAPPELER Beat, « Sozialdemokratische Krisenpolitik in Europa. Ein gescheitertes Programm », *Rote Revue – Profil* 67, 1988, p. 6-8.
- KAPPELER Beat, HUBER Jakob, « Politische Paradigmata und neoliberale Einflüsse am Beispiel von vier sozialdemokratischen Parteien in Europa », *Österreichische Zeitschrift für Politikwissenschaft* 38, 2009, p. 163-192.
- KERGOMARD Zoé, « “Mehr Freiheit, weniger Staat”. Zum Neoliberalismus als Patentrezept gegen die Krise der Schweizer Parteien um 1980 », in: LUDI Regula et al., *Zwang zur Freiheit. Krise und Neoliberalismus in der Schweiz*, Zurich, Chronos Verlag, 2018, p. 111-136.
- KERGOMARD Zoé, *Wahlen ohne Kampf? Schweizer Parteien auf Stimmenfang, 1947-1983*, Bâle, Schwabe, 2020.
- KERGOMARD Zoé, « Ni “rouge” ni “pauvre type”? Le parti socialiste suisse à la recherche de son électorat (1947-1983) », *Histoire@politique. Revue du Centre d'histoire de Sciences Po* 47, 2022, p. 1-24.
- KERSHAW Ian, *L'âge global. L'Europe, de 1950 à nos jours*, Paris, Seuil, 2020.
- KIENER NELLEN Margret, BAUER Andrea, « Die SP und die neoliberale Finanz- und Steuerpolitik seit 1990 », in: KRÜGER Sybil, NIDERHÄUSER Yves (éd.), *Klassenkampf(rhetorik) und Reformpolitik. 100 Jahre SP Kanton Bern*, Berne, Sozialdemokratische Partei des Kantons Bern, 2005, p. 206-221.

- KLÖTI Ulrich, *Die Chefbeamten der schweizerischen Bundesverwaltung*, Berne, Francke Verlag, 1972.
- KOLLER Christian, «Grève, partenariat social et participation», in: FTMH (éd.), *Voies multiples, but unique. Regard sur le syndicat FTMH 1970-2000*, Lausanne, Payot, 2004, p. 47-58.
- KOLLER Christian, «Vor 50 Jahren. Die Schwarzenbach-Initiative», *Schweizerisches Sozialarchiv Newsletter*, 9 mai 2020, en ligne: <https://www.sozialarchiv.ch/2020/05/09/vor-50-jahren-die-schwarzenbach-initiative> (consulté en février 2022).
- KOLLER Christian, «Vor 85 Jahren. Krisenlernen in der Demokratie», *Schweizerisches Sozialarchiv Newsletter* 6, 5 novembre 2020, en ligne: <https://www.sozialarchiv.ch/newsletter> (consulté en février 2022).
- KOLLER Christian, «Vor 40 Jahren. Züri brännt», *Schweizerisches Sozialarchiv Newsletter*, 13 mai 2020, en ligne: <https://www.sozialarchiv.ch/newsletter> (consulté en février 2022).
- KRAFT Michael, «Bewegte Jugend “1968” und “1980”», in: BEHRENS Nicola et al. (éd.), *Einig – aber nicht einheitlich. 125 Jahre Sozialdemokratische Partei der Schweiz / Une pensée unie – mais pas unique. 125 ans Parti socialiste suisse*, Zurich, Limmat Verlag, 2013, p. 285-290.
- LANG Karl, «Chronologie», in: LANG Karl et al. (éd.), *Solidarité, débats, mouvement. Cent ans de Parti socialiste suisse, 1888-1988*, Lausanne, Éditions d’En bas, 1988, p. 27-58.
- LANG Karl et al. (éd.), *Solidarité, débats, mouvement. Cent ans de Parti socialiste suisse, 1888-1988*, Lausanne, Éditions d’En bas, 1988.
- LANG Margaux, «Le Parti radical-démocratique suisse à l’avant-garde du néolibéralisme? (1971-1983)», *Les Cahiers de l’IEP* 84, 2023.
- LEIMGRUBER Matthieu, *Solidarity without the State? Business and the Shaping of the Swiss Welfare State, 1890-2000*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.
- LEIMGRUBER Matthieu, «La doctrine des trois piliers entre endiguement de la sécurité sociale et financiarisation des retraites», *Association nationale et tessinoise des institutions d’action sociale*, mai 2010, p. 1-19.
- LEMMENMEIER Max, «Die SP St. Gallen und die Gewerkschaften. Der Streit um die politische Ausrichtung 1985-1995», in: BEHRENS Nicola et al. (éd.), *Einig – aber nicht einheitlich. 125 Jahre Sozialdemokratische Partei*

- der Schweiz / Une pensée unie – mais pas unique. 125 ans Parti socialiste suisse*, Zurich, Limmat Verlag, 2013, p. 300-301.
- LENZ Christoph, WALSER Charlotte, «Geheime Dokumente offengelegt – warum der Bundesrat plötzlich in die EU wollte», *TagesAnzeiger*, 1^{er} janvier 2022.
- LONGCHAMP Olivier, *La politique financière fédérale, 1945-1958*, Lausanne, Antipodes, 2014.
- LUDI Regula et al., «Einleitung. Krise und Neoliberalismus», in : LUDI Regula et al., *Zwang zur Freiheit. Krise und Neoliberalismus in der Schweiz*, Zurich, Chronos Verlag, 2018, pp. 9-36.
- MABILLARD Max, DE WECK Roger, *Scandale au Crédit Suisse*, Genève, Tribune, 1977.
- MACALUSO Pompeo, *Storia del Partito Socialista Autonomo*, Locarno, Armando Dadò Editore, 1997.
- MACH André, *Les relations entre partenaires sociaux et les politiques économiques de la Confédération au cours des années 80*, Mémoire de licence, Université de Lausanne, 1993.
- MACH André, «Présentation générale et contexte socio-économique des années 1990», in : MACH André (éd.), *Globalisation, néolibéralisme et politiques publiques dans la Suisse des années 1990*, Zurich, Seismo, 1999, p. 11-50.
- MACH André, WIDMER Frédéric, «“Davantage se politiser et devenir un facteur de pouvoir”. Les rapports changeants de la FTMH au politique (1970-2004)», in : FTMH (éd.), *Voies multiples, but unique. Regard sur le syndicat FTMH 1970-2000*, Lausanne, Payot, 2004, p. 119-129.
- MAIR Peter, VAN BIEZEN Ingrid, «Party Membership in Twenty European Democracies, 1980-2000», *Party Politics* 7, 2001, p. 5-21.
- MARGAIRAZ Michel, «Les nationalisations. La fin d’une culture politique?», in : BERSTEIN Serge et al. (éd.), *François Mitterrand. Les années du changement, 1981-1984*, Paris, Perrin, 2001, p. 344-384.
- MASNATA François, RUBATTEL Claire, *Le pouvoir suisse. Séduction démocratique et répression suave*, Vevey, Éditions de l’Aire, 1991.
- MAZZOLENI Oscar, RAYNER Hervé, «Une coalition gouvernementale “immuable”? Émergence, institutionnalisation et crise de la “formule magique” en Suisse (1959-2003)» in : MAZZOLENI Oscar, RAYNER Hervé

- (éd.), *Les partis politiques suisses. Traditions et renouvellements*, Paris, Michel Houdiard, 2009, p. 127-168.
- MAZZOLENI Oscar et al., « Entre professionnalisation et proximité. L'évolution du profil des candidats et des élus socialistes depuis les années 1950 », in: NICOLET Sarah et al. (éd.), *Le destin électoral de la gauche. Le vote socialiste et vert en Suisse*, Chêne-Bourg, Georg, 2010, p. 331-360.
- MEISTER Magnus, *Les Trente Glorieuses et la crise des années 1970 en Suisse. Une politique conjoncturelle et économique au service de l'internationalisation de l'économie suisse*, Mémoire de maîtrise, Université de Lausanne, 2013.
- MEULI Urs, LADNER Andreas, « Die Berner SP zu Beginn des 21. Jahrhunderts. Ideologischer Graben und erosionstendenzen an der Basis », in: KRÜGER Sybil, NIDERHÄUSER Yves (éd.), *Klassenkampf(rhetorik) und Reformpolitik. 100 Jahre SP Kanton Bern*, Berne, Sozialdemokratische Partei des Kantons Bern, 2005, p. 178-193.
- MIARD-DELACROIX Hélène, « Les relations franco-allemandes », in: BERSTEIN Serge et al. (éd.), *François Mitterrand. Les années du changement, 1981-1984*, Paris, Perrin, 2001, p. 295-311.
- MOSCHONAS Gerassimos, *In the Name of Social Democracy. The Great Transformation: 1945 to the present*, Londres, Verso, 2002.
- MOSER Julia, *Der schweizerische Wohlfahrtsstaat. Zum Ausbau des sozialen Sicherungssystems 1975-2005*, Francfort, Campus Verlag, 2008.
- MOTARD Anne-Marie, « Les syndicats et les gouvernements Blair. De la soumission stratégique au bras de fer? », *Observatoire de la société britannique* 3, p. 173-197.
- MÜLLER Felix et al., *Krise. Zufall oder Folge des Kapitalismus? Die Schweiz und die aktuelle Wirtschaftskrise. Eine Einführung aus marxistischer Sicht*, Zurich, Limmat Verlag, 1976.
- MÜLLER Felix, TANNER Jakob, « "... à la lumière pleine d'espoir d'un avenir meilleur." Contribution à l'histoire de l'idée de progrès dans le mouvement ouvrier suisse », in: LANG Karl et al. (éd.), *Solidarité, débats, mouvement. Cent ans de Parti socialiste suisse 1888-1988*, Lausanne, Éditions d'en bas, 1988, p. 279-318.
- MÜLLER Margrit, WOITEK Ulrich, « Prospérité, croissance et conjoncture », in: HALBEISEN Patrick et al. (éd.), *Histoire économique de la Suisse au XX^e siècle*, Neuchâtel, Alphil, 2021, p. 95-234.

- MÜLLER Stefan, *Wie die 68er die Berner SP übernahmen. Die Modernisierung der Sozialdemokratie in den 70er und frühen 80er Jahren*, Mémoire de licence, Université de Berne, 2009.
- MÜLLER Philipp, *La Suisse en crise (1929-1936)*, Lausanne, Antipodes, 2010.
- NOTERMANS Ton, *Money, markets, and the state. Social democratic economic policies since 1918*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.
- OCDE, *Études économiques de l'OCDE. Autriche*, Paris, OCDE, 1983.
- OESCH Daniel, *Les syndicats en Suisse de 1990 à 2006. Stratégies, fusions et évolution de leurs effectifs*, Berne, USS, 2008 (Dossier de l'Union syndicale suisse 51).
- OESCH Daniel, RENNWALD Line, «La disparition du vote ouvrier? Le vote de classe et les partis de gauche en Suisse», in: SCIARINI Pascal, NICOLET Sarah (éd.), *Le destin électoral de la gauche. Le vote socialiste et vert en Suisse*, Chêne-Bourg, Georg, 2010, p. 219-256.
- PASQUIER Émilie, *Le Parti socialiste suisse et l'initiative populaire "contre l'abus du secret bancaire et de la puissance des banques", 1977-1984*, Mémoire de licence, Université de Lausanne, 2009.
- PECA Servan, «Ce qui a changé depuis la crise des années 1990», *Le Temps*, 16 juin 2013.
- PELIZZARI Alessandro, *Die Ökonomisierung des Politischen. New public management und der neoliberale Angriff auf die öffentliche Dienste*, Constance, UKV, 2001.
- PEREIRA Nuno, «L'impact des événements français sur le mouvement de 68 en Suisse», *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 94, 2009, p. 60-65.
- PEREIRA Nuno, *Anti-impérialisme et nouvelle gauche radicale dans la Suisse des années 68*, Thèse de doctorat, Université de Lausanne, 2015.
- PEREIRA Nuno, SCHÄR Renate, «Soixante-huitards helvétiques. Étude prosopographique», *Le Mouvement social* 239, 2012, p. 9-23.
- PILOTTI Andrea et al., «Les parlementaires suisses entre démocratisation et professionnalisation, 1910-2000», *Revue suisse de science politique* 16, 2010, p. 211-245.
- QUELOZ Jean, BLANCHARD Marie-Paule, *Mouvement populaire des familles. 50 ans d'action 1942-1992*, Yverdon, Mouvement populaire des familles, 1992.
- RAFFY Serge, *François Hollande. Itinéraire secret*, Paris, Fayard, 2011.

- RAYNER Hervé et al., «Les institutions politiques suisses à l'épreuve. Le scandale des fiches», in: MAZBOURI Malik, VALLOTTON François (éd.), *Scandale et histoire*, Lausanne, Antipodes, 2016, p. 81-98.
- RENNWALD Line, *Partis socialistes et classe ouvrière. Ruptures et continuités du lien électoral en Suisse, en Autriche, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en France (1970-2008)*, Neuchâtel, Éditions Alphil, 2015.
- RENNWALD Line, ZIMMERMANN Adrian, «Le vote ouvrier en Suisse, 1971-2011», *Social Change in Switzerland* 4, 2016, p. 4-11.
- REY Jean-Noël, *Trop d'État? Essai sur la mise en cause de l'État-protecteur en Suisse*, Lausanne, Réalités sociales, 1983.
- ROVAN Joseph, *Histoire de la social-démocratie allemande*, Paris, Éditions du Seuil, 1978.
- RUDIN-BÜHLMANN Sibylle, «Bâle-Campagne», in: *Dictionnaire historique de la Suisse*, 2017, en ligne: <https://hls-dhs-dss.ch/de/articles/007477/2017-05-29> (consulté en novembre 2021).
- RUOSS Matthias, «Selbstsorge statt gesellschaftliche Solidarität. Die Neuverhandlung der sozialen Verantwortung in der "Krise des Sozialstaats"», in: LUDI Regula et al. (éd.), *Zwang zur Freiheit. Krise und Neoliberalismus in der Schweiz*, Zurich, Chronos Verlag, 2018, p. 189-214.
- SAWICKI Frédéric, «Les socialistes», in: BECKER Jean-Jacques et al. (éd.), *Histoire des gauches en France*, vol. 2, Paris, La Découverte, 2005, p. 27-50.
- SCHARPF Fritz, *Sozialdemokratische Krisenpolitik in Europa*, Francfort, Campus Verlag, 1987.
- SCHMELZER Matthias, *The Hegemony of Growth. The OECD and the Making of the Economic Growth Paradigm*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016.
- SCIARINI Pascal, «Le Parti socialiste et les Verts: concurrence et défis», in: MAZZOLENI Oscar et al. (éd.), *Voisinages et conflits. Les partis politiques suisses en mouvement*, Genève, Slatkine, 2013, p. 133-152.
- SCHMID Gerhard, «Demokratisch-soziale Partei (DSP) Basel-Stadt – Ablauf und Bedeutung einer Parteispaltung», *Annuaire suisse de science politique* 26, 1986, p. 89-105.
- SEITZ Werner, *La difficile conquête du mandat de députée. Les femmes et les élections au Conseil national de 1971 à 1991*, Berne, Office fédéral de la statistique, 1994.

- SEITZ Werner, «Concombres et pastèques. L'histoire des Verts en Suisse», in: BAER Matthias, SEITZ Werner (éd.), *Les Verts en Suisse. Leur politique, leur histoire, leur base*, Zurich, Rüegger, 2009, p. 19-42.
- SEITZ Werner, SCHNEIDER Madeleine, «Les Roses-Verts gouvernent. Majorités de gauche dans les exécutifs communaux», in: BAER Matthias, SEITZ Werner (éd.), *Les Verts en Suisse. Leur politique, leur histoire, leur base*, Zurich, Rüegger Verlag, 2009, p. 101-110.
- SEITZ Werner, «L'histoire des Vert-e-s en Suisse, 1983-2022», in: BÜTIKOFER Sarah, SEITZ Werner, *Les Vert-e-s en Suisse. Évolution – action – perspectives*, Zurich, Seismo, 2023, p. 17-40.
- SIDLER Roger, *Arnold Künzli. Kalter Krieg und geistige Landesverteidigung*, Zurich, Chronos Verlag, 2006.
- SKENDEROVIC Damir, *The Radical Right in Switzerland. Continuity and Change*, New York, Berghahn Books, 2009.
- SKENDEROVIC Damir, «Union démocratique du centre», *Dictionnaire historique de la Suisse*, 2017, en ligne: <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/017389/2017-03-20> (consulté en janvier 2024).
- SKENDEROVIC Damir, SPÄTI Christina, *Les années 68. Une rupture politique et culturelle*, Lausanne, Antipodes, 2012.
- SORMAN Guy, «La solution libérale. Conférence prononcée lors de l'assemblée générale du Redressement national, 29 mars 1985, Genève», *Études d'économie et de politique suisses* 125, 1985, p. 3-20.
- SPEICH CHASSÉ Daniel, «Gab es in der Schweiz eine neoliberale Wende?» in: CRIBLEZ Lucien et al. (éd.), *Staatlichkeit in der Schweiz*, Zurich, Chronos Verlag, 2016, p. 369-383.
- STETTLER Peter, «Robert Bratschi», *Dictionnaire historique de la Suisse*, 2002, en ligne: <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/006209/2002-12-16/> (consulté en décembre 2023).
- STUDER Brigitte, «Ökonomien der sozialen Sicherheit», in: HALBEISEN Patrick et al. (éd.), *Wirtschaftsgeschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*, Bâle, Schwabe, 2012, p. 923-974.
- STUDER Brigitte, «Frauen im Streik», *NZZ Geschichte* 21, 2019, p. 56-67.
- SÜRI Daniel, «Syndicalistes, avons-nous un avenir dans le futur?», in: MASNATA François et al. (éd.), *Le pouvoir suisse, 1291-1991. Séduction démocratique et répression suave*, Lausanne, Éditions de L'Aire, 1991, p. 337-349.

- TABIN Jean-Pierre, TOGNI Carola, *L'assurance chômage en Suisse*, Lausanne, Antipodes, 2013.
- TANNER Jakob, *Geschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*, Munich, C. H. Beck, 2015.
- TAWFIK Amal, HORBER Eugène, «Les déterminants de la participation et quelques effets sur le vote de gauche», in: SCIARINI Pascal, NICOLET Sarah (éd.), *Le destin électoral de la gauche. Le vote socialiste et vert en Suisse*, Chêne-Bourg, Georg, 2010, p. 45-86.
- THORPE Andrew, *A History of the British Labour Party*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2008.
- TRIBELHORN Marc, «Michael E. Dreher ist tot. Der Auto-Aktivist mit dem Flammenwerfer», *Neue Zürcher Zeitung*, 25 mai 2023.
- TSCHUDI Hans Peter, *Im Dienste des Sozialstaates. Politische Erinnerungen*, Bâle, Reinhardt, 1993.
- UDRY Charles-André, «Dix ans d'économie suisse. Ligne droite et virage», in: MASNATA François et al. (éd.), *Le pouvoir suisse, 1291-1991. Séduction démocratique et répression suave*, Lausanne, Éditions de L'Aire, 1991, p. 309-319.
- UDRY Charles-André, MARQUIS Jean-François, «Le renouveau de tous les dangers», in: MORET Michel (éd.), *Le livre noir du libéralisme*, Vevey, Éditions de L'Aire, 1996, p. 133-229.
- ULRICH Dieter, *Von einer linken zu einer links-grünen Politik. Der Generationenwechsel in der SP des Kantons Solothurn von 1967 bis 1989*, Mémoire de licence, Université de Berne, 2004.
- VERGNON Gilles, *Le «modèle» suédois. Les gauches françaises et l'impossible social-démocratie*, Rennes, Presses universitaires, 2015.
- VON FELLEBERG-BITZI Trudi, *Emilie Lieberherr. Pionierin der Schweizer Frauenpolitik*, Zurich, NZZ Libro, 2019.
- VON GUNTEN Hansueli, VOGLI Hans, *Das Verhältnis der sozialdemokratischen Partei zu andern Linksparteien in der Schweiz (1912-1980)*, Berne, Verlag für politische Bildung, 1980.
- VON WYL Benjamin, «50 Jahre Schwarzenbach-Initiative. Als die SP-Zeitungen mit dem Feuer spielten», *Medienwoche*, 2 juin 2020.
- WALTER FRANZ, *Vorwärts oder abwärts? Zur Transformation der Sozialdemokratie*, Berlin, Suhrkamp, 2010.

- WEGELIN Jürg, *Jean Ziegler. La vie d'un rebelle*, Lausanne, Favre, 2012.
- WEIBEL Andrea, «Démocrates suisses», in: *Dictionnaire historique de la Suisse*, 2017, en ligne: <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/017409/2017-03-20/> (consulté en novembre 2021).
- WICKI Julien, «*On ne monte pas sur les barricades pour réclamer le frigidaire pour tous*». *Histoire sociale et politique du parti socialiste vaudois (1945-1971)*, Lausanne, Antipodes, 2007.
- WIDMER Frédéric, «Stratégies syndicales et renouvellement des élites. Le syndicat FTMH face à la crise des années 1990», *Revue suisse de science politique* 13, 2007, p. 395-431.
- WYLER Rebekka, *Schweizer Gewerkschaften und Europa 1960-2005*, Münster, Westfälisches Dampfboot, 2012.
- ZAHN Anita, «Widerstand im Wandel. Schweizer Arbeitslosenkomitees und der aktivierende Sozialstaat», in: LUDI Regula et al. (éd.), *Zwang zur Freiheit. Krise und Neoliberalismus in der Schweiz*, Zurich, Chronos Verlag, 2018, p. 263-286.
- ZIMMERMANN Adrian, «Von der Klassen- zur Volkspartei? Anmerkungen zum ideologischen Selbstverständnis und zur gesellschaftlichen Basis der SPS im "kurzen 20. Jahrhundert"», *Traverse* 14, 2007, p. 95-113.
- ZIMMERMANN Adrian, «Demokratie im Betrieb. Die Mitbestimmungsoffensive der schweizerischen Gewerkschaften in den 1970er Jahren», in: BERNET Brigitta et al. (éd.), *Ausser Betrieb. Metamorphosen der Arbeit in der Schweiz*, Zurich, Limmat Verlag, 2015, p. 265-284.

Film

- MAYERAT Jean et al. (1997), *Georges Peters. Médecin, pharmacologue et politicien*, Associations Films Plans-Fixes.

Index des noms de personnes

A

Aubert, Pierre 120, 126

B

Balladur, Édouard 158

Barre, Raymond 77

Berger, Christoph 114

Bervini, Rossano 133

Bichsel, Peter 91, 123

Bieri, Rudolf 78

Blair, Tony 141, 160, 166, 207,
214, 217, 218, 219, 220

Blocher, Christoph 102, 105, 116, 152,
173, 174, 175, 203, 213, 214, 215

Bodenmann, Peter 165, 166, 167,
168, 171, 172, 174, 175, 179, 180,
182, 186, 187, 191, 194, 196, 199,
200, 207, 210, 211, 212, 213, 214

Brandt, Willy 35, 41, 162, 165

Bratschi, Heinz 86, 131, 132

Bratschi, Robert 25

Braunschweig, Hansjörg 83, 129

Bringolf, Walther 64

Brunner, Christiane 198, 208, 209,
210, 211

Buser, Walter 25

C

Canonica, Ezio 50, 76

Cavalli, Franco 219

Chevallaz, Georges-André 54, 57,
78, 83, 84, 86, 89, 98

Chopard, Max 147

Clerc, Denis 104

Clerc, John 126

Clivaz, Jean 77

Couchepin, Pascal 211

D

Daguet, André 167, 211

Dreher, Michael E. 106

Dreifuss, Ruth 198, 199, 211,
213

E

Ebner, Martin 141

Eggenberger, Georges 87

Eppler, Erhard 86

F

Fankhauser, Angeline 173

Favre, John 25, 126

Felber, René 138, 154, 165, 171,
172, 186, 208, 209

Fischer, Otto 76, 102

Fragnière, Jean-Pierre 104

Frisch, Max 123

Froidevaux, André 81

G

Gerwig, Andreas 39, 65, 85
 Grimm, Robert 64
 Grobet, Christian 123, 138
 Gross, Andreas 95, 173
 Gultas, Mehmet 179

H

Hablützel, Peter 141
 Hafner, Ursula 198
 Halter, René 66
 Hänsenberger, Urs 187
 Hayek, Friedrich 77
 Hayek, Nicolas 142
 Heeb, Fritz 129
 Hersch, Jeanne 93
 Honegger, Fritz 66, 83
 Hubacher, Helmut 33, 59, 62, 63,
 64, 65, 66, 67, 71, 79, 81, 82, 84, 85,
 86, 87, 93, 94, 96, 97, 98, 104, 108,
 109, 114, 116, 117, 119, 120, 121,
 122, 123, 127, 128, 132, 134, 136,
 142, 146, 147, 148, 149, 150, 152,
 153, 154, 162, 164, 165, 169, 171,
 177, 180, 199, 201, 213, 223, 232
 Hunziker, Bruno 103
 Hussein, Saddam 191

J

Jaggi, Yvette 124, 139, 140, 146,
 172, 207
 Jakob, Gerhard 97
 Jetzer, Alexandre 69
 Jospin, Lionel 217
 Jucker, Waldemar 57
 Junod, Étienne 75

K

Kappeler, Beat 59, 89, 113, 115,
 116, 126, 139, 140, 141, 233
 Kaufmann, Jürg 128
 Kaufmann, Michael 138
 Kinnock, Neil 141
 Kohl, Helmut 100, 158
 Kok, Wim 218
 Kopp, Elisabeth 162, 226
 Krivine, Alain 138
 Krneta, Georg 142
 Künzli, Arnold 17, 91

L

Ledergerber, Elmar 187, 188, 190
 Letsch, Hans 119
 Leuenberger, Moritz 162, 206, 213
 Leuthy, Fritz 103, 152
 Leutwiler, Fritz 59
 Lieberherr, Emilie 17, 128
 Linder, Wolf 164
 Locher, Robert 63
 Longchamp, Claude 137, 146, 208,
 212

M

Maissen, Toya 123, 136, 137
 Masnata, François 81, 91, 96
 Matthey, Francis 140, 187, 209,
 210, 211
 Meier, Max 153
 Méttral, Jean-Pierre 81, 104
 Mitterrand, François 16, 36, 101,
 112, 119, 143, 158, 159
 Morel, Félicien 114, 127, 132, 133,
 135

Müller, Felix 56
Müller, Richard 65

N

Nobel, Guido 57

P

Pedrina, Vasco 200
Peters, Georges 113, 122

R

Reagan, Ronald 89, 114
Reimann, Fritz 149
Renschler, Walter 65, 147
Rey, Jean-Noël 109, 110, 114, 206
Ritschard, Willi 32, 39, 40, 67, 88,
91, 94, 95, 97, 108, 109, 110, 111,
120, 121, 122, 124, 141, 167
Robbiani, Dario 133
Rocard, Michel 143

S

Schäppi, Hans 56
Scharpf, Fritz 139, 140
Schilling, Simone 199
Schiltknecht, Kurt 141
Schmid, Arthur 35, 36, 38, 39, 62,
63, 64, 65
Schmid, Carlo 167, 182
Schmid, Hans 114
Schmidt, Helmut 100
Schnyder, Karl 130
Schröder, Gerhard 217, 218, 220
Sommaruga, Simonetta 219
Sorman, Guy 102

Stich, Otto 17, 32, 53, 54, 57, 64,
65, 66, 94, 95, 97, 98, 119, 121,
122, 123, 124, 127, 141, 144, 145,
149, 150, 151, 154, 165, 167, 173,
174, 188, 190, 192, 194, 199, 202,
203, 204, 209, 210, 212, 213
Strahm, Rudolf 92, 95, 103, 127,
132, 142, 202, 203, 205, 223

T

Tanner, Jakob 56
Thatcher, Margaret 13, 96, 103,
114, 125, 126
Tramèr, Heinrich 67
Tschudi, Hans Peter 25, 39, 40, 41, 42

U

Uchtenhagen, Lilian 65, 116, 121,
122, 124, 138, 149, 209, 210

V

Villard, Arthur 35, 83
Villiger, Kaspar 204
Von Felten, Margrith 173
Vranitzky, Franz 159

W

Walser, Erasmus 64
Walter, Otto Friedrich 91
Weber, Max 24, 26
Weibel, Benedikt 206

Z

Zehnder, Herbert 147
Ziegler, Jean 17, 34, 37, 92, 93,
94, 138, 212

Table des matières

Remerciements	7
Table des abréviations	9
Introduction	11
Le PSS avant la crise économique des années 1970	21
Une intégration renforcée aux institutions durant les années d'après-guerre	21
Le PSS et les mouvements des années 1968.....	31
Les derniers feux de la haute conjoncture et les signes avant-coureurs de la crise.....	40
La crise économique des années 1970 et le durcissement des positions de la droite	49
La réponse hésitante du PSS face à la crise économique	51
Inflexion à gauche et succès électoral de 1975	62
L'offensive de la droite contre les dépenses sociales : le PSS sur la défensive	68
Une ligne plus ferme face à une droite plus dure.....	85
L'aile gauche du PSS à l'initiative de nouveaux combats	90
Crise d'orientation et défaites électorales du PSS dans les années 1980	99
Le PSS confronté à la rigueur budgétaire et au marasme économique	108
La participation gouvernementale en question.....	120
Exacerbation du débat interne et scissions.....	125

Échec de l'initiative sur les banques en 1984 et essoufflement de l'aile gauche	135
Naissance d'un courant social-libéral	139
Les déboires électoraux de la fin des années 1980.....	145
Le PSS entre résistance et adaptation au néolibéralisme durant la première moitié des années 1990.....	157
Le PSS et l'intégration européenne.....	170
La crise économique des années 1990	175
Le PSS face à la remise en cause de l'État social.....	190
Déficits des comptes publics et austérité budgétaire	201
Le succès électoral de 1995 ou l'art de la synthèse récompensé	208
Conclusion	217

Achevé d'imprimer

en août 2024

pour le compte des Éditions Livreo-Alphil

Responsable de production : Julie Rothenbühler

Le 12 février 1984, c'est dans une ambiance survoltée, après 11 heures de débat, que les délégué·e·s au congrès du Parti socialiste suisse (PSS) décident que leurs représentant·e·s continueront de siéger au Conseil fédéral. Ce choix constitue une défaite pour l'aile gauche du PSS, car celle-ci réclamait un retour à l'opposition après que la candidate socialiste pour l'élection au gouvernement a été évincée par la majorité de droite.

Cet épisode illustre parfaitement les difficultés rencontrées à partir du milieu des années 1970 par la principale force politique de gauche du pays. Sur fond de crises économiques à répétition et d'essor des politiques néolibérales sur le plan international, le PSS se heurte à des adversaires de moins en moins enclins au compromis. Ce climat politique plus dur remet en cause la conquête graduelle des progrès sociaux visée par le parti dans la période d'après-guerre.

Le présent ouvrage examine les débats et tensions traversés par le PSS et comment ce dernier a bravé de nombreux vents contraires entre 1973 et 1995. L'auteur y montre que les dirigeant·e·s socialistes ont dû user d'un art de la synthèse permanent pour que tiennent ensemble des sensibilités politiques divergentes, entre partisan·e·s d'une adaptation accrue à la mondialisation libérale et défenseur·e·s d'un État social fort et interventionniste.

À travers l'étude d'un parti gouvernemental, ce texte invite à une plongée dans plus de deux décennies de politique fédérale, en revisitant les enjeux qui ont marqué la Suisse contemporaine, du système de retraites à la construction européenne en passant par l'empreinte des mouvements sociaux sur la vie politique.



© Sébastien Agnetti

Hadrien Buclin est chargé de recherche en histoire contemporaine à l'Institut d'études politiques de l'Université de Lausanne. Il a également été chercheur invité au Centre d'histoire sociale du xx^e siècle de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ainsi que chargé de cours à l'Université de Fribourg. Il est l'auteur de deux précédentes monographies parues à Lausanne aux Éditions Antipodes, l'une consacrée au parcours politique de l'écrivain français Maurice Blanchot et la deuxième, issue de sa thèse de doctorat, à l'engagement des intellectuel·le·s de gauche dans la Suisse d'après-guerre.

ISBN 978-2-88950-226-4



9 782889 502264